

# Saluons nos prochains maîtres



**Quelques considérations à propos des stratégies  
des  
Soulèvements de la Terre**

*par un amoureux de la défaite*

**Février 2024**



Ah ! mes amis, rien ne  
déprave comme le succès !  
Tant que notre triomphe  
ne sera pas en même  
temps celui de tous, ayons  
la chance de ne jamais  
réussir ; soyons toujours  
vaincus !

Elisée Reclus

*l'anarchie*

paraissant tous les jeudis  
Première année – n° 19  
Dix centimes  
Jeudi 17 août 1905



## Table des matières

A celle et celui.....	7
qui est un peu pressé-e.....	7
1 En vrac.....	9
A propos de l’emballage.....	9
« <i>Nous sommes la Nature qui se défend !</i> ».....	9
Un daltonisme social.....	11
Nature versus Société.....	12
Une politique de l’offre... politique, mais pour quelle demande ?.....	17
Mythologies de la Terre.....	19
Inventer et manipuler des images.....	21
Voice, exit, loyalty.....	22
Et la Science dans tout ça ?.....	24
Constituer des bases arrières.....	24
« <i>C’est quoi, c’est travail !</i> ».....	27
La dynamique de la lutte.....	28
2 Quelques remarques sur le livre.....	31
« La forme-Commune » de Kristin Ross .....	31
Un séjour à la Potemkine.....	31
Le retour du refoulé.....	32
L’appât.....	32
Subsistance = abondance ?.....	33
La paysannerie comme sujet révolutionnaire, mais qui est son avant-garde ?.....	36
L’appât... de l’appât.....	37
Un brin de sociologie rurale.....	37
3 Les nouvelles formes d’organisation du travail militant :.....	41
Le <i>business plan</i> des Soulèvements de la Terre.....	41
Le contractuel, l’institutionnel, l’informel.....	41
On recrute ! !.....	43
Offre gratuite de traduction du langage économique.....	45
en langage d’État :.....	45
Le réseau national de l’enseigne.....	45
Vers une transnationale des luttes.....	49
Pour faire rayonner les Soulèvements à l’international.....	49
<i>Spatial fix</i> et dépossession.....	52
L’écologisation de la question sociale.....	53
Les Soulèvements de la terre :.....	54
« L’État qui vient ? ».....	54
L’étatisation des luttes sociales.....	57
L’accumulation primitive des Soulèvements.....	58
Mystique de la composition.....	59
Les quatre éléments.....	59
Une ubérisation des luttes et un militantisme de plateforme.....	60
Une stratégie radicale de dépassement des rapports de production capitaliste ?.....	65
Philosophie de la vie paysanne.....	68
Un maillage de comités locaux.....	68
Reprendre, démanteler, communiser.....	70

Utiliser les méthodes de l’adversaire.....	72
La ruée vers le foncier agricole.....	73
Le capital.....	74
La force de « <i>Travaille !</i> ».....	77
Et les basses besognes ?.....	79
Travail et exclusion : comment Emmaüs réinvente le	84
revenu minimum ?.....	84
Un p’tit conseil aux stratèges.....	87
Les moyens de production.....	89
De notre envoyé spécial.....	90
S’agréger à une dynamique en cours pour tenter de l’unifier sous son hégémonie.....	91
Actualisation sur la polarisation négative.....	93
Une tentative de généralisation de la composition.....	95
Produire de la sur-valeur nécessite de la réaliser sur le marché capitaliste : circulation et	
distribution des marchandises : A – M - A’.....	98
La coopérative.....	101
Les perspectives d’Avenir (au hangar ?).....	102
Le dogme et ses variantes.....	102
Les Soulèvements de la Terre, comme « lanceurs d’alerte ».....	104
Le rêve de nos maîtres du jour.....	105
Annexe 1.....	107
Utopie 2021.....	107
Annexe 2.....	114
Les luttes de classes en France au XXI <sup>e</sup> siècle.....	114
Annexe 3.....	117
Un, deux, trois analogies !.....	117
Annexe 4.....	122
Le capitalisme vert.....	122
« <i>Ils savaient que c’était impossible,</i>	122
<i>alors ils l’ont fait</i> ».....	122
Bonus.....	133
Nos stratèges dans leurs succursales outre-atlantiques.....	133

# A celle et celui qui est un peu pressé-e

Ce texte tente de comprendre les logiques mises en œuvre par des individu-es et des groupes, dont certain-es sont à l'initiative des Soulèvements de la Terre. Ce mouvement, par sa composition hétérogène et les engagements différenciés dont il est le lieu, ne se résume cependant pas à celles et ceux dénommé-es ci-dessous les stratégies.

Néanmoins, du fait de la connaissance des techniques, avec leurs conséquences en terme d'exploitation et de domination, que ces agent-es sociaux ont expérimentées lors de la phase finale de l'occupation de l'ex-ZAD de NDDL, il est important de poursuivre l'investigation. La confiscation de cette lutte est emblématique des nouveaux moyens qui s'élaborent par tâtonnements du côté de « celles et ceux qui s'organisent », en phase avec les nouvelles formes d'organisation du travail productif et militant. Un premier versant s'appuie sur les innovations de la communication numérique pour produire, diffuser et faire consommer des marchandises idéologiques, adaptées à un projet politique. C'est le plus visible et le plus spectaculaire, qu'on nommera ici l'ubérisation des luttes sociales et environnementales.

Un deuxième versant, sur le long terme, s'inscrit dans des dynamiques préexistantes se déployant dans l'espace rural et mettant en relation des organisations spécifiques, spécialisées dans le foncier, la formation, les moyens techniques et inscrites dans les territoires ruraux, certaines ayant une ambition nationale. Les Soulèvements, partant de leur « victoire » de 2018, entendent bien s'imposer comme un acteur incontournable de ces luttes, avec comme perspective d'imposer leur hégémonie.

Partant du constat que les univers sociaux urbains, administratifs et industriels (pour ce qu'il en reste, pour ces derniers) sont saturés à la fois par des formes d'encadrement politique totalement intégrées et par des décennies de défaites, les stratégies ont choisi dorénavant de faire des campagnes l'espace géographique et social de leur conquête de la « puissance », matérielle aussi bien que symbolique, qu'ils et elles ambitionnent. C'est de ces bases arrières, à l'image de l'ex-ZAD, qu'elles et ils comptent donner l'assaut au pouvoir central.

Dans la phase actuelle de déploiement sur le territoire national par un maillage de comités locaux, de nouvelles perspectives se dessinent déjà, à l'exemple des comités de Seine Saint Denis, actifs dans les luttes urbaines contre la logistique. Opportunément, le mouvement de revendications du monde agricole du début 2024, que les Soulèvements appelaient à rejoindre dans une stratégie de submersion (en phase avec la montée des océans et, espèrent les stratégies, des luttes sociales et environnementales), aurait pu leur permettre de s'immiscer aussi, « de manière rhizomatique », dans les secteurs du BTP et du transport. « *Mais le chemin est encore long pour embraser l'ensemble de la société et faire s'envoler l'espoir vers un monde réconcilié avec lui-même !* » (Là, c'est juste de la parodie de l'emphase mystique des stratégies...)

Sur ces bases, une des hypothèses de ce texte est que, malgré leur savoir-faire et l'absence totale de scrupules qui les caractérisent au vu de leurs carrières, la théorisation de leur stratégie est encore balbutiante et incomplète, au regard notamment de la totalité du monde social dans lequel ils et elles prétendent intervenir. Des *aggiornamento* sont probables, du fait de la « composition » de leur mouvement, encore plus diversifiée que lors de l'épisode précédant sur l'ex-ZAD. Mais c'est aussi du

côté des prévisibles perdant-es, les prolétaires des luttes à venir, que doit être partagé une compréhension de ces failles, afin d'être en mesure de combattre les stratèges et les encadrant-es professionnel-les, *mais* pour assurer leur victoire par rapport à nos ennemis communs. Et tenter d'anticiper les dégâts collatéraux des luttes révolutionnaires et le « coup de Kronstadt » qui pourrait suivre une éventuelle « victoire », partielle ou plus importante.

Pour mener à bien la démonstration, un mode d'exposition des intérêts et des enjeux fonctionnant en rupture avec les visions dichotomique et bipolaire paraît indispensable.

**1 : En vrac** : une première partie en guise d'échauffement, comme des mouvements de gymnastique que l'on fait à vide, dans l'abstrait en évoquant des idées générales (la nature, la science, le progrès, le travail, etc.). Partie qui comporte des propos quelque fois mal maîtrisés, laissant voir des formes de ressentiments mêlées à des jalousies, vis à vis de certain-es professionnel-les du discours, auquel-les le claviste est amené malgré tout à se mesurer, tout en reconnaissant l'inégalité des moyens intellectuels. Cette lucidité apparente ne demande qu'à être confirmée ou infirmée par la lectrice (« *Yo, I.* ») ou le lecteur.

**2 : Quelques remarques sur le livre de Kristin Ross : « La forme-Commune »** : une deuxième partie dans laquelle ce rapport ambigu s'illustre dans un exercice pratique, où, après l'échauffement à vide, le claviste tente de se confronter avec un discours particulier d'une instruite utile des Soulèvements. Il tente alors de l'analyser pour en faire ressortir, d'après lui évidemment, les caractères positifs (pour certain-es) et négatifs (pour d'autres).

**3 : Les nouvelles formes d'organisation du travail militant : le *business plan* des Soulèvements de la Terre** : une troisième partie essaye de tirer parti (pour LE parti, chercher ailleurs...) de la confrontation précédente, pour élargir le point de vue et montrer la cohérence concrète des stratèges en réunissant des informations parcellaires. Ici, des compléments donnés par d'autres sources ou par les événements à venir seront les bienvenus. Cette partie pointe également des impasses ou des insuffisances de ce projet politique.

Quelques annexes sont jointes pour contextualiser, du point de vue du claviste.

**Utopie 2021**, quelques extraits de ce livre de Léon de Mattis, précédés d'une courte introduction, tente de servir de caution politique au claviste...

**Les luttes de classes en France au XXI<sup>e</sup> siècle**, d'Emmanuel Todd, quelques extraits pour montrer qu'il pourrait y avoir des allié-es inattendu-es dans le champ intellectuel pour les stratèges, et indiquer par-là qu'il faut prendre très au sérieux leur ambition politique.

**Un, deux, trois analogies !** Cette annexe sera peut-être utile à celui et celle qui souhaitent diversifier leur entraînement au maniement des logiques ternaires.

**Le capitalisme vert : « *Ils savaient que c'était impossible, alors ils l'ont fait* ».** Cette dernière annexe propose une petite nouvelle de sociale fiction, une manière de « vérifier » de manière imaginaire la cohérence des hypothèses proposées plus haut. En ne prenant donc pas beaucoup de risques avec le réel...

**Bonus ! !** Quelques extraits de textes outre-atlantiques à propos de nos stratèges.

**Conclusion provisoire en termes de rapports de classes :**  
**Connaître nos adversaires pour les combattre afin qu'ils triomphent (provisoirement) de nos ennemis et (peut-être aussi) de nous-mêmes...**

# 1 En vrac

## A propos de l'emballage

**« Nous ne défendons pas la Nature... »**

**« Nous sommes la Nature qui se défend ! »**

Commentaires sans prétention et peu maîtrisés...

- « Et moi, je suis le Pape... ! »

- « Le Pape ? Combien de divisions ? » demandait Staline<sup>1</sup>, par boutade.

Alors, « la Nature » ? Combien de divisions ? Quel état-major ? Qui sont les officiers ? Quelle stratégie ? Etc...

Par exercice, remplaçons le terme « *la Nature* » utilisé ici aujourd'hui dans ces luttes environnementalistes par « *les travailleurs* » comme cela a été d'usage au siècle dernier dans les discours des professionnel·les des luttes sociales, et notamment des plus attentives à l'auto-organisation. Cela donnait : « *Nous ne défendons pas les travailleurs, nous sommes les travailleurs qui se défendent !* » A quoi cela servait-il alors ? A dissimuler la fonction de porte-paroles auto-proclamés de ces bureaucrates et encadrant·es des luttes (même « démocratiquement élus... » avec des mandats à tout faire et sans être révocables, dans la réalité, pour autant !) et surtout à masquer les luttes internes aux organisations et les intérêts particuliers qu'ils et elles ont fait  *finalement*  prévaloir dans la cogestion de la main-d'œuvre salariée et l'intégration de leurs appareils syndicaux aux États capitalistes.

Le point de vue critique vis à vis de ces bonnes intentions proclamées peut donc être le même. Quel est le mandat que « la Nature » a donné pour être représentée par ces « Nous » ? Défendent-ils et elles les intérêts de « la Nature » ou les leurs ? Comment « la Nature » peut-elle les révoquer si « elle » n'est pas satisfaite des résultats de ses dévoué·es mandataires ? N'est-elle pas une « entité » muette par définition qui est parlée par de prétendu·es « Nous » inhérent·es. Et finalement, c'est quoi « la Nature » ? On voit bien qu'on arrive à des irrationalités à suivre ce type de mot d'ordre. Ou des contradictions.

Ce que confirme également les travaux sur la fausse conscience et l'aliénation. Ne pas pouvoir séparer pour l'analyse la « Nature » de la « Société » et procéder par amalgame renvoie à la forme

1 Là, c'est juste pour évoquer en passant un texte lucide écrit par des opposant·es aux stratégies au moment de leur montée en gamme... nationale et de leur première tentative de mettre la main sur une lutte : <https://zadducarnet.org/index.php/2021/09/04/quand-nddl-se-prend-pour-le-petit-pere-des-luttes-entre-recuperation-et-autoritarisme/>

spécifiquement capitaliste d'idéologie. Une réification (prendre les objets indépendamment des rapports sociaux qui les constituent), une naturalisation (refouler les processus historiques), une absolutisation (prendre une caractéristique pour le seul résumé de la multiplicité des déterminations), une dichotomie manichéenne qui oppose le « nous » au « eux » (voir l'**annexe 3**), etc. On ne pourra que conseiller à nos stratèges **un petit « traitement » à base de dialectique matérialiste**, afin que leurs ambitions démesurées et leurs projets politiques s'ajustent adéquatement au monde social qu'ils et elles rêvent de transformer.

Et à titre d'entrée en matière, il serait déjà utile d'interroger cet universalisme abstrait (comme on disait dans une langue ancienne, un peu passée de mode) et considérer que : « La Nature est un champ de bataille » comme l'indiquait le titre d'un ouvrage récent de Rasmig Keucheyan, publié à la Découverte en 2014, et dont le sous-titre était : « Essai d'écologie politique ». On est donc bien dans la même gamme de marchandises politiques que les Soulèvements de la Terre.

Dans l'introduction, l'auteur indique : « *Si l'on prend au sérieux l'idée que le changement climatique est induit, depuis le milieu du 18<sup>e</sup> siècle, par le développement économique, et que ce développement a pour nom « capitalisme », il est peu probable que les oppositions de classe puissent être transcendées avant qu'une solution à la crise environnementale soit trouvée. Il est peu probable, en d'autres termes, que rassembler l'espèce autour d'objectifs communs soit une condition de la résolution de cette crise. Celle-ci suppose peut-être au contraire la radicalisation de ces oppositions, c'est-à-dire **la radicalisation de la critique du capitalisme**. Un se divise en deux, en matière environnementale comme en d'autres.* »

Le claviste rajoutera : un se divise en trois : voir **annexe 3**.

Selon une recension : « *En conclusion, l'auteur se positionne clairement à contre-courant des discours majoritaires en nous démontrant la « stupéfiante résilience » du capitalisme, qui a su tirer profit d'une crise que d'aucuns prédisaient être sa tombe, en parvenant à financiariser des pans de la société et de la nature qui lui échappaient autrefois. La crise environnementale aura résolu celle du capitalisme. Reste à savoir quelle attitude adopter face à un tel constat.* »

Comme il sera effectivement suggéré dans l'**annexe 4**, si cette radicalisation n'émerge pas dans le cours des luttes, le résultat pourrait être une « seconde intégration », suivant celle du mouvement ouvrier, assurant une survie à un éco-capitalisme d'État.

La « Nature » (autrefois Dieu<sup>2</sup>...) est le symptôme d'un manque de compréhension et de méthode de la part des stratèges. Cela est aussi la marque d'une étape des luttes, dont toutes les péripéties ne sont pas encore connues. Cette référence tente de

---

2 Allez, une pointe d'érudition, mais on n'ira pas au-delà, faute des compétences nécessaires. Spinoza, l'un des penseurs à l'articulation de l'Ancien Régime et de la modernité capitaliste, écrit dans *L'Éthique* : « *La puissance qui permet aux choses singulières, et par conséquent à l'homme, de conserver leur être, est la puissance même de Dieu, c'est-à-dire de la Nature.* »

renvoyer à une totalité, qui s'incarnait dans d'autres gammes idéologiques (un peu *has been*) dans la raison, la communauté idéale, la société sans classe. Elle peut aussi prendre la forme de LA Commune. C'est cette référence à une totalité dont la forme n'est pas adéquate au fond qu'il faut mettre en discussion : on ne peut rapporter l'ensemble des rapports sociaux à ce plan-là. Bien que beaucoup d'intellectuel-les participent à cette manœuvre (« LE Vivant », la classe écologique ou géosociale...), certains servant de caution à l'entreprise politique des stratèges. On peut considérer la couleur verte comme un colorant, parmi d'autres, dans ces produits politiques. Mais à consommer avec modération, car ne manger intellectuellement que ce genre de produits idéologiques bios peut provoquer des déséquilibres alimentaires. Sinon des overdoses qui peuvent provoquer des ivresses avec perte de contact avec la réalité. Et des ivresses aux sacrifices, le chemin passe par Sainte Soline...

## Un daltonisme social

Un autre symptôme est une altération de la vision communément appelé **daltonisme**. C'est-à-dire une difficulté à discerner entre certaines couleurs, comme par exemple confondre **le rouge** (des luttes sociales et révolutionnaires) avec **le vert** (des luttes écologistes et réformistes). Et cela pose certains problèmes, aux intersections avec des feux de signalisation, à des périodes historiques où « tous les problèmes sont posés dans un nouveau langage ». Il se peut que le régime de priorité et de hiérarchie vis-à-vis des autres véhicules et groupes sociaux soit difficile à mettre en œuvre. Le code de la route et les habitudes et routines acquises dans ce contexte sont remises en cause, ce qui est une bonne chose. Mais les réalités sociales demeurent : les gentils vélos des vélorutionnaires ne font pas le poids face à certains gros SUV bardés de protections de défense. Des déconvenues sont à anticiper, ou plutôt des illusions sont à abandonner. Quand la perception des feux de la circulation routière et de l'action sociale est altérée, des accidents graves sont à prévoir surtout pour les dépassement par la gauche des embouteillages routiers et des affrontements politiques...

La référence à un Absolu, une Totalité, par exemple LA Nature ou LA Commune ou LE mouvement, n'admet pas les inventaires. Or, il y a nécessité d'analyser la division (du travail) pour comprendre et intervenir sur « l'unité dans la diversité » et « la composition ». L'orientation et son but (les chemins, les moyens et la fin) reste une totalité *contradictoire* et jamais univoque. C'est la prise en compte des luttes internes au mouvement qui rend envisageable une dynamique compréhensive et compréhensible par toutes les participant-es, sans pour autant postuler une possible réconciliation à la fin de l'histoire ou des temps. A long terme, on sera tous morts !

Faisons une petite expérience par la pensée : quand les prophètes des Soulèvements de la Terre ont galvanisé leurs troupes pour monter à l'assaut de la mégabassine de Sainte Soline en mars 2023, que ce serait-il passé s'ils avaient hurlé dans leur micro : « *Il y aura dans quelques heures parmi nous des dizaines de mutilés et aussi des éborgnés ! Nous aurons peut-être ce soir une veillée funèbre, un moment de recueillement pour déplorer un-e ou plusieurs martyrs. Car mes biens chers frères et mes bien chères* »

*sœurs, vous êtes appelé-es à vous sacrifier pour la cause*<sup>3</sup>. *Votre état physique et psychique, votre vie même ne pèsent pas lourd par rapport aux bénéfices politiques que nous comptons retirer de votre engagement !*»

Peut-être, derrière les incantations, c'est ce contenu-là qui était implicite dans certaines têtes. En tout cas, cela aurait relevé de la simple honnêteté de faire cet avertissement pour que les plus déterminé-es prennent les risques qu'ils et elles étaient venu-es chercher dans cet événement. Mais que les autres ne soient pas embarqué-es dans cette galère. Question honnêteté, les exploits de ces prophètes issus de l'ex-ZAD ne laissent aucun doute : leurs promesses et engagements n'engagent que ceux et celles qui les croient, hélas.

N'oublions pas que, par le passé, l'envoi à la répression et même à la mort des masses de manoeuvre se faisait en toutes connaissances des conséquences et cyniquement de la part des états-majors de « l'émancipation du genre humain ». Ce qui nécessite et a toujours nécessité un très haut niveau de croyance induite, d'aveuglement, de propagande et de disciplinarisation qui n'a rien à envier aux armées régulières ou aux grandes entreprises meurtrières (mines, industries chimiques, bâtiments, etc.)

### **Nature versus Société**

#### **Un antagonisme ruineux ?**

#### **Un dépassement nécessaire, mais plutôt par la gauche...**

Remplissage par internet... merci à la modernité capitaliste !

*« Le **capital** épuise en même temps les deux sources de toute richesse, la **terre** et le **travailleur**. »*

Karl Marx, *Le Capital*, Livre 1, IV<sup>e</sup> section : la production de la plus-value relative

Chapitre XV : Machinisme et grande industrie

Cette opposition : nature/société (ou terre/travailleur...) est au centre des controverses actuelles, renforcées par la prolifération idéologique et l'instrumentalisation des « crises environnementales » diverses. C'est notamment en faisant la critique de ce dualisme, comme une des bases théoriques et des outils pratiques qui auraient permis l'émergence et l'hégémonie du mode de production capitaliste, qu'une critique de la notion de Nature pense apporter des éléments pour combattre les conséquences sur l'environnement de l'accumulation sans fin du capital. Ces nouvelles marchandises idéologiques, bien emballées dans des prétentions scientifiques ou mystiques en fonction des clientèles visées, mettent en spectacle d'autres représentations du monde qui interpénètrent les éléments « naturels » et les éléments sociaux, comme

3 Cela n'est pas qu'une hypothèse. Peu après le carnage, les Soulèvements ont publié *A celles et ceux qui ont marché à Sainte Soline* où on peut lire : « *Le risque de perdre un membre ou de mourir pour faire exister un autre monde est de plus en plus partagé. Les jeunes générations lutteront et vivront avec.* » Futur-es martyr-es, engagez-vous... Et, au fait, à qui profitera le prochain crime ? Au ministre de l'Intérieur ou aux Soulèvements ?

les travaux de **Philippe Descola**, appui intellectuel des Soulèvements, le proposent.

« Selon Philippe Descola, seule la société naturaliste (occidentale) produit cette frontière entre soi et autrui, en introduisant l'idée de « nature » qui sous-tend implicitement une représentation du monde reposant sur une dichotomie entre nature et culture. La nature serait ce qui ne relève pas de la culture, ce qui ne relève pas des traits distinctifs de l'espèce humaine, et des savoirs et savoir-faire humains. Alors que cette nature (le monde physique) est fondamentalement universelle (les mêmes atomes fondent l'ensemble de l'univers, les mêmes lois et déterminismes fixent et s'appliquent à l'humain et au non humain), la culture différencie elle l'humain du non humain, mais également les sociétés humaines entre elles. Selon Philippe Descola, cette distinction serait à la fois occidentale et récente, résultat d'une histoire particulière ; elle n'existe pas dans les autres sociétés. Elle fonderait la difficulté occidentale à appréhender ces dernières. [...] En 2023, il fait partie des 20 coprésidents de l'association appui financier des Soulèvements de la Terre (Association pour la défense des terres), au sein de laquelle il participe notamment à l'écriture du livre "On ne dissout pas un soulèvement - 40 voix pour les Soulèvements de la Terre".» [Éditions Le Seuil, 2023]

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Philippe\\_Descola](https://fr.wikipedia.org/wiki/Philippe_Descola)

Le clivage, du fond de la classe, indiquera seulement que ces grandes théorisations font peu de cas des processus historiques. Cette prétendue séparation entre « nature » et « culture » dans les sociétés « occidentales » (forme de spatialisme, lire sociétés « capitalisées » de longue date) renvoie plus sûrement à la structure de classes. La classe dominante et ses contremaîtres instruit-es monopolisent l'accumulation des connaissances humaines et tentent d'en priver les classes laborieuses. Cette « culture »-là s'oppose à la « nature » de la force de travail : le salariat, les femmes et les enfants du prolétariat, les « naturel-es » et les sauvages des colonies. Force qu'il s'agit de domestiquer pour l'exploiter tout en se préparant à ses menaces de révolte. On reconnaîtra aussi la séparation fondatrice entre les moyens de production associé au « *general intellect*<sup>4</sup> » antagoniste à la force de travail. Ou l'« intérêt

---

4 Expression utilisée par Marx pour désigner l'accumulation de savoirs techniques, résultat pour partie de l'expropriation du savoir ouvrier et pour partie du travail des « ingénieurs ingénieurs ». Ce savoir est mis au service du capital. Mais comme il est porte potentiellement atteinte à la loi de la valeur (quantité de travail social cristallisée dans les marchandises), il représente une dimension contradictoire de l'accumulation du capital. Actuellement, on peut voir un réemploi de ce concept sous la forme du capital *cognitif* ou *immatériel* ou *informationnel* par des « capitalistes du savoir », c'est-à-dire des intellectuel-les en tant que membre d'une classe montante et prétendante au pouvoir.

« *Cependant, à mesure que se développe la grande industrie, la création de la richesse réelle dépend moins du temps de travail et du quantum de travail employé que de la puissance des agents mis en mouvement au cours du temps de travail, laquelle à son tour – leur puissance efficace – n'a elle-même aucun rapport avec le temps de travail immédiatement dépensé pour les produire, mais dépend bien plutôt du niveau général de la science et du progrès de la technologie, autrement dit de l'application de cette science à la production.* » « *La nature ne construit ni machines, ni locomotives, ni chemins de fer, ni télégraphes électriques, ni métiers à filer automatiques, etc. Ce sont là des produits de l'industrie humaine : du matériau naturel, transformé en organes de la volonté humaine sur la nature ou de son exercice dans la nature. Ce sont des organes du cerveau humain créés par la main de l'homme : de la force du savoir*

général » versus l'intérêt de classe du prolétariat...

D'autres chercheurs et chercheuses ont aussi fait des propositions d'un usage peut-être plus efficace, comme l'anthropologue **Marshall Sahlins** dont on a publié en français en 2003, aux Éditions de l'Éclat, l'ouvrage *La nature humaine : une illusion occidentale*. « Voici venu le temps de nous apitoyer sur notre misérable sort. Depuis deux millénaires, nous avons toujours été hantés par le spectre de notre propre nature : une nature humaine si cupide et si violente qu'elle livrerait la société à l'anarchie si on ne la soumettait pas à quelque gouvernement. Cet ouvrage montre qu'il s'agit d'une conception typiquement occidentale, où l'opposition entre nature et culture est perçue comme le fondement de notre propre tradition (et de nos propres sciences sociales) et de notre différence par rapport à tous ceux qui considèrent que les bêtes sont fondamentalement humaines, et non que les hommes sont fondamentalement des bêtes. Et ces derniers ont raison, du moins au sens où l'espèce humaine moderne, l'homo sapiens, est apparue il y a relativement peu de temps dans une histoire culturelle humaine beaucoup plus ancienne. La paléontologie nous l'apprend : nous sommes des animaux de culture ; notre patrimoine biologique, c'est de créer des symboles. Croire que nous sommes à la merci de nos penchants animaux est une illusion qui s'enracine aussi dans la culture. »

Comment relier les diverses crises qui rythment ce début de XXI<sup>e</sup> siècle ? « C'est de cette interrogation que part **Jason W. Moore** dans « Le capitalisme dans la toile de la vie, Écologie et accumulation du capital » où il propose une nouvelle synthèse critique s'appuyant sur diverses traditions théoriques (écologie, marxisme, féminisme) et sur une dialectique rénovée permettant d'aller au-delà des polarisations classiques entre l'homme et la nature. Pour Moore, les crises actuelles sont le signe que le capitalisme en tant que forme d'organisation de la nature, en tant qu' « écologie-monde », n'est plus en mesure, comme par le passé, de créer ou d'obtenir une nature « à bon marché », qu'il s'agisse du travail, de la nourriture, de l'énergie ou des matières premières. En dressant un long panorama historique et intellectuel des dynamiques qui convergent vers le faisceau de crises actuelles, « Le capitalisme dans la toile de la vie » ouvre de nombreuses pistes pour penser l'émancipation d'une humanité saisie comme « humanité dans la nature » et la nature comme « nature historique ». Jason W. Moore coordonne actuellement le réseau mondial de recherche sur l'écologie-monde. »

*« La compréhension de l'humanité en tant que force naturelle nous permet d'établir des nouvelles connections entre la nature humaine, le pouvoir, la production mondiale et la toile de la vie. Dans une époque de transformations étroitement liées les unes aux autres dans l'énergie, le climat, la nourriture et l'agriculture, les marchés du travail, l'urbanisation, la*

---

*objectivée. Le développement du capital fixe indique jusqu'à quel degré le savoir social général, la connaissance, est devenue force productive immédiate, et, par suite, jusqu'à quel point les conditions du processus vital de la société sont elles-mêmes passées sous le contrôle du **general intellect**, et sont réorganisées conformément à lui. » Karl Marx, Fragments sur les machines, Grundrisse, 1857-1858.*  
[https://wikirouge.net/General\\_intellect#cite\\_note-2](https://wikirouge.net/General_intellect#cite_note-2)

*financiarisation et l'extraction de ressources, il est impératif de saisir les connexions intimes qui gouvernent les flux de pouvoir, de capital et d'énergie dans la trame de l'accumulation du capital – et ce faisant, il s'agit également de jeter une lumière nouvelle sur les limites de cette trame même.* » (extrait de l'introduction)

Pour le claviste qui, comme Panaït Istrati<sup>5</sup> « n'adhère à rien », « la Nature » est à mettre au compost de l'histoire, pour faire écolo... Avec Dieu, le Capital, l'État, et la Société ! (un bon compost nécessite un dosage équilibré des éléments carbonés et azotés) Voilà pour la totalité contradictoire et dynamique... Ce qui implique de ne pas laisser filer la rationalité et la démarche orientée vers une connaissance scientifique (osons le mot) du monde social<sup>6</sup>.

## Une politique de l'offre... politique, mais pour quelle demande ?

Il faut partir de ce présupposé que les Soulèvements produisent des effets sur l'état du monde social, et qu'il y a donc de la part des stratèges une assez bonne connaissance pratique de l'état des forces en présence.

Pour les groupes sociaux qui s'engagent avec les Soulèvements, la coloration verte indique leur sensibilité à cette entrée environnementale dans les questions sociales. Mais la « Nature » n'est pas, pour la population en générale, une gamme habituelle dans les représentations sociales et politiques. Les partis écologistes ont vraisemblablement atteint déjà depuis quelques années leurs plus hauts scores électoraux. Et les gouvernements, les institutions internationales, les ONG ont largement imbibé leurs politiques de ce colorant. On s'intéresse à la ruralité souvent pour ses vacances, quand on peut partir, ou quand un projet industriel vient perturber son cadre de vie et les anticipations sur son avenir et celui de sa famille (dévalorisation du foncier et de l'immobilier, augmentation du trafic routier, pollutions sonores ou

5 « Parler cruellement, sans pitié, dans ce siècle où le mensonge social règne dans toutes les classes et s'empare journellement des plus beaux cerveaux ! Tout de même, cela doit être permis à un homme qui ne s'est pas fait bâtir des villas avec l'argent de ses livres, à qui son éditeur fait en ce moment l'aumône de lui envoyer tout juste de quoi pouvoir faire face à ses dettes, à ses engagements moraux ! [...] Eh bien, oui, je le répète à la face du monde : **toute « organisation » ne profite et ne profitera jamais qu'aux organisateurs !** Voilà ce que je veux « conter » encore avant de mourir. Tous ceux qui veulent faire de l'homme la bête d'un troupeau, sont ses assassins. [...] Mais parce que je suis convaincu que les révoltes des bergers ne sont que des révoltes commanditées, quoi qu'il leur arrive, parfois, à ces bergers de se casser le cou, eux aussi, au beau milieu de la commandite, ou de l'illusion.

Et c'est pourquoi je crie, sur mon grabat : **Vive l'homme qui n'adhère à rien !** Je le crie dans mon dernier livre et le crierai, si j'échappe encore une fois à la mort, tout le long des livres qu'il me reste à écrire. Ce sera là tout mon Adrien Zograffi [personnage autobiographique], son conte universellement haï : la délivrance de l'homme par le refus d'adhésion à tout, à tout, même à ce travail technique, trop bien « organisé » contre lui, des deux côtés de la barricade. »

Panaït Istrati, *L'homme qui n'adhère à rien*, 1933.

<https://lesamisdebartleby.wordpress.com/2022/08/04/panait-istrati-lhomme-qui-nadhere-a-rien/>

6 Si, pour certaine lectrice ou lecteur, cet itinéraire vers une émancipation résolue et consciente des divers fétiches et croyances historiques paraît un peu hasardeuse, le claviste leur propose cet aide hétéroclite et composite : considérer le genre humain « comme maître et possesseur de la nature... prenant conscience d'elle-même ». C'est un cocktail dialectique de Descartes et de Reclus !

Et question énergie sociale pour l'action, on propose ce détournement d'un aphorisme de Frederic Jameson (Il est plus facile d'imaginer une fin du monde que celle du capitalisme) : « : « *Il est plus facile d'imaginer la fin de l'exploitation de la nature que la fin de l'exploitation de la force de travail.* »

aériennes, nouvelles populations allochtones). Quelques un-es rajoutent par la suite, au moment de leur investissement dans ce combat, une coloration sociale et émancipatrice, une manière de « politiquement correct » avec souvent une totale sincérité : « ni ici, ni ailleurs » ou « contre.... et son monde ! »

Ces groupes sociaux consomment les produits politiques fabriqués et mis en circulation par les Soulèvements, consommation improductive pour la plupart servant de divertissement et de compensation illusoire à la situation vécue de périls grandissants sans issue discernable. Pour certain-es, cette consommation est productive, car elle peut s'intégrer dans une nouvelle carrière professionnelle et militante, en convertissant le temps et les ressources investies dans ces marchandises en accumulation, lente ou rapide, de capital politique. Ce que permet la double nature des marchandises en régime capitaliste, et la fascination qu'elles exercent. Cependant ils et elles ne peuvent séparer les deux faces de cette forme de monnaie :

- la valeur d'échange auprès de leurs diverses clientèles : un appât pour soigner illusoirement 'l'écolo-déprime' ou 'l'écolo-anxiété', car on s'en prend aux conséquences les plus visibles et non aux causes premières. Une approche de la totalité conséquente ne peut prendre en effet en compte qu'un seul secteur d'activité, ici principalement l'agro-industrie et l'aménagement de l'espace, en négligeant l'ensemble : les relations réciproques entre « causes » et « conséquences ».

- la valeur d'usage, dans le cas de l'auto-consommation, offre un étai idéologique pour les managers de cause qui doutent eux-mêmes : il va falloir mettre l'accent sur une « écologie » matérialiste, c'est-à-dire assaisonnée avec un peu de dialectique. Autrement dit, aller puiser des marchandises un peu obsolètes et sans gadgets technologiques. Si la situation traduit une crise généralisée entre le vécu individuel et les espérances, c'est au niveau de la totalité, des rapports entre les classes sociales que se situe le niveau approprié d'analyse y compris et d'abord dans le travail politique et les antagonismes internes au mouvement. Il s'agit donc d'établir les relations entre le « milieu » et l'individu, mais appréhendées non pas avec la « nature » ou « l'environnement » mais du point de vue du social et du spatial de manière à tenir les deux éléments ensemble.

« ***L'environnementalisme sans lutte des classes, c'est du jardinage.*** » fait-on dire à Chico Mendès, syndicaliste et militant brésilien.

<b>Spatial</b>	<b>Temporel</b>
<p><b>Relation entre proche et lointain</b></p> <p>Des concepts principalement dichotomique : « eux » et « nous » humains / non-humains            Des constats : l'état du monde, etc.            Accumulation par dépossession            Une limitation : nous sommes dans un monde fini (en attendant Mars...)            Les enclosures et l'exode rural.            L'antagonisme ville-campagne.            La colonisation, les guerres de</p>	<p><b>Relation entre classes</b></p> <p>Le passé, le présent, l'avenir : ouvre sur des concepts ternaires            Accumulation par exploitation            Division du travail            Une illimitation : l'avenir est infini (au moins pour quelques milliards d'années...) mais paraît en impasse.            Sur ce champ de bataille, les avancées gagnées dans certaines formations sociales (les « acquis</p>

conquête, l'impérialisme, les guerres d'indépendance nationales, les conflits frontaliers. Les stratégies d'investissements et de spéculation foncières et immobilières, la gentrification. La relégation des « déchets » humains et matériels de l'activité industrielle capitaliste.	sociaux») sont progressivement grignotées. Ailleurs, les affrontements sont plutôt incertains.
--	--

Derrière cette apparente opposition du spatial et du temporel, on peut resituer l'un par rapport à l'autre ces constituants en rappelant que l'aliénation marchande (voir plus haut sur l'opposition nature/société) produit également une spatialisation du temps. C'est-à-dire une forme de conversion des antagonismes entre groupes sociaux dont l'enjeu est le temps vécu et le cours de l'histoire humaine sous la forme d'antagonismes entre des identités rabattues sur des localisations géographiques<sup>7</sup> et des éternisations : « Depuis toujours » et « A jamais ».

Donner une limite au temps social vécu, comme le font à flot continu les actualités et les médias, en jouant sur l'émotionnel, version modernisée de l'Apocalypse, est un ingrédient de choix pour susciter l'impuissance ou son revers : les actions spectacularisées dans l'urgence de type Dernière Rénovation<sup>8</sup>. Alors que le temps social est réellement infini, les luttes se recentrent sur la dimension spatiale, parce que le futur semble sans avenir. Contre le mur temporel à l'horizon, ce sont les frontières spatiales et les droits attachés à des espaces spécifiques (« pays », canton, région, État-nation, etc.) qui concentrent les enjeux de ces luttes. La réelle finitude de l'espace terrestre a, elle, été incorporée et apprivoisée depuis déjà quelques siècles, bien que l'appartenance officielle aux 197 États-nations actuels de la quasi-totalité des humains ne soit consciente dans les têtes que depuis le siècle dernier. « **Le temps du monde fini commence** » écrit le poète Paul Valéry en 1931<sup>9</sup>, deux ans après la crise de 1929... Cette phrase souvent citée est aussi la source d'une appréhension inversée, mode spécifique d'inversion des causes et des effets en régime capitaliste. « **Commence le monde du temps fini** »...

## Mythologies de la Terre

7 On connaît l'expression, due au géographe Yves Lacoste auteur d'un livre éponyme : « La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre ». Guerre se définissant spatialement (nation, race, ethnie, religion, etc.) mais qui ne se concrétise que par la division du travail guerrier, autrement dit qui est structurée par les rapports sociaux capitalistes. Autre nom de la guerre de classes. On peut en dire autant de l'histoire : l'histoire, ça sert d'abord à faire la guerre, avec sa dose d'inventions arbitraires, illusoire mais bien fondées à susciter l'engagement « à corps perdus »...

8 « *Nous sommes la Dernière Génération. Mais nous sommes aussi la Première. Nous sommes partout. Nous arrivons. Tout va changer.* » <https://dernierenovation.fr/>

9 « *Toute la terre habitable a été de nos jours reconnue, relevée, partagée, entre des nations ! L'ère des terrains vagues, des territoires libres, des lieux qui ne sont à personne, donc l'ère de libre expansion est close [...] **Le temps du monde fini commence.** Le recensement général des ressources, la statistique de la main-d'œuvre, le développement des organes de relation se poursuivent. Quoi de plus remarquable et de plus important que cet inventaire, cette distribution et cet enchaînement des parties du globe ? Leurs effets sont déjà immenses.* »

Dans le *Faust* de Goethe, l'Esprit de la Terre est celui qui « *tisse, dans le feu de la vie et la tempête de l'action... depuis la naissance jusqu'au tombeau... le vêtement vivant de la divinité.* »

Faust s'y confronte et doit alors tragiquement affronter un parcours d'épreuves : l'amour (Marguerite), la connaissance (le savant Wagner), le mal et la violence (Méphistophélès) pour finalement, par un retournement dialectique, trouver Dieu et atteindre le Ciel.

Les archétypes, comme symboles fondamentaux qui servent de matrice à des séries de représentations, constituent la matière première pour les productions idéologiques et les entreprises de manipulation et de propagande. La Terre constitue un ingrédient de choix<sup>10</sup>.

Cependant, Bachelard<sup>11</sup>, met en garde devant cet élément terrestre primordial qui risque, tant il s'intègre dans la banalité de nos représentations profanes aussi bien que religieuses, de boucher toute imagination par des perceptions brutes. On comprend l'usage qui peut en être fait par les professionnel-les du recours à « l'imaginaire ». On restera dans ce texte à la seule « invention » en tentant de suggérer les conséquences de ces stratégies politiques.

Reconnaissons donc un certain talent aux stratèges pour manipuler « l'imaginaire ». Car on peut aussi relever, au-delà de ces références un peu savantes ou traditionnelles (donc adaptées à divers secteurs de la clientèle), un petit hommage aux glorieux mouvements révolutionnaires des siècles passés. Le terme de *soulèvements*, au-delà de la tectonique, évoque aussi le surgissement du négatif<sup>12</sup>. Quant à la

10 <https://www.universalis.fr/encyclopedie/symbolisme-de-la-terre/>

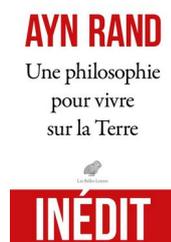
« On constate, spécialement dans le contexte indo-européen que le symbolisme de la terre, dans ses deux polarisations fondamentales nocturne (ou dionysiaque) et diurne (ou apollinienne), récapitule pour ainsi dire [...] toute la tradition perceptive comme tout le champ des désirs et des rêveries de l'animal terrestre qu'est l'*homo sapiens*. La terre est notre mère primordiale, mais elle est aussi dans ses transformations, de l'agriculture aux industries métallurgiques, le fils du génie humain, le fils que toutes les mythologies donnent à l'homme par le mystérieux accouplement avec la mère. Cette polarité incestueusement sacrée et androgyne de la terre comporte une leçon éthique : c'est que la terre monopolisée par une seule de ses valences structurales se pervertit. Perversion que la régression à un état de nature, à un paradis terrestre qui ne veut pas tenir compte de la condition laborieuse – donc mortelle et souffrante – de l'homme ; la terre qui ne serait rêvée que par l'imagination nocturne ne serait qu'un paralysant retour à l'impossible mère. Mais perversion aussi que la rêverie conquérante qui ne veut pas tenir compte des impératifs originels de l'homme terrestre, qui angélise – ou divinise – directement le labeur humain, surenchérit sur les cadences constructives et débouche finalement, non pas sur le Temple mais sur l'orgueilleuse tour de Babel. La terre, dans son aspect irréductiblement ambivalent, nous donne cette leçon d'équilibre cette « voie du milieu » – ou cette « chambre du milieu » – où se situe la véritable « sagesse » de l'espèce. »

11 Philosophe et épistémologue, Gaston Bachelard a notamment écrit : *La Terre et les Rêveries de la volonté* (1948) et *La Terre et les Rêveries du repos* (1946).

12 « «Soulèvements» est une exposition transdisciplinaire sur le thème des émotions collectives, des événements politiques en tant qu'ils supposent des mouvements de foules en lutte : il sera donc question de désordres sociaux, d'agitations politiques, d'insoumissions, d'insurrections, de révoltes, de révolutions, de vacarmes, d'émeutes, de bouleversements en tous genres.[...] On se soulève d'abord en exerçant son imagination, fût-ce dans ses « caprices » ou ses « disparates », comme disait Goya. L'imagination soulève des montagnes. Et lorsqu'on se soulève depuis un « désastre » réel, cela veut dire qu'à ce qui nous oppresse, à ceux qui veulent nous rendre les mouvements impossibles, on oppose la résistance de forces qui sont désirs et imaginations d'abord, c'est-à-dire forces psychiques de déchaînement et réouvertures des possibles. »  
<https://jeudepaume.org/evenement/soulevements/> Rassurez-vous, c'était les inspirations de 2016/2017 pour une exposition au Jeu de Paume, à Paris...

terre, comme indiquer plus loin (voir l'encadré : **Mystique de la composition**), la suggestion de la *base*, des *larges masses* (encore un référent électrisé...), des *fondements*, etc. n'est pas loin non plus. Encore bravo !

Mais attention aux méprises, car les usages idéologiques de la Terre sont très diverses, d'une rive politique à l'autre :



Au choix : la réaction fasciste à l'époque de Pétain et des « chemises vertes<sup>13</sup> », le libertarianisme moderne pour un capitalisme sans frein et la légende révolutionnaire.

D'une façon moderne tout à fait assumée, les Soulèvements se sont réapproprié la symbolique technologique, plus précisément relevant des circuits électriques. Leur logo indique en électricité la mise à la terre ou, plus « imaginativement », la prise de terre. C'est également le titre d'un des textes programmatiques, à l'issue de la « victoire » sur l'ex-ZAD<sup>14</sup>. Une façon de retourner le stigmaté...

Pour les non-expert-es, voici quelques infos glanées sur Gros Google :

« Au sujet de la mise à la terre, il est important de savoir qu'il s'agit d'une **procédure obligatoire** en France, et ce, pour toute installation électrique d'une maison. **Méconnue du grand public**, cette procédure s'impose donc malgré tout comme un incontournable. » On ne pourra pas dire que le gouvernement n'est pas un allié objectif des Soulèvements...

- L'installation (agricole ?) doit se faire par un électricien qualifié ou une

13 [https://fr.wikipedia.org/wiki/Comit%C3%A9s\\_de\\_d%C3%A9fense\\_paysanne](https://fr.wikipedia.org/wiki/Comit%C3%A9s_de_d%C3%A9fense_paysanne)

« Les Comités de défense paysanne, surnommés les Chemises vertes, sont une organisation agrarienne et fascisante française de l'entre-deux guerre fondée par un **fervent défenseur de la cause agricole** Henri Dorgères en 1929. À la fois ligue et parti politique, la Défense paysanne se fait remarquer pour son activisme et échappe à la dissolution des ligues en 1936. Les comités regroupent des cultivateurs et des éleveurs attirés par le **concept de retour à la terre**. Anti-parlementaire et xénophobe, le groupe s'oppose à l'État et aux fonctionnaires, dont l'instituteur rural fournit la figure honnie. »

Ce courant politique réactionnaire s'est partiellement reconverti, après la fin du régime de Vichy, en se verdissant. Il est l'une des sources idéologiques des itinéraires techniques de l'agriculture biologique, promouvant le maintien des traditions ancestrales et familiales, le respect de la « nature ». La bio ne se résume évidemment pas à cette généalogie : il y a une version progressiste, contre l'industrialisation et pour l'activité à taille humaine. La biodynamie quant à elle joue sur les deux tableaux (anti-modernité et anti-conformisme un peu rebelle).

14 Pour les nostalgiques : <https://lundi.am/zad>

entreprise spécialisée (dans le spectacle électrico-politique). Par ailleurs, il est important de mesurer la valeur de la prise (sur le marché militant local) obtenue avant sa mise en service.

- Une prise de terre doit avoir une résistance inférieure à 100 ohms (ou humains, en langage politiquement correct, c'est l'effectif du collectif d'usage commun-commune).

- Un courant de fuite (de capitaux ? de main-d'œuvre ? d'énergie militante) correspond à une déperdition du courant électrique vers la terre ou vers des éléments conducteurs comme de l'eau (pourtant « bien commun » !) ou un objet métallique (genre éclat de grenade). Il s'agit d'une anomalie au sein de l'installation. (Envoyer une réclamation au Comité local de Défense des Soulèvements le plus proche)

Pour la suite voir le site : Mafia Numérique. Les stratèges ne se sont-ils pas fait une gloire de pouvoir être considérés comme une mafia...  
<https://mafianumerique.com/blog/post/prise-de-terre-fonctionnement-et-utilite>

Photo d'un dirigeant des Soulèvements, anonymisé, déguisé du monde futur.



en électricien

(c'est juste une blague, hé hé !)

## Inventer et manipuler des images

Ce référentiel centré sur la ruralité doit être considéré comme un analyseur des potentialités qu'offre une écologie révolutionnaire (cf. **annexe 4** : le parallèle avec les luttes sur le temps de travail et le syndicalisme révolutionnaire). Et comme un analyseur des étapes dans la formulation d'un projet politique à la hauteur des enjeux, de l'ennemi commun, et des « alliés » encore disparates.

On peut considérer les expressions idéologiques et pratiques des Soulèvements comme l'expression d'une « **conscience tragique**<sup>15</sup> » qui contient pourtant les leçons des

15 On reprend la définition donnée par Lucien Goldman dans le livre cité plus loin. Énoncée pour le XVII<sup>e</sup> siècle, on l'étend à la situation actuelle : « [...] *la compréhension rigoureuse et précise du monde nouveau créé par l'individualisme rationaliste, avec tout ce qu'il contient de positif, de précieux et surtout de définitivement acquis pour la pensée et la conscience humaines, mais en même temps par le refus radical d'accepter ce monde comme seule chance et seule perspective pour l'homme.* » (p. 43)

Les diverses formes de fuite (communautés, collectifs), d'exil volontaire (pour ceux et celles qui en ont les moyens...), voire de psycho-pathologie et de misère matérielle et sociale sont les expressions modernes de cette (in)conscience tragique, avec, et le plus souvent, sans cette « *compréhension rigoureuse et précise* ». Pour l'auteur, le dépassement nécessite des conditions historiques et sociales qui sont présentes, à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, en régime capitaliste, sous la forme de la critique dialectique et matérialiste.

Goldman analysant la position radicale de Blaise Pascal dans cette époque, rappelle que, les conditions matérielles et historiques n'étant pas réalisées pour une lutte de classes explicite, le philosophe se

luttres passées, notamment dans la période récente des différentes défaites. Le rapport à l'histoire ne peut être oublié. Mais il y a toujours une tentation à ne pas pousser les contradictions assez loin. D'où un retour possible à des positions romantiques : apologie de la ruralité, de l'indigénisme, etc. C'est une fuite qui permet d'éluder les nécessités de la lutte. Ce qu'indique la référence à la Nature, véritable « deus ex machina<sup>16</sup> » des luttres politiques, dont on attendra le renfort ou du moins des compensations illusives en cas de défaites.

### Voice, exit, loyalty

#### Hirschman et une autre trilogie

L'économiste Albert O. Hirschman a proposé trois concepts pour l'analyse des services publics, concernant les réactions individuelles : la défection, la prise de parole et le loyalisme (en anglais « exit », « voice » et « loyalty »). Ce qui intéresse particulièrement Hirschman, ce sont, de manière pragmatique et utilitariste, **les défaillances surmontables**, c'est-à-dire des situations économiques où des organisations connaissent une baisse de qualité de leur processus de production **tout en gardant la possibilité de se redresser**. D'autres auteurs ont rajouté le concept d'apathie pour exprimer l'absence de réaction dans une situation apparemment inextricable, analogue à l'anomie. Cependant, la stratégie peut évoluer. Cette analyse socio-économique permet d'évaluer les avantages et les inconvénients d'un monopole strict, d'un monopole ouvert ou d'une concurrence généralisée pour une offre de services ou de marchandises. Cette hypothèse peut également être testée dans le cas des offres politiques en élargissant, au-delà des individus, aux groupes sociaux.

On peut donc reprendre cette trilogie en généralisant les « services publics » à l'ensemble des institutions assurant officiellement la pérennité de la société (capitaliste). Dans la situation actuelle de montée des crises de tous ordres et de tensions, ce choix apparent renvoie aux caractéristiques des groupes sociaux et de leurs rapports réciproques. Le cadre est bien l'existence d'une ou plusieurs « sorties de crise » et non pas l'apocalypse de la collapsologie. L'existence d'alternatives en cas de défaillances du modèle dominant est une des conditions pour différer ou inhiber la prise de parole.

---

résout à proposer aux incrédules qui cherchent une issue le « pari » ou une manière de marché à termes (mais là il s'agit de la vie après la mort...). Nos stratèges, à l'ébauche de leur formulation de projet politique, concluaient leur Appel par : « Reste à faire le pari qu'il existe un autre terme, une mince ligne de crête suffisante pour que nous puissions y marcher, suffisante pour que tous ceux qui entendent puissent y marcher et y vivre » (proposition VII, pp 85 et 86).

16 D'après Wiki : « L'intervention d'une divinité étant à même de dénouer de manière impromptue une situation désespérée, l'expression peut être étendue à toute résolution d'histoire qui ne suit pas la logique interne du récit mais permet au dramaturge de conclure sa pièce de la manière qu'il désire. [...] Dans le langage courant, l'expression s'applique aussi à un élément qui arrive par surprise et qui résout une situation bloquée jusque-là. On peut donc dire d'une personne qu'elle est le deus ex machina si elle vient arranger un problème au dernier moment. » Bien utile pour venir remplir les moments de doute, inhérents à tous engagements politiques. A d'autres époques, c'était la dynamique des contradictions du mode de production capitaliste.

Pour le contexte mis en avant dans le présent texte, il y a différentes stratégies possibles, l'intervention dans le débat, la fuite (acheter un terrain et faire une communauté) et la conformité (active) à la norme ou l'indifférence, l'apathie, la passivité. Ou le passage à l'une ou l'autre de ces stratégies, voire la combinaison de plusieurs...

Il est surtout utile d'avoir en tête cette gamme d'interventions possibles dans le cas d'insatisfactions vis à vis d'une organisation, en l'occurrence de l'offre politique des Soulèvements de la Terre.

La prise de parole venue de l'intérieur du mouvement semble assez faible officiellement. C'est bien connu : on ne critique pas une organisation, cela ferait le jeu des adversaires.

La fuite n'est pas rendue publique et se fait sans gloire.

La loyauté semble, au stade actuel de la stratégie en cours, être majoritaire, au moins du côté des médias et personnalités qui se sont agrégés aux Soulèvements.

Et ailleurs, l'apathie et l'indifférence dominant...

Cela renvoie à une autre tripartition : celle de Blaise Pascal qui distinguait les élus « qui servent Dieu, l'ayant trouvé » (« raisonnable et heureux ») que l'on pourrait associer aux loyaux, les appelés « qui s'emploient à chercher Dieu, ne l'ayant pas trouvé » (« malheureux et raisonnable »), représentant la prise de parole, et les réprouvés « qui vivent sans chercher Dieu ni l'avoir trouvé » (« fous et malheureux »), et qui sont en position de fuite du mouvement.

Mais quelle est alors cette croyance, cette mystique, qui animent, positivement ou négativement, ces fidèles ? Et qui sont les saints, les prophètes, les martyrs et le clergé de cette nouvelle foi dans la rédemption par le travail de la terre, afin de la sauver de la damnation de l'agro-industrie ? La religion matérialiste du règne du capital, c'est la croyance dans l'existence d'une « société » au prise avec des puissances occultes, mais promise à une possible rédemption, au prix du sacrifice des fidèles, sous la direction de prophètes éclairés. « *Ni Dieu, ni Colu !* » (Nicolu est l'un des pseudos d'un des agri-managers des Soulèvements...

## Et la Science dans tout ça ?

Les rapports avec le rationalisme et la science doivent être éclaircis. La conscience tragique constitue un symptôme d'une crise de la reproduction sociale : elle se trouve alors devant une alternative : la régression romantique, voire réactionnaire ou le dépassement dialectique, par la « gauche » si possible... Et l'ingrédient essentiel est la prise en compte des connaissances scientifiques, sans pour autant s'y limiter. Les méfiances vis à vis de la technologie, de la rationalité, de la science constituent un blocage pour sortir de cette situation où domine l'impression d'impuissance et de résignation. De manière paradoxale, du moins superficiellement, ce sont les connaissances hyper-rationnelles et hyper-réalistes de la situation présente, fournies par les scientifiques et autres experts (qui ne sont pas pour autant « paroles d'évangiles »... évidemment) qui fournissent l'une des bases des arguments de ceux et celles qui

mettent en doute (pour les autres ?) la prétendue « neutralité » de la Science et de la Techno-Science !

Pour le formuler d'une manière plus sociale, ce sont des érudit-es qui formulent de manière argumentée et très sophistiquée (une manière de dissimulation et de mensonge à elles et eux-mêmes) la remise en cause de la société technicienne. De manière imagée, on peut retraduire ce dénigrement du Progrès et de la Science comme l'aveu implicite qu'une trajectoire dynamique qui irait à l'affrontement avec les groupes sociaux d'expert-es et de spécialistes au service du « capitalisme industriel » (autre euphémisme) est, avant même toute formulation explicite de cette lutte, admise comme impossible. Il n'y aurait pas de *progrès* possible dans la lutte des classes contre cet obstacle, la *Science*, constitué par des homologues (en termes d'études supérieures), les scientifiques et technicien-es au service de la bourgeoisie. Et on les comprend : il vaut mieux regarder juste au-dessus et autour de soi, tout en dénigrant le niveau inférieur, que d'exprimer avec lucidité l'impératif catégorique qu'il faut supprimer la bourgeoisie en tant que classe pour briser le mode de production capitaliste !

En bref : s'allier avec les « classes populaires » contre la fraction supérieure de l'encadrement capitaliste et contre la classe dominante, dont cette fraction est l'allié objectif.

## Constituer des bases arrières

Pour une partie de la main d'œuvre des Soulèvements souvent diplômée, il y a une difficulté à « faire carrière » dans des professions disposant d'un minimum de stabilité, selon le niveau de formation initiale, d'où la promotion des défections de l'emploi salarié. Cela est un analyseur de la situation de classe des « première-s concerné-es » par ce mouvement, car le travail salarié ou indépendant ne bénéficie pas du même dénigrement dans les classes populaires, où pragmatiquement et lucidement, il constitue la condition indispensable à une certaine estime de soi et à une forme de reconnaissance de son milieu social proche.

Certains jansénistes (religieux ou intellectuel-les dissidents) au XVII<sup>e</sup> siècle faisaient retraite hors du monde parce qu'ils considéraient alors qu'il était impossible de changer une société dont les évolutions politiques (l'absolutisme royal et la formation de l'État moderne) leur paraissaient catastrophiques. L'étape suivante, et nécessaire, est la constitution d'une indépendance par rapport aux revenus divers et aux ressources matérielles de « ce monde » capitaliste. D'où la stratégie de constituer des bases arrières, même sous le manteau d'installations agricoles légales, pour disposer de ressources autonomes. Le travail que l'on aura voulu expulser par la porte reviendra par la fenêtre...

Comme le note Lucien Goldman à propos des dissidents au sein de la monarchie en voie d'absolutisation : « *Une attitude oppositionnelle, nettement hostile à une certaine forme d'État ne pourrait en effet naître que dans des groupes sociaux ayant une base économique indépendante de cette forme d'État qui leur permettraient de survivre à sa destruction, ou tout au moins à sa transformation radicale. (C'était le cas pour la noblesse féodale ou bien pour le tiers état comme c'est le cas aujourd'hui pour le prolétariat.) Ce qui a toujours empêché les officiers d'ancien régime de constituer une classe au sens plein du mot (bien qu'ils en aient été assez près au cours du XVII<sup>e</sup> siècle) est le fait que l'État monarchique dont ils s'éloignaient progressivement sur le plan idéologique et politique,*

*constituait néanmoins le fondement économique de leur existence en tant qu'officiers, et membre des Cours souveraines. D'où cette situation paradoxale par excellence [...] d'un mécontentement et d'un éloignement par rapport à une forme d'État – la monarchie absolue – dont on ne peut en aucun cas vouloir la disparition ou même la transformation radicale.* » Lucien Goldman, *Le Dieu caché*, Éditions Gallimard, 1959, p. 133.

On rappellera d'autres propositions qui se sont développées au début du XIX<sup>e</sup> siècle, marquant les premiers affrontements contre la bourgeoisie s'installant au pouvoir des États-nations européennes. Les propositions d'**associations ouvrières**, précédant le mouvement coopératif, fondées sur une mise en commun de ressources pour acquérir des moyens de productions, s'organiser « fraternellement » et faire concurrence aux patrons. Le marché (capitaliste) servant alors d'arbitre, les patrons feraient faillites et les associations ouvrières généralisées formeraient les bases économiques d'une société égalitaire. Bien sûr, ces propositions ont échouées en cette phase ascendante des dynamiques capitalistes : l'exploitation sans fard de la force de travail et la hausse de la productivité imposaient des normes auxquelles ne pouvaient pas faire concurrence les associations fraternelles. En cas de survie, elles se sont progressivement intégrées à l'économie. Mais, contrairement aux rêves de communautés utopiques de type phalanstères qui cherchaient à faire dissidence et à s'installer dans un ailleurs, ces propositions s'inscrivaient dans le monde existant. Comme les autres formes plus tardives qui donnèrent les bases organisationnelles du syndicalisme révolutionnaire : coopératives de production, de consommation, bourses du travail, maison du peuple, etc.

On peut rapprocher cette exigence d'une base matérielle pour se lancer dans la lutte, à la stratégie *économique* des Soulèvements (voir la partie 3 de ce texte : **le business plan des Soulèvements de la Terre**). Dès l'édition de l'*Appel*, cette stratégie est explicite : « *D'une manière générale, nous ne voyons pas comment autre chose qu'une force, qu'une réalité apte à survivre à la dislocation totale du capitalisme pourrait l'attaquer véritablement, c'est-à-dire jusqu'à cette dislocation justement.* » (Proposition VI, p.67) Ou : « *À y regarder de près, le Parti pourrait n'être que cela : la constitution en force d'une sensibilité. **Le déploiement d'un archipel de mondes.** Que serait, sous l'empire, une force politique qui n'aurait pas **ses fermes, ses écoles, ses armes, ses médecines, ses maisons collectives, ses tables de montage, ses imprimeries, ses camions bâchés et ses têtes de pont dans les métropoles ? Il nous paraît de plus en plus absurde que certains d'entre nous soient encore contraints de travailler pour le Capital - hors de diverses tâches d'infiltration, bien sûr.*** » (Proposition VI, p.64) C'est le claviste qui souligne... et qui indique que derrière ces moyens matériels (ou moyens de production) il y a bien la nécessité de recruter de la main d'œuvre (ou force de travail) !

On rappellera en passant que nos stratèges pourraient évoquer de manière allusive d'autres expérimentations « révolutionnaires » où les encadrantes et organisateurs professionnelles ont pris appui sur ces « *Campagnes Solidaires...* » pour l'intendance et la présence d'un vivier de main-d'œuvre : le parti communiste chinois (une belle réussite !), les *focos* (foyers) des guérillas guévaristes, les luttes d'indépendances dites de décolonisation. Là, le résultat est moins brillant ! Lors de la visite récente en Europe d'une équipe de VRP bureaucrates du Chiapas, certaines d'entre elles et eux ont été accueillis sur l'ex-ZAD, non ? Enfin, les Soulèvements viennent de recevoir l'appui des marxistes-léninistes, pardon, des fédéralistes éco-féministes du Rojava ! Deux magnifiques exemples de *focos* paysans insurgés...

Mais justement, dans le cas d'un échec de cette stratégie, on voit aujourd'hui une préfiguration potentielle de la queue de comète de ce mouvement dans les replis romantiques, tragiques, ou carrément réactionnaires, sur des petites zones refuges<sup>17</sup> où on se prépare à l'effondrement avec des carottes et/ou des armes...

C'est ce qui se profile dans ces formes de « fausses consciences » partagées par des groupes sociaux spécifiques où la référence au territoire (l'espace géographique) et à un milieu rural réinventé et idéalisé (la paysannerie et l'artisanat) masque les rapports de classe (l'espace social dans son étendue et sa complexité). Mais il y a déjà des professionnel-les de la « donation de sens » (des idéologues en ancilangue) qui forment les points avancés. Il faudra, en cas d'échec des stratèges, apprendre à composer (!) avec elles et eux. Au hasard, Jean-Claude Michéa qui, dans son dernier ouvrage, *Extension du domaine du capital*, a, au passage, un regard bienveillant sur la chasse aux palombes et la corrida... Mais son propos ne se résume pas à cette concession à ses voisins et voisines ! Comme analyseur de la crise de la perspective émancipatrice « de gauche », on peut en effet prendre en considération sérieusement cette trajectoire politique et les connexions possibles avec les courants critiques de la techno-science, du progrès (qui est celui avant tout de l'accumulation sans fin de la valeur) et valorisant la communauté et le don. Cette trajectoire en rupture, dans l'état actuel du champ politico-médiatique, est pertinente pour sa façon de **poser de vraies fausses questions tout en proposant de fausses bonnes réponses**. Si on peut faire l'hypothèse de départ que les intentions de Michéa soient pour l'émancipation des classes populaires<sup>18</sup>, en ce cas comme dans bien d'autres, c'est le tri sélectif et le recyclage de ses propositions qui sont dangereux, parce que ces propositions permettent toutes les récupérations et détournements. Et en prenant ses analyses au sérieux, on pourrait être amené à réviser ses propres *a priori* politiques : la société égalitaire sans classes n'est peut-être pas pour demain... Michéa pourrait faire partie, avec d'autres mais occupant d'autres positions sociales, des perdant-es des luttes à venir, tout en ayant apporté à ses ennemis du matériel idéologique, en combattant ses adversaires du moment.

Et en contre-point, il faut affirmer l'obsolescence des analyses matérialistes *dogmatiques* et les difficultés à intégrer les données issues des recherches en sociologie comme en neurobiologie. « *Ouh, le vilain scientifique !* » Notamment la structure contemporaine des classes sociales et l'hypothèse que les « première-s concerné-es », tout en ayant une tactique quotidienne pragmatique et pratique, ont été *privé-es* des moyens *cérébraux et sociaux* d'en formuler une perspective plus large.

---

17 Voir par exemple ce texte critique à propos de produits idéologiques outre-atlantiques, datant de 2020 : <https://mtlcontreinfo.org/rattachements-un-texte-ennemi/>  
« Leur texte propose au final une énième « alternative » capitalisto-verte et individualiste : le type même de pratique qui détourne les forces vives de l'action politique et qui entretient la catastrophe sous prétexte « d'action personnelle ». Les lignes d'analyse de Rattachements sont contraires à la compréhension sociale et politique dont nous avons besoin, contraires à l'organisation collective nécessaire pour lutter contre le système capitaliste. Nous pensons qu'une analyse et une politique différentes de celles proposées par les auteur.e.s s'imposent : une politique faite par et pour les opprimé.e.s et les militant.e.s, qui doit nous mener vers un monde autogestionnaire ; pas une politique de petit.e.s narcisses vivant leur « trip » en campagne. La désertion individualiste ne nous sauvera pas et ne peut pas guider nos actions dans les temps à venir. Tant que Rattachements circule, il est de notre devoir de le critiquer durement. »

18 Voir par exemple sa réponse, à propos d'un livre plus ancien, *Le Complexe d'Orphée*, ici : <https://archive.wikiwix.com/cache/index2.php?url=https%3A%2F%2Fblogs.mediapart.fr%2Fedition%2Fles-invites-de-mediapart%2Farticle%2F020813%2Fen-reponse-corcuff#federation=archive.wikiwix.com&tab=url>

### « C'est quoi, c' travail ! »

La force de travail (terme adéquat en régime capitaliste) est l'ingrédient de l'exploitation et de l'appropriation d'une partie de son produit : le surplus.

On procédera à **une généralisation abusive** de la force de travail, en considérant que sa dépense constitue la condition même du maintien de l'existence en régime capitaliste. **Exister = vivre = une dépense d'énergie**. Et cette dépense, dans sa dimension sociale et collective incontournable, est d'abord enrôlée par nécessité dans des organisations productives, des formes collectives et sociales (entreprises, institutions, mouvements) puis courbée à une organisation et une division du travail et enfin son produit (matériel, services, marchandises symboliques) est approprié par les détenteurs des moyens de production économique, cognitif, informationnel, politique. Cette généralisation considère que la production de la vie est une violence symbolique (et physique) majeure, elle « accouche » de **condamnés-es à vivre** et donc à vendre leur force de travail, même gratuitement (le travail reproductif, le bénévolat et l'engagement). C'est une violence symétrique de la violence qui produit la mort. L'État capitaliste est bien cette instance qui laisse (sur)vivre (régulations diverses, politiques natalistes) et qui impose la mort (chairs à travail ou à canons).

Dans ce texte, l'activité militante et politique est donc prise en compte selon cette généralisation abusive comme un travail susceptible d'être enrôlé, encadré, et exploité.

- « Oh, là, là. Y prend une généralité abstraite pour la totalité. Faudrait voir le négatif. Nos apôtres ne parlent-ils pas du « travail du négatif », justement ? Si le travail capitaliste aliéné est partout, la révolution est nulle part ! »

- « T'inquiètes, c'est juste un procédé d'exposition pour pointer le caractère unidimensionnel apparent et pourtant hégémonique de cette « abstraction concrète »... Y suffit de réintroduire la « division capitaliste du travail » dans sa singularité et de tisser les relations réciproques entre ces niveaux pour faire resurgir, par un tour de magie dialectique, la dynamique des luttes. Les organisateurs et organisatrices sont alors à la manœuvre avant d'être aux commandes du résultat. »

- « Tu me rassures, camarade, allons à la pêche aux prolétaires des luttes pour les mettre au travail, justement... »

## La dynamique de la lutte

L'action précède la théorie et les valeurs. C'est une application tout azimut d'un matérialisme pratique. Quand il y a doute sur le chemin, sur les aléas de la lutte, on opte pour l'activisme espérant que le cours de la lutte révèle progressivement le chemin et les étapes vers le but. C'est actuellement le cas des Soulèvements qui testent différents registres (l'eau, le foncier, la pollution de l'air, etc.), différents niveaux d'engagement et de violence, donc différentes formes de compositions (organisations, réseaux, médias, groupes sociaux). Une manière de stratégie analogue au précepte de l'épistémologue « anarchiste » Paul Feyerabend : « anything goes ! ». Tout est bon pourvu que cela marche. Une forme de progression par essais et erreurs et tant pis pour les erreurs... Malheureusement, l'histoire des mouvements sociaux a produit un constat difficilement réfutable : ce sont les moyens qui définissent la fin. Et non pas la fin (inconnaissable par définition) qui justifierait les moyens.

*«Caminante, no hay camino, se hace camino al andar. » Toi qui chemines, il n'y a pas de chemin, le chemin se fait en marchant. » Antonio Machado<sup>19</sup>.*

Mais officiellement, comme effet d'annonce et emballage de l'offre politique, il est toujours pertinent d'affirmer que « la fin justifie les moyens », tous les moyens si on ne connaît pas avec certitude cette fin et qu'on en attend justement la « révélation ». Les stratèges des Soulèvements sont des expérimentateurs politiques, plus que des théoriciens<sup>20</sup>. Au détriment de celles et ceux qui participent à leurs expériences... Elles et ils pratiquent une écologie matérialiste<sup>21</sup> mais sans en percevoir (encore ?) toutes les conséquences, ou en ne voulant pas en faire état. Ils et elles n'ont pas la théorie de leur pratique. On peut parler plus justement d'**une écologie pré-matérialiste et proto-révolutionnaire**.

Mais loin de les considérer uniquement comme cyniquement aveugles, il faut admettre aussi qu'ils et elles doivent faire part d'**une forme d'auto-aveuglement**. C'est une des conditions nécessaires pour se lancer dans ce genre de vocation : produire et manipuler des discours et des gens pour une entreprise de causes. Au-delà des individus impliqués, et de leur renouvellement, c'est la structure organisationnelle (l'institution) qui tient dans la durée parce qu'on y croit (et inversement, si ça commence à marcher). Il s'agit de tenir la distance pour constituer progressivement un contre-pouvoir, puis un double-pouvoir. Cela nécessite des professionnel-les qui ne se posent pas des questions de conscience ou de morale tous les quatre matins ! C'est pour cela que des béquilles idéologiques, des croyances partagées, des illusions nécessaires sont essentiels pour soutenir les moments de chancelllements stratégiques...

---

19 Extrait du site <https://tiersinclus.fr/antonio-machado-caminante-no-hay-camino/> où l'on considère, mais d'un point de vue savant, les hypothèses et les conséquences d'une logique 'tridialectique'... A consulter pour s'émerveiller des ressources d'imagination des cerveaux humains !

20 Une petite montée en gamme : travail intellectuel / travail manuel ; travail institutionnel ou informationnel / travail matériel ; travail théorique / travail expérimental ; stratégie / tactique. Les rapports de classes ; les champs sociaux ; les organisations et méthodes. Et c'est tout !

21 Pour une formulation de cette recherche en cours : <https://www.autonomiedeclasser.org/ecologie/pour-une-ecologie-materiale-les-effondrements-et-la-classe-1-3/>



## 2 Quelques remarques sur le livre

### « La forme-Commune » de Kristin Ross

On se limitera essentiellement aux références faites dans son ouvrage à l'histoire de la Zad de NDDL<sup>22</sup>.

#### Un séjour à la Potemkine

Tout d'abord, les correspondant-es cité-es (Ouma, Jojo, Christian) dans la relation de sa venue sur la zone pour une discussion ainsi que son lieu de résidence (Saint Jean du Tertre) donne une indication claire sur le groupe invitant : ce sont certains des principaux stratèges de l'ex-CMDO et l'un de leurs bastions sur la zone.

On comprend donc mieux cette remarque de l'autrice : *« Ce danger, celui de la fermeture sur soi, est devenu plus prononcé après la victoire contre l'aéroport, tandis que l'attention médiatique faiblissait et que les occupants qui avaient choisi de rester devaient faire face non seulement à l'antagonisme et au ressentiment de ceux qui étaient partis, mais aussi au risque de se transformer en un minuscule éco-bocage coopératif idyllique<sup>23</sup>, entouré de vastes exploitations agro-industrielles gérées à distance par des « cumulards ». La nécessité s'est encore renforcée alors de vivre la commune et son environnement comme un tout dialectique et d'imaginer des manières pratiques de le faire »* (p. 135 et 136)

« *Ceux qui sont partis* » c'est à dire ceux et celles dont les lieux de vie ont été détruits par l'intervention policière parce qu'ils et elles n'avaient pas acceptés les compromissions (la signature des « fi-fiches », déclarant un « projet agricole individuel ») et ont refusé de jouer le jeu de la production agricole ou artisanale marchande ainsi que le cadre législatif et réglementaire qui va avec. A la différence des éleveurs de moutons croisés dans l'ouvrage, et qui sont toujours sur place, se sont empressés de boucler leur troupeau, dès les premiers jours des expulsions en avril 2018, (identification obligatoire) pour montrer leur bonne volonté de respecter ostensiblement (déclaration en conférence de presse) les réglementations administratives.

« *L'antagonisme et le ressentiment* » de personnes expulsées et donc absentes de l'ex-ZAD : c'est pas trop difficile sans doute à supporter... D'autant que les Conventions d'Occupation Précaire, signées par « *ceux qui ont choisi de rester* » mentionnaient

---

22 Pour ce qui est de la référence au Larzac figurant dans le livre, on donnera quelques liens de la presse mainstream pour illustrer le réalisme de l'époque (à l'occasion de l'arrivée de la légion à La Cavalerie en 2016), bien loin des rêves éveillés d'une ruralité subversive de Kristin Ross :

Pour l'économie locale, un militaire c'est un consommateur comme un autre :

<https://dis-leur.fr/camp-du-larzac-quand-les-militaires-font-bouillir-la-marmite/>

La lutte du Larzac et les nécessités « d'avancer » :

<https://www.slate.fr/societe/larzac-utopie-resiste/episode-2-retour-au-larzac-anciens-modernes>

23 Une description prémonitoire (publiée dans le *ZadNews* en octobre 2016 et lu sur Radio Klaxon en mai 2017) disponible ici : Ça y est, on a gagné : <https://zad.nadir.org/radio/2017-05-ca-y-est-on-a-gagn%C3%A9.mp3>

explicitement que les locataires devaient déclarer à l'autorité publique tous habitats non réglementaires sur leurs terres. Et des coups de pression ont permis de faire déguerpir quelques récalcitrants qui pensaient pouvoir encore rester en squatteurs. Par exemple : <https://nantes.indymedia.org/posts/49247/> : Nouvelles attaques contre le Rosier (Zad).

En tout cas, la mention du « *minuscule éco-bocage coopératif idyllique* » est par contre assez exacte. Le rêve d'une « Entité » gérant la totalité de la zone est parti en fumée en passant sous les fourches caudines de la préfecture (le respect des conditions administratives pour les projets agricoles *individuels*, la signature des fi-fiches... : autorisation d'exploiter, baux agricoles, capacité professionnelle, déclarations réglementaires pour la PAC, déclarations comptables pour la TVA, etc.). Le projet de kolkhoze écologique n'a pas résisté à la pression des intérêts particuliers primant sur le fameux intérêt général, le *Commun* ...

## Le retour du refoulé

Pour ce qui reste sur zone actuellement : on peut rappeler quelques infos, qui ne seront sans doute pas évoquées lors des tournées de personnalités venues s'encanailler dans une ruralité radicale et alternative.

La ferme de Bellevue, lieu de rencontre entre occupant-es et paysan-nes et vitrine de la zad de « légende » à l'époque de la lutte, est partagée entre plusieurs activités : élevage de vaches allaitantes, vaches laitières, boulangerie, forge et tannerie. L'ambiance est tellement bonne dans cette partie de la « *Commune* » qu'il y a une palissade en travers de la cour de la ferme. En cause : des dissensions pour le contrôle des terres, et les primes PAC qui vont avec. Même type de conflit avec des producteurs et productrices de plantes aromatiques et médicinales. Ces personnes souhaiteraient partir mais des plantations pérennes et les difficultés d'accès aux terres agricoles rendent ce type de déménagement aléatoire.

L'une des installations agricoles, à Saint Jean du Tertre, emblématique de la période de l'occupation de la ZAD (vaches laitières avec aides des paysans du réseau COPAIN) a pris fin. Le paysan ex-occupant a préféré se réinstaller ailleurs.

Des « querelles de voisinage » se règlent à coup de grenade du côté des résidents légitimés par l'État à l'encontre des occupant-es « sans droit ni titre ». Voir l'article de la Lettre à Lulu, en page 6 ici : <https://lalettrealulu.fr/2023/06/08/n123-mars-2023/> : ZAD : le mythe attaqué à l'explosif.

## L'appât

De manière programmatique, Kristin Ross évoque les propositions de Maria Mies et Veronika Bennholt-Thomsen sur « **la perspective de subsistance** » mettant au centre l'économie paysanne : « *La perspective de la subsistance constitue une orientation résolument différente de celle que suppose la production de marchandises [...]. Elle fait de cette exclusion de la paysannerie des mécanismes dominants de la modernisation une nouvelle direction à suivre. Elle transforme le fait de ne pas être totalement subordonné aux rapports marchands en ouverture, en potentialité, en régénération. Elle fait de « subsistance » un synonyme non plus de manque mais d'abondance.* » (p. 46)

## Subsistance = abondance ?

Faut vraiment être un jongleur ou une dialecticienne émérite pour oser faire ce rapprochement ! La beauté des contraires contradictoires et dépassables, sans doute... Comme si ça pouvait être vendeur de proposer comme appât pour les luttes une existence où ce qui est proposées comme perspective se résume à la « *subsistance* ». N'est-ce pas l'autre nom de la survie, qui rythme la vie quotidienne des agent-es sociaux aliéné-es par la marchandise et la valeur, justement ?

A moins de faire une obscure référence pour les érudit-es à la subsistance comme catégorie conceptuelle de ce qui apparaît et demeure en ce monde au-delà de la succession des générations, mais là on passe notre tour...

Cela rejoint les promotions de la décroissance, de la simplicité volontaire ou de l'autonomie. Et puiser dans le modèle de la paysannerie (Ross indique d'ailleurs dans une interview à la revue *Socialter* numéro 59 que la paysannerie est à voir plus comme concept ou essence que comme réalité. « *Mais l'existence ne précède-t-elle pas l'essence ?* ») laisse entrevoir que cette subsistance est rabattue sur les nécessités premières du maintien de la vie privée : alimentation<sup>24</sup>, un peu de soin et d'attention, éventuellement de l'auto-éco-construction. Les éco-quartiers avec le panier de l'AMAP, les jardins partagés et les consultations chez le psycho-énergéticien. Et les apologistes de l'autonomie ne vont que rarement jusqu'à proposer ne serait-ce que d'étendre cette notion aux matériaux textiles tissés dont chacun-e s'enveloppe et pare sa demeure. Et qui proviennent majoritairement de l'industrie chimique et « industrielle » Oh ! C'est pas beau... Va-t-on promouvoir le filage et le tissage manuels de fibres végétales, alors que ces activités ont dévoré la vie des prolétaires, souvent des femmes et des enfants (et des esclaves à d'autres époques) et pendant des millénaires ?

Cette histoire de subsistance doit être plus modestement ramener à une tactique simpliste de beaucoup de professionnel-les de la Révolution. Il s'agit de **prendre les masses de manœuvre par le ventre** et leur promettre, comme le faisait Kropotkine dans sa *Conquête...*, **du pain** (et des roses, si on a le temps). C'est une politique au niveau du bide ! Voilà comment ces intellectuel-les considèrent leur clientèle. Comme si leur science révolutionnaire et autre n'était pas la conséquence d'une division capitaliste du travail qui ne les oblige pas, elles et eux pendant toutes leurs années de formation, à consacrer de

24 Rappelons que, dans la situation actuelle mais qui constitue quand même le point de départ de cette trajectoire vertueuse vers la simplicité volontaire, l'alimentation pèse pour 21 % (premier poste) sur le budget des ménages du premier quartile, alors que sur celui des ménages du quatrième quartile, il ne pèse que pour 14 %. D'autre part, les budgets de consommation *directe* des ménages ne constituent qu'une très faible part des formes d'usage social et collectif dans la vie quotidienne : infrastructures, équipements, activités culturelles, scientifiques, etc. L'autonomie dans ces discours trahit surtout une compréhension tronquée de l'économie politique et de sa critique. Et une méconnaissance des bases matérielles et « techniques » (« *Ouh, le gros mot !* ») de l'existence des « gens ordinaires ».

longues heures par jour à des tâches répétitives et laborieuses. Les « masses » ne seront que masses de manœuvre si elles n'arrachent pas des conditions sociales d'existence qui leur permettront d'être à égalité avec leurs états-majors et organisateurs et organisatrices professionnel-les. Ou au moins de pouvoir leur demander des comptes et leur tenir tête !

Faut-il donc que la critique sociale soit tombée aussi bas pour ne considérer que ces nécessités vitales ? Et oublier que c'est justement le règne de la marchandise qui permet de faire ces propositions bancales. Ne considérer que les produits marchands, leur circulation et leur consommation individuelle et non les conditions générales de la production. Ne voir que les producteurs et productrices immédiates et directes, comme avec les yeux des patrons et patronnes obnubilé-es par les « charges salariales », et non pas l'ensemble des humains qui interviennent même d'immensément loin et de manières indirectes dans chaque interaction sociale.

Prenons le contre-pied pour voir les effets produits sur ce type de raisonnement tronqué : tous les artefacts (matériels, symboliques, relationnels), résultats de l'activité humaine, sont au centre d'un entrelacs de relations sociales inscrites dans le passé et le présent. Le travail, la fabrication, la pensée, l'action humaines ne peuvent être isolées de la totalité des groupes sociaux, présents et passés, intriqués directement et indirectement. C'est le rapport social capitaliste qui impose de gré et de force l'arbitraire de la loi de la valeur : attribuer au prix de la force de travail l'équivalent de ce qui permet sa reproduction, sa subsistance justement, en fonction des contraintes et conventions de l'époque. (On laissera de côté ici la distinction entre travail simple et travail complexe<sup>25</sup>, forme de justification des inégalités salariales et noyau théorique impensé officiellement, qui renvoie aux origines sociales des théoriciens socialistes comme intellectuel-les « capitalistes du savoir » et prétendant à l'héritage de la société capitaliste.)

Mais cette « loi » énoncée par l'économie classique et reprise par Marx, n'est que le résultat d'un rapport de force. Elle impose aux salarié-es qui quittent leur poste le soir de se retrouver, après avoir reconstitué leur force de travail, le matin au chagrin. Et la critique féministe matérialiste a bien montré que le travail de reproduction dans l'univers domestique (procréation et élevage des enfants, entretien du foyer, etc.) constitue

---

25 Voir note de bas de page 14.

du travail non payé dont profite la bourgeoisie.  
Ceci est à relier à l'envahissement de l'existence par le travail capitaliste  
(voir l'encadré : « **C'est quoi, c' travail !** »)

On a autre chose à conquérir qu'une honnête existence harmonieuse avec son milieu, les humains et les non-humains qui y traînent.

Il faut bien être « philosophe – jardinier » comme Aurélien Berlan (par ailleurs « instruit utile » des Soulèvements de la Terre) pour se moquer de cette aspiration à la délivrance : « être déchargé du fardeau matériel de la vie quotidienne », qui guiderait la civilisation occidentale, du propriétaires d'esclaves de l'Antiquité aux prolétaires contaminés par l'idéologie marxiste. Mais n'est-ce pas justement cette méga-machine techno-industrielle qui permet la production et l'existence de ces jardiniers-philosophes ? Aucun agent social ne peut vivre dans un ailleurs, même dans un petit village du Tarn. Et l'auteur le reconnaît d'ailleurs lui-même en notant l'interdépendance des existences sociales (p. 170 et suivantes de *Terre et liberté*). Mais pourquoi se limiter à un périmètre local ? Cette interdépendance englobe la totalité du monde social (et l'ignoble industrie aussi) et du monde intellectuel.

La suppression de la *grosse peine*, du *travail de brute*, des *tâches harassantes et répétitives* doit être l'objectif immédiat de tous bouleversements des rapports sociaux<sup>26</sup>. Car cela constitue le quotidien d'une immense partie de l'humanité, et surtout des femmes. En-dehors des espaces où se déroulent ces débats sophistiqués passent **les coupeurs de bois et les porteuses d'eau** dans leurs rondes épuisantes. Elles et ils ne troubleront qu'épisodiquement ces échanges, par des « pauvres mots » plein leurs gueules ! Qu'Aurélien Berlan<sup>27</sup> se rappelle en allant à sa causerie philosophique hebdomadaire sur son vélo de récup' que la route ou même le chemin qu'il emprunte, pour lui comme pour les idées qu'il a incorporé dans sa tête et qui ont aussi emprunté de nombreuses pistes réelles et « imaginaires », ce chemin, donc, a été bâti et est entretenu avec d'autres moyens que de la bonne volonté du voisinage et de l'entraide manuelle et artisanale. Cette inconscience intéressée de la complexité de la vie matérielle subie par la plupart, élude et refoule la rudesse des combats à venir. En ce sens, on comprend bien la réticence à se coltiner avec les conditions sociales permettant que ce fameux chemin existe. Un peu de philosophie du carburateur, camarade Aurélien ? Sans pour autant tomber dans l'éloge du travail artisanal<sup>28</sup>... On ne fabrique pas un carburateur dans une

26 D'une autre manière, c'est cette interrogation qu'une figure ouvrière du roman de Guido Morselli intitulé : *Le communiste*, Gallimard, 1978, pose à un encadrant politique : « *Et dis, Ferranini, toi qui es socialiste : vous dites que les exploités des travailleurs disparaîtront. Mais quand serons-nous libérés du travail ?* »

27 Une fiche de lecture est disponible sur ce livre ici : <https://fichesdelecture.noblogs.org/post/2024/03/12/terre-et-liberte-de-aurelien-berlan/> . Les remarques ci-dessus sont relativisées et resituées... On reconnaît que l'on est globalement d'accord avec l'auteur. Hélas. Car les propositions ne sont vraiment pas à la hauteur des enjeux et de la sophistication de la démonstration. On peut avoir théoriquement raison et pratiquement tord.

28 Allusion au livre, pas lu... : [https://www.editionsladeouverte.fr/eloge\\_du\\_carburateur-9782707160065](https://www.editionsladeouverte.fr/eloge_du_carburateur-9782707160065) de Matthew B. Crawford, sous-titré : *Essai sur le sens et la valeur du travail*. Mais Aurélien Berlan l'a lu, lui : il est cité positivement p. 125 – 126 et 153 – 154.

forge de village ! Et ensuite, un peu de réflexion autour d'une simple pompe à injection (« Yo, G. ! ») d'un diesel polluant, mais bien pratique pour un tracteur et l'entretien de ce fameux chemin où tu te ballades ! Et c'est pas du numérique, du moins à l'époque de son invention (Diesel, 1895 puis Bosch, 1922). Tiens, c'est justement le lieu et l'époque de ton domaine académique d'études philosophiques. L'Allemagne au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Voilà de quoi s'élever de l'abstrait (la philosophie de *La fabrique des derniers hommes*) au concret.

La délivrance, vers l'abolition du travail, ne constitue pas ce luxe de nantis mais une nécessité urgente pour tous et toutes.

## La paysannerie comme sujet révolutionnaire, mais qui est son avant-garde ?...

Cette réévaluation par Kristin Ross de la paysannerie rejoint d'autres réflexions<sup>29</sup> sur la place centrale qu'ont occupée les travailleurs et travailleuses des campagnes dans les résistances à l'hégémonie des rapports capitalistes et leur mobilisation pour « la terre et la liberté » dans les révolutions du XX<sup>e</sup> siècle : du Mexique, de la Russie, de l'Espagne, de la Chine, des luttes anti-coloniales<sup>30</sup> et des indépendances : Cuba, Vietnam, Algérie et bien d'autres. On notera que, à l'époque, ces ruraux n'étaient que très partiellement intégrés à la production et à la circulation de marchandises et de l'argent au sein du marché mondial. Cette situation n'est plus comparable à la situation actuelle, notamment dans les grandes formations sociales urbanisées et industrialisées.

Il faut aussi bien noter que, au vu des résultats concernant l'émancipation du genre humain, ces révolutions mélangent inextricablement des processus de résistance à la modernité capitaliste, des aspirations à améliorer les conditions existantes (guerre, exploitation dans les industries naissantes) et les volontés de certains groupes sociaux de moderniser l'État national face aux États concurrents. Avec pour synthèse : des accélérateurs de l'accumulation primitive. Tous ces États-nations ont, par la grâce de ces « libérations populaires » rattrapé une partie de leur « retard » vis à vis des formations sociales où s'étaient développées les rapports capitalistes modernes (Europe de l'ouest, Amérique du nord, Japon). Les bourgeoisies à la tête des États capitalistes récemment « libérés ou décolonisés » se sont retrouvés en féroce concurrence et occupent actuellement des positions dominées ou en voie de domination dans la division internationale du travail.

---

29 Voir par exemple les ouvrages de Silvia Pérez-Vitoria, dont le *Manifeste pour un 21<sup>e</sup> siècle paysan*, Éditions Actes Sud, 2015.

30 Pour un petit panorama des processus de décolonisations en Afrique et en Asie, on renvoie à l'ouvrage de Guillaume Blanc, *Décolonisations, Histoires situées d'Afrique et d'Asie (XIX-XXI<sup>e</sup> siècle)*, Points Histoire, 2022. Une sanglante mêlée pour prendre la place sur le trône, laissée vaquante par le départ contraint et forcé des anciens maîtres. L'illustration de la couverture est un bon résumé du propos, les flots de larmes et de sang fournissant la coloration de ces « luttes de libération nationale ». A lire pour relativiser les caractérisations de situations coloniales ou néo-coloniales ou endo-coloniales.

## L'appât... de l'appât

Pour apporter un peu de baume au cœur, Ross assaisonne la subsistance de la notion de « **luxe communal** » (p. 74 à 77) en faisant référence à quelques décisions prises lors de la Commune de Paris par la Fédération des artistes, recrutant les artisans pour leur donner plus de poids social : « *Le comité concourra à notre régénération, à l'inauguration du luxe communal et aux splendeurs de l'avenir et à la République universelle* ». Et l'autrice ajoute : « *Ce que Pottier et les autres membres de la Fédération entendaient pas « luxe communal » relevait en partie de la création de « beauté publique » : l'amélioration de l'environnement vécu dans les villes et les villages, le droit de chaque personne de travailler et de vivre dans un environnement agréable. [...] Une telle revendication [...] entraîne bel et bien non seulement une reconfiguration complète de notre rapport à l'art, mais aussi de notre rapport au travail, aux rapports sociaux, à la nature et à l'environnement vécu. [...] Le luxe communal signifie que chacun a droit non seulement à sa juste part mais à **sa part du meilleur**.* » Voilà un bel exemple de « critique artiste » en opposition à la « critique sociale », selon la partition proposée par Luc Boltanski et Eve Chiapello dans *Le Nouvel Esprit du capitalisme*. On pourrait même proposer le registre de « critique commune »... mais dans le sens de banale.

Il faut sûrement au moins ce genre de perspectives pour motiver l'engagement. Mais un béotien demandera si c'est une forme de **décroissance pur beurre** qu'on nous fait miroiter, une manière de faire prendre encore une fois des vessies pour des lanternes. Car c'est avec quoi qu'on pourra fournir cette abondance, se demande le béotien, sinon en ayant préalablement raflé les moyens de production, quitte à faire le tri entre les usines d'armement et les lieux de production de Nutella®. L'expropriation des expropriateurs et le « On prend tout » semblent bien loin...

## Un brin de sociologie rurale

On rappellera en tout cas que la caractérisation de la paysannerie dans les pays où règne le mode de production capitaliste depuis plusieurs siècles, comme nouvelle avant-garde de la révolution, paraît un peu idéalisée. Ces fractions résiduelles des agents économiques<sup>31</sup> adhèrent pour la plupart (et même les dissident-es de la Conf' ou les néo-ruraux surdiplômé-es en mal de vocation) aux fétiches capitalistes : le projet professionnel, le travail productif, le revenu et la valorisation des marchandises produites, la propriété, un peu collective ou un peu d'usage pour soigner leur éventuelle culpabilité sociétale, enfin l'héritage via la transmission. La situation française peut d'ailleurs induire des biais, puisque la proportion de cette catégorie est encore plus faible dans beaucoup d'autres pays de l'OCDE.

Plus sobrement, ces travailleurs et travailleuses font partie pour une bonne part de **la petite bourgeoisie marchande**. Et les grandes envolées lyriques de Bernard Lambert (au Larzac, en 1973 : « *Jamais plus les paysans ne seront des Versaillais* », etc.) rapportées par Kristin Ross vient peut-être du coup de force symbolique produit par son ouvrage : *Les paysans dans la lutte des classes*. Ce livre aurait dû plus précisément s'intituler : *La lutte des classes dans la paysannerie*. On devrait plus justement parler de

31 Selon l'INSEE, les agriculteurs en polyculture-élevage, éleveurs de bovins, céréaliers, viticulteurs, maraîchers, patrons pêcheurs, entrepreneurs de travaux agricoles, etc. représentaient 1,5 % de l'emploi en 2019 ; soit 400 000 personnes concernées au titre de leur emploi principal. Il y a par ailleurs 600 000 bouddhistes en France... est-ce suffisant pour lancer un Soulèvement des Âmes ?

non-classe : une catégorie socio-professionnelles type INSEE (indépendant-es) et un concept écran et valise tout à la fois, concept ambigu sur lequel joue le syndicalisme patronal agricole et les discours politico-médiatiques, du côté gouvernemental comme du côté oppositionnel. C'est aujourd'hui un groupe professionnel très hétérogène. Il a été pendant le XX<sup>e</sup> siècle, et surtout à partir des années 1960 en France, un des champs de bataille de la destruction-transformation à l'œuvre, sous l'effet des politiques mises en place par les États capitalistes, à des échelles différentes, partout sur la planète marchande. Et le résultat est assez différencié pour le moins : entre les agri-managers circulant de la présidence de la FNSEA au ministère de l'agriculture, en passant par la direction de grands groupes agro-industriale-financiers, et les petits agriculteurs et agricultrices intégrés-es ou les jeunes bios-business-(wo)men, sans oublier les exploitant-es moyen moyen-nes qui seront dévoré-es par les « cumulard-es » s'ils et elles ne se convertissent, s'il en est encore temps, à l'agro-écologie (secteur actuellement en perte de vitesse). C'est un décalque de la structure de classe de l'ensemble de la population active, évolution à laquelle on a assisté pendant cette période. Sans oublier les positions intermédiaires comme l'encadrement syndical et professionnel, on retrouve donc quelques grands bourgeois, majoritairement des petits bourgeois avec différents patrimoines et différentes trajectoires professionnelles, ascendantes ou descendantes. Quant aux ouvriers et ouvrières agricoles, elles et ils n'ont pas souvent droit au chapitre dans l'idéalisation de la paysannerie.

Et ces groupes d'intérêt sont toujours engagés entre eux dans des luttes âpres et intenses pour le foncier, l'accès aux marchés, les subventions, les réglementations administratives. Ceux et celles qui restent trinquent sur le cercueil de celles et ceux qui ont été éliminé-es, puisqu'il n'y pas de « terre sans maître ». Mais quant à trouver des prolétaires paysans (qui n'aurait que leur force de travail à vendre), c'est tout simplement un abus de langage : il n'y pas grand-chose de commun entre un-e indépendant-e qui joue avec sa comptabilité<sup>32</sup> pour pouvoir toucher le RSA activité et un ou une prolétaire au RSA qui galère. Si en fait ! Cet-te indépendant-e daignera embaucher, peut-être au black, ce ou cette prolétaire pour de basses besognes qui pressent et que le ou la paysan-ne ne peut effectuer seul-e. Une situation asymétrique : l'inverse est peu vraisemblable ; et une situation inégalitaire : le travail de l'un-e est cristallisé et approprié par l'autre. ... RSA de tous les « pays » ? ...

Le claviste peut d'autant plus faire ces précisions, qu'après deux années de formation professionnelle en agriculture et travaux forestiers et dix ans de vie « à la campagne », il a bénéficié de l'hospitalité de quelques centaines de paysans et paysannes pendant les six années d'un petit voyage d'observation *non-participante* et de découverte de la « ruralité ». Mais des rapports interindividuels et intersubjectifs

---

32 Tenter de truffer le chef des voleurs (l'État) n'est évidemment pas vu ici comme répréhensible ou condamnable moralement. Allez-y, si vous pouvez ! Mais pour éviter les malentendus, il vaut mieux avoir les idées claires et distinctes. Le prélèvement privé (au sens de la comptabilité agricole) d'un-e indépendant-e n'est pas comparable à un revenu salarial même cumulé avec des prestations. L'investissement monétaire et en travail dans l'outil de production peut être réalisé (revendu), et les remboursements d'emprunts liés à cet investissement sont justement la variable qui permet l'optimisation comptable et fiscale et l'obtention du RSA activité. Et beaucoup de frais de l'entreprise sont en fait relatifs à des dépenses personnelles (carburant, matériaux et outils, approvisionnements, etc.) du fait de l'intrication entre vie professionnelle et vie privée. Idem pour la déclaration TVA en y faisant figurer certains achats privés comme frais de fonctionnement. Rien de comparable pour un ou une prolétaire qui n'a pas de comptabilité professionnelle ni déclaration TVA (TVA sur les consommations finales payées et qui est le prélèvement majoritaire sinon unique pour près de la moitié de la population).

peuvent être décontractés et enrichissants sans pour autant se leurrer sur le contexte et les aspirations de ces agent-es économiques. Diverses expériences qui ont constitué un repoussoir pour toute idée d'installation agricole pour le claviste. On espère avoir au moins un brin de lucidité supérieure à celle de Kristin Ross qui décrit des scènes champêtres avec ces ami-es stratèges sur l'ex-ZAD, durant ses parties de campagne avant de présenter son propre travail (voir p. 82 à 88). Elle écrit quand même : « *J'ai bien conscience de friser la pastorale avec cet exemple des foins. En réalité, la façon différente dont le temps s'écoule à la zad ne peut être qu'en partie attribué, je crois, aux rythmes saisonniers de la vie rurale, du travail agricole et à la beauté du bocage. La fatigue particulière, si intense et si satisfaisante psychologiquement, que j'ai ressentie après mes séjours à la zad tenait davantage à la densité sociale produite par l'entremêlement du travail et des interactions sociales, [...]* » (p. 87) De la part d'une historienne et militante dont on supposerait le regard plus affûté, ces relations de voyages dans la vitrine de l'ex-ZAD introduisent un doute sur sa capacité de compréhension des enjeux et des moyens des luttes actuelles, voire des luttes passées. Par contre, son enthousiasme renvoie assez bien à son désir d'être réenchantée par ces milieux radicaux. Ross parle du « conte de trois aéroports » pour intituler le chapitre 2 de son document publicitaire : si elle a envie de se raconter des histoires, qu'elle ne les impose pas aux autres du haut de son prestige d'historienne. Cela ne fait que brouiller les cartes et les enjeux au profit de certain-es.

La même remarque vaut pour les divers intellectuel-les et chercheurs et chercheuses qui appuient actuellement les Soulèvements, souvent après avoir servi « d'instruit-es utiles » pour l'ex-ZAD : s'ils et elles sont si aveugles, ou plutôt s'ils et elles ne voient que ce qu'elles et ils ont envie de voir, que doit-on penser de la pertinence de leurs propres travaux de recherche ?

Ceci ne vaut pas occultation ou dénigrement de la misère matérielle, sociale et « morale » qui règne dans le milieu paysan, la violence des rapports professionnels (les collègues-concurrent-es, les contrôles administratifs, les experts et les commerciaux, les banquiers, les fournisseurs de l'amont, les distributeurs de l'aval), la dureté des conditions de travail, l'isolement, les maladies professionnelles, les suicides. C'est vraiment pas bucolique, la campagne. Plutôt la version guerrière.

Enfin, par exercice, prenons juste un temps au sérieux cet éloge paysan. Mais réajustons alors les résultats attendus si le monde qui vient réaffirmera les intérêts de ce groupe socio-économique, homologues à d'autres groupes intégrés. Produire des marchandises en rassemblant des moyens de production et de la force de travail exploitée ou auto-exploitée, les écouler avec profit sur un marché « souverain et autonome » (local, bio, et tant pis pour les autres populations ?). Hériter, investir, être subventionner, valoriser, approprier, transmettre, réaliser. La transition écologique sera économiquement rentable ou ne sera pas.

Est-ce alors les utopies sociales égalitaires qu'il faut envoyer à l'équarrissage ?

Les « victoires » obtenues récemment par les groupes agricoles dominants n'ont pas grand-chose d'enthousiasmant pour résoudre la « question sociale ». Mais ce sont les professionnel-les tel-les qu'ils et elles sont fait-es par ce système capitaliste, et non ceux et celles dont vous rêvez, camarade Kristin.

La « paysannerie » de l'ex-ZAD n'en est une qu'à travers la mise en scène à laquelle Kristin Ross prête son concours et son crédit. Si l'on considère le niveau de formation (capital culturel et social), dissimulé sous les accoutrements communards un peu boueux, et les intérêts spécifiques dont ces agent-es dépendent et qu'elles et ils défendent, il faut bien convenir que l'on n'a pas affaire à ce à quoi aimerait penser

l'autrice. L'accès à la terre n'est que le produit de la confiscation de la lutte (pas d'endettement) et la légalisation sur place la marque du reniement de leurs principes de radicalité. Le rêve éveillé « conté » dans ce livre, du moins concernant l'ex-ZAD, n'existe que sous la forme réelle d'une niche privilégiée pour des gens en mesure de mettre à distance les nécessités d'une réelle activité économique de production agricole. Pour l'élargir à d'autres catégories de la paysannerie, il faudrait convaincre des agent-es économiques de la valeur de l'habillage idéologique de LA forme-commune. Et les « agris », avec leurs « mentalités » produites et agissantes dans un environnement capitaliste, pour persévérer dans leurs situations, ne vont pas mettre en question du jour au lendemain la propriété privée du foncier et des moyens de production, la valeur travail. Valeur qui a été aussitôt prédominante dans le bocage, les euphories de la victoire sur l'ex-ZAD passées. « *Moi, je travaille !* » se sont entendus dire quelques occupant-es du côté de la Grèce par des néo-ruraux pour dénigrer leur mode de vie. Voir « A propos du mépris de classe sur la ZAD » de 2013... : [https://zad.nadir.org/IMG/pdf/a\\_propos\\_du\\_mepri\\_de\\_classe\\_sur\\_la\\_zad.pdf](https://zad.nadir.org/IMG/pdf/a_propos_du_mepri_de_classe_sur_la_zad.pdf)

Le claviste renvoie à un texte de 2018 de quelques agricultrices et agriculteurs contre les normes pour avoir un autre point de vue sur cette question de l'adéquation entre le monde agricole existant réellement et les perspectives de le transformer : Appel pour retrouver un sens politique à la lutte qui se mène aujourd'hui sur la ZAD : <https://nantes.indymedia.org/posts/41490/appel-pour-retrouver-un-sens-politique-a-la-lutte-qui-se-mene-aujourd'hui-sur-la-zad/>

## 3 Les nouvelles formes d'organisation du travail militant :

### Le *business plan* des Soulèvements de la Terre

Au lieu des formes modelées sur l'organisation du travail des grandes entreprises industrielles (taylorisme), les organisations militantes contemporaines se moulent sur les nouvelles relations sociales de production en élaboration dans le capitalisme de plateforme ou néotaylorisme. D'autant plus qu'elles recrutent principalement dans des groupes sociaux désormais obligés pour leur survie économique et sociale de s'inscrire dans ces nouvelles organisations du travail productif : intermittence, polyvalence, nomadisme, subordination en cascade, dépendance vis à vis de plusieurs donneurs d'ordre, bénévolat et heures supplémentaires imposées et non payées, statut de faux indépendant (autoentreprise), contrat zéro heure, etc. Ce sont également des populations jeunes ayant souvent un parcours d'études supérieures, mais dont la trajectoire sociale et les anticipations de carrière viennent se heurter à la dure réalité du marché du travail (concurrence, dévaluation des diplômes, baisse généralisée des salaires réels).

#### Le contractuel, l'institutionnel, l'informel

Dans le travail politique et militant, le bénévolat fait partie des engagements courants. Dans certaines circonstances, c'est le premier statut et niveau pour les intermittent-es et les CDD du spectacle politique, avant d'accéder, si « affinités... » c'est-à-dire cooptation, à des postes plus stables, comme les fonctions de permanents en CDI. Ce bénévolat militant c'est ce que la sociologie du travail appelle, pour la production économique, des « *hop jobs* »... « *Sois stage, et tais-toi !* » De ce point de vue, les Soulèvements ne renouvellent pas fondamentalement ces formes de travail, mis à part le contexte actuel du marché du travail politique et économique comme indiqué plus bas.

Derrière les apparences de l'horizontalité (ou, un *must*, de la transversalité), il existe cependant une division sociale et technique du travail et un organigramme opaque avec des postes officiels (les porte-parole, par exemple) et des fonctions en « *back office* », hors de vue et de contrôle. « *La tyrannie de l'absence de structure* » n'est pas loin, pour reprendre le titre de cette brochure datant des années 70 : <https://infokiosques.net/spip.php?article2>. Des donneurs et donneuses d'ordre, des organisateurs et organisatrices et des exécutant-es, dans le consensus...

Dans le cadre de ce texte et dans la continuité de l'encadré « ***C'est quoi, c' travail !*** », on propose une généralisation, mais qui ne sera ici juste

qu'esquissée.

Les remarques sur les Soulèvements de la terre comme une « **société par actions... directes** » constitués d'**actionnaires – activistes** peuvent alors trouver ici des bases théoriques et méthodologiques pour être prolongées.

Dans ce cadre, le **salariat** ne constitue que la forme ajustée au champ de production économique d'un échange inégal qui s'est imposé dans les autres champs sociaux différenciés, avec l'intégration capitaliste. De même que les relations entre les sexes se sont moulées sur une forme de **sexariat**<sup>33</sup>, de même les formes « d'activités » dites volontaires (culturelles, politiques par exemple) se sont organisées suivant cette forme générale. On peut donc parler d'un **bénévolariat**, pour rendre compte de ces formes d'engagement militant. D'autant que les relations entre ce qui ressort de la logique **contractuelle** (le salariat) et de la logique **institutionnelle** (le bénévolariat dans des organisations politiques et syndicales) entretiennent des rapports réciproques. On agit au sein d'un syndicat pour espérer améliorer ses conditions salariales, qui pourront permettre des formes d'engagement politique ou des pratiques culturelles, etc. Une bataille sociale sur le temps vécu et les espaces sociaux.

Ces relations passent par des formes de traduction et de conversion, moment où l'État capitaliste a imposé son monopole : les négociations tripartites entre « partenaires sociaux » et la codification juridique...

L'une des réticences devant cette généralisation « *abusive* » est que les forces de travail ainsi enrôlées en politique, ne le seraient pas sous le même régime de nécessité que le travail salarié. Dans ce dernier, l'impératif d'accéder à des ressources monétaires traduirait la « discipline de la faim » qui impose aux travailleurs et travailleuses « libres » d'aller se faire tanner...

Pour autant, on ne peut réduire, dans des univers sociaux structurés par les rapports capitalistes, l'emploi salarié à la simple survie économique. Cela ne rend pas compte de la diversité des statuts sociaux associés aux différentes positions dans la division capitaliste du travail. Ni des stratégies de reproduction sociale à base scolaire, de l'engagement, du burn-out, etc. non plus.

Il existe, comme avers de la rude nécessité, des formes de reconnaissance sociale recherchées, qui constitue l'une des composantes de la **doxa**, comme religion de la société<sup>34</sup> capitaliste.

Entre salariat et bénévolariat, peuvent alors venir se placer plus logiquement d'autres formes d'exploitation et d'échange inégal, en guise de stades intermédiaires, comme le « travail du consommateur<sup>35</sup> », l'auto-entrepreneuriat, les relations de famille, de « care », de voisinage et de commensalité. Comme le dit la blague :

33 Voir : <https://fichesdelecture.noblogs.org/files/2023/04/Voila.pdf> notamment p. 27 à 29.

34 On renvoie au texte : <https://fichesdelecture.noblogs.org/files/2022/09/asocietisme-crabgrass.pdf> voir p. 19 et suivantes pour la doxa et p. 42 et suivantes pour le bénévolat.

35 [https://www.editionsladecouverte.fr/le\\_travail\\_du\\_consommateur-9782707179074](https://www.editionsladecouverte.fr/le_travail_du_consommateur-9782707179074)

« *quand c'est gratuit, c'est toi le produit !* ». C'est-à-dire que l'agent-e travaille à la production d'informations et de « signes » symboliques ou plus fondamentalement au réagencement de ses propres représentations (l'*habitus* sociologique).

Transitions vers d'autres formes d'échange inégal **informelles** : des pratiques individuelles ou collectives de débrouilles jusqu'aux formes organisées d'illégalismes.

Ainsi, l'exploitation économique, la confiscation politique, la dépossession culturelle, la domination symbolique prennent une consistance matérielle et sociale par cette généralisation de l'échange inégal. Il reste à proposer un modèle où puissent figurer la production, la circulation et la consommation des divers formes de marchandises. Scusez ! Le claviste part en vacances sur les grèves...

De manière plus indifférenciée, il faut noter que ces incertitudes s'inscrivent aussi dans une remise en cause diffuse et pas toujours politisée du sens du travail (salarié aussi bien qu'indépendant), dans un contexte d'impossibilité à formuler des anticipations « rationnelles » : crises climatique, économique, sociale, symbolique.

### **On recrute !!**

Ou : De la division (du travail militant) pour mieux régner (et confisquer)  
Ou aussi : De la réunion productive de la force de travail séparée  
des moyens de production : l'organisation politique

Voilà différents profils recherchés : (extraits du site des Soulèvements, page d'accueil tout en bas) ; (on souligne ici comme ailleurs) :

- Nous sommes des **jeunes révolté-es** qui avons grandi avec la catastrophe écologique en fond d'écran et la **précarité** comme seul horizon. Nous avons lutté contre la loi travail, les violences policières, le racisme, le sexisme et l'apocalypse climatique. (*traduction : **des prolétaires des luttes**, disponibles de suite, mobiles, sans contraintes professionnelles et familiales, si possible avec un peu d'expérience. Indispensables pour garnir les premières lignes des affrontements et recevoir les balles de LBD et les grenades, afin de produire des martyrs à bon marché. Il sera apprécié la collaboration se voulant autonome des dits « autonomes » : c'est le must de l'exploitation politique. Des indépendant-es et auto-entrepreneurs et auto-entrepreneuses de l'engagement militant qui viennent « spontanément » se subordonner aux stratégies des Soulèvements.*)

- Nous sommes des **habitant-es en lutte attachés à leur territoire**. Des recours juridiques à l'action directe, nous avons arraché des victoires locales. Face aux bétonneurs, nos résistances partout se multiplient. (*traduction : on a aussi besoin de **citoyens et citoyennes** (c'était les « voisin-es », du côté de NDDL) bien inséré-es économiquement dans cette*

*société capitaliste mais politiquement insatisfait-es et qui pourront fournir une respectabilité au mouvement en même tant que des moyens matériels et financiers.)*

- Nous sommes des **paysan·nes**. La France n'en compte presque plus. Nous nous efforçons d'établir une relation de soin quotidien à la terre et au vivant pour nourrir nos semblables. (*id. : **des agent-es économiques** se conformant le plus souvent aux règles administratives et comptables, propriétaires de moyens de production et inséré-es dans la petite production marchande, souvent sur des marchés de niche, bios et locaux. Et voulant se donner une allure un peu rebelle. « Nourrir nos semblables » = produire et tenter de vendre des marchandises de manière profitable, dans un environnement très concurrentiel, à une clientèle solvable...*)

- Nous sommes : toi, moi, vous. Tous celles et ceux qui se sentent **isolé-es et impuissant-es** face à l'atomisation des luttes, aux difficultés d'agir, et à la voracité des possédants. Celles et ceux qui attendaient d'être plus nombreux-ses pour se battre. Voilà une occasion, pour rejoindre nos actions et nos réflexions, c'est le moment ! (*id. : **des individu-es séparé-es des moyens d'organisation et d'action politique**, près à servir de masses de manœuvre, voire de chairs à manifestation, et en manque de donneurs et donneuses d'ordre et de stratèges.*)

Relever un usage intensif des formes modernes de communication numérique (réseaux sociaux, influenceurs, chaîne YouTube) permet de montrer l'adéquation vis à vis de **la division et de l'organisation technique du travail**, à l'œuvre dans le champ économique et politique. Insister sur les rapports de production permet de rappeler la centralité de **la division et de l'organisation sociale du travail**, conservant soigneusement la séparation entre dirigeant-es<sup>36</sup>, organisatrices, organisateurs et exécutant-es, à l'œuvre dans le capitalisme contemporain. Enfin, il s'agit d'expliquer et de comprendre les rapports réciproques entre ces deux domaines séparés, afin d'envisager une transformation, comme base matérielle nécessaire à d'autres formes collectives<sup>37</sup>.

Ainsi, les Soulèvements de la terre s'annoncent comme une entreprise de causes en réseau, fédérant des organisations déjà existantes. De plus, en permettant à des luttes locales de s'intégrer à leur stratégie, les Soulèvements proposent, sous conditions, des **franchises commerciales** censées accroître l'audience de ces petites entreprises.

---

36 « Un véritable PC opérationnel est mis en place sur les actions les plus élaborées, permettant une coordination tactique, avec des briefings (sur la manœuvre, la conduite à tenir en garde à vue...), l'utilisation de talkies-walkies, la distribution de plans, un soutien aérien par un drone permettant d'orienter les militants en temps réel en fonction des positionnements des forces de l'ordre, la présence de « signaleurs » dans les cortèges pour orienter les black blocs. Des formations à la sécurité numérique sont également dispensées par des membres des SLT. » (rapport du SCRT, voir note ci-dessous)

37 Là, c'est la plongée dans l'inconnu, inutile donc de demander des précisions... ! Juste qu'il faut adjoindre les autres séparations (ou dissociations) du rapport social capitaliste : travail manuel/travail intellectuel ; travail matériel/travail institutionnel ; travail productif/travail improductif ; travail de production/travail de reproduction ; valeur d'usage/valeur d'échange.

On se rapportera utilement pour rendre compte de la synergie initiée par les Soulèvements de la Terre à l'Appel de 2021, lançant la marque, le logo et la campagne commerciale : <https://www.terrestres.org/2021/03/11/soulevements-de-la-terre/>

Les collectifs, organisations, et personnalités qui sont signataires de cet Appel (le suivant...) donnent une première indication de l'appui officiel et institutionnel de cette nouvelle entreprise de causes. « *Faire date. Agir ensemble au fil des saisons. Jeter toutes nos forces dans la bataille. Remuer ciel et terre. Entre la fin du monde et la fin de leur monde, il n'y a pas d'alternative. Rejoignez les Soulèvements de la Terre.* »

**Depuis la Zad de Notre-Dame-des-Landes, le Dimanche 24 janvier 2021 »**

### **Offre gratuite de traduction du langage économique**

#### **en langage d'État :**

(extrait du rapport du Service Central du Renseignement Territorial<sup>38</sup>)

« Un comité des SLT organise régulièrement sur l'ex-ZAD de NDDL et au quartier libre des Lentillères à Dijon des rencontres avec les collectifs locaux désireux de s'agréger à la campagne des SLT. **Les dossiers sélectionnés** bénéficient de l'appui logistique, humain, financier et organisationnel du mouvement. Le soutien des SLT à un combat local lui confère généralement **une visibilité nouvelle et apparaît comme un accélérateur de luttes.** [...] »

Selon un principe de réciprocité, chaque organisation et collectif bénéficiant d'un appui des SLT s'engage à soutenir les autres luttes pour lesquelles les SLT sont engagés, amplifiant ainsi le nombre de manifestants et conduisant à une grande mobilité des militants sur l'ensemble du territoire national. »

## **Le réseau national de l'enseigne**

Ce qui est fourni (dans le cadre d'un échange inégal) c'est un kit « prêt-es à lutter » pour toutes et tous. Et la diffusion de cette offre trouve un appui et un relai dans les enseignes locales présentes sur le territoire national de chalandise. Le réseaux des comités locaux se sont mis en place grâce au coup de pouce de la menace de dissolution, en réactivant les comités de NDDL. Ils sont maintenant en phase de coordination. Chacun fonctionne selon un modèle implicite, mais dans la diversité, « naturellement », des spécificités locales ! Une AG s'organise régulièrement de manière à intégrer les curieux et curieuses qui répondent à cette forme de *job dating*. Le terme d'« AG » est en fait à double-face (comme toute marchandise capitaliste) car vendu comme le lieu souverain de prises des décisions (versant valeur d'échange), ce terme est en fait le diminutif de AgréGat<sup>39</sup>, un lieu où l'on procède à l'agrégation des nouvelles et nouveaux venu-es (valeur d'usage pour les stratèges). Le fonctionnement politique réel se déroule

38 Rapport de novembre 2022 : [https://reporterre.net/IMG/pdf/soule\\_vements.pdf](https://reporterre.net/IMG/pdf/soule_vements.pdf). Non cette brochure, « Saluons nos prochains maîtres », n'est pas une émanation d'un service de propagande du gouvernement. Ce n'est pas pour cela qu'on s'interdit de lire les rapports des Services de Renseignements, mais avec des pincettes, et sans faire leur jeu. Le troisième camp, là aussi.

par le jeu d'une série de Commissions « ouvertes à toutes et tous » de manière à ce que tout le monde pense pouvoir « dire son mot ». Mais dans le panel des commissions pour la com', les actions, l'intendance, le financement, etc., il y a le jeu des apparences entre les discusses et les comptes-rendus et relevés de décisions qui ne traduisent par forcément la réalité des échanges... Deux fois par an, un plénum de l'Inter-comités réunit les représentant-es des comités locaux pour coordonner le calendrier des spectacles, et opportunément recevoir les consignes des maîtres-stratèges.

L'apparente indépendance et diversité des comités locaux des Soulèvements ne doit pas faire oublier les antécédents du côté de l'ex-ZAD : certains comités avaient une ou plusieurs personnes « personnes de confiance » et un-e « correspondant-e » au sein de l'ex-ZAD ; les listes de diffusion des comités locaux étaient contrôlée par certains stratèges, et certain-es dissident-es étaient *black-lister* ; la com' externe était verrouillée par un contrôle progressif sur le site zad-nadir (sur l'ex-ZAD, seule Radio Klaxon avait résisté aux tentatives d'intrusion du CMDO et le *Zad News* a pu conserver une certaine pluralité) ; les relations avec la presse étaient également sous contrôle ; seule l'une des caisses de soutien n'était pas tombée sous leur emprise, directe ou indirecte.

Ce fonctionnement est en tension avec l'ampleur et la diversité des « composantes ». Ce modèle ne garantit pourtant pas contre les conflits internes et externes dont les comités sont le lieu. La compréhension, au sein des comités locaux, de la dynamique inhérente et pourtant masquée du contexte dans lequel s'inscrivent leurs actions coordonnées par les stratèges, pourrait alimenter une réorientation. Ce texte, comme d'autres (« Yo, L. »), tente d'y contribuer. Cela pourrait aboutir à un changement substantiel du *business plan* des stratèges : le poids des contraintes structurales des rapports capitalistes est toujours là. En cas de « victoires » partielles, la phase de négociations réactualisera les intérêts spécifiques pour aboutir à des résultats, pas forcément méprisables, mais très loin de LA Commune. Encore une fois, à une échelle locale, l'expérience sociale que constitue l'ex-ZAD est utile pour vérifier cette hypothèse. La lutte « contre son monde » a été rabattue sur les enjeux et rivalités liées au foncier des « agriculteurs et agricultrices historiques » et des néo-ruraux. L'AMELASA, et la FDSEA derrière, versus COPAIN, et la Conf' derrière...

Le résultat après quelques saisons est en effet impressionnant<sup>40</sup> : une accumulation primitive de capital politique qui rend cette licorne<sup>41</sup> incontournable dans

---

39 Pour une critique du passage de l'AG à l'AgréGat, voir : « *Solidaires, mais pas soulèvements de la terre* » (p. 26 à 28) : [https://cras31.info/IMG/pdf/soleil\\_noir\\_6\\_octobre\\_2023.pdf](https://cras31.info/IMG/pdf/soleil_noir_6_octobre_2023.pdf) et aussi : « *Contre le phagocytage des luttes par les Soulèvements de la Terre* » (p. 29 à 32) dans le même numéro.

40 Mais que peut-on dire d'une organisation qui réussit dans un monde capitaliste globalement inchangé, à part que cette organisation est adéquate à son objet, pour ne pas dire adhérente (voir plus loin). Pour un parallèle avec le secteur autogestionnaire voir : « *Contre le mythe autogestionnaire* » : <https://infokiosques.net/spip.php?article805> ainsi que l'encadré ci-après : **La coopérative.**

41 En économie, le terme de **licorne** (d'après Wiki) est donné pour qualifier des startups qui atteignent une valorisation d'au moins un milliard de dollars et qui basent leur modèle économique sur **une croissance rapide financée par des fonds extérieurs** (fonds de capital risque... et péril prolétarien !) avant de se focaliser sur leur rentabilité et leurs revenus. Les Soulèvements, grâce au travail médiatique initié par Darmanin, a atteint une valorisation de plus de 100 000 soutiens. Gageons que d'ici quelques exercices (« les saisons »), les Soulèvements procéderont à une reconversion de ce capital politique sur d'autres marchés et champs d'activité afin de le réaliser et en tirer de nouvelles ressources.

le monde des start-up politiques, notamment celles ayant choisi le créneau très porteur des luttes environnementales. Mais une loutre<sup>42</sup>, la mascotte de l'action à Sainte Soline, c'est un peu plus vendeur quand on passe le chapeau après le spectacle... heu ! Disons, quand on fait remplir des fonds de dotation par de généreux financiers sensibles aux petites bêtes<sup>43</sup>. Y a aussi l'outarde canepetière, du côté des « Terres rouges », espèce menacée. Comme le rappel Bassines Non Merci et les Naturalistes des Terres : « *L'outarde est depuis devenue un emblème de la lutte anti-bassines : elle trône sur les affiches et visuels de lutte et nous avons érigé plusieurs totems géants, portés collectivement par les manifestant.e.s lors des deux manifestations de Sainte-Soline, en octobre 2022 et mars 2023.* » Attention, attention, l'année 2024 sera l'année **internationale** du héron<sup>44</sup> ! (tiens, tiens, c'est aussi un des symboles des Agences de l'Eau...)



42 Voir la brochure et sa couverture : <https://nantes.indymedia.org/posts/86985/lutter-et-ou-se-faire-manipuler-au-nom-d-une-lutte-soulevements-de-la-terre-versus-etat-meme-combat/>

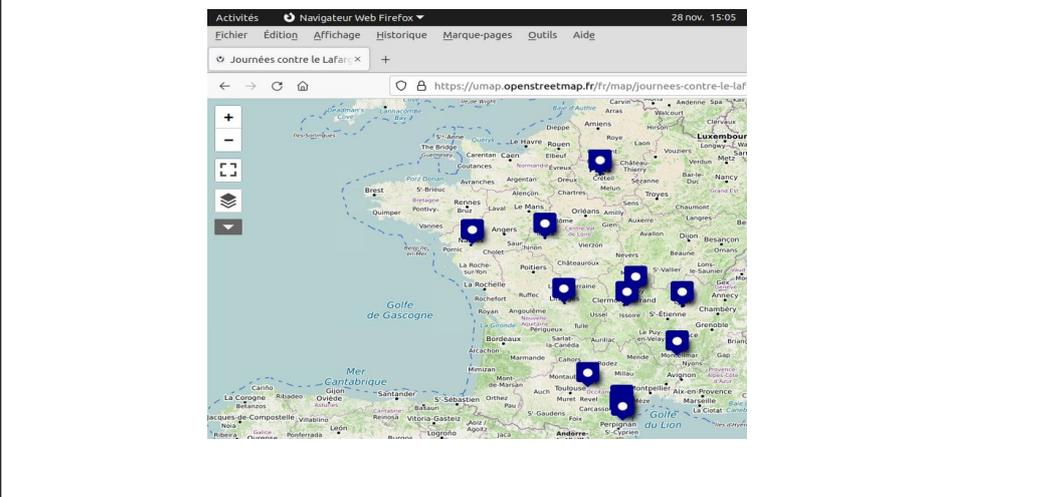
43 « *La trésorerie générée par l'association [Pour la Défense des Terres] permet au mouvement de bénéficier de rentrées d'argent régulières et substantielles, nécessaires au soutien de la lutte, à l'organisation des événements festifs et à la mise en place d'un **important volet de communication**. Les SLT peuvent recevoir plusieurs milliers d'euros chaque mois, provenant essentiellement de dons via la plateforme HelloAsso.* » (extrait du rapport du SCRT) Voir également la rubrique *Soutien* du site des Soulèvements, soutien = pognon... Ah oui, pas seulement : aussi travail gratuit et sacrifices ! « *Merci Patron-nes !* »

44 Un petit échantillon ? : « *Connexion spirituelle : le héron est associé à des croyances spirituelles. Rêver d'un héron peut être interprété comme un signe de connaissance de soi, de connexion avec des aspects spirituels de votre vie. Attente d'une opportunité : comme le héron attend le bon moment pour attraper sa proie, rêver d'un héron peut signifier que vous attendez une opportunité ou que vous devriez attendre le bon moment pour agir.* » [extrait d'un site *bla-bla* sur la symbolique]

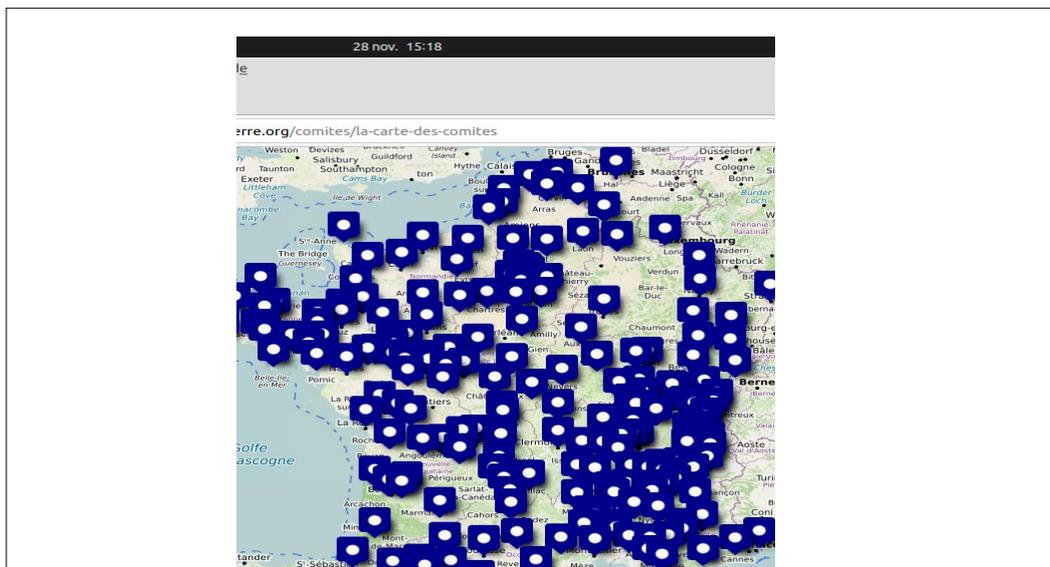


Depuis 2020 (après l'échec publicitaire de la lutte contre « la ré-intoxication du monde » : <https://reporterre.net/Le-17-juin-agissons-contre-la-reintoxication-du-monde>), la montée en gamme s'effectue, depuis NDDL, vers l'ensemble du territoire national. Par exemple, l'acte de décembre 2023 « Déters contre le béton » offre, accompagnant le calendrier, cette jolie cartographie :

### Les 10 rassemblements publics contre Lafarge et le monde du béton



C'est tellement normal et naturel de mouler son territoire de recrutement, d'actions et de chalandise (production, circulation et distribution de spectacles politiques) sur l'espace de l'État-nation, qu'on en oublierait que c'est le même découpage pour les autres entreprises de causes, déjà bien institutionnalisées et intégrées : les partis politiques, les syndicats, les associations environnementalistes. Allez, on s'en lasse pas, voilà la carte des 170 premiers comités de soutien : damned ! Ça déborde même en Belgique (et aussi en Islande et en Corse, hors carte...) ! :



La maîtrise du temps (le calendrier des spectacles) ; de l'espace (le quadrillage du territoire) ; du langage (images et textes à profusion) ; des relations sociales (le savoir-faire des organisations) : les techniques de gestion et de manipulation sont à l'œuvre pour la constitution d'un contre-pouvoir. Première étape d'un programme politique qui se double d'une stratégie sur le long terme. Les paillettes et les béquilles des spectacles politiques masquent un travail d'implantation sur le territoire, dans une synergie avec divers groupes sociaux et intérêts spécifiques. Voir plus bas : **Une stratégie radicale de dépassement des rapports de production capitaliste ?**

## Vers une transnationale des luttes

La montée en gamme vers « l'international » est déjà en gestation du côté des stratèges et ils ne manquent pas d'un certain nombre d'appuis : les « personnalités » de diverses nationalités signataires de la tribune contre la menace de dissolution ainsi que les différents syndicats et associations membres de Via Campesina, via la Conf', ou du moins un appui de leurs homologues bureaucrates de ces organisations... Et sans parler de la diffusion de leurs dépliants publicitaires, par le biais de relais locaux, notamment en Amérique Latine, aux États-Unis et au Canada. Dans ces deux derniers pays, il existe déjà des succursales avec publications, sites, et actions « de soutien » à des luttes environnementales. Mais aussi des critiques de ces stratèges : <https://mtlcontreinfo.org/rattachements-un-texte-ennemi/>

### Pour faire rayonner les Soulèvements à l'international

Quelques extraits de ce texte, avec les hommages aux modes militantes, du genre : « *Le récit que nous faisons ici est un **récit situé.*** » ou « *Il ne prétend pas à l'exhaustivité, mais à **mettre en partage les éléments saillants de cette toute jeune histoire.*** » Un petit hommage au « Trajectoires révolutionnaires du jeune 21<sup>ème</sup> siècle », sous-titre de *Constellations*. Et dans le premier paragraphe, il y a déjà deux fois l'adjectif « *commun* »...

La récupération d'autres mobilisations sert de marche-pied : « *Le puissant et spontané mouvement des Gilets Jaunes d'un côté, la mobilisation inédite de la jeunesse dans les marches pour le Climat et sa myriade de groupes d'action [...]* » sous oublier leur diplôme de maîtres-stratèges : « *la dernière lutte un peu massive et victorieuse contre l'artificialisation des sols en France, sur la ZAD de Notre Dame des Landes* ».

L'urgence et les limites et impasses des mobilisations précédentes offrent l'opportunité politique d'une démarche innovante : le premier Appel des « Soulèvements de la terre ».

Suit quelques points pour dessiner la stratégie, un premier bilan globalement positif des premières saisons, enrobé du salmigondis radical habituel : « *Le mouvement conserve un caractère hybride entre la coalition large de groupes et d'organisations, le réseaux d'ami.es, l'organisation, et le mouvement.* » On n'a pas la composition, dommage... Ah si, c'est quelques lignes plus loin : « *De septembre 2021 à aujourd'hui la montée en puissance des mobilisations, permise par ce nouveau plan de composition, a transformé cette lutte locale en une lutte d'envergure nationale, voire internationale, sur la question brûlante de l'accaparement de la ressource en eau par l'agro-industrie et son monde.* »

Le texte se poursuit par les récits des actions menées contre les réserves d'eau de l'agro-industrie et les entreprises productrices de ciment, de manière élogieuse et enthousiaste. N'oublions pas qu'il s'agit d'un dépliant publicitaire et que les productions, sur le terrain, ne sont accompagnées d'aucune garantie contractuelle pour les éventuels effets négatifs pour les participant-es...

<https://lessoulevementsdelaterre.org/blog/les-soulevements-de-la-terre-texte-international>

Une autre caractéristique de cette entreprise en réseau est d'offrir un package bien reconnaissable pour permettre une identification rapide pour les consommateurs et consommatrices, un conditionnement-produit, avec son logo : 

Pour quelques explications concernant ce logo, voir plus haut l'encadré : **Mythologies de la Terre**, et des modes d'emploi et d'organisation déjà bien rodés du côté des producteurs et productrices de spectacles politiques : processions avec division des rôles (combinaisons bleues, blanches, rouges, noires), déambulations avec emblèmes écolos (animaux totémiques, structures bâties), chants et psalmodies, jusqu'aux comportements sacrificiels producteurs d'une martyrologie. Le tout abondamment filmé et valorisé sur Internet<sup>45</sup>.

---

45 « *Habiles communicants, les leaders des SLT ont parfaitement intégré l'importance des médias pour légitimer et démocratiser leurs combats aux yeux du plus grand nombre et remporter la bataille de l'opinion. Reflet de leur objectif fédérateur, s'inscrivant dans une démarche de diversité des tactiques, ces campagnes de communications s'adressent autant aux milieux militants qu'au grand public.* » (rapport du SCRT)

C'est une forme de **capital immatériel**<sup>46</sup> qui constitue l'essentiel des actifs de cette licorne. Celui-ci s'est lentement accumulé dans l'épisode précédent (lutte de la ZAD de NDDL) par le travail de nombreux collaborateurs et collaboratrices bénévoles, travail qui a été réalisé (au sens comptable) lors de la « victoire » de 2018, autre nom pour la confiscation de ces engagements militants. Comme on le lit dans le rapport du Service Central du Renseignement Territorial (voir plus haut également) : Le « *noyau dur de militants, tous issus de l'ex-ZAD de Notre Dame des Landes [suit une liste anonymisée dans le document du site Reporterre] désireux d'exporter leurs expériences et les stratégies déployés localement durant la lutte contre ce projet aéroportuaire, à l'ensemble du territoire.* » Une extension au cadre de l'État-nation.

Les Soulèvements recyclent le concept d'**entreprise légère** (en opposition à l'industrie lourde : cimenterie, par exemple...), ne nécessitant que peu de fonds propres pour se lancer dans les affaires, dans un environnement politique marqué à la fois par la concurrence avec des entreprises anciennes et pas une crise dans le recrutement, au vu des résultats de l'exploitation du travail politique particulièrement décevants : la productivité et les opportunités de profit de ce domaine d'activité sont en berne, comme dans le champ économique. D'où les tendances pour tenter de restaurer cette productivité économique comme politique avec du travail « fictif » (on dit virtuel), par le biais des plateformes et des réseaux sociaux. Forme de production homologue au développement du capital financier et de la mise en œuvre de capital « fictif », mais qui a des effets tout à fait réels ! Mais, dans le domaine économique, les résultats ne sont pas à la hauteur des espérances, ou plutôt accentue la tendance à la gouvernance et à la finance autoritaire<sup>47</sup>.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets (et réciproquement...) on n'a donc pas à s'attendre dans le cas d'une utilisation massive par les Soulèvements de ce travail fictif et virtuel à grande dose de spectacle et de numérique, à un fonctionnement « horizontal » ou « transversal ». Une gouvernance autoritaire et centralisée, avec sa part d'ombre et d'illégalisme. D'ailleurs, ce n'est encore une fois que le modèle homologue déjà mis en œuvre dans le domaine économique. Le fonctionnement discret du *shadow banking*<sup>48</sup>, avec les transactions de gré à gré sans officialisation sur un marché et

---

46 Le capital immatériel (d'après Wiki) a un impact considérable sur l'activité économique. L'actif immatériel permet de représenter ce qui n'est pas de nature physique, comme une marque, une image, un nom. L'exemple le plus saisissant de capital immatériel est celui des contrats d'externalisation et de sous-traitance (*out-sourcing*) où le transfert de **savoir-faire, d'informations, de supports de communication** peuvent être envisagés et sont au cœur de la démarche.

L'actif immatériel est un concept qui permet de traiter des synergies qui peuvent naître des interactions au sein d'une organisation (entreprise, groupe d'individus...).

Il est possible de distinguer 4 types de synergies :

La **maintenabilité** : la capacité à corriger et modifier simplement une structure, et même, parfois, la possibilité de modifier celle-ci en cours d'utilisation. Le savoir faire dans le spectacle politique.

La **mutualisation** : la capacité à identifier une fonction et à l'utiliser dans plusieurs contextes. Dans l'écologie politique, tout est bon comme dans le cochon... bio et de plein air, bien sûr !

La **scalabilité** : la capacité à pouvoir évoluer par un changement d'échelle, c'est-à-dire de supporter des volumes plus importants de flux sans remettre en cause la structure sous-jacente. La montée en charge saison après saison. Objectif : le passage du national à l'international, pour les saisons à venir !

La **résilience** : la capacité à continuer de fonctionner en cas de panne. Et même après une hécatombe du côté de Sainte Soline. Cet événement a probablement ébranlé en *off* certains membres du *staff*, mais sans remettre en cause officiellement l'hégémonie du groupe des stratèges.

47 En référence au livre éponyme, évoquant les conséquences des politiques libertariennes : <https://www.raisonsdagir-editions.org/catalogue/la-finance-autoritaire/>

48 [https://fr.wikipedia.org/wiki/Finance\\_de\\_l'ombre](https://fr.wikipedia.org/wiki/Finance_de_l'ombre)

l'utilisation de réseaux superposés du *dark-net*<sup>49</sup>, avec des communications *peer to peer*. Encore une fois bravo, les stratèges !

On peut également voir un réemploi du modèle des entreprises sans usine<sup>50</sup> (*fables*). Ce sont les groupes locaux qui constituent les supports matériels, les stratèges n'interviennent que pour une mission courte. Les références étant principalement spatiales (les territoires, la terre, les voisins, etc.), les propriétaires du capital immatériel (logo, méthodes, process) effectuent des investissements pour des temps courts (l'acte saisonnier) de la même manière que les détenteurs de capitaux investissent et désinvestissent leurs fonds en fonction des espérances de profit. On trouve à nouveau ici des caractéristiques du capital financier moderne, recherchant ce que David Harvey a appelé un *spatial fix* : les conditions réunies un moment pour l'extraction de plus-value, avant de retirer le capital grossi de la survaleur pour aller se réinvestir temporairement ailleurs. C'est une façon de tenter d'échapper aux menaces de dévalorisation ou d'échec et de procéder à une accumulation par dépossession en manipulant le système des prix (Harvey s'intéresse, lui, aux stratégies à l'œuvre dans le foncier et l'immobilier). Pour le capital politique des Soulèvements, il est investi localement et retiré une fois que l'exploitation du travail militant a permis d'effectuer cette dépossession (appelée autrefois confiscation ou récupération de la lutte). Et ce contrairement aux groupes locaux, qui ne servent que de support à l'investissement : l'association Bassines non merci ne pourrait pas se délocaliser du côté de l'industrie du béton. C'est le piège de la spécialisation en politique : ne pas être, comme ont dit dans le *new management*, flexible, agile et nomade.

### ***Spatial fix* et dépossession**

L'apport de David Harvey consiste à définir le processus de

---

La finance de l'ombre (en anglais : *shadow banking*), ou encore système bancaire parallèle, désigne l'ensemble des activités et des acteurs contribuant au financement du système économique et qui ne sont pas des banques. L'expression de « finance de l'ombre » ne renvoie donc pas aux activités hors bilan des banques. Le shadow banking est défini comme « le système d'intermédiation du crédit impliquant des entités et des activités se trouvant potentiellement à l'extérieur du système bancaire » par le Conseil de stabilité financière.

49 <https://fr.wikipedia.org/wiki/Darknet>

Un darknet est un réseau superposé (ou réseau *overlay*) qui utilise des protocoles spécifiques intégrant des fonctions d'anonymat. Certains darknets se limitent à l'échange de fichiers, d'autres permettent la construction d'un écosystème anonyme complet (web, blog, mail, protocole) comme Freenet.

Les darknets sont distincts des autres réseaux pair à pair distribués car le partage y est anonyme (c'est-à-dire que les adresses IP ne sont pas dévoilées publiquement) et que les utilisateurs peuvent donc communiquer sans grande crainte d'immixtion de la part de gouvernements ou d'entreprises. Pour ces raisons, les darknets sont souvent associés à la communication de type dissidence politique et aux activités illégales (ex. : la cybercriminalité). Plus généralement, le darknet peut être utilisé pour décrire tout type de sites non commerciaux sur Internet, ou pour désigner toutes les technologies et communications web « underground », plus communément associées aux activités illégales ou dissidentes.

50 Le terme **fables**, (d'après Wiki) contraction des mots anglophones *fabrication* et *less* (sans usine, sans unité de fabrication), désigne une société qui conçoit ses produits et sous-traite et externalise l'intégralité de sa fabrication. Les entreprises sans usine se concentrent généralement sur leur recherche et développement sans être obligées d'investir dans un coûteux outil de production, tout en utilisant les dernières techniques de fabrication. Un état-major réduit papillonne d'une lutte à l'autre, d'un plateau télé à un média, laissant aux locaux et aux intermittent-es des luttes le soin de se coltiner avec l'intendance : cantines, animations, équipes de soin et juristes, toilettes sèches. Par contre la R & D et la com' sont sous l'étroit contrôle de l'entreprise.

déplacement spatial, qu'il appelle « *spatial fix* », **une expansion géographique à la recherche de débouchés, de marchés, de ressources ou de main-d'œuvre**. La formule de David Harvey est un jeu de mots. « *Fix* » signifie qu'une part du capital et du travail doit être immobilisée dans l'espace afin de permettre la mobilité du reste. Mais en anglais « *to fix* » veut aussi dire « réparer » : « *to fix a problem* » ; au figuré, un « *fix* », c'est la satisfaction temporaire d'un besoin impérieux, comme chez un drogué qui cherche l'assouvissement d'une sensation de manque.

David Harvey note que Lénine avait tenté d'exprimer géographiquement la dynamique capitaliste, mais qu'il s'était contenté du concept d'État pour envisager la territorialité. David Harvey préfère introduire la notion d'espaces régionaux. **La concurrence entre localités**, régions et nations dissout la lutte des classes globalisée « en **une multitude de conflits interterritoriaux** », dont l'enjeu est de savoir qui subira les effets de l'inéluctable crise.

David Harvey considère ces formes de prédation comme un processus d'« **accumulation par dépossession** » qui perpétue dans le système actuel l'« **accumulation primitive** » définie par Marx.

Le capitalisme, dit Harvey, ne peut jamais véritablement résoudre ses crises. Il peut seulement les déplacer dans l'espace, **en relançant l'accumulation du capital dans des régions où les rapports capitalistes sont encore à l'état embryonnaire** – jusqu'à l'arrivée de la prochaine crise. »

A partir du site heureusement nommé Cause Commune... !

[https://www.causecommune-larevue.fr/david\\_harvey\\_la\\_revanche\\_de\\_l\\_espace](https://www.causecommune-larevue.fr/david_harvey_la_revanche_de_l_espace)

A quand une critique décoloniale de l'impérialisme des Soulèvements...

## L'écologisation de la question sociale<sup>51</sup>

Le positionnement marketing sur les luttes environnementales est un coup de maître.... stratégie. Il permet d'instrumentaliser le désarroi des jeunes générations devant un destin marqué par l'inéluctabilité de conditions d'existence sociale et environnementale dégradées. Inéluctabilité relative toutefois, puisque les conséquences du capitalisme touchent de manière différenciée les différentes classes sociales.

Il y a une stratégie très réfléchie pour « *incarner le concept de transversalité des luttes, en rassemblant associations, syndicats et mouvements écologistes autour de combats communs.* », comme le remarquaient le Service Central du Renseignement Territorial, en pariant sur une conséquence : la transversalité<sup>52</sup> des groupes sociaux

51 En référence à la racialisation et la professionnalisation de la question sociale, évoquées par Nedjib Sidi Moussa dans *La fabrique du musulman*, Éditions Libertalia, 2017.

52 La transversalité fait partie du vocabulaire idéologico-politique *up to date*. Une façon de démarquer son offre de l'horizontalité, déjà un peu déclassée, qui elle-même était censée rompre avec l'ancienne verticalité des organisations *as been*. Mais le principe est toujours de rendre opaque la structure organisationnelle, la division du travail politique entre commandement, composition, et exécution. Noyer le poisson des rapports sociaux de classes dans des flots de discours et d'images

recrutés. « *Les Soulèvements de la Terre ont créé une forme de syncrétisme militant* » précisait le rapport, pouvant décrypter sans peine et apprécier les techniques d'organisation de cette entreprise de causes, puisqu'elle est homologue à la forme étatique (dé)centralisée. Le rapport, publié en novembre 2022 rappelons-le, se conclut par cet hommage : « *Le fort rayonnement de ce mouvement novateur, considéré récemment comme un « modèle de réussite à suivre » dans un post de Cerveaux Non Disponibles sous titré « intérêt commun et diversité des tactiques », devrait continuer à influencer fortement la radicalisation des luttes écologistes, qui connaît une accélération ces derniers mois. Fort de ce succès, des antennes locales des SLT pourraient voir le jour sur l'ensemble du territoire national.* » En 2023, c'est fait : plus de 200 comités locaux grâce à Darmanin et à l'épisode de la dissolution... Les Soulèvements ont conquis dans cette bataille le statut d'opposants incontournables et occupent dorénavant une place entre homologues et futurs interlocuteurs et interlocutrices pour les compromis et négociations à venir, dont l'épisode de 2018 entre la préfecture et la délégation a constitué un premier round et qui fut un coup de force symbolique imposé par l'état-major à l'ensemble des occupant-es de l'ex-ZAD. L'épisode de la velléité de contacts entre des conseiller-es de l'Élysée et des porte-paroles des Soulèvements, via des député-es européen-nes écologistes, lors de la « crise » agricole du début de l'année 2024 et du Grand Débat mort-né, en marque une préfiguration.

Certes, le gouvernement se passerait bien de cette nouvelle entreprise de causes. Mais puisque ce mouvement existe, il doit en tenir compte. Et pour cela tenter de faire fonctionner ce nouvel élément à son profit. L'État capitaliste a déjà montré sa capacité à tirer « profit »... des différentes critiques en acte. Et plus ces contestations sont radicales, plus il peut et doit tirer parti de cette force pour engager des mutations. La contestation est en cela un **générateur de diversité** pour le système capitaliste et la lutte des classes est la **contrainte structurale** de l'impitoyable sélection sociale qui assure le triomphe des plus aptes et des groupes sociaux qui mettent en œuvre pratiquement une stratégie de reproduction efficace. OK, d'accord un peu d'entraide et de solidarité aussi, mais au sein de chaque composante de cette lutte de classe à multiples fronts et protagonistes !

On se rapportera au préambule de l'**annexe 4** pour un petit exposé de ce bouleversement (r)évolutionnaire dans le cas de la régulation de la gestion de la force de travail, pour la continuité dans le changement du capitalisme, prenant appui sur les luttes du mouvement ouvrier organisé (ce qui ne résume pas les luttes ouvrières). Le résultat actuel : une intégration des partis et syndicats dans la gestion de la conflictualité. Vous prendrez bien un peu de dialectique, camarade, pour reconsidérer ainsi les « conquis sociaux » ?

### Les Soulèvements de la terre :

#### « L'État qui vient ? »

Le titre de cet encart fait référence au texte paru dans la revue « Le Seum » n° 10, page 14 et 15, que l'on recommande, bien que l'affaire soit peut-être résumée un peu vite (voir plus loin) : <https://seumrevolution.noblogs.org/files/2023/06/SEUM->

« bienveillantes » pour les « premières » concerné-es ». [https://fr.wikipedia.org/wiki/Nouveaux\\_mouvements\\_sociaux](https://fr.wikipedia.org/wiki/Nouveaux_mouvements_sociaux)

« [L]e peuple n'aura pas la vie plus facile quand le bâton qui le frappera s'appellera populaire. » Bakounine

« A Saint-Soline, l'État a envoyé un message : il est prêt à tuer pour défendre le Capital. Cela nous débecte sans nous surprendre. Passé la sidération, ce qui a joué, c'est le réflexe de solidarité face à l'annonce de la procédure de dissolutions des Soulèvements de la terre (SLT). Mais il nous est impossible de rester muet face à leur stratégie. Et qu'on ne nous dise pas que la parole tenue en ce moment par les SLT n'est que tactique, liée au contexte répressif. Nous ne sommes pas de ceux qui dissocient le temps de la répression de celui de la lutte. Et les propos, mais aussi la stratégie générale dans lesquels s'inscrivent les SLT sont limpides : constituer une force en capacité de prendre le pouvoir et de gérer l'État. Nous n'avons rien à gagner à les suivre dans cette voie.

### **Composition, convergence et radicalité : chercher l'intrus**

Depuis leur création, les Soulèvements de la terre (SLT) assument une stratégie qu'ils nomment « composition » avec les partis de gauche (NUPES, en particulier LFI et EELC), les syndicats et un certain nombre d'associations réformistes (XR, Youth for climat, Attac, etc.) Cette « composition » ressemble à la vieille « convergence des luttes » que nous sert l'extrême gauche trotskiste depuis des années : dans un cas comme dans l'autre, au nom d'un réalisme attrape-tout. On nous propose une « alliance » avec la gauche, sur la base d'un fonctionnement vertical et d'une tambouille opaque de petits chefs, tout ça en rupture avec les pratiques autonomes et auto-organisées. Dans un cas comme dans l'autre, on nous parle de masses, de faire nombre, mais c'est pour mieux nous maintenir dans un rôle : celui de figurants d'une suite d'images qui claquent et produisent du like et du clic, au service d'une plateforme, d'une boutique, d'une « machine » comme se désignent eux-mêmes les SLT.

Examinons une vidéo publiée après l'annonce de Darmanin de sa volonté de dissoudre les SLT. Des « personnalités » s'expriment face caméra avec, en fond, des images des affrontements de Sainte Soline. Ils déclinent leurs identités, celle de notables de gauche et écolo : youtubeur et humoriste, députés, cadres syndicaux, politiques, militants associatifs, universitaires, journalistes bourgeois et même, climax de l'ignominie, des juges et des procureurs.

L'affrontement y est réduit à une fonction : apporter, au propos convenu des soutiens, le relief de la vie en couleur réelle. C'est dans la boîte, dira-t-on.

Objectif : incarner une alternance de gauche au pouvoir autoritaire. Le message : « dissoudre les SLT c'est dissoudre la gauche ». Il en contient un deuxième, à destination du mouvement, celui-là, qui revient à dire que résister aux dissolutions passe par produire un profil, tenir une

défense qui joue le jeu de la « respectabilité ». Accepter ce choix de défense publique, c'est faire le deuil de l'autonomie.

Cependant, la bataille de Sainte-Soline n'est pas réductible à des images. Ceux qui l'ont menée réellement, c'est-à-dire les manifestants qui sont venus sur le terrain ce jour-là, en connaissaient les enjeux. Oui, il s'agissait de se mesurer au maintien de l'ordre, à la police, à l'État.

Mais sur cette bataille, ce terrain et ces circonstances, l'État a été plus fort. L'initiative a été défaite. Arrive alors le temps du doute nécessaire aux bilans. L'organisation des affrontements avait-elle d'autres objectifs que de produire des images ? Dans quoi ont été mobilisés celles et ceux qui ont pris au sérieux la proposition de marcher contre les bassines ?

La réponse est évidente au vue du terrain : un open field ingagnable face à une police sur-armée et prévenue 3 semaines à l'avance. Alors oui, le niveau de violence répressive a certainement surpris les organisateurs. Mais pour eux, « c'est dans la boîte », et voilà pourquoi, à les écouter, le bilan est globalement positif : on parle d'eux. Ils incarnent le cœur radical de la recomposition de la gauche. A eux « la victoire ». A nous les larmes, la douleur et la haine.

Dans une de leurs interviews, des porte-paroles des SLT reviennent sur leur stratégie : ils considèrent qu'en l'absence d'organisation en capacité de prendre le pouvoir, le mouvement révolutionnaire restera voué à l'échec. D'où le travail de composition et d'alliance pour renouer avec la victoire « fusse-t-elle, bien évidemment, relative ». Cette stratégie a un nom, le réformisme et une histoire, celle de la social-démocratie, celle de l'écologie politique depuis cinquante ans. C'est la défaite qui se déguise en « victoire relative », pour défendre une perspective gestionnaire qui passe par la conquête du gouvernement par les urnes. Nous ne sommes face à rien de nouveau, plutôt une énième tentative politicienne.

Alors, voulons-nous créer des comités locaux de cette petite entreprise ? Est-ce de cela dont nous avons besoin aujourd'hui ? Partout dans le monde, des soulèvements se succèdent en partant à l'offensive, cherchant la perspective du bouleversement radical de leurs conditions d'existence. Ces mouvements tâtonnent, cheminent et se heurtent à la répression. Mais la réponse ne se situera jamais dans une position de repli et d'intégration à l'État comme le propose les SLT. Le capitalisme et les États sont entrés dans une crise très profonde qui présage un avenir fait de guerres, d'exploitation économique toujours plus féroce, et de maintien de l'ordre ultra-autoritaire. Face à cette dystopie chacun sait aujourd'hui que la question de la révolution revient sur le devant de la scène. Jusqu'à quand devra-t-on encore écouter les sirènes qui veulent nous ramener à des luttes seulement symboliques, et qui ne visent qu'à construire une force politicienne ? »

Fin de l'article du Seum.

### **L'étatisation des luttes sociales**

Il faut remarquer en effet les techniques proto-étatiques utilisées par les stratégies du CMDO sur l'ex-ZAD pour assurer le contrôle et la confiscation du butin : divers initiatives pour rouvrir les voies d'accès, dès le départ des forces de gendarmerie à la mi-avril 2013, jusqu'à la « réouverture » de la D 281, lieu de cristallisation de nombreux conflits, et qui ouvrit la route à l'offensive de destruction du printemps 2018 ; des 'chemins de randonnée' balisés pour le tourisme-militant, forme euphémisée pour imposer une légitimité sur tout l'espace occupé ; une **cartographie** de LA zone, multiple et sans cesse retravaillée, avec ses frontières et des appellations de lieux se voulant univoque (nommer, c'est dominer symboliquement) ; cette face « technique » s'accompagne également d'une face « symbolique » : une **sacralisation du territoire** toute baignée de références savantes (les Naturalistes en lutte) autant que mystique (« Prendre soin du bocage ») pour un espace finalement assez banal, mis à part l'absence, partielle, de remembrement, Zone d'Aménagement Différé oblige ; un **recensement** des lieux d'habitation au (faux) prétexte de bénéficier d'un sursis aux expulsions de 2018 ; une utilisation de la **violence physique** (contre les opposant-es en interne<sup>53</sup>) et de la **violence symbolique** (intimidation, manipulation des assemblées, commissions techniques, langage d'expert) ; constitution d'un **projet de 'kolkhoze écolo'** pour prétendre gérer la totalité de la zone (« L'Entité » sur le modèle de la Société civile des Terres du Larzac) ; constitution d'une **délégation** prétendant représenter les occupant-es et faisant allégeance à la préfecture, etc. Il ne manquait plus que le prélèvement monétaire type racket sur les subordonné-es, mais il s'est effectué, d'une part pour la main-d'œuvre non solvable, sous la forme d'un **impôt en nature** sous la forme de travail bénévole pour les chantiers, célébrations et autres spectacles. D'autre part, pour la main-d'œuvre solvable, sous diverses formes : apport de matériel et de fournitures, appel de fond pour le soutien de la lutte (particulièrement dans les périodes d'expulsions de 2012 et de 2018) et pour abonder un fond de dotation en vue du rachat des terres et des bâtiments après « la victoire », au « bénéfice de toutes et tous », il va sans dire. Le principal résultat fut la constitution d'une **entité territoriale** pourvue d'un **nom reconnu** et enjeu des luttes internes et externes : un proto-État.

Cette légitimité ne pouvant se prévaloir d'une antériorité d'occupation de l'espace, puisque tous les dorénavant propriétaires de la lutte (qui ont engagé une lutte de propriétaires, pour reprendre l'expression d'un des « perdant-es ») sont arrivés sur place comme squatteuses et squatteurs. D'où l'attention aux allié-es locaux (paysan-es sur place ou alentours, habitant-es qui résistent, « voisins et voisines », avec un tri

---

53 Prise de position de la légal team sur les actions de milice à la zad (mars 2018) : <https://nantes.indymedia.org/posts/40672/> Voir également le témoignage de A. dans *Le commun de l'autonomie. Une sociologie anarchiste de la zad de Notre-Dame-des-Landes*, de Margot Verdier : <https://editions-croquant.org/sociologie/756-le-commun-de-l-autonomie-une-sociologie-anarchiste-de-la-zad-de-notre-dame-des-landes.html>

sélectif en fonction de leurs caractéristiques sociales et politiques) pour tenter de capter un peu de leur capital « d'autochtonie<sup>54</sup> » en échange d'un peu de capital de radicalité. Mais c'est l'adoubement par l'État central qui permettra à ces parvenu-es et « tard venu-es », toujours suspects d'être considéré-es comme habitant-es illégitimes (ils et elles ne sont déjà plus des occupant-es !), de s'inscrire dans un territoire tout comme ce fétiche étatique de la propriété légitime s'immiscera dans leurs têtes...

## L'accumulation primitive des Soulèvements

Pour revenir sur l'épisode d'accumulation primitive de cette nouvelle enseigne politique, on se rappellera la mise en œuvre d'**une ingénierie verte appliquée aux groupes humains** :

- **une opération de tri sélectif** parmi les occupants et occupantes de l'ex-ZAD, en fonction de la compatibilité de leurs caractéristiques sociales et de leurs orientations politiques : plus les individus et groupes étaient proches de la norme sociale capitaliste (une formation qualifiée, une expérience professionnelle, une assiduité au travail, une acceptation de la discipline et de la hiérarchie implicite des compétences, un projet productif), plus ils et elles ont été sélectionné-es, et inversement disqualifié-es, par les stratèges en fonction des exigences administratives que ces derniers recevaient lors de leur audience à la préfecture. Il se produisit un phénomène classique d'amplification au fur et à mesure des « audiences » : plus les délégué-es s'inscrivaient dans cette démarche de candidatures à la légalisation, plus elles et ils y adhéraient et devaient faire adhérer les autres pour faire croire et se faire croire à l'inéluctabilité du processus. Plus possible de revenir en arrière dans le marais de la compromission.



54 Terme utilisé en sociologie pour désigner les ressources d'interconnaissance mais aussi de légitimité et de notabilité de personnes ou de groupes, fondées sur l'appartenance ancienne à un territoire urbain ou rural. Ces ressources et les rapports sociaux qui les produisent sont inégalement distribués. Un exemple : Julien Durand, porte-parole de l'ACIPA, est un gros capitaliste en autochtonie alors que l'occupante de l'Est qui ne vient qu'à la belle saison est une prolétaire en autochtonie : leurs rapports sont de ce fait différenciés, inégaux et conflictuels.

- **une opération de recyclage** pour transmuter de banales activités économiques de « *subsistance* », comme les met en scène Kristin Ross, en vitrine militante, digne des villages Potemkine, expression utilisée pour désigner les simulacres d'abondance et d'aisance produits par des régimes lors de visites de sympathisant-es étranger-es. Opération moyennant un *aggiornamento*, qu'il est poli d'oublier : signature de baux agricoles individuels, avec emballage environnemental pour les gogos ; acceptations des règles administratives (comptabilité agricole, MSA) ; conformité avec les rapports capitalistes (embauche de main d'œuvre, mais attention au travail au noir...), vente de marchandises, investissements (bien aidés par les fonds récoltés auprès des soutiens). La transmutation avait été annoncée dans un texte programmatique, avant l'annonce de la fin du projet d'aéroport : *Le Manteau et le Corps*. Faire semblant officiellement pour permettre en sous-main toutes les formes d'activité rebelles et subversives, tout en prétendant s'opposer à l'agro-industrie. Alors que la stratégie est conforme aux racines de l'organisation capitaliste du travail (voir ci-dessous).

## Mystique de la composition

### Les quatre éléments

Dans le registre écologique, le recours au mysticisme, jamais bien loin de la mystification, permet de recruter large. Que ce soit sur l'ex-ZAD, avec par exemple la venue de Starhawk et l'organisation de quelques célébrations et rituels, ou plus substantiellement avec l'utilisation d'une symbolique toute droit sortie des mondes précapitalistes : les quatre éléments. Ils ont donné lieu à des dérivées par analogie, en alchimie, en occultisme, en astrologie, en médecine, en biologie, en climatologie : d'un emploi bien pratique pour toutes sortes de cuisines conceptuelles. Ces éléments sont généralement énumérés dans cet ordre, du proche au lointain :

- **La terre** évidemment présente dans la marque du mouvement, au cœur de leur stratégie d'implantation sur le territoire face aux concurrents et qui sert de point commun idéologique avec l'un de leur allié essentiel du moment : la Conf' (ça s'appelle le foncier dans le langage plus conventionnel de l'économie politique...)

- **l'eau** dont on prend la défense comme un bien commun (alors que ce n'est depuis longtemps qu'une marchandise tarifée, propriété de l'État dont il attribue la gestion et la vente, moyennant des redevances, à des entreprises publiques ou privées)

- **l'air** qu'il faut protéger des pollutions dues à l'agro-industrie, et les Soulèvements, ils ne manquent pas d'air... mais c'est un autre sujet !

- **le feu** que... mais alors là c'est justement un « élément » qu'on évoquera, mais de loin. Par exemple dans l'allusion électrique de la « prise de terre ». Car dans les luttes environnementales, c'est le domaine de l'énergie (charbon, pétrole) et surtout de l'énergie nucléaire. Comme le faisait remarquer un camarade, en fins stratèges, les experts des Soulèvements ont bien compris que c'est un tout autre enjeu qu'une méga-bassine, une piste de ski, un prolongement

d'autoroute ou même un aéroport. C'est pour ça que leur présence dans la lutte à Bure<sup>55</sup> est toute symbolique ou pour le moins prudente et que les Soulèvements n'iront sans doute pas mettre la lutte anti-nucléaire dans leur rayonnement. Ce serait toucher directement aux intérêts fondamentaux de l'État, via la relation institutionnelle et technique entre le civil et le militaire, et la place que le nucléaire occupe dans la stratégie de défense sous la V<sup>e</sup> république. Une manière de donner des gages de retenue dans les cycles de négociation à venir. Pour donner le change, on pourra quand même prendre des allures rebelles et donner des leçons de stratégie en discutant avec Andréas Malm, à propos de *Comment saboter un pipeline*, quelques jours après Sainte Soline... Si ça tente du monde, allez-y ! Mais pas avec notre enseigne, s'il vous plaît.

## Une ubérisation des luttes et un militantisme de plateforme

On considérera ici cette ubérisation surtout sous l'angle de la division technique du travail. La division sociale du travail est évoquée ailleurs dans ce texte, en relation avec les groupes sociaux engagés et les modalités qui permettent leur subordination et leur exploitation. Et c'est principalement le champ politico-médiatique qui sera pris en compte, en laissant pour la suite du texte le champ économique où se déploie la stratégie dans la durée et sur le long terme.

En phase avec leur époque, les Soulèvements ont parfaitement assimilé les leçons des théoriciens de la Société du Spectacle. A l'heure du spectacle intégré du monde capitaliste, la scénographie doit être stratégiquement réfléchie et organisée : conception, préparation, production, mise en circulation et consommation de marchandises spectaculaires constitue les moyens... et la fin apparente de ce mouvement, du moins quand on considère la vitrine. Et pour le casting, le recrutement de beaucoup de figurant-es est parfois nécessaire, quand il s'agit de jouer et de se jouer l'évènement décisif de la confrontation avec l'État. Pour les cachetons des intermittent-es du spectacle offensif, les caisses de munitions sont toujours pleines du côté de la répression militarisée.

En considérant cet échange inégal du côté de l'offre de marchandise, cette finalité est partielle et contradictoire, comme la valeur d'échange des marchandises : la défense de la terre et de l'eau comme « communs » n'est que le produit d'appel pour la consommation improductive des prolétaires des luttes. C'est l'autre face de cette « *immense accumulation de marchandises* » spectaculaires, ou la valeur d'usage appropriée, qui intéresse les stratèges : l'exploitation de la force de travail militante ou

55 Voilà le copieux programme du 26 août au 3 septembre 2023 : <https://lpr-camp.org/blog/2023/08/08/descriptifs-programmation/> . On trouve bien un peu de Longo Maï, de quartier des Lentillères, mais juste cette mention à propos du débat « Actions de masse » : « *retours d'expérience sur les actions militantes de masses menées contre des projets écocidaire dans différents pays européens. Quels impacts ? Quelles limites et quels risques dans le contexte actuel ? (Ende Gelände [c'est un mouvement social allemand de désobéissance civile visant à alerter sur les actions qui favorisent le changement climatique, notamment l'extraction du charbon. Il vise la justice climatique.], Occupons le Terrain [une organisation de Belgique qui, comme son nom l'indique,... ], et divers autres mouvements dont on ne saurait prononcer le nom)* ». Mais pas de mention des SLT, car la phase de dissolution était encore en cours.

leur temps de cerveau disponible dans une division capitaliste du travail militant. Ce qui est perçu du côté de l'offre de la force de travail militante dans un rapport inversé, homologue au rapport salarial.

Cette articulation nécessite entre autre une conversion et une circulation entre plusieurs champs sociaux de production. Il faut là aussi créer du neuf à partir de l'ancien car il n'est pas toujours facile de convertir un engagement militant considéré officiellement comme volontaire, ponctuel et bénévole en travail productif laborieux sur le long terme dans des organisations productives de marchandises. Mais c'est indispensable dans la durée car c'est ce qui ouvre sur **le cœur de cette stratégie : conquérir des moyens matériels et une indépendance économique pour s'inscrire dans la durée et se lover dans les interstices du marché capitaliste.** (voir le paragraphe suivant)

Pour l'exprimer d'une autre manière, on peut distinguer **la division du travail informationnel** (le plan com' des Soulèvements) qui vise à implanter dans les cerveaux de leurs multiples cibles commerciales des représentations adéquates à leur projet politique et **la division du travail matériel** qui pourrait déboucher sur la fameuse « puissance ». L'ensemble est contradictoire, comme toute production de marchandise capitaliste destinée à être le support d'un échange inégal, car il faut attirer l'attention, subjuguier, recruter et exploiter une main-d'œuvre qui ne dépend pas pour sa survie immédiate de cette subordination. Ce qui pose un ensemble de problèmes un peu plus ardues que la seule « discipline de la faim » des « travailleurs et travailleuses libres ».

Les Soulèvements tente d'occuper une place central (un proto-Etat disent certaines...) dans la production, la circulation et la consommation de différentes espèces de capital. Ils vendent de la défense de biens communs, marchandises purement idéologiques. Mais ce qui les intéressent, c'est d'accumuler leur capital politique en « embauchant » de la main-d'œuvre militante et des soutiens. Mais connaissant les taux de conversion de ces espèces de capital, de leur point de vue pragmatique, ils pressentant bien que ce n'est pas sur le pur terrain idéologique (faire changer « l'opinion ») que se déroule la lutte des classes. Les Soulèvements ne remporteront pas des batailles décisives en « convainquant » les puissants de leur juste cause. Le fameux rapport de force, s'il se construit aussi dans une lutte entre représentations du monde social, légitime ou dissidente, s'enracine dans le concret. C'est ce deuxième terrain de bataille (voir plus bas) qui est central et où leur talent pour reconvertir leur notoriété en puissance matérielle se déploie. Puissance financière (un peu faible...), surtout puissance foncière et puissance de travail (ça s'appelle force de travail quand c'est réuni avec des moyens de production). Mais revenons à la lutte idéologique et politique.

Pour commencer à évoquer ce plan com' + média, on rappelle que le terme de « saisons » fait partie des « éléments de langage » promotionnels de l'industrie du spectacle, pour indiquer la continuité et le retour d'une « série ». Les sous-entendus avec la référence climatique et « naturelle » ne sont là que pour indiquer la capacité de brouillage et de confusion de ces professionnel-les de la mise en scène. Car s'il faut parler de saisons au sens météorologique, c'est plutôt comme répétition du même, d'une conception temporelle cyclique à l'image de la Terre tournant autour du Soleil (ou l'inverse...). Quant aux « actes » qui scandent ces saisons, en bon professionnel-les de la récupération, c'est une confiscation d'une des expressions des Gilets Jaunes.

L'aspect dédoublé spectacle politico-médiatique + concret social transparait ainsi, dans la question centrale du foncier, dans un mix action légale – action directe qui permet, dans le cas d'une installation agricole « aidée par le mouvement » de mettre en scène, par exemple, une occupation des terres avant la signature du bail alors que l'autorisation d'exploiter vient d'être accordée. Le spectacle de la mobilisation permet très classiquement, comme dans les autres mouvements sociaux, de négocier ensuite un compromis, faisant le va et vient entre les champs ou les rues et les bureaux des administrations. On « exige » 100 et on obtient 50 : c'est une victoire<sup>56</sup> ! Les bureaucrates sont de retour... Une expérience réalisée du côté de l'ex-ZAD après 2018.

La séparation entre le masqué (dans les bureaux, dans les réseaux d'interconnaissance) et le spectacle fonctionne à plein pour survaloriser des événements alors que la situation reste structurellement inchangée. Il faut toujours, à un moment ou à un autre, se plier aux contraintes administratives pour pouvoir durer : comme le disait Herbert Marcuse, **s'en sortir, c'est se soumettre à l'appareil.**

De même, les actions de sabotage, pardon, de désarmement, seront abondamment filmées et diffusées alors que leurs effets matériels et symboliques ne modifient pas substantiellement les logiques économiques et financières sous-jacentes.

Mais au-delà de cet usage professionnel des nouveaux moyens de communication, dans le cadre de ce plan média et du travail informationnel, nos stratèges ont-ils et elles intérêt à jouer *à fond* sur les réseaux sociaux ? Sur leur site, figurent : Facebook, Twitter, Instagram, Youtube. Le claviste n'étant pas adepte de ce mode de relation « sociale », il s'en est remis à une étude portant spécifiquement sur les effets sociaux de l'utilisation intensive de cet aspect du travail fictif dans la sphère de circulation des marchandises idéologiques.

Un récent travail sur les effets de l'usage intensif des médias sociaux permet de comprendre les logiques économiques et sociales sous-jacentes à l'hégémonie de cette division technique du travail militant, en usage dans le domaine commercial et dénoncé dans le cas d'affaires « exemplaires » lors d'élections nationales (par exemple en France en 2017).

Dans son ouvrage, *Toxic Data, comment les réseaux manipulent nos opinions*, David Chavalarias met en œuvre des techniques mathématiques sophistiquées pour analyser les flux entre comptes Twitter (renommé X), comptes réels et virtuels ou *bots*. Les exemples développés dans l'ouvrage font état de campagnes internationales, impliquant souvent l'extrême-droite en France et l'Alt-right aux États-Unis, le pouvoir russe et chinois, de la part de professionnel-les ou d'entreprises de propagande. Dans ces exemples, l'effet recherché est double : une fonction de propagande couplée avec une fonction de brouillage et de confusion.

Il énumère plusieurs techniques de manipulation en ligne. L'*astroturfing* (du nom d'une marque de gazon artificiel pour terrain de foot...) consiste à donner l'illusion, synchronisée sur le web, qu'un grand nombre de personnes adhère spontanément et immédiatement à une nouvelle idée. Il s'agit également de « tromper » les algorithmes

---

<sup>56</sup> Voir par exemple la mobilisation du côté de Saint Colombran : c'est une victoire, Lafarge abandonne, mais il reste la société GSM qui continue... Ce que le communiqué de « La tête dans le sable » reconnaît.

de recommandation qui produisent les « fils d'actualité » ou les « top tendance ». Par des raids numériques, il s'agit de propager des « mèmes » (contenus (dés)informatifs à caractère « viral » : texte, image ou vidéo).

Ces tactiques ont été facilitées par les logiques propres aux réseaux sociaux qui ont modifié récemment leurs algorithmes pour susciter un « engagement » maximum des usagers et usagères, c'est-à-dire un temps maximum de présence. Cette organisation du travail informationnel permise par ces nouveaux moyens techniques qui s'impose de gré **et** de force (car conditionnant la présence ou l'absence sur les marchés numériques du professionnel, du culturel, du social des agent-es sociaux), vient rencontrer une organisation du travail productif, et notamment sa logique commerciale. Les données, dans le cadre des campagnes de publicité, sont une marchandise intégrée aux logiques de valorisation, comme le rappelle la présence des entreprises du *Big Data* dans le club des plus grosses capitalisations boursières. Avec sa grille d'analyse<sup>57</sup>, l'auteur distingue dans les dynamiques sociales de constitution de « communautés » deux mécanismes : l'homophilie (effet « chambre d'écho ») comme résultat (des pareils, réels ou imaginaires) et l'influence sociale (effet « bulle de filtre ») comme mécanisme de discrimination et de renforcement des différences. Dans ce cadre très général, Chavalarias reprend la distinction entre homophilie de statut (centrée sur la situation matérielle objective) et l'homophilie de valeurs (centrée sur les représentations subjectives). L'imprégnation et la saturation de cette dernière sociabilité par les réseaux sociaux tend à occulter le statut (d'autres diraient la situation de classe...) pour mettre en avant les valeurs, dans une instabilisation permanente (les autres parleraient de fausse conscience).

Les effets identifiés par l'auteur sont de plusieurs ordres et relève d'un mécanisme contradictoire de fragmentation et d'homogénéisation déjà relevé dans les méthodes de *new management*, où la précarisation généralisée se double d'une fragmentation des statuts professionnels. L'auteur note ainsi : une déspatialisation (le claviste parlerait plutôt d'une spatialisation imaginaire) et une massification des représentations du monde social, une instantanéisation du vécu, qui s'accompagne d'une absence de contextualisation des informations et des processus temporels. Enfin une confusion entre informations et faits (la post-vérité de certain-es post-modernes). Le langage n'est plus dans un dialogue avec le réel mais prétend pouvoir produire le réel. (« *Là, c'est pour le bac philo, ou quoi ?* »)

Les résultats sont une polarisation négative des débats, une accentuation des écarts en privilégiant ce qui est clivant et violent, une amplification des polémiques. Un climat de guerre civile, renvoyant aux techniques de guerre hybride entre États avec utilisation massive des technologies numériques pour déstabiliser la population de la puissance adverse.

Évoquant certaines hypothèses issue de la cybernétique, Chavalarias synthétise l'architecture des réseaux comme un système où l'interdépendance produite est très

---

57 Pour sa part, le claviste fait obédience à la sociologie bourdivine qui analyse ces dynamiques comme les relations réciproques entre les logiques des champs sociaux (division du travail de production économique par exemple) et les agent-es (« mentalités » propre à une position dans les rapports de production, en vue de sa stabilisation ou de sa subversion). Cette réciprocité indique que les deux niveaux sont dans des relations actives : les *habitus* (« mentalités ») des agent-es sont à la fois les produits et les producteurs du monde social, mais de façon pratique, c'est-à-dire largement subconsciente.

forte avec des effets de saturation et d'amplification. Rappelant l'image des comportements des foules, il suggère que les groupes disposant de peu de « marge de manœuvre » sont manipulables et que la direction prise (le « chemin ») peut être impulsée par une initiative à très petite échelle et au début du processus de manipulation. Une sensibilité aux conditions initiales en quelque sorte, comme dans la théorie du chaos. Et qui permet aux initiatrices et initiateurs de prévoir le mouvement d'ensemble que ce soit pour maximiser des profits ou pour précipiter des populations dans des impasses ou des précipices !

Ce mathématicien de formation considère cette dynamique comme affaiblissant les mécanismes démocratiques, ce qu'il nomme un « dérèglement démocratique » (on fera l'impasse sur le fond, on parle pas ici de démocratie bourgeoise...), ouvrant la voie politique pour des régimes fascistes et totalitaires. Il note malgré tout, au-delà du spectaculaire intégré, les logiques et les intérêts économiques qui sont les bases matérielles de ces processus. On mentionnera en passant ses propositions d'outils de régulation et de réseaux numériques publics. Mais « *seule la volonté politique manque à ce jour.* » Ah bon ?

Et nos stratèges dans tout ça ? Il a été déjà mentionné leur utilisation professionnelle de ces moyens médiatiques et numériques, sans pour autant, à la connaissance du claviste, leur intention manifeste de jouer cette carte *à fond*. Faisons l'hypothèse que rentrer dans ce type de jeu viendrait affaiblir leurs projets à plus long terme. C'est en tout cas le conseil que l'on peut leur donner ! Car si la polémique et la polarisation sont des cartes que ces stratèges savent jouer au bon moment, ils et elles doivent avoir l'intuition que ces techniques numériques sont porteuses, pour leur programme politique d'ensemble, **d'une productivité négative du travail politique**<sup>58</sup>. C'est-à-dire que l'usage intensif des réseaux sociaux serait susceptible, d'une part, d'affaiblir leur hégémonie sur le mouvement par l'emprise de logiques irrationnelles. Ce qui, les ferait perdre pied avec les véritables bases matérielles de la puissance qu'elles et ils s'engagent à constituer.

Le fameux rapport de force avec l'État et l'agro-industrie, premier stade de leur perspective de conquête du pouvoir, ne peut être renforcé, d'autre part, par des techniques qui dépendent autant des entreprises numériques en question (fermeture de comptes) et de l'action toujours possible du gouvernement (surveillance et contrôle des opérateurs et des contenus au nom de la souveraineté étatique et de la lutte contre le terrorisme). D'où l'autre versant de leur stratégie analysée ci-dessous.

---

58 Ici, une distinction doit être opérée entre les champs sociaux d'activité. Pour le champ économique (le matériel), il est indéniable que le numérique permet d'engranger des sur-profits pour les entreprises de la *Big Tech*. Ce qui ne restaure pourtant pas le taux de profit de l'ensemble du système capitaliste. La publicité doit rencontrer une demande *solvable* ! Et les revenus salariaux sont largement orientés à la baisse, sans parler de l'inflation. Pour le champ politico-médiatique (l'idéal), on peut parler d'une productivité négative, dans le sens où la productivité de l'ensemble du champ tend à décroître. Autrement formulé, la production du champ politique tend vers des logiques d'accumulation de forces *destructrices*, analogue à l'économie de guerre. On pourra suggérer d'aller voir du côté de la dialectique négative d'Adorno (« *Yo, V* »). Le claviste ne fréquentant pas cette gondole, il indiquera simplement que cette productivité négative affecte et détruit la « science de la révolution », le domaine de la connaissance et de la théorie. Le réel domine et subordonne la vérité « qui, seule, est révolutionnaire »... La saturation par le numérique et les réseaux sociaux ébranle les certitudes des dialecticiens-es. Le communisme n'est plus l'avenir du capitalisme !

Conclusion provisoire : chère-s stratégies, laissez ces moyens à vos ennemis d'extrême-droite et renouez avec l'éducation populaire bien en vogue dans le camp révolutionnaire dont vous vous réclamez. Et pour convaincre et persuader, abandonner aussi les pratiques de milices, les menaces, les coups de pression et les intimidations.

## **Une stratégie radicale de dépassement des rapports de production capitaliste ?**

L'alliance tactique des Soulèvements s'énonce de manière euphémisée comme ceci : « *relier la terre des paysans avec la planète des écologistes* » ainsi que le note Kristin Ross p. 136, selon, dit-elle en note, une correspondance personnelle, avec l'un des stratégies sans doute, placés comme il se doit dans la division du travail militant en tant qu'intermédiaires, truchements et informateurs incontournables des intellectuel-les et universitaires organiques des Soulèvements. La planète des écologistes, c'est notamment l'alliance avec Extinction Rébellion et Youth for Climate, entre autres, impliquant les écologistes dans des méthodes d'action directe, d'affrontements organisés et prévus avec les forces de l'ordre, de « désarmements » d'infrastructures industrielles. On pourrait dire « mouillant » plutôt que « impliquant », d'ailleurs. Cette forme d'engagement dans l'excès avec une mise en danger de son existence et de celle des autres (à côté et en face) est une technique utilisée dans toutes les formes d'affrontement armé pour subordonner et compromettre les exécutant-es à l'autorité des chef-fes. Les organisations illégales (gang, mafia (ça, ça ne leur fait pas peur...), groupes révolutionnaires) ou légales (milices et armées d'État, qui n'est jamais qu'une mafia qui a réussi) produisent la fidélité et la légitimité par cette technique.

Cette stratégie se déploie sur plusieurs espaces interreliés et croisant des groupes sociaux et professionnels précédemment séparés : le foncier et le climat (comme indiqué plus haut) ; la question sociale et alimentaire avec les populations ; l'installation paysanne remise en valeur comme une vocation. On voit se dessiner une division et une organisation du travail tout autant politique qu'économique.

De manière plus pragmatique, « *la terre des paysans* », c'est avec la Confédération Paysanne que se joue la partie, de manière sans doute pas aussi harmonieuse que ne le laisse voir le spectacle des petits drapeaux lors des rassemblements. Ce qui a au moins comme résultat de faire un gros coup de pub à cette organisation syndicale. Cela fait partie sans doute du marché. Mais il s'agit de radicaliser la « gauche paysanne » et la faire sortir de son confort d'organisation contestataire mais minoritaire. Les relations entre l'ex-CMDO et COPAIN lors de la lutte contre l'aéroport en ont formées les prémisses, permettant à certains contestataires locaux de la ligne officielle, au niveau de la Loire Atlantique, de retrouver les joies et les périls de l'action illégale : occupations des terres, manifestations offensives durant les premiers temps, qui font partie de la tradition glorieuse des Paysans-Travailleurs. Cela a permis également à certain-es occupant-es de se trouver, officiellement, une vocation professionnelle paysanne. Il s'agit désormais de généraliser cet aspect de la « composition » au niveau national.

Un autre effet de cette composition est de susciter des rencontres entre des groupes sociaux, souvent spécialisés dans des luttes parcellisées. Cette agrégation opérée par les stratégies, et sous leur contrôle, permet de capter une clientèle beaucoup

plus large que la Conf' ne pourrait rêver de le faire, même avec les Ami-e-s de la Conf' (quelques centaines d'adhérent-es).

En effet, le constat est fait que la lutte contre « l'accaparement des terres » ne doit pas passer exclusivement par les instances agricoles (Commissions Départementales d'Orientation Agricole<sup>59</sup>, Société d'aménagement foncier et d'établissement rural<sup>60</sup>) en faisant le jeu de la cogestion. La collaboration pacifiée dans les instances est incompatible avec l'urgence : inutile d'essayer l'entrisme dans le syndicalisme paysan ou d'attendre que des Chambres d'Agriculture « basculent » dans la gauche paysanne<sup>61</sup>. Effectivement les quelques exemples récents (44 quelques semaines..., 29) sont plutôt des repoussoirs. Et l'essentiel du pouvoir de l'agro-industrie ne réside pas tant dans les organisations officielles et « représentatives » que dans l'emprise économique, technique, professionnelle, éducative, administrative, financière, symbolique.

Il faut donc concilier l'approche institutionnelle et l'action directe (occupations de terre, récoltes sauvages et plus classiquement des occupations de sièges des instances agricoles), selon la tactique de la composition idéalisée par Kristin Ross comme l'une des quatre voies vers la *forme-Commune*, avec la défense (des positions acquises ?), l'appropriation (du butin ?) et la restitution (aux états-majors...).

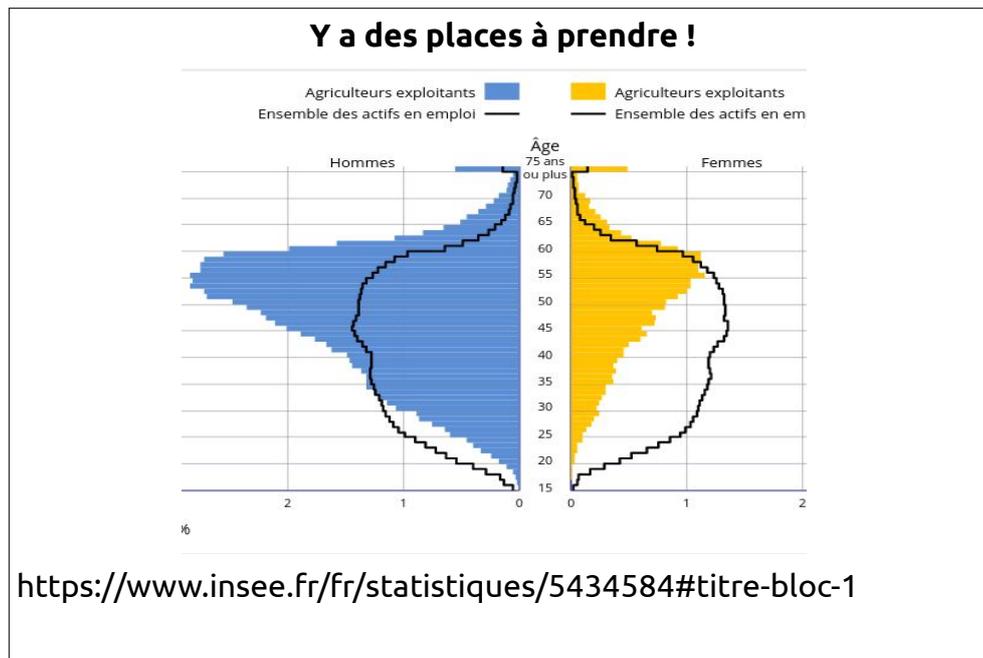
Dans la décennie à venir les mutations de propriété du foncier seront à instrumentaliser pour constituer des bastions régionaux. Les Soulèvements rappellent que « Dans les dix années qui viennent, en France, 50% des agriculteurs vont partir à la retraite, la plupart sans repreneurs. »

---

59 « La CDOA concourt à l'élaboration des politiques publiques en faveur de l'agriculture, de l'agro-industrie et du monde rural. La CDOA en tant qu'instance de concertation et d'orientation a un rôle consultatif et est chargée de la mise en œuvre des politiques départementales relatives pré-citées. Elle rend un avis sur différents dossiers dont ceux figurant ci-dessous : autorisation préalable d'exploiter au titre du contrôle des structures des exploitations agricoles y compris application de la Loi Sempastous (article 5 -agrandissement excessif), actualités des filières agricoles, mobilisation de soutiens financiers à destinations des exploitations en difficultés, procédure de mise en valeur des terres incultes, agrément et modification des GAEC (groupement d'exploitation en commun). » <https://www.finistere.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Agriculture-foret-et-developpement-rural/Commission-Departementale-d-Orientation-de-l-Agriculture-CDOA/Role-et-composition-de-la-CDOA>

60 Les Safer « permettent à tout porteur de projet viable – qu'il soit agricole, artisanal, de service, résidentiel ou environnemental – de s'installer en milieu rural. Les projets doivent être en cohérence avec les politiques locales et répondre à l'intérêt général. [...] **L'espace rural est un espace commun.** (OUAH OUH ! !) Comment concilier les intérêts privés et les projets collectifs ? La Safer organise le dialogue. Dans le cadre d'instances consultatives et décisionnelles (le comité technique, le conseil d'administration, les commissaires du Gouvernement), les acteurs locaux concernés se concertent. Toutes les décisions prises sont validées par l'État. » <https://www.safer.fr/les-safer/quest-ce-quune-safer/>

61 A la louche au niveau national en 2019, la FNSEA emporte la majorité des voix (55%), la Conf' et la Coordination rurale environ 20 %. L'abstention est de plus de 70 %...



Face à la puissance de l'agro-industrie et des politiques étatiques, l'objectif est donc clair : « *Arracher des espaces au béton ou à l'agro-industrie, c'est aussi la possibilité de libérer des lieux<sup>62</sup>, de **s'y réapproprier des moyens de production** et d'y inventer des formes de vie et de mise en partage plus désirables.* » (extrait du site des Soulèvements) Pour les formes de vie désirables, on renvoie aux dernières nouvelles des relations de voisinage sur l'ex-ZAD, données au début de ce texte, pour en avoir quelques exemples réels... Il faut néanmoins noter le parfait réalisme des stratégies : se constituer une autonomie économique et matérielle pour « monter à l'assaut du ciel » et gagner une indépendance vis à vis des sources financières officielles, publiques ou privées, d'où le recours au *crowd funding* et fonds de dotation, aux « alliés » (Longo Maï<sup>63</sup> entre autres), mais aussi à l'extorsion plus ou moins consentie de travail bénévole (militant ou pour l'intendance et les chantiers divers).

Les Soulèvements se donne une dizaine d'années pour cette phase de constitution des bases matérielles en vue de la production d'une puissance politique *et économique* « de subsistance »... bien entendu ! Cette mise en scène de la conflictualité sur le foncier (en d'autres contextes, on parle de concurrence entre agent-es économiques...) peut aussi renvoyer, selon la clientèle, à un arrière-fond symbolique voire mythique : une forme de rachat, de rédemption<sup>64</sup>, de salut par le travail de la terre.

62 Déjà : « *Pour cela, nous avons besoin de lieux. De lieux où s'organiser, où partager et développer les techniques requises. Où s'exercer au maniement de tout ce qui pourra se révéler nécessaire. Où coopérer* » (l'Appel : Proposition V, p. 54).

63 Ici on a affaire à une expérience de 50 ans, bien qu'ayant eu du mal à « essaimer » (une dizaine de sites). Pour une idée du professionnalisme, voir leur site : <https://www.prolongomaif.ch/> Chez Longo, on est des pro. Bricoleur-euses et glandeur-euses, s'abstenir. Comme le mouvement coopérativiste, Longo Maï se situe dans le marché capitaliste et doit persévérer.

64 Encore un coup de maîtres-stratèges en manipulant cette symbolique. Une manière de faire allégeance à l'une des origines intellectuelles de l'écologie politique : les intellectuel-les se réclamant implicitement ou explicitement d'une référence religieuse ou juste un peu transcendante : Illich, Ellul, Charbonneau, Latour mais aussi Veil. On tend la main verte à des croyant-es du côté de l'écologie et de la non-violence (MAN, CCFD, La Décroissance) et du côté de la paysannerie (MRJC) mais aussi la main rouge à des léninistes style Andréas Malm. Frédéric Lordon, un peu critique sur les ZAD et autres

Il s'agit bien d'arracher et de « sauver » ces bouts de bocage ou de forêts à l'agro-industrie, occupant dans cette représentation le pôle du mal absolu, de la perte, de la souillure, de la pollution, terme qui a aussi un sens dans le domaine du religieux comme dans le domaine de l'anthropologie<sup>65</sup>... au choix !

### Philosophie de la vie paysanne

Rencontre avec Mathieu Yon

<https://lundi.am/Philosophie-de-la-vie-paysanne-5970>

« Mathieu Yon, après avoir mené une quête existentielle et mystique d'inspiration chrétienne, mais qui l'a aussi bien conduit en Inde, est devenu, à la trentaine, un paysan maraîcher qui cultive de manière autonome un hectare. Il est par ailleurs impliqué dans la vie syndicale du monde paysan, puisqu'il est membre de la Confédération paysanne. Dans un livre intitulé *Notre lien quotidien. Le besoin d'une spiritualité de la terre* (Nouvelle cité), il raconte son parcours existentiel, évoque son expérience du travail de la terre et esquisse une vision de la société fondée sur le « temps vécu ».

Contre l'arrondissement de l'agriculture par le grand capital, il milite notamment pour une alliance de la paysannerie et des classes populaires. »

*En vrac : la paysannerie comme classe contre le « grand capital »... Une révolution agro-écologique et une relocalisation de la production alimentaire. En phase avec la classe écologique de Latour et le gloubi-boulga écolo qui ruisselle de l'eau (bénite) du Commun.*

## Un maillage de comités locaux

La visibilité des stratégies des cumard-es peut se faire par des actions directes spécifiques, non pour occuper des terres en vue d'une installation, mais par des « récoltes et redistributions sauvages » avec une bonne division du travail : syndicalisme paysan pour la connaissance des enjeux locaux et des informations via la participation

---

brèches (avec ses bonnes raisons), pourrait être séduit si vous enrobez votre offre d'un peu de Spinoza, siouplait. Et Bernard Friot et la Sécurité Sociale de l'Alimentation (présentation dans le Poitou, le dimanche 21 Juillet 2024 « *Bâtir des perspectives communes* ») pourrait faire le lien. Bravo encore !

65 Voir le livre de Mary Douglas, *De la souillure*, Éditions de la Découverte : « *Les anthropologues qui, comme Mary Douglas, se sont engagés dans une démarche comparative ont récusé ces oppositions [religions primitives irrationnelles / religions modernes] pour s'intéresser aux manières dont chaque culture classe les dangers et aux rites permettant de les conjurer. L'hygiène, de ce point de vue, se révèle une excellente piste si nous savons la suivre en profitant des connaissances que nous avons de nos propres sociétés : intégrées à l'ensemble des interdits qui ont cours dans une société donnée, les notions de saleté et de pollution symbolique mettent en jeu le rapport de l'ordre au désordre, de l'être au non-être, de la vie à la mort.* » L'agro-industrie/la bio ; la techno-science/le sensible ; le capital/la terre ; au choix.

aux instances agricoles, des écolos citoyens pour l'amplification médiatique (type Lundi am, Reporterre, Basta!, Silence, Radio Parleur, Terrestres, Socialter, Pioche! et tous les réseaux sociaux, etc.), des groupes Gilets jaunes (si on peut encore mettre la main dessus), et des sans papiers pour l'intendance et la coloration sociale et bienveillante. Pourquoi pas également mettre la main (ou prendre pied...) sur les mouvances Queer, une idéologie fluide, basée sur les similitudes et les apparences, qui pourra sans doute sans mal être instrumentalisée. Une idéologie Skai<sup>66</sup> adaptée au Simili Queer... Faudra juste faire oublier le dénigrement du féminisme radical du temps de l'ex-ZAD (voir la promotion de la « *machine de guerre mixte et gigantesque* » dans l'extrait de l'émission sur « la 'fâme' de la Zad », ici : <https://dimanche.pm/fame.html>). Mixer les identités les plus radicales et les rapports sociaux sous-jacents et un peu *old school* marxiste, de manière à réintroduire une dimension « lutte de classes » avec un peu de « luttes identitaires » dans l'arraisonnement du foncier. Une autre forme de composition.

L'ampleur nationale, la régularité, la visibilité médiatique, l'incontournabilité de cette question du foncier agricole, l'inscription à l'agenda politique doit permettre de combler le vide entre la faiblesse de la gauche paysanne pour ce type de revendications et de moyens d'action au sein de la profession agricole et l'adhésion potentiellement majoritaire à cette problématique, retraduite en terme écologique, pour être appropriable par une population massivement urbaine et souvent « inculte » au niveau des enjeux fonciers.

La montée en puissance implique donc de mailler le territoire national de Comités locaux (s'appuyant sur les comités de soutien à l'ex-ZAD) : merci donc à Darmanin de cette menace de dissolution qui a fourni la dynamique pour cette création. Chaque comité constituera une sorte d'office foncier « sauvage » pour assurer une veille foncière. Sa composition est relative à l'espace (le territoire, le terroir) tout en brassant dans toutes les couches sociales, via les organisations déjà existantes. Un autre exemple de fonctionnement en réseaux et d'entreprises *light* (voir plus haut). Il s'agit de démultiplier et de redéployer la stratégie de composition réussie au niveau des événements nationaux à l'échelle locale, mais en mettant le syndicalisme paysan dans une position minoritaire. Il ne s'agit pas d'être à sa remorque mais de savoir jouer une composante contre une autre, de manière à conserver la direction du mouvement, tout en sachant se mettre en retrait aux moments opportuns.

L'expérience de la lutte de l'ex-ZAD est encore une fois précieuse pour les stratèges. Et notamment l'épisode de la manif émeutière en février 2014 à Nantes, qui a suscité de l'émoi parmi les leaders des composantes citoyennistes de la Coordination et de vifs débats sur la stratégie. Mais cet épisode a permis aussi au CMDO (qui n'apparaissait pas encore sous ce nom) de faire « corps » et de montrer qu'il serait en capacité de « lâcher les chiens » (sous son contrôle direct ou indirect), tout autant que de les retenir. Sa maîtrise s'est mesurée également dans la capacité de ces stratèges de se replier à temps et de laisser les « incontrôlé-es » se prendre l'essentiel de la répression en fin de manifestation.

---

66 Ajout en mai 2024 : l'arraisonnement est en cours, dans un passage de *Premières Secousses*, fourni en avant première sur le site des SLT : <https://lessoulevementsdelaterre.org/en-eu/blog/quelle-est-la-nature-qui-se-defend> . Où la question des mythologies de la Terre est aussi abordée, et rebordée... Extrait qui accompagne la signature d'un appel en soutien aux personnes trans : <https://www.politis.fr/articles/2024/04/attaques-contre-les-droits-trans-et-reproductifs-nattendons-plus-faisons-front/>

Cela a été l'une des techniques utilisées (sous la forme de la menace potentielle de réitérer une séquence d'affrontement) pour que l'état-major des occupant-es conquiert une influence certaine dans la Coordination. L'enjeu est classiquement de menacer de rompre « l'unité » pour la reconstituer à ses conditions : radicaliser les formes de contestation, sous-entendu sous contrôle de l'« allié » hégémonique, et selon le calendrier des négociations se déroulant avec l'État. Le même scénario a été rejoué, cette fois contre l'opposition interne au sein des occupant-es de l'ex-ZAD, lors de l'AG du mouvement du 1<sup>er</sup> août 2017, la Coordination testa, par une mise en scène théâtrale, la force du mythe de « l'unité dans la diversité ». Elle prit prétexte de trois actes d'hostilité lors de rassemblements<sup>67</sup> qu'elle avait organisés, et dont elle tint l'ensemble des occupant-es pour responsables. Elle demanda aux occupant-es de condamner les auteurs de ces « incivilités ». Devant le refus de l'assemblée, les membres de la Coordination quittèrent l'AG, théâtralement courroucés. Quelques membres du CMDO leur emboîtèrent le pas. Ils laissèrent seul-es les occupant-es, semblant briser ainsi la sacro-sainte unité du Mouvement, pour mieux recomposer une unité de façade qui exclura, sans jamais l'assumer publiquement, les occupant-es les moins intégrables.

Il fallut néanmoins, le projet abandonné, faire une piqûre de rappel. Ce rappel à l'ordre fut administré lors d'une AG par le coup de force de la Coord' et du CMDO : répondant aux exigences du premier ministre, on allait « réouvrir » la D 281. Destruction des cabanes et des relations sociales qui s'y inscrivaient et nettoyage des abords, en attendant la D.I.R. Ouest pour la remise aux normes. La route était prête pour l'opération militaire de destruction des expériences de vie non-intégrables.

L'épisode récent de Sainte Soline est la réplique, à l'échelle nationale, échelle à laquelle se situe dorénavant les stratèges, de l'événement de Nantes de février 2014. Contraindre l'ensemble des composantes à accepter une modalité de lutte dont les stratèges affirment avoir, seuls, le monopole pour le mettre en acte, en user comme menace, ou en dissuader voire en interdire l'usage à d'autres groupes. Et les rassemblements de soutien, pour dénoncer les « violences policières » devant les préfetures qui se déroulèrent après la manifestation montre que, malgré les « dégâts collatéraux » et les crises de conscience de certain-es au sein de l'encadrement des Soulèvements, les stratèges restent maîtres du calendrier, de la géographie et du niveau d'action.

### **Reprendre, démanteler, communiser**

#### **Éléments pour une politique terrestre du Soulèvement**

*Ci-dessous quelques extraits d'un texte programmatique assez court du comité local des Soulèvements du Calvados, paru en mai 2023 aux Éditions Grévis de Caen. Disponible aussi sur le site Les communaux.*

<https://communaux.cc/2023/05/reprendredemanteler-communiser/>

« [...] poser la nécessité d'une organisation forte et transversale, construire un plan de composition avec d'autres sujets collectifs, sortir

---

67 « Fête des bâtons », octobre 2016 : bousculades de journalistes. Campagne électorale, avril 2017 : jet de purin sur le pare-brise d'une voiture de journaliste lors d'une conférence de presse d'une candidate de la France Insoumise au hangar de la Vache Rit. Fête de la Coordination, juillet 2017 : altercation contre les experts de Nexus qui y tenaient un stand après avoir participé à un colloque du Front National.

de l'isolement et de l'enfermement sociologique des milieux militants, élaborer des alliances offensives larges. (p. 8)

Ces formes [reprendre les terres ; démanteler le complexe agrocapitaliste et les industries écocidaïres ; socialiser/mutualiser/communiser l'alimentation et le travail de subsistance] sont autant des tactiques de lutte pouvant s'incarner dans des gestes collectifs *ici et maintenant*, que des perspectives politiques que nous identifions comme stratégiques dans la construction d'un projet révolutionnaire anticapitaliste. (p. 9)

L'enjeu n'est pas seulement de favoriser l'augmentation du nombre de candidat·e·s aux métiers paysans et artisanaux, mais de proposer une révolution foncière d'ampleur qui libère un accès de tous·tes à des parcelles substantielles de terres pour une pluralité d'usages. Nous reprendrons les terres, afin de nous réapproprier la fabrique collective de notre subsistance commune, afin que se lèvent des contre-pouvoirs populaires. (p. 13)

Derrière le geste, le moyen, il faut lire la perspective politique : celle de la construction d'une écologie du démantèlement, qui fait la différence entre une position réformiste (le capitalisme est un héritage dont il faut maintenir les finalités de développement, sous une forme « durable ») et notre position révolutionnaire (le capitalisme est un héritage dont il faut faire le deuil, avec lequel il faut résolument rompre). (p. 16)

*Il s'agit de mettre en œuvre une politique écologique révolutionnaire du tri sélectif et du recyclage de l'existant, une fois qu'on aura mis la main dessus (là, c'est l'ironie du claviste) : ce qui peut être positivement « approprié, réorienté en vue d'autres finalités non capitalistes [...] qui recèle un potentiel pour l'émancipation. » (p. 18). Ce qui doit être éradiqué. Enfin « ce avec quoi il faudra bien apprendre à vivre (nucléaire, sols pollués, et peut-être les schlagues de l'est du temps de l'ex-ZAD ?) mais qui seront aussi notre héritage. »*

*Il s'agit de « rendre la souveraineté à ceux et celles qui font le travail, à ceux et celles qui font tourner la machine, et peuvent, pour cette raison même, la démanteler, la désarmer. De l'écologie à la lutte de classe révolutionnaire. » (p. 19) Et pourquoi pas la dictature sur le prolétariat ? La carotte est bien la subsistance par la mise en commun, en prenant exemple sur les cantines populaires, les entraides, les jardins partagés urbains, une écologie pirate (un petit hommage et une offre de service en direction de Fatima Ouassak, voir son livre éponyme), les cagettes des grèves. Et aussi (voir plus loin) : « hypothèses sur une « sécurité sociale de l'alimentation » qui ne serait pas une politique redistributrice d'ajustement ou de « gestion » de la pauvreté, mais bel et bien, un outil sur lequel s'appuyer dans une perspective révolutionnaire... » (p. 22) « Nous appelons chacun·e, depuis là où il est, à se soulever, à s'organiser, à **nous**<sup>68</sup> rejoindre. » (p. 29) (C'est le claviste qui souligne.)*

---

68 « Certainement que d'autres, que nous ne connaissons pas encore, construisent aussi le Parti, ailleurs. Cet appel leur est adressé » (l'*Appel*, proposition VI, p.63).

## Utiliser les méthodes de l'adversaire

Au sein de ces comités franchisés et autonomes (en apparence), **une veille foncière** est ou sera organisée (documents d'urbanisme : PLUI, SCOT et agricole) pour définir les opportunités d'intervention. Cette dernière combine l'action directe (occupation) et l'action légale (transmission et installation agricole). Ce qui renvoie également à deux tactiques complémentaires : d'abord, la constitution de **Fonds de dotation** en vue de s'autonomiser du secteur bancaire et d'**acheter le foncier**. Cette première modalité nécessite cependant des fonds importants, au vu de la spéculation foncière. (voir plus loin : **Le capital**). Et, accessoirement, la location, voire l'occupation et autre formes intermédiaires.

On peut noter au passage qu'ici se manifeste une exigence pour le contrôle direct des terres agricoles (le « **faire-valoir direct** »), en faisant allégeance aux instances juridiques existantes (droit de propriété, acte notarié, impôt foncier, droits afférents d'interdire ou d'autoriser l'accès aux terrains, etc.). Des exigences et des représentations de propriétaires, car ce sont justement des propriétaires de capital politique qui tentent de reconvertir ce bien en capital foncier productif. La confiscation de la lutte sur l'ex-ZAD a fait de ces récupérateurs et récupératrices des possesseurs en puissance de moyens de production. Bien loin de l'emballage des Communs et de La Commune... ! Rappelons, qu'en France, en 2020, la location de terres auprès de tiers reste le mode de faire-valoir le plus répandu. Il concerne 51 % de la surface agricole utilisée et touche notamment les plus jeunes exploitant-es. Et la signature de seuls baux agricoles, bien que très protecteurs du locataire vis à vis du propriétaire, ne semble pas convenir à leur ambition.

L'autre volet sera donc constitué par des actions visant à **créer des réserves foncières**, des statuts transitoires et para-légaux entre la propriété et la « mise en valeur » et la vacance. En prenant exemple sur les pratiques existantes des « cumulards » mais évidemment en les faisant jouer pour l'émancipation, bien sûr. Créer une structure juridique qui sera le locataire et feindra une activité (quelques cultures simples, fauchage, broyage) : le coût est bien moindre que l'achat et peut être en partie couvert par la PAC, et autres subventions via le « pilier » environnemental comme les Mesures Agro-Environnementales et Climatiques. **Une forme dissidente et légère de portage du foncier** qui existe déjà sous la forme d'un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) qui soutient les collectivités locales et les communautés de communes dans leurs politiques foncières. Ceci pour permettre un rôle d'amortisseur et d'attente entre l'offre de foncier et les projets individuels et collectifs d'installation. Car c'est la force de travail qui est ici (et comme dans toutes les luttes des classes) le « nerf de la guerre », et non l'offre de foncier (pléthorique) et la demande solvable (en voie de constitution via les fonds de dotation).

Une jolie manière de résumer en accéléré une histoire séculaire. Le mode de production féodale était fondé sur la maîtrise de l'espace et des humains qui l'habitaient : c'était l'exploitation des sols qui fournissait la base matérielle à la formation du surplus approprié par la classe dominante, avec le contrôle des intendants. On en retrouve la trace dans la théorie économique des physiocrates tournés vers le passé et en concurrence avec les théories mercantilistes accompagnant le développement du capitalisme commercial et colonial. Le mode de production

capitaliste s'est fondé sur la rationalisation de l'exploitation de la force de travail, au sens thermo-dynamique : efficacité, productivité, etc. C'est la théorie dite classique, dont Marx fit la critique, et que les formulations néo-classiques (néo-libérales) peinent à renouveler. Dans la phase actuelle d'articulation avec un mode d'exploitation original se combinent la mise en valeur du capital financier, forme par défaut dû à la baisse de la productivité du travail et la faiblesse des taux de profit. Et la promotion d'autres « capitaux » : informationnel, culturel, savant, immatériel. Et les théorisations et combats politiques qui l'expriment comme intérêts spécifiques transmués en « intérêt général » : LA Commune, par exemple. « *C'est juste plein de grands mots qui veulent pas dire grand-chose, juste que ce claviste est un peu perdu !* » Oui, juste qu'il subodore qu'il fera parti des perdant-es...

L'utilisation des outils de l'adversaire ne fait évidemment pas peur à ces professionnel-les de l'insurrection. Il suffit de se rappeler les « fi-fiches » et les péripéties qui ont suivi la pacification de l'ex-ZAD : capacité agricole (un diplôme requis pour l'installation avec Dotation Jeune Agriculteur-ice et pour l'autorisation d'exploiter), acceptation des normes administratives et comptables, mise en conformité, production de marchandises et recherches des débouchés. On sera paysan et paysanne avec un petit peu de radicalité dans la « prise de terre », ensuite ce sera le triste boulot : produire et vendre pour avoir une comptabilité à l'équilibre, en encaissant au besoin les donations des écolo-philanthropes et en acceptant la main-d'œuvre, plus ou moins bénévole et au noir, pour les chantiers (à charge de revanche, bien sûr !). Il s'agit dans un premier temps de générer des revenus pour les installé-es, mais de rentrer ensuite dans une véritable logique économique, avec auto-financement et accumulation « primitive » de capital financier, foncier, matériel, et d'avancer vers l'autonomie et la « forme-Commune »...

L'économique est noyée dans le politique, mais resurgit évidemment au bout d'un certain temps. Le discours idéologique produit en guise d'emballage pour l'extérieur et les soutiens (les pratiques paysannes, « l'habiter en lutte », le Prendre soin du bocage, etc.) ne résiste pas « aux eaux glacées du calcul égoïste »...

L'expérience de l'ex-ZAD laisse cependant septique quant à cet aspect de la stratégie : il y a pas beaucoup de monde qui se presse pour aller patauger dans le bocage nantais, surtout s'il faut passer sous les fourches caudines de « Continuons ensemble », l'association qui remplace l'ACIPA, ou des néo-notables ruraux qui tiennent les lieux. Il semblerait qu'il y ait actuellement plus de départs que d'arrivées ! Déjà, en 2018 au moment des « négociations » avec la préfecture, une Commission intitulée « Bienvenue » avait été instaurée pour filtrer les éventuelles candidatures pour des nouveaux projets agricoles, sans succès...

Le résultat après ces « dizaines d'années de luttes » et d'engagements de milliers de personnes, c'est un peu plus de 200 hectares de terres humides juste propices à un peu d'élevage et d'exploitation forestière (le fameux bocage dont il faut prendre soin...) accaparés par ces néo-notables, propriétaires de la lutte. Ça fait peu si on ne compte pas l'immense capital politique et symbolique qui constitue le véritable trésor de guerre de l'ex-CMDO.

### **La ruée vers le foncier agricole**

Pour information, le prix moyen de l'hectare tourne autour de 5 à 6 000 euros... Entre 1997 et 2021, les prix des terres labourables et des

prairies naturelles libres de toute location en France métropolitaine ont presque doublé en euros courants, et ont augmenté de 42 % en euros constants (à valeur réelle). En France, le **rapport 2022** de la SAFER indique que « *le marché est animé par des personnes morales* ». Des sociétés, des structures juridiques n'ayant pas forcément dans ses membres d'actifs agricoles, achètent du foncier. Des parts de ces « entités » sont également l'objet de transactions. « *En ne considérant que les sociétés de portage du foncier [type GFA ou SCI] et les sociétés d'exploitation agricole [type GAEC ou SARL] , 9 130 ventes de parts ont été notifiées, pour un total de surfaces concernées de **802 400 ha** [la surface agricole utilisée est, en France métropolitaine, de 26,7 millions d'hectares] et une valeur de **2,97 milliards d'euros**. Comparés aux ventes réalisées sur le marché foncier agricole, ces chiffres représentent l'équivalent de 7,9 % du nombre des transactions, 1,6 fois la surface et **36,5 % de la valeur**. Ces parts sont en progression par rapport à 2021, en particulier en surface et en valeur. »*

Ces quelques éléments permettent de relativiser les initiatives prises « *du côté de ceux qui s'organisent* »... Un peu plus de 200 hectares dans l'escarcelle de l'ex-ZAD, de l'ordre du million d'euros pour le fond « La Terre en commun ». Quant à l'agence foncière alternative, Terre de Liens, sa page d'accueil signale 10 000 hectares dans son portefeuille, après vingt ans de militantisme...

Selon les données de la *Land Matrix*, une initiative internationale de suivi du foncier, les transactions de terres, au niveau mondial, sont **en grande majorité liées à de grandes entreprises internationales**. Les investisseurs sont originaires des pays du Nord, du Sud et des paradis fiscaux. Les pays du Sud disposant de secteurs agricoles compétitifs, tels que la Malaisie et le Brésil, figurent parmi les premiers pays investisseurs, aux côtés de pays à revenu élevé comme les États-Unis, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne. Ces dernières années, la Chine a également gravi les échelons et se hisse au troisième rang des pays investisseurs.

Voilà le contexte pour le rayonnement à l'international de cette stratégie : y a du boulot (et du pognon en jeu) !

## Le capital

La question des ressources est centrale dans ces stratégies pour se doter de base matérielle autonome. Les différentes propositions ne font pas l'impasse sur la question du capital financier pour l'acquisition ou la location du foncier agricole. De nombreuses expériences se sont développées dans les vingt dernières années. Le fond de dotation lancé pour l'ex-ZAD (La Terre en commun : 700 000 € en un an...), ou les différents appels à soutien via des sites de *crowd funding* (HelloAsso est le site des Soulèvements). Si ça vous dit, à vot' bon cœur ! Des structures préexistaient à cette nouvelle phase

d'inscription dans la réalité économique et politique des stratégies au niveau national : l'incontournable Terre de Liens dont l'argumentaire est largement commun avec celui des Soulèvements, le frisson de la radicalité en moins. Son site est aussi une plateforme de l'agro-écologie alternative, avec ses offres de terrains, fermes et emplois. Une agence foncière et une boîte d'intérim un peu alternative, en somme. *Business as usual...* ou presque. Avec ses dizaines de salariés, cette agence doit évidemment exiger un loyer de celles et ceux qui désirent accéder à ce moyen de production : des permanents, des frais de fonctionnement, faire de la trésorerie, c'est « normal » pour cette bureaucratie verte. Mais Terres de Liens renâcle dorénavant au rachat de l'immobilier, du fait des obligations d'entretien des bâtiments imposées aux propriétaires.

Une instance régionale s'est constituée en parallèle de la structure nationale (foncière et fond Terre de Liens) se voulant plus proche des réalités du terrain : **Passeurs de Terres**. On lit ainsi sur son site : « *ce nouvel outil régional est **une proposition intermédiaire**<sup>69</sup> entre des structures nationales éloignées des fermes qui leur appartiennent, et des collectifs très locaux qui ont parfois du mal à perdurer dans le temps.* » *Passeurs de terres* » est donc le nom que nous avons choisi. Emprunté à un paysan militant de Loire-Atlantique, il exprime notre vision de la terre (et par extension, de la ferme) comme bien commun confié aux paysans le temps de leur activité. » Le choix du bail à domaine congéable permet au propriétaire (ici, la coopérative) de se décharger sur le ou la paysan-ne de l'entretien du bâti agricole, soi-disant pour permettre une autonomie et de pouvoir « valoriser » (hé oui, on est pragmatique) à l'issue du bail les travaux réalisés. Par contre les terres agricoles sont louées.

Les controverses programmatiques sont structurelles depuis les empoignades (et les règlements de compte...) entre révolutionnaires et réformistes sociaux-démocrates, bolcheviks et mencheviks ; dans le registre écolo, on en retrouve les ingrédients. Les batailles sur les moyens (squat, occupation, location, achat) alimentent les luttes internes aux diverses tendances misant sur la ruralité et la paysannerie.

D'autres structures sont donc apparues pour concurrencer l'offre de Terre de Liens comme **Antidote**<sup>70</sup> qui date de 2016... Un hasard du calendrier sans doute, mais notons que c'est à cette époque qu'une issue se profilait sur l'ex-ZAD avec « les six points pour l'avenir de la ZAD » : ce texte fut élaboré à partir de fin 2015. On sait ce qu'il advint de cet engagement pour que « toutes et tous qui le souhaitent puissent rester »...

---

69 Pour les fonctions intermédiaires dans les luttes, voir par exemple : [https://infokiosques.net/lire.php?id\\_article=1707](https://infokiosques.net/lire.php?id_article=1707) : « *Le milieu est pavé de bonnes intentions, quelques textes qui viennent déterrer les rôles d'intermédiaires sur (feu) la zad de notre-dame-des-landes (et plus largement) - octobre 2019* »

70 <https://lafonciereantidote.org/> extraits :

« Par une collecte de dons dédiée, la Foncière Antidote se rend acquéreuse du lieu choisi par un collectif. Ce dernier est associé à la collecte, par la mise à contribution de son réseau et une campagne de mobilisation locale. En complément, la Foncière Antidote peut mobiliser son réseau de donateur-rices ou les ressources issues de Fondations partenaires. Les inégalités financières entre les collectifs sont donc atténuées par le recours à une large base de soutien. Une fois le lieu acheté, Antidote le met à la disposition d'une association usagère (nommé Association des lieux) via un bail emphytéotique (d'une durée de 30 à 99 ans).[...]

En définitive, l'adhésion d'un collectif à Antidote passe essentiellement par des liens humains. Elle ne peut être confirmée que par l'accord UNANIME de l'ensemble des membres. [...]

La Foncière Antidote n'a pas la prétention d'abolir la propriété foncière. Néanmoins, son fonctionnement permet de faire disparaître la figure du « propriétaire » en diluant sa fonction dans une organisation plurielle. »

Antidote, qui se tourne principalement vers l'immobilier, n'exclue pas le foncier de ses ambitions. Antidote est aussi signataire de l'appel des Soulèvements de 2021.

**Le CLIP**<sup>71</sup> est une autre ébauche sous la forme d'une « plateforme » de mise en relation qui sert d'effet de cliquet aux biens immobiliers et fonciers achetés pour empêcher leur retour sur le marché du foncier. Le claviste indiquera que cette initiative, s'inspirant d'un courant déjà important en Allemagne (le *Mietshäuser Syndikat*), contient des variantes importantes par rapport aux autres systèmes existants mentionnés plus haut. Se démarquant volontairement des organisations centralisées avec permanent-es salarié-es, comme Terre de Liens et Antidote, tout comme avec l'« économie sociale et solidaire » (style éco-hameau-bio-bobo-alterno) qui tentent de réenchanter des relations fondamentalement capitalistes, le CLIP a une structure plutôt fédérale, achipélagique. C'est la propriété d'usage qui est au centre. Ici, il n'y a pas d'enrobage radical dans le discours et pourtant c'est la question centrale de la démarchandisation du foncier et de l'immobilier qui est « travaillée ». C'est fondamentalement la capacité de métamorphose du capital qui est pointée : le statut de marchandises des biens foncier et la fonction d'équivalent général de l'argent. Au-delà, c'est l'attribution d'une valeur, positive ou négative, aux êtres et aux choses qui est problématisée, mais dans une pratique concrète : les rapports d'usage entre participant-es.

En assumant une démarche collective (en dépassant donc les simples bricolages réalisables à l'échelle inter-individuelle et qui se trouvent contraints justement par les rapports inter-personnels), le choix d'un sigle indique que la proposition entend se diffuser largement. La structure est une forme originale, intriquée, d'associations. Cela permet, dans cette perspective collective, d'opérer une forme d'encadrement croisé pour tenter de limiter les dérives de prise de pouvoir, bien connu dans toutes les expériences de communisation. Le statut associatif contourne les difficultés des structures juridiques avec des parts sociales détenues par des personnes physiques, ce qui est une sources de difficultés voire de conflits. Le CLIP est le collectif de veille, qui par un droit de veto, rend l'habitat définitivement hors marché. Il est constitué de membres de fait : les lieux, approuvés en AG (actuellement au nombre de 8 en France, avec des projets en cours) ; de membres actifs, personnes physiques comme usager-es des lieux et de membres sympatisant-es. Pour chaque lieu, un binôme association propriétaire, au sein de laquelle le CLIP est présent pour sa fonction d'« effet cliquet », et association usagère se coordonnent pour l'usage du lieu. Un usage gratuit est possible, a contrario de Terre de Liens. Une mutualisation de ressources est prévue pour une solidarité entre les lieux.

Le CLIP n'élude pas le fait d'être pleinement inséré dans l'économie capitaliste. Il met donc en avant le caractère « participatif » de l'habitat. Le lieu répond à une nécessité de logement ou d'espace de production (artisanale ou agricole) mais cette pure fonctionnalité doit être subvertie pour rendre possible une perspective d'autonomisation progressive par rapport à l'origine des capitaux investis et des activités productives qui s'y déroulent. C'est donc aussi la question des rapports sociaux dont le lieu est le support et l'enjeu qui est posée. On sait à quel point les collectifs, faute de mettre cette question au centre, sont souvent détruits par le retour du refoulé :

---

71 <http://clip.ouvaton.org/quest-ce-que-le-clip/>

« Le Clip est une association fédérant différents projets immobiliers collectifs d'habitation ou d'activité. Ces projets ont en commun d'essayer de se détacher de la dépendance à l'argent et au travail. La propriété d'usage fait partie des moyens d'y arriver. Concrètement, elle consiste à attribuer à un collectif de large étendue (le Clip) un droit de veto sur la revente d'un lieu qu'on peut alors considéré comme sorti du marché. Les personnes occupant le lieu restent libres d'en organiser les usages. »

l'inégalité sociale et économique et les prises de pouvoir des personnes à l'origine des projets ou de celles et ceux qui s'y insèrent pour les récupérer. D'où l'accent mis sur l'auto-financement avec appel à dons ou pour des prêts sans intérêt afin de racheter le bien et de financer les travaux initiaux de remise en état ainsi que les frais de fonctionnement de l'association usagère.

Les stratégies ne manquent donc pas de structures où exercer leurs talents d'entrisme et de confiscation. Certaines, comme le CLIP, pourraient présenter quelques résistances, peut-on espérer.

## La force de « *Travail* ! »

Le problème central dans l'immédiat reste la « mise en commun » (productive il va de soi) de ces moyens de production (le foncier sous le prétexte de « sauver des terres agricoles du marché ») **et** de la force de travail requise. Une première distinction est faite entre la main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée, ensuite entre celle qui est rémunérée (ou plutôt doit dégager elle-même les surplus nécessaires à son entretien, autonomie oblige !), force de travail temporaire ou permanente et la main-d'œuvre bénévole pour laquelle il suffit de poser un cadre d'accueil : ce sont les bénévoles et intermittent-es des luttes.

Sans développer, on mentionnera que durant la pandémie et peu après, les médias ont parlé du **Big Quit** (la Grande Démission) aux USA et dans d'autres pays, censé illustrer une rupture avec les contraintes du salariat. La DARES, service statistique du Ministère du travail, déclare plus sobrement : « *Le taux de démission est un indicateur cyclique. Il est bas durant les crises et il augmente en période de reprise, d'autant plus fortement que l'embellie conjoncturelle est rapide. Durant les phases d'expansion économique, de nouvelles opportunités d'emploi apparaissent, incitant à démissionner plus souvent.* ». Il y a un effet de rattrapage, après les confinements, qui avaient, en quelque sorte, gelé les mouvements sur le marché du travail. « [Ce mouvement de démissions] reflète le dynamisme du marché du travail, et une situation dans laquelle le pouvoir de négociation se modifie en faveur des salariés. » On se permet d'en douter, surtout pour les postes peu qualifiés et dans le contexte actuel de reprise de l'inflation.

Dans le contexte actuel, la hausse du taux de démission apparaît donc comme normale, en lien avec la reprise suite à la crise du Covid-19. Elle n'est pas associée à un nombre inhabituel de retraits du marché du travail. Mais c'est un élément récupérable dans la mise en scène de la sécession de celles et ceux qui en ont les moyens financiers, professionnels, sociaux, etc. de tenter une rupture vers la « ruralité ».

On rajoutera donc que celles et ceux qui peuvent jouer et se la jouer sur le mode de la sécession, n'ont sans doute pas les mêmes situations de classe que ceux et celles qui ont incorporé cet impératif du statut professionnel, surtout si leur parcours scolaire est écourté. Car c'est l'une des conditions pour accéder à une vie sociale reconnue (marché professionnel et matrimonial, logement) et se démarquer des groupes stigmatisés par les représentations sociales dominantes (les cassos').

Composé de force de travail séparée des moyens de production, et « réclamant » sa part du gâteau foncier, **Reclaim the Fields** a fait son entrée sur la scène, dès l'arrivée des premiers stratèges sur l'ex-ZAD, avec l'occupation du Sabot, le 7 mai 2011. Notons

que son site n'indique pas de rencontre depuis la dernière du 29 octobre au 2 novembre 2021 à... Dijon aux Tanneries *of course* ! La précédente avait eu lieu... hé oui au même endroit, un fief de nos stratèges. Comme le disait l'ironique fable « Ça y est, on a gagné ! » : « *Tout est parfait. Tout est parfaitement sous contrôle...* ».

En ce qui concerne une force de travail qualifiée, une coïncidence heureuse constitue le happening des **lauréats d'AgroParisTech**, en fin de formation, qui ont appelé leurs camarades de promotion à déserteur leurs « *jobs destructeurs* » et à ouvrir « *d'autres voies* », lors de leur cérémonie de remise de diplôme, le 30 avril 2022. « *Nous voyons plutôt que l'agro-industrie mène une guerre au vivant et à la paysannerie partout sur terre. Nous ne voyons pas les sciences et les techniques comme neutres et apolitiques. Nous pensons que l'innovation technologique et les start-up ne sauveront rien d'autre que le capitalisme. Nous ne croyons ni au développement durable, ni à la croissance verte, et pas plus à « la transition écologique », une expression qui sous-entend que la société pourra devenir soutenable sans qu'on se débarrasse de l'ordre social dominant.* ». Certaines mentionnent l'ex-ZAD, Bure ou les Soulèvements comme espace d'action militante et ces diplômé-es en rupture de ban invitent à la fin du happening à, entre autres, rejoindre les Soulèvements de la terre, pour un week-end de lutte.

Les établissements publics et privés de l'enseignement supérieur agronomique, délivrent chaque année environ 2 800 diplômes d'ingénieur-es agricoles : il a un joli bassin de recrutement.

Plusieurs collectifs tentent de structurer ces nouvelles vocations dissidentes, comme les **Désert'heureuses**, dans la phase initiale de la trajectoire professionnelle, mêlant inextricablement (encore) travail militant et travail productif : « *Nous sommes ingénieur-es, technicien·nes, chercheur·euses et nous avons décidé d'arrêter de robotiser, mécaniser, optimiser, informatiser, accélérer, déshumaniser le monde [...] On a donc décidé de se regrouper entre déserteur·euse·s plus ou moins heureux·ses, pour en parler ensemble et pour apprendre et participer aux diverses manières de lutter, cultiver l'autonomie et les alternatives.* » Des rencontres et des rendez-vous sont mentionnés sur le site, dont certains épisodes des saisons des Soulèvements : <https://desertheureuses.noblogs.org/>

Mentionnons aussi « **Vous n'êtes pas seuls** » : <https://vous-netes-pas-seuls.org/> une orga plus structurée et plus ambitieuse. On n'a pas affaire à des débuts de trajectoire professionnelle mais à une véritable reconversion aux allures d'engagement. « *La désertion comme acte politique. Face à la fracture entre nos valeurs et notre travail, compte tenu de ce qui était en jeu et de la force de nos convictions, nous avons décidé de démissionner publiquement afin de lancer l'alerte sur les nuisances de nos secteurs respectifs.* »

Un autre exemple du côté du Plateau des Millevaches<sup>72</sup>, un mix d'agriculture et de culture (artistique) « *ce lieu pourrait être un point de convergence pour les désertions universitaires, entre autres lieux, entre autres désertions.* » « *[...] nous pourrions faire une école forestière, un labo de mathématiques, une fabrique de films pour filmer le bois et les mathématiques et les chevaux du pré d'à côté, une école de féminisme, un atelier d'architecture, des recherches sur le soin, mais peut-être que ces études se mélangeront jusqu'à ne plus voir très bien où s'arrête l'arbre, la potion, le féminin, l'équation, l'image.* » On en rêve, pas vrai ! Ce projet, dans un ancien centre de vacances, est soutenu par la fondation Carasso, également impliquée dans le financement d'Atelier Paysan (voir plus bas). Le projet est réalisé en partenariat avec **Le Réseau pour les Alternatives**

---

72 Voir : <https://fr.ulule.com/centre-millevaches/>

**Forestières**, dont sont membres des dizaines de groupes et collectifs dont le Collectif Abrakadaboïs de l'ex-ZAD, l'Association des Ami-es de la Forêt de Rohanne, une communauté Longo Maï (Treynas), la coopérative Ambiance Bois de Faux la Montagne (où se trouve l'ancien centre de vacances), entre autres...

Dans le cadre des critères actuels d'attribution des terres, le Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles (SDREA), approuvé tous les cinq ans, devrait favoriser les installations de « jeunes » avec demande de la Dotation Jeune Agriculteur (DJA). On voit que l'embauche dans le mouvement est conditionné à un certain nombre de critères dont l'âge mais aussi une capacité professionnelle agricole.

L'espace de chalandise des Soulèvements est encore plus large si on prend la formation initiale : « *En septembre 2021, près de 216 500 jeunes (élèves, étudiants et apprentis) ont pris le chemin de l'enseignement agricole.* » selon le rapport sur l'enseignement agricole du ministère du même nom de 2022. Mais les différents niveaux de la formation initiale sont largement imbibés par les visions du monde de l'agro-industrie. D'où l'intérêt de recentrer cette **veille « force de travail » sur le secteur de l'enseignement adulte**, à la manière des cabinets de recrutement qui font les chasseurs de tête. On a de bonne chance de tomber sur des agent-es ayant déjà une expérience du travail salarié mais qui, pour diverses raisons, envisagent une réorientation professionnelle. C'est donc vers les espaces de formation pour adultes (222 CFPPA, Centres de formation Professionnel Agricole, en France métropolitaine) que les stratégies doivent se tourner pour cibler de la main-d'œuvre et les convier, via les comités locaux et les rencontres et actions, pour des *job dating* de recrutement.

Ces formations peuvent être financées via le Compte Personnel de Formation ou d'autres dispositifs départementaux et débouche sur un diplôme permettant l'installation agricole (BPREA). En 2021, on comptait plus de 93 000 stagiaires dans les diverses filières de la formation professionnelle continue dans le domaine agricole. Mais les bilans après l'obtention du diplôme en matière d'activité professionnelle ne sont pas très encourageants : un faible pourcentage des diplômé-es sont en emploi dans le secteur trois ans après leur sortie du centre. De fait, il existe dans la nature (!) beaucoup de titulaires d'un BPREA mais qui, faute de connaissances du milieu rural (capital culturel), de fonds et de garantie auprès des banques (capital économique), d'appuis familiaux ou d'interconnaissance (capital social d'autochtonie), n'ont pas pu concrétiser leur rêve de petite ferme collective, bio et un peu rebelle. De quoi proposer des reconversions, en apportant un peu de capital politique via les Soulèvements, dans des secteurs susceptibles de connaître un essor « incroyable » et sur des « itinéraires techniques » innovants : la paysannerie insurrectionnelle et communale !

## Et les basses besognes ?

Bon, c'est pas tout ça d'avoir des cadres et compétent-es pour mettre en valeur ce foncier d'une manière productive. Il faut également beaucoup de main-d'œuvre, car les méthodes culturelles mises en avant sont *labor intensive*, comme disent les gestionnaires. La bio, la traction animale<sup>73</sup>, le circuit de commercialisation local et convivial, c'est très

---

<sup>73</sup> On renvoie ici à un livre récent d'un autre instruit utile des Soulèvements : *La ronde des bêtes*, François Jarrige, La Découverte, 2023. La force animale a constitué historiquement un stade indispensable à

exigeant en travail. Va falloir aussi penser à des cabinets de recrutement faisant dans les chasseurs... de bras !

On donne ci-dessous des extraits d'un article paru dans *Le Chiffon, le journal de Paris et de sa banlieue* : <https://www.lechiffon.fr/reprise-de-terres-par-les-migrants-la-releve-paysanne-est-la/>

### Reprise de terres par les migrants : la relève paysanne est là ? (extraits)



Lors d'un voyage-enquête d'A4 à la ZAD de Notre-dame-des-Landes en novembre 2022. Sembala aux côtés d'habitants

La Courneuve, premiers jours d'automne ensoleillés. Une quinzaine de personnes sont réunies dans une grande coloc' située dans l'ancienne plaine maraîchère des Vertus.

Le but affiché ? « *Se réunir pendant plusieurs jours entre fermiers, universitaires ou anciens étudiants, milieux associatifs et personnes en situation d'exil* » énumère Nathalia, ancienne étudiante à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), « *pour faciliter l'installation des exilés – bien souvent sans-papiers – qui voudraient vivre dans des*

---

l'essor du « thermo-capitalisme fossile et industriel » entre la force humaine et le charbon. Et ce pour de simples raisons comptables (investissement, concurrence, taille des marchés), en regard de la richesse des organisations techniques du travail dont le livre rend compte avec une érudition aussi précise qu'ennuyeuse. C'est sûr, A – M – A', c'est moins luxuriant. L'interrogation qui figure à la fin de l'ouvrage suggère que ces bêtes pourraient revenir dans la ronde pour animer le déclin du capitalisme. Une transition verte et durable sous les auspices et l'arbitrage de la loi de la valeur, rajoute le claviste. Pour détourner le titre d'une autrice, citée positivement dans l'ouvrage (Jocelyne Porcher, signataire de l'appel aux Soulèvements de 2021) : **Cause animale, cause du Capital !** Cause en tant que causalité et non en tant qu'engagement.

*campagnes de France et d'Île-de-France pour mener des activités pro dans les secteurs agricoles et artisanaux* ». Une première dans la région<sup>74</sup>.

Ces journées sont co-organisées par une constellation de groupes : en première ligne, l'Association Accueil Agriculture Artisanat (A4)<sup>75</sup>, fondée en 2021, qui accompagne des personnes avec un parcours de migration voulant développer une activité agricole ou artisanale ; les collectifs FRICHE<sup>76</sup> et les Communaux<sup>77</sup>, dont l'objectif est de favoriser des pratiques d'habitation et des formes de coopérations alternatives aux institutions étatiques et marchandes ; enfin, les « Chantiers pluri-versités » de reprises des savoirs, lancés à l'été 2022, dont le but est la transmission de pratiques et de savoirs paysans dans un esprit d'autogestion.

[*Note du claviste : A4 est en relation avec F3E (Évaluer, Échanger, Éclairer)*<sup>78</sup> pour un projet d'écriture : « Entre mai et novembre 2023, le F3E anime une communauté d'acteur.ice.s de différents pays et continents. Aux côtés de personnes qui militent pour le droit à l'accès à l'eau au Chili, pour le leadership des femmes agricultrices en Inde, pour les

---

74 Plus d'information sur ces journées sur le site : [www.reprisesdesavoirs.org](http://www.reprisesdesavoirs.org)  
<https://www.reprisesdesavoirs.org/chantiers-pluri%c2%b7versites/> **A voir pour croiser quelques lieux : l'ex-ZAD bien sûr, mais aussi Tarnac, Dijon et les Tanneries...**

75 « Dans A4 nous croyons à l'importance de faire ensemble, et si nous voulons construire un réseau de lieux accueillants, il nous faut rencontrer le monde paysan et artisanal pour réfléchir ensemble à ce qui est possible, et pour résoudre ensemble les difficultés qui se poseront des deux côtés.

C'est pourquoi, l'idée des voyages-enquêtes était présente dès le départ. De la même façon que nous avons constitué l'association à partir d'enquêtes auprès des personnes qui, comme nous, avaient quitté leur pays et se retrouvaient en France à faire des boulots qui ne leur plaisaient pas ; nous avons vu la nécessité d'aller voir aussi du côté de la campagne, pour mieux connaître la réalité des paysan.ne.s et artisan.e.s en France et co-construire le projet ensemble.

Le premier voyage-enquête, en février 2022 dans le Limousin, était un test. Pour certains d'entre nous, c'était la première fois que nous allions à la campagne en France. L'accueil que nous avons reçu nous a motivé.e.s à nous investir davantage dans l'association et à la constituer officiellement, avec la première Assemblée Générale qui s'est tenue en mars 2022. [*ndc : on est dans le timing de la mise en place des Soulèvements.*]

Les territoires que nous visitons ne sont pas choisis au hasard: un.e de nous connaît quelqu'un.e, on nous invite, on demande autour de nous, on reçoit d'autres invitations... et c'est ainsi qu'un voyage-enquête, puis un autre, est organisé. Nous sommes conscient.e.s que nous ne pourrions pas recevoir cet accueil partout, mais nous souhaitons construire et développer ce réseau de lieux accueillants avec ceux qui le souhaitent. L'enthousiasme que nous percevons lors de notre passage, ainsi que les nombreux projets d'accueil que nous connaissons nous démontrent l'importance de continuer ces rencontres et de garder le lien pour nous entraider les un.e.s les autres. »

<https://a4asso.org/>

76 <https://collectiflafriche.com/lequipe/> Plein de professionnel-les de la com !

77 <https://communaux.cc/a-propos-des-communaux/> Plein de ressources pour les apprentis stratèges !

78 « Notre ADN : Né en 1994, le F3E est **un réseau apprenant** d'acteurs et d'actrices de la solidarité et de la coopération internationale. **Multi-acteurs**, il rassemble plus de 85 organisations françaises membres : ONG, collectivités territoriales, réseaux, fondations, syndicats, etc. Notre mission : Le F3E a pour but **d'impulser une amélioration des pratiques** des acteurs et actrices et de renforcer leurs compétences, au service d'une action ayant un impact porteur de changement social. Le F3E contribue à **l'agilité des organisations** dans un environnement complexe et mouvant. Notre cœur de métier : En plus d'être un réseau référent en matière **d'évaluation des pratiques**, le F3E propose des **méthodologies innovantes** complémentaires, vectrices de changement et de réduction des inégalités. Notre ambition : Fort de notre expertise, notre **ambition est de développer, collectivement, des pratiques d'évaluation et de questionnement de l'action** visant la transformation sociale en France et à l'international. » [*ndc : Appréciez le jargon !*]

<https://f3e.asso.fr/decouvrir-le-f3e/en-quelques-mots/>

*droits des peuples indigènes ou afrodescendants en Colombie, ou encore pour l'écoféminisme et l'agriculture locale en Espagne, A4 écrit aussi sur son expérience et ses actions mêlant "écologie" et "pouvoir d'agir". »]*

Pour Tarik, ancien étudiant de Paris 8 et membre fondateur d'A4, l'enjeu de l'installation d'exilés dans les campagnes françaises dans les prochaines années est immense. D'une voix calme, les lunettes lui glissant sur le bout du nez, il explique : « En 2030, la moitié des agriculteurs de la région aujourd'hui en activité seront partis à la retraite, il y a un besoin urgent d'organiser la relève. Et puis, nous sommes entrés dans une crise climatique qui nécessite de repenser la place de l'agriculture industrielle au profit d'une agriculture paysanne qui nécessite plus d'humains. Enfin, nous connaissons une montée de l'extrême droite qui rend urgent de briser l'entre-soi ».

Parti de son village à 14 ans pour rejoindre l'Italie après une traversée de la Méditerranée depuis l'Algérie, son parcours est singulier. Arrivé en France en 2014, Sembala va connaître six années de galère, à la rue. En septembre 2020, il participe à la Marche des Sans Papiers qui relie Marseille à Paris. Des militants rencontrés dans le cortège lui parlent de la Zone à défendre (ZAD) de Saclay. « Depuis 2021, dit-il avec le sourire, j'ai construit ma cabane là-bas grâce à des copains de Bourgogne chez qui j'ai habité avant ». C'est à ce moment qu'il rencontre des membres d'A4 et participe aux premiers voyages-enquêtes. En août 2022 il décide de partir trois semaines, via A4, à **Tarnac** (19) dans le Limousin, pour participer à des tâches de cuisine, de maraîchage et de boulangerie. « C'était vraiment trop bien. Maintenant j'ai envie de travailler la terre – je connais mal – comprendre comment ça marche et voir si je veux me lancer là-dedans ou alors dans la boulangerie ».



Sembala aux côtés d'habitants de **la ZAD de Notre-dame-des-Landes**.

Habib quant à lui décide de quitter le Soudan en 2012, à cause d'activités politiques lorsqu'il étudiait à l'université (« ma vie commençait à être en jeu »). Arrivé en France après des mois d'un pénible périple, il cherche à rejoindre Calais pour l'Angleterre. Impossible de franchir la Manche pendant neuf mois de tentatives infructueuses ; c'est là qu'il rencontre des militants de No Border, qui lui conseillent de rejoindre **la ZAD de Notre-Dame-des-Landes** (44), qu'il va aller découvrir. Sa demande d'asile rejetée, il décide de rester sur place. « J'ai commencé à connaître des agriculteurs, des gens en campagne : ils me demandaient des coups de main pour de la soudure », activité très recherchée à laquelle il est formé. De 2016 à 2020, il va œuvrer dans la fabrication de fours à pain. Sa rencontre avec des membres d'A4 à l'été 2021 vient répondre à une aspiration décisive pour lui.

Ferme de Combreux. Seine-et-Marne. Myriam Suchet, habitante de la ferme et maître de conférences à la Sorbonne nouvelle, fait découvrir aux participants du chantier ce lieu de vie au sud de Tournan-en-Brie (77).

L'après-midi s'enchaîne par la découverte de la ferme des Monts Gardés sur la commune de Claye-Souilly (77). Ceinturé par les routes, le chemin de fer et des lignes à haute tension, cet ancien site de 35 hectares se retrouve au milieu des années 2000 particulièrement pollué et infertile. En 2006, un projet expérimental d'agroforesterie, d'élevage et de maraîchage est lancé par la paysagiste Agnès Sourrisseau. « C'était une mission de dépollution sur des terres presque complètement mortes » annonce-t-elle en nous accueillant sous un chapiteau de fortune dont la toile claque sous le coup des bourrasques.

Aujourd'hui, seule une petite partie des 35 hectares, divisés en 200 parcelles, est cultivée. « Il faudrait trouver des forces vives pour cultiver ces terres. C'est pour ça que la venue des participants à ce chantier pluri-versitaire tombe très bien », annonce Agnès Sourrisseau, qui concède que les conditions sur place sont assez rudes – mais stimulantes, pour qui veut apprendre différemment.

D'ailleurs, côté apprentissage, Agnès Sourrisseau participe depuis septembre 2022 à l'ouverture du premier lycée agricole entièrement dédié à l'agroécologie, qui délivre un Certificat d'aptitude professionnelle (CAP) et un Bac pro. Les cours sont à Sevrans (93), la pratique est basée dans une vaste ferme de 2 000 hectares, dans le parc régional du Gâtinais (91). « Ceux qui sont inscrits pour les 3 ans du Bac pro peuvent alors obtenir des papiers » ajoute-t-elle.

Un enjeu important pour A4. Selon Alitzel, membre grenobloise de l'association : « On réfléchit à ce que l'asso' puisse avoir un statut juridique qui lui permette d'organiser l'installation durable d'exilés pour des boulots agricoles ou artisanaux, manière aussi de les régulariser administrativement ». Une possibilité est ouverte via les Organismes d'accueil communautaires et d'activités solidaires (OACAS<sup>79</sup>). Un statut juridique

79 « Un OACAS vise à favoriser l'insertion sociale et professionnelle des membres d'une collectivité en articulant trois dimensions : une vie communautaire avec la participation aux tâches de la collectivité, une activité professionnalisante relevant de l'économie sociale et solidaire. Se rajoute, la dimension citoyenne qui consiste à assurer le suivi de démarches et activités relatives à l'intégration et à l'insertion dans la société française.

exceptionnel lancé par les communautés de « travailleurs solidaires » d'Emmaüs en France (plus de 120) qui accueillent près de 5 000 personnes, dont la moitié de sans-papiers. Reconnu en 2008, ce modèle est devenu depuis un agrément pour une vingtaine d'associations.

[Note du claviste : Les « avantages » du statut OACAS. Extraits de cet article :

### **Travail et exclusion : comment Emmaüs réinvente le revenu minimum ?**

<https://www.metiseurope.eu/2014/02/01/travail-et-exclusion-comment-emmaus-reinvente-le-revenu-minimum/>

Cet article prend exemple sur le cas des stratégies salariales au cœur du système des Communautés du mouvement Emmaüs.

Des « bénéficiaires-travailleurs », les Compagnons d'Emmaüs, assurent par une activité de valorisation des déchets et objets de seconde-main, les ressources nécessaires à la structure qui les accueille. Hormis les Compagnons, l'effectif comprend des salariés et des bénévoles. Cette répartition appelée le trépied conduit à des relations salariales particulières.

Au sein des Communautés, les Compagnons touchent ce que l'association appelle un pécule<sup>80</sup> mensuel d'un montant qui s'élève aux environs de **200€ mensuel**. Les compagnons ont un statut particulier de travailleurs solidaires.

Avec un tel niveau de rémunération, non seulement Emmaüs réinvente le salaire minimum, mais cela représente un réel avantage compétitif.

Emmaüs France est divisé en trois branches : action sociale et logement, économie solidaire et insertion communautaire. Au sein de la dernière branche, il existe 116 communautés qui emploient 4 257 compagnons contre 1 127 salariés et 3 840 bénévoles. Sur un effectif

---

Le statut d'OACAS permet l'accueil de toute personne, quelle que soit sa situation administrative, tant qu'elle adhère au projet de vie communautaire. Les personnes accueillies ont ainsi la garantie d'avoir un hébergement décent, de bénéficier d'un soutien personnel et d'un accompagnement social adapté et dans la durée, assurant des conditions de vies dignes et de réelles perspectives d'avenir. C'est une démarche dans laquelle les personnes sont actives et participent à la démarche via la vie collective.

La circulaire Valls de 2012 sur l'admission exceptionnelle au séjour a, pour la première fois, consacré quelques lignes aux personnes accueillies dans un OACAS. Elle prévoit qu'une personne ayant une promesse d'embauche, présente depuis au moins 5 ans en France et depuis 1 an au sein d'un OACAS, puisse obtenir une carte de séjour temporaire mention « salarié » ou « travailleur temporaire ».

La loi « asile immigration » du 10 septembre 2018 constitue une réelle avancée pour les compagnes et compagnons. Le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (Ceseda) fait, pour la première fois, référence aux personnes accueillies dans des structures agréées OACAS et prévoit qu'une carte « vie privée et familiale » (VPF), « salarié » ou « travailleur temporaire » puisse être délivrée aux personnes en mesure de justifier de 3 années d'activité ininterrompue au sein d'un OACAS, du « caractère réel et sérieux » de cette activité et de « perspectives d'intégration ». » [extrait d'un site promotionnel de ce nouvel esclavage salarié]

80 Note du claviste: le pécule désigne aussi la rémunération dérisoire du travail effectué par les prisonnièr-es ou la somme d'argent économisée par l'esclave pour racheter sa liberté...

total de 17 525 travailleurs (toute branche confondue et compagnons, salariés, bénévoles confondus), les compagnons représentent 24% des effectifs totaux. Avec 121 millions d'€, la branche communautaire est la plus rentable. C'est aussi celle qui rémunère la majorité de ses travailleurs, les compagnons, avec **un salaire en dessous du salaire minimum : le pécule**. Les travailleurs solidaires perçoivent un salaire dérisoire en échange d'avantages solidaires. Dans ce cas, un salarié ordinaire peut difficilement se plaindre de sa rémunération quand la principale force de travail, les compagnons, touchent une compensation aussi faible. Or, lors d'entretiens avec des employés salariés, ces derniers expliquaient qu'à la fin du mois, après avoir payé loyer, charges fixes, alimentation, impôts, etc. il ne disposait pas de 212€ « d'argent de poche » sur leur compte, alors que les compagnons sont « nourris, logés, blanchis ».

En France les salaires des coordinateurs de la communauté visitée oscillent entre 2393,90€ +13e mois pour le directeur, 2.218,57 €+13e mois pour le directeur adjoint, 2295€ brut + 13ème mois pour le responsable de la structure d'insertion.

Au-delà du niveau de rémunération des salariés, la question se corse dans le cas des autres travailleurs rémunérés : les Compagnons. Ceux-ci ont un profil différent : un compagnon est d'abord une personne en risque d'exclusion qui n'a pas fait le choix de travailler dans une communauté Emmaüs : pour faire simple, **son choix est limité entre travailler et vivre dans une communauté ou vivre dans la rue**. Le Compagnon est à la fois le bénéficiaire et la principale de force de travail des Communautés. [...] On a inculqué aux compagnons le principe que **le travail leur rendrait la dignité**.

En France, un compagnon touche une indemnité appelée « pécule » de 49€ hebdomadaire (soit **212,33€ /mois**). Les règles de travail sont proches du code du travail : **36h hebdomadaire**, 2 ½ jours de repos par semaine. Au pécule s'ajoute 6€ d'allocation d'hygiène (dans la communauté visitée). Les compagnons touchent une prime sur les résultats des ventes exceptionnelles. Ce faible revenu est compensé par l'allocation vacances. Celle-ci est de 40€ par jour de vacances (soit 15jours de vacances au bout de 6 mois, 2 jours ½ par mois). Pour chacun des compagnons (y compris les sans-papiers), la communauté du Plessis Trévisse verse les cotisations sociales sur la base forfaitaire de 40% du taux horaires du SMIC.

Les communautés fournissent aux compagnons la nourriture, les vêtements de base, articles de toilette, frais médicaux et l'hébergement en échange d'un engagement à travailler 40 heures par semaine **au mieux de la capacité d'un Compagnon**.

Tant que les compagnons sont perçus comme des bénéficiaires, la relation salariale est plutôt passive et ressemble à **une forme de revenu de subsistance**.

*Voilà la réalité sociale de la « subsistance » tant vantée par Kristin Ross en régime capitaliste : la survie. Fin de la note du claviste]*

Pour Tarik : « Les fermes en lien avec A4 sont pour l'instant peu nombreuses en Île-de-France, ce qui fait que celles de Combreux et des Monts Gardés sont précieuses. Tout le boulot de mise en relation reste à faire ». Un travail déjà entamé en France par le Service jésuite des Réfugiés (JRS France), l'association Tero Loko [*Ndc : partenaire d'Emmaüs et du Réseau Cocagne, notamment et plein d'autres « bonnes volontés »...*], le réseau CIVAM mais aussi par le programme « WOOFFing Solidaire », créé en 2019.

Pour William Loveluck, chargé de recherche et d'analyse pour Terre de liens : « Ceux qui ne sont pas socialisés dans ce milieu n'ont pas accès à l'information en cas de transaction de surfaces agricoles. Dans le cas de transfert de propriété, la candidature d'A4 auprès de la Safer, en présentant des profils bien souvent sans diplôme agricole, ne pèserait pas lourd ». D'où **l'intérêt selon lui que l'Association A4 monte une coopérative de travail agricole, et que Terre de liens mette à disposition des terres dont elle serait propriétaire.**

Le sweat à capuche hissé sur les oreilles, Nicco explique : « Nous sommes dans un contexte de multiples crises : migratoires, scolaires, du travail, du logement, de la paysannerie. Trop souvent, ces crises sont pensées séparées les unes des autres. Il y a la lutte des sans-papiers, la lutte écolo avec les marches pour le climat, la lutte syndicaliste pour le travail, etc. **Notre ambition, c'est de dépasser cette séparation à partir d'une pratique de la subsistance** » c'est-à-dire de prendre en charge à l'échelle de petites communautés la satisfaction des besoins de la vie quotidienne (se loger, manger, se vêtir, se cultiver, etc.). » [*NDC : y manque la composition, pa' !*]

Fin de l'article du *Chiffon*.

Le claviste suggère que cette main-d'œuvre exploitable, parce que systématiquement précarisée, pourrait ne pas être telle que certain-es la rêvent (docile car dépendante)... Notamment du fait de leurs compétences diverses qui n'en font pas que de simples exécutant-es pour les basses œuvres. Plus substantiellement et dans la perspective de ce texte qui vise à généraliser la lutte de classes à l'ensemble des champs sociaux de production, il se peut que des formes de contestation inattendues surgissent au sein du champ économique entre ces prolétaires et leurs encadrant-es diplômé-es. Formes de lutte des classes qui répondraient à celle entre les prolétaires des luttes politiques et les stratèges des Soulèvements, que ce texte entend promouvoir.

La dernière loi adoptée « Immigration, intégration, asile », en attendant les dernières décisions du Conseil Constitutionnel le 25 janvier 2024 suite à des saisines, va encore accentuer la pression sur cette main-d'œuvre exploitable<sup>81</sup>. Le GISTI, dans un

81 Mise à jour, février 2024 : « *Un parcours toujours plus restrictif et expéditif pour les demandeurs d'asile, privés de leurs droits au moindre accident et, pour nombre d'entre eux, assignés à résidence ou placés en rétention avant même d'avoir pu déposer leur dossier. Qui se souvient que le gouvernement prétendait « intégrer par le travail » en donnant un titre de séjour d'un an aux sans-papiers travaillant dans les métiers en tension ? Inutile de souligner qu'il ne reste rien de ce dispositif : là encore c'est l'arbitraire des préfets qui fera loi.* »

<http://www.gisti.org/article7167>

communiqué, indiquait : « *Quels seront finalement les effets de ce texte ? Il n'inversera pas le mouvement inéluctable des migrations : des couples franco-étrangers se marieront, des étranger-es feront venir leur famille au prix de difficultés toujours plus considérables, des persécuté-es viendront chercher asile au péril de leur vie, des OQTF illégales ou inexécutables resteront distribuées en masse, **des sans-papiers continueront d'être exploités dans les cuisines des restaurants ou sur les chantiers**, des étudiant-es viendront dans les universités, des mineur-es isolé-es seront à la recherche d'une protection et d'un meilleur avenir, etc. Ce qui changera, en revanche, c'est le degré d'humiliation, de répression et de souffrances, encore plus fort, que ces personnes devront acquitter pour vivre sur le sol français.*

« **On veut ceux qui bossent, on veut pas ceux qui rapinent** » disait le ministre de l'Intérieur, pour justifier toutes les dispositions de son projet portant les coups les plus durs à l'immigration familiale et étudiante. Il apportait ainsi la preuve que le seul appel d'air est celui du racisme, celui que l'exécutif a délibérément choisi d'alimenter tout au long de cette désastreuse séquence. »

Mais les Soulèvements prennent part à la lutte contre cette loi : « *Les Soulèvements de la Terre, en parallèle du forum international composé de délégations du monde entier qui introduira le week-end dans les Deux-Sèvres [du 25 mars 2023 contre les méga-bassines], tiennent à exprimer une solidarité claire et forte à la Marche des Solidarités et l'UCIJ [Uni.es contre l'immigration jetable], en rappelant les liens qui nous obligent à penser nos luttes de manière collective.*

*Dans une visée internationaliste, nous luttons contre l'exploitation capitaliste du monde et de ses habitants. Les méga-bassines ne sont que la dernière infrastructure d'un système colonial historique d'annihilation des habitats et des populations terrestres. »*

Toutes les méthodes de recrutement sont les bienvenues.

### Un p'tit conseil aux stratèges

*(si on l'ose...)*

S'appropriier du capital constant (argent, crédit bancaire, foncier, moyen de production : voir plus bas pour ce dernier point) et du capital variable (la force de travail, comme ci-dessus) pour les réunir de manière productive et rentable constitue le b.a. ba de tout business man ou woman. C'est de l'économie politique bas de gamme. Mais au risque de faire une généralisation abusive, encore une, le claviste rappellera qu'il existe d'autres « espèces » de capital que le **capital économique** (patrimoines et revenus). Et qui s'engagent dans d'autres champs et rapports sociaux.

Par exemple le **capital culturel** qu'il s'agisse du capital à l'état incorporé (culture, langage, connaissance des codes sociaux, etc.) ou du capital à l'état institutionnalisé (diplômes et titres). Cet aspect a été abordé rapidement ci-dessus en rappelant la division capitaliste du travail en cours dans ces entreprises, entre travail qualifié et non-

---

L'intégration par le travail... clandestin, justement : une mise en danger permanente pour peser à la baisse, voire jusqu'à rien du tout, le coût de la force de travail clandestine.

qualifié.

Mais aussi le **capital social**, ensemble des relations et réseaux que l'individu peut actionner.

Enfin, le **capital symbolique**, expression de l'autorité et de la légitimité qu'induisent les autres formes de capital pour les relations entre agents sociaux dans un champ donné.

On voit ici l'importance des alliés locaux (membres de la Conf', militantes associatives, voisin-es, etc.). Car vouloir s'implanter dans des espaces ruraux ne va pas de soi, ceux notamment qui sont plutôt caractérisés par un exode marqué (pour ceux et surtout celles qui le peuvent) et un appauvrissement, lié à la désindustrialisation et au manque de travail. Il en est partiellement autrement dans d'autres campagnes où un afflux de migrant-es de l'intérieur est déjà ancien, des néo-ruraux souvent bien dotés en différentes espèces de capital. Ce qui n'empêche pas d'ailleurs des antagonismes entre les autochtones et les allochtones, classement spatial recouvrant en partie des oppositions sociales.

On renvoie ici à deux ouvrages de sociologie rurale : *Les gars du coin*, de Nicolas Renahy, Éditions de la Découverte, 2010 et *Ceux qui restent*, de Benoît Coquard, même éditeur, 2019.

Ces sociologues réemploient le concept de **capital d'autochtonie**, à rapprocher d'un capital social, pour rendre compte des dynamiques sociales à l'œuvre. Forme de reconnaissance positive, cette ressource est produite et appropriée de manière collective. Elle est vitale, au sens social propre, pour s'insérer dans les réseaux de sociabilité, lié au travail, à la conjugalité, au sport. Mais aussi à la domination locale (notabilité, clientélisme) quand il s'agit non pas des classes populaires, comme dans les deux ouvrages cités, mais des encadrant-es et dominant-es de l'espace considéré.

En tout cas, chère-s stratèges, si vous voulez mener à bonne fin, économique, votre projet, sachez capter les « bonnes personnes » dépositaires de ces ressources. Mais l'expérience de l'ex-ZAD vous sera encore là bien utile. Et ces personnes pourraient aussi, en retour, modifier le cours de cette stratégie, peut-être en la dépouillant des emballages radicaux et rebelles pour les rendre plus conformes à leurs propres attentes et aux potentialités *réellement existantes*...

On vous propose donc comme projet « maximaliste » un enracinement dans les campagnes paupérisées où vous serez confronté-es à la réalité sociale. Du côté des régions du Nord-Est, de l'Est et du Sud-Ouest, ces vastes espaces de plein champ de cultures de céréales, d'oléagineux, de protéagineux et de betteraves... Et avec comme lot de consolation en cas de défaites, la possibilité de vous rabattre sur des « zones refuges » dans des campagnes plus familiarisées avec l'arrivée de touristes militant-es et de néo-venu-es, et avec du joli bocage à défendre, bien sûr, en oubliant que ce maillage bocager est la marque du morcellement des communaux par la propriété privée... En espérant que certain-es de vos soutiens vous mettent aussi en garde sur les allures un peu néo-coloniales que peuvent avoir ces invasions de gens d'ailleurs. Par

exemple, prenez conseils auprès d'une spécialiste en colonialité et soutien des Soulèvements, Françoise Vergès !

Cela marquerait une rentrée dans le monde réel pour ces idéologues *haut-perché-es*, et peut-être les étapes suivantes qui **doivent** prendre en compte la fameuse totalité du monde social. Non, les questions révolutionnaires ne se résument pas, dans le monde capitaliste contemporain, à des histoires d'autonomie alimentaire et organisationnelle à conquérir par l'accaparement d'un bout de foncier. Prenons les stratèges au piège de leur ambition de pouvoir : on fait quoi des immenses infrastructures urbaines, industrielles, routières ? On les désarme, puis on les démantèle ? De l'inextricable complexité de la production mondialisée qui soutient la vie quotidienne de ces masses innombrables, comme la corde soutient les pendu-es ? Des institutions d'encadrement et de répression de tous ordres. Et des manières de voir, d'être, de faire et d'espérer de ce grouillement humain sur lequel vous entendez régner ?

## Les moyens de production

Outre le foncier, la main-d'œuvre qualifiée et les exécutant-es au rabais, il faut également réunir productivement des moyens techniques. Justement, l'**Atelier paysan** (signataire de l'Appel de 2021, bien sûr...) développe et diffuse intensément une réflexion, des actions pédagogiques et des expérimentations. Son ouvrage, récemment réédité, *Reprendre la terre aux machines*, est un bon résumé de l'emballage. Les rapports sociaux disparaissent derrière l'obnubilation sur la technologie et le *high tech*, dans la lignée des critiques de la technoscience et du capitalisme qualifié d'industriel (pourrait-il y en avoir un autre...?). Mais il semblerait que ce ne soit pas les « machines » qui accaparent les terres agricoles. *Reprendre la terre aux cumulard-es*, ça serait plus honnête mais un peu trop offensif, un peu trop *Paysans-Travailleurs*, au vu de beaucoup des candidat-es à la reconversion professionnelle dans les campagnes. Et cette radicalité, c'est le créneau politique des Soulèvements : chacun son rôle et la division du travail politique sera bien gardée !

Depuis 2009, l'engagement d'Atelier paysan se fait sur trois fronts : « Recenser et développer des alternatives en agroéquipement » (création et diffusion de modèles et de plans, formation technique) ; « Mener la 'bataille culturelle' par une approche d'éducation populaire » (échanges et mobilisations collectives) ; « Exercer un rapport de force pour sortir de l'impuissance » (réflexion sur les savoirs et savoir-faire ainsi que sur la *souveraineté technologique*). L'Atelier Paysan est partenaire d'une synergie<sup>82</sup> où l'on retrouve des réseaux bios, le réseau Civam, le réseau national des espaces-test agricole, Solidarité paysans, les CUMA, Terre de Liens, le réseau des Amap en Ile-de-France, Gaec et société, Cap Rural, l'Atelier des jours à venir, etc. ; avec des soutiens institutionnels dans le cas de certains partenariats : le ministère français de l'agriculture, le Réseau Rural national, le fond européen FEADER. Et les financeurs sont aussi au rendez-vous<sup>83</sup>. Dont la Fondation RTE (oui, oui, c'est le Réseau de Transport de l'Électricité...), la

82 Voir : <https://www.latelierpaysan.org/Nos-partenaires>

83 Voir : <https://www.latelierpaysan.org/Erreur-168>

fondation Hermès (oui, oui, c'est la transnationale du luxe : la fortune de la famille Hermès est estimée en 2023 à 137,8 milliards d'euros par le magazine *Challenges...*) et d'autres impliquées dans la transition écologique (et un peu social). Voilà des professionnel-les de causes qui sont réalistes, efficaces.

D'autres initiatives sont déjà aussi à l'œuvre, que l'on a croisé plus haut dans ce texte. Par exemple le réseau **Reprises de savoirs**. Dans leur « appel » (est-ce un hommage ?) on peut lire : « *Venus d'horizons divers, nous sommes des étudiant.e.s, chercheuses et chercheurs, enseignant.e.s refusant l'hégémonie de savoirs excluants et souvent destructeurs, des déserteurs de l'Éducation Nationale et de la Recherche, des militant.e.s de l'éducation populaire, des activistes engagé.e.s dans des lieux et des expériences visant à la reprise d'une autonomie politique et matérielle. Nous nous sommes rencontré.e.s depuis plusieurs années et de manière informelle autour d'expériences d'écoles de la Terre en divers lieux, sur des zones à défendre, au sein de luttes pour les communs, **autour de l'appel pour les Soulèvements de la Terre**, lors des enquêtes et rencontres Reprises de terres [relayé sur le site *Terrestres*, caisse de résonance intellectuelle et d'amplification médiatique des Soulèvements] dans des cantines populaires. »*

La référence est claire et limpide.

### De notre envoyé spécial

Il faut d'abord noter qu'il existe différentes dynamiques qui permettent d'agrèger les différentes composantes paysannes et rurales évoquées dans ce texte. Qu'elles préexistaient à l'apparition sur le marché politique des Soulèvements. Et qu'elles conservent une autonomie relative, même si des individu-es et des groupes ont plusieurs domaines de compétence et d'intervention (ou espaces de chalandise). Plusieurs casquettes. Certes, les stratèges tentent d'imposer leur hégémonie sur ces diverses tendances. Mais les conflits dus aux intérêts spécifiques dans cette lutte idéologique et matérielle pourraient constituer un des éléments permettant une synthèse d'un niveau supérieur, à la hauteur des enjeux. Un autre élément se trouve dans l'hétérogénéité interne des comités locaux de soutien aux Soulèvements et de leur concurrence réciproque. Comme le claviste l'a déjà souligné, il est impératif que la montée en puissance déborde de l'espace social rural et que ce mouvement se saisisse et soit saisi par des questions et des intérêts d'une toute autre ampleur. « *Désorganisons les organisateurs !* »

Pour exemple, notre envoyé spécial dans la ruralité nous trace un tableau résumé d'une expérience locale. Les noms des protagonistes et du lieu ont été anonymisés.

A l'origine de l'initiative, on trouve des personnes impliquées dans un comité de soutien à l'ex-ZAD, des paysan-es, des militant-es. Une dynamique s'est amorcée autour d'un lieu acheté par un particulier, puis revendu à une association. Le processus s'est greffé au réseau du CLIP (voir plus haut). Les activités s'organisent autour de cantines (sur place

en campagne, en ville et militante lors de rassemblements, notamment des Soulèvements, ou de luttes locales) ; l'approvisionnement est fait par un réseau paysan mais une production locale diversifiée se met progressivement en place. L'alimentation, dans tous ces sens, occupe une place centrale.

Différentes pratiques sont « travaillées » c'est-à-dire réinterrogées pour tenter de subvertir les rapports capitalistes et patriarcaux :

- le rapport à l'espace : le statut du lieu à travers la propriété d'usage et participative. Cela touche aussi la question de l'arrivée de nouvelles personnes et le départ des anciennes sans que cela ne perturbe négativement les usages.

- le rapport au temps : le travail salarié et bénévole, autant sur le lieu que le statut des participant-es concernant leur disponibilité pour s'investir et participer à égalité. Travail rémunéré, bénévole, troc, dons, prêts : les métamorphoses de la valeur travail sont mises au centre de l'attention. Indirectement, c'est aussi les formes de division du travail, en partie conditionnées par l'apprentissage et l'acquisition de compétences valorisées dans un monde capitaliste inchangé, qui sont combattues, non pas du côté de la face technique mais de la face sociale, c'est-à-dire génératrice d'inégalités. Mais la multi-activité et la polyvalence ne sont pas pour autant négligées, notamment avec la rotation des tâches, le tuilage, la dé-spécialisation.

- le rapport aux relations sociales : les formes d'auto-organisation et de prises de décision avec les AG, les commissions, le partage des informations diffusées à toutes et tous, l'ancienneté de l'engagement. Plus fondamentalement, ce sont les rapports de pouvoir qui sont interrogés pour tendre vers des formes en rupture avec les représentations dominantes.

Implicitement, c'est un questionnement sur la possibilité de faire collectivement en tenant à distance les « lieux communs » : faire passer l'inclusion et la « bienveillance » avant l'efficacité. Que signifie réussir au sein d'un univers social traversé par des « valeurs » que l'on refuse de cautionner ?

Comme tout bricolage et expérimentation pratique, il y a des difficultés à identifier et exprimer explicitement « de manière claire et distincte » ce qui est produit comme rapports sociaux paraissant rompre avec les représentations dominantes.

Espérons que ce type d'initiative puisse apporter un peu de diversité à la stratégie centralisée tendant à l'hégémonie des Soulèvements. Se défendre collectivement contre ceux et celles qui sont « la nature qui se défend »...

**S'agréger à une dynamique en cours pour tenter de l'unifier sous son hégémonie**

Comme évoqué plus haut, il existe une multitude de réseaux et de plateformes qui agrègent les résistances locales et dans lesquelles nos stratégies peuvent faire jouer à plein leur compétences politiques. On mentionnera par exemple le réseau<sup>84</sup> contre les « fermes usines » ou le réseau contre les projets de méthanisation<sup>85</sup>. A noter le collectif **Terres de Luites** qui est une sorte de binôme des Soulèvements de la Terre. Ce qui indique que la concurrence est âpre parmi les entrepreneures de causes et que les déçu-es ont une organisation sœur de consolation... : « *Notre objectif : qu'un maximum de luites locales gagnent à travers la France. Nous souhaitons que toutes celles et ceux qui entrent en luitte aujourd'hui puissent se sentir épaulé-es, relayé-es et formé-es pour amplifier leur action. Nous faisons partie de cette force de dissuasion incroyable [ça vous rappelle-t-y pas quelque chose ?] que représentent aujourd'hui ces centaines de collectifs contre un monde que nous refusons.* » Pour les bonnes âmes, il y aussi le fonds pour financer les collectifs locaux de luites : <https://fondsdesluites.fr/qui-sommes-nous/>. « *Le fonds est financé par des particuliers et diverses fondations, nous ne publions pas les différents financeurs et leur demandons de ne pas publiciser leur financement du fonds : nous ne souhaitons pas « verdir » l'image de donateurs.* » On retrouve aussi quelques doublons aperçus ailleurs : Juliette Rousseau<sup>86</sup> par exemple... mais aussi Pablo Servigne ! Il y a également des organisations plus respectables qui autorisent l'articulation de l'insurrectionnel et de l'institutionnel. Mais c'est déjà une vieille histoire dans les luites... Par exemple : <https://notreaffaireatous.org/qui-sommes-nous/> ou dans le style profond c'est-à-dire creux... : <http://www.zea.earth/> une autre antenne des « Soulèvements de la Mer » qui organisa un « séminaire » à Brest à l'occasion du *One Ocean Summit* en février 2022. Initiative qui est pour l'instant en dormance, comme on dit pour les graines de révolte.

Vous en voulez encore ? **Le Mouvement** : <https://lemouvement.org/notre-equipe-et-nos-valeurs/> . Ou du genre youtubeur : <https://fr.tipeee.com/partager-cest-sympa> . Allez, le claviste vous laisse surfer...

La structure financière en arrière fond est très sérieusement choisie. C'est **Hello Asso** qui est présente dans ces différents réseaux, tout comme pour les Soulèvements. Un poids lourd du *crowd funding* : « *150 employés et 250 000 associations inscrites. Un milliard d'euros ont été collectés pour ces dernières auprès de 9 millions de personnes.* » (chiffre pour juin 2023) « *En octobre 2023, HelloAsso obtient de l'ACPR, [Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, ou « gendarme du secteur bancaire »] l'agrément d'établissement de paiement. Cet agrément permettra à HelloAsso de gérer directement les paiements et de supprimer les intermédiaires ainsi que les commissions sur ces opérations.* » (merci Wiki) Un petit test : chercher des pages critiques ou négatives sur HelloAsso avec

---

84 Voir : <https://resistancesauxfermesusines.fr/> Où l'on retrouve des organisations et des personnalités déjà croisées du côté des Soulèvements (mais ce n'est pas un copié-collé, on est pour la pluralité !) et aussi : <https://bretagne-contre-les-fermes-usines.fr/qui-sommes-nous-2/>

85 Un format respectable : <https://www.cnmch.fr/qui-sommes-nous> Allez-y jeter un coup d'œil : des dizaines de collectifs qui sont autant de lieu d'investissement (un *spatial fix*, voir plus haut) pour les Soulèvements.

86 Cette autrice a abordé les conflits internes sur l'ex-ZAD dans un chapitre de son livre *Lutter ensemble*, Éditions Cambourakis. En utilisant une grille intersectionnelle tronquée (domination sexiste et raciste des « première-res concerné-es »), elle évoque des antagonismes interindividuels sur un mode psychologisant (le « ressenti »), tout en assaisonnant l'analyse d'une bonne dose de « systémique ». Alors que ce livre est paru après la liquidation de l'occupation sur l'ex-ZAD (novembre 2018), le mécanisme de confiscation de la luitte et d'éviction des opposant-es internes par l'état-major du CMDO et leurs allié-es, qui se comprend au niveau social en maniant l'analyse « luitte de classes », n'est pas évoqué.

vosre moteur de recherche. On tombe plutôt sur des louanges et très souvent sur des pages de... HelloAsso. Ça s'appelle comment dans le domaine du numérique, cette saturation des sources de données ? On vous file une piste, c'est l'optimisation pour les moteurs de recherche (SEO en anglais) : « *L'objectif est d'améliorer le positionnement d'une page web dans les pages de résultats de recherche. Le positionnement d'un site est considéré comme bon lorsqu'il est classé dans la première page des résultats de recherche et donc dans l'une des sept à dix premières réponses naturelles d'une recherche sur des mots-clés correspondant précisément à sa thématique.* » (merci le même : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Optimisation\\_pour\\_les\\_moteurs\\_de\\_recherche](https://fr.wikipedia.org/wiki/Optimisation_pour_les_moteurs_de_recherche) )

Tout cet écosystème (au sens économique) constitue une articulation bien venue avec les autres « alliés » : la dimension syndicale (la Conf'), la dimension d'expertise (l'INRAE et la multitude d'organismes privés ou public impliqués dans l'agriculture) et la dimension publique. Là, on a affaire à des professionnel-les qualifié-es, c'est un point d'entrée idéal pour contourner les poids lourds de l'agro-industrie : les J.A. et la FNSEA et l'autre multitude d'organismes, sociétés et lobbys qui soutiennent leurs stratégies.

Il faut noter au passage que la cellule Demeter de la gendarmerie nationale, créée en 2019 à l'initiative de la FNSEA (et en partenariat étroit avec elle, les adhérent-es sont les informateurs et informatrices de la gendarmerie, *Yo, P.*) et du ministre de l'intérieur de l'époque Castaner, pour lutter contre l'agribashing, peut être interprétée comme un aveu de faiblesse<sup>87</sup> : l'agro-industrie est contestée non seulement par les écolo-terroristes des Soulèvements de la Terre, les associations citoyennes en tous genres, mais aussi par des agent-es travaillant au sein des organismes agricoles publiques ou para-publiques. Il faut donc tenter d'amalgamer toute remise en cause de la politique agricole hégémonique comme une preuve de radicalité et d'extrémisme. Tâche qui va devoir s'effectuer en *back-office* après la décision du tribunal administratif de février 2022, « *qui enjoint le ministère de l'Intérieur à mettre fin aux activités de la cellule DEMETER de la gendarmerie qui se rattachent à l'objectif de prévention et de suivi des « actions de nature idéologique ».* »

Ce n'est qu'un effet de la polarisation négative (voir **L'ubérisation des luttes**) qui imprègne les affrontements politico-médiatiques actuels.

### Actualisation sur la polarisation négative

La mise en examen de quelques stratèges vient d'aboutir à quelques mois de sursis pour certains d'entre eux, accompagnés de « lourdes amendes » (vite, la caisse de solidarité !) et d'interdiction de territoire dans un département (« bannissement politique », ouh là, là). Comme on l'évoquait avec quelques camarades, il s'agit pour l'État, via l'appareil judiciaire, de ne pas faire de ces individus des martyrs de la répression tout en les adoubant symboliquement et publiquement comme les personnes incontournables de la lutte.

Il faut noter la mansuétude des peines<sup>88</sup>, en contraste flagrant avec ce

87 Les outils habituels d'ostracisme, de menaces et d'actions directes et musclées (type Sivens) des gros bras de la FNSEA ne semblent pas suffire. Voir par exemple dans une version assez modérée et pleine de bonnes intentions *Silence dans les Champs*, de Nicolas Legendre, Éditions Arthaud ou *Les algues vertes*, de Inès Léraud et Pierre Van Hove, aux Editions Delcourt.

88 Mai 2024 : Un bémol avec les lourdes amendes en première instance pour refus d'ADN et d'empreintes digitales, suite à l'action contre une cimenterie Lafarge en décembre 2022 : 45 000 euros pour cinq

ou avec la répression impitoyable des Gilets Jaunes qui ont mangé de la prison ferme par centaines.

Mais pour ces personnalités désormais publiques, cela ouvre la possibilité, dans les étapes suivantes de cette confrontation réglée, d'avoir des interlocuteurs et interlocutrices institutionnalisés-es (à l'image du syndicalisme intégré), reconnu-es pour des négociations mais en ayant aussi un moyen de chantage. A la prochaine mise en examen, ça sera du ferme. Et on ne négocie pas d'une prison.

Il faut en tout cas pour le gouvernement et ses relais judiciaires éviter la bévée de l'*Affaire Tarnac* où l'emprisonnement a permis une amplification médiatique du soutien dans le cadre d'une affaire malgré tout assez banale, hors du petit milieu de l'ultra-gauche et de la mouvance « anarcho-autonome ».

Leur officialisation passe aussi par le coup de force symbolique (une prérogative du pouvoir central) de publiciser leur nom d'état civil, un préalable à une carrière politique légitime, et susceptible d'être enrôlé par des organisations existantes, tout en se drapant dans un reste de rebellétude...

Ce n'est en tout cas qu'un épisode du dialogue entre ces deux compères, certes en position très inégale, mais qui se reconnaissent mutuellement. Il faut un consensus minimum et commun pour que s'exprime le dissensus, d'après les érudit-es.

Certes, l'État se serait bien passé, au moins au niveau du court terme, de faire face à cette mobilisation. En cela les Soulèvements ont effectivement gagné une bataille, médiatique notamment. D'où cette dynamique d'affaiblir tout en préparant l'intégration. (Souvenons-nous de l'ex-ZAD en 2018.)

D'autant qu'en face, et dans un contexte de revendication ailleurs en Europe, après une préparation préalable (« On marche sur la tête » des Jeunes Agriculteurs et l'inversion des panneaux des agglomérations), les agitations ont repris avant, pendant et après le Salon de l'Agriculture 2024. Car les inquiétudes et les colères dépassent largement les rangs des syndiqués, majoritaires ou minoritaires.

Il peut être opportun que les relations de connivences étroites entre le gouvernement et le syndicalisme agricole majoritaire ne se résument pas à ce tête à tête. Il est toujours utile de se réclamer d'une autre lutte et d'un autre antagonisme pour tenter d'imposer ses intérêts à long terme à la partie adverse. Et en cela les formes de concurrence et de connivence de celles et ceux qui prétendent parler au nom des autres est particulièrement marqué dans cet épisode. On trouvera ci-dessous des extraits de divers textes issu du mouvement qui tente une manœuvre, dans ce champ de bataille, de submersion et de désarmement de cette nouvelle phase de la colère « paysanne » dans son intégration-dissolution dans les « eaux glacées ».

---

inculpé-es. Le niveau des enjeux et des mises en jeu monte d'un cran !

## Une tentative de généralisation de la composition

Quelques extraits, dans le contexte récent de mobilisation paysanne, d'analyses, en italique, du côté de ceux et celles qui s'organisent.

<https://lundi.am/LA-GAUCHE-LE-PROGRES-ET-LE-PAYSAN>

Un texte du Groupe Révolutionnaire Charlatan :  
<https://lacharlatanerie.wordpress.com/> Janvier 2024

Cet article résume le modelage de la paysannerie selon les logiques capitalistes intervenu au cours de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle : encadrement étatique, effet de la concurrence, course à la productivité, spécialisation des productions, endettement, agrandissement et dépendance à l'amont et à l'aval des filières.

Un groupe social, certes de plus en plus hétérogène, a été restructuré par l'industrie capitaliste et mis sous contrainte étatique.

*« On peut donc résumer la modernisation à ce mélange d'éléments interdépendants : remembrement des parcelles, diminution du nombre d'exploitants, augmentation du nombre d'exploitations [sic], fin de la polyculture/élevage au profit de la monoculture, dépendance aux machines, aux intrants et à la chimie. »*

Il ne s'agit pas, dans une perspective révolutionnaire, de ce contenter de taxer la FNSEA de réactionnaire, comme le font les intellos gauchistes. Ce serait supposer que cette « mafia » [mais de quelle mafia parle-t-on ?] est représentative des agriculteurs.

*« De nombreuses luttes passées ont déjà révélé l'incapacité du logiciel intellectuel de la gauche à comprendre les désirs, les sensibilités et les souffrances de certaines catégories sociales. Ce fut par exemple longtemps le cas pour les jeunes de banlieue. »*

*« Une tentative de se rattraper intervient chez une partie de la gauche, qui veut désormais opérer la même distinction qu'avec les prolétaires « modèles » ouvriers. Il y aurait les bons travailleurs, et les méchants patrons ; les bonnes « bases » syndicales, prêtes à la révolte, et les « centrales », magouilleuses et réformardes. »*

« [...] à notre époque de recul total de la politique de classe » il s'agit d'être pragmatique. Le « travailleur de la terre » est un « entrepreneur-travailleur », « bras de prolétaires avec épaules de capitalistes ».

Une jolie chimère...

Pour ces réalistes à la recherche de troupes bien équipées en matériel de blocage<sup>89</sup> : « Que les premiers [les agriculteurs en comparaison des gilets jaunes] s'approchent plus des CSP+ que des CSP- ne nous intéresse pas : ce qui compte, c'est qu'un secteur supplémentaire de la population refuse en tâtonnant le monopole institutionnel de la politique. »

Mais hélas le résultat de cet épisode de « luttes paysannes » semble apporter un démentis à nos stratégies : la FNSEA a remporté quelques miettes à brandir à ses

---

89 Sur la page d'accueil du Groupe Révolutionnaire Charlatan, on peut lire : « Plus que des lieutenants, il faut des armes. », référence explicite à l'un des textes d'Auguste Blanqui. Certes, le léninisme et son saint parti est dénigré par ce groupe, mais un dissident communiste et critique de la révolution bolchevik (Charles Rappoport) n'a-t-il pas décrit le léninisme comme un blanquisme à la sauce Tartare...

adhérent-es comme preuve de la « victoire ». Mais c'est juste des éléments qui diffèrent la nécessaire adaptation des itinéraires techniques, sous perfusion financière.

Fustigeant les « *gauchistes* » archaïques, nos spécialistes en stratégie peuvent enfin nous donner la clé de compréhension des échecs des mouvements précédents (Gilets Jaunes, lutte contre la contre-réforme des retraites) : « *Si l'on avait entrepris sérieusement de traduire par les mots et l'action cette situation nouvelle, le potentiel explosif de la situation aurait triplé.* »

Ces stratèges partent du constat d'une agrégation et d'un soutien d'une bonne partie du reste de la population avec ces mouvements, car elle se sent aussi concernée : elle est dans une impasse à s'imaginer que sa situation puisse demeurer inchangée. Nos stratèges viennent ajouter leur diagnostic : « *C'est sur ce basculement automatique vers quelque chose de collectif, ce sentiment informel d'une lutte collective à mener, que les révolutionnaires doivent travailler ; c'est là qu'ils doivent porter la plume.* »

« *Toutefois, nous refusons de rester spectateurs passifs devant l'élargissement des revendications et la perspective d'un dépassement de la mobilisation par l'entrée en mouvement d'autres secteurs de la population et de la classe – chauffeurs routiers et salariés du BTP notamment. Nous avons besoin d'y être – à défaut d'en être – pour comprendre la nature et l'ampleur de ce qui se déroule.* »

Le claviste fait l'hypothèse que, dans ces cerveaux intrépides, germe le projet suivant : en faisant un peu le tri entre « *l'exploitant de petite parcelle* » et l'agri-manager, puisque ce sont des victimes de la course à l'abîme environnemental et au profit, on peut s'en faire des allié-es. A condition de les déconnecter de leur référentiel syndical, dynamique possible dans la mesure où il y a un rejet de la politique institutionnel. De la main d'œuvre bien outillée pour la politique insurrectionnelle, donc. Comme les « jeunes des banlieues », d'ailleurs, comme force de travail : « *[Les jeunes insurgés] se sont attaqués aux conditions-mêmes de leur existence en tant que jeunesse ghettoisée. Ce faisant, elle a rendu la révolution intelligible, dicible et praticable.* » : <https://lacharlatanerie.wordpress.com/gouttes-de-soleil-dans-le-labyrinthe-de-beton/> <https://lundi.am/Position-et-appel-des-Soulevements-de-la-terre-sur-le-mouvement-agricole-en>

Du côté des Soulèvements, on carbure aussi question stratégie : <https://lessoulevementsdelaterre.org/fr-fr/blog/mouvement-agricole-communique-soulevements>  
30 janvier 2024

« *Soyons clair-es, le mouvement actuel dans son hétérogénéité même, a été cette fois initié et largement porté par d'autres forces que les nôtres. Avec des objectifs affichés parfois différents, et d'autres dans lesquels nous nous retrouvons absolument. Quoi qu'il en soit, lorsque que les premiers blocages ont commencé, nous avons, depuis différents comités locaux, rejoint certains barrages et certaines actions. Nous sommes allé-es à la rencontre de paysan.nes et d'agriculteurs.rices mobilisé-es. Nous avons échangé avec nos camarades de différentes organisations paysannes pour comprendre leurs analyses de la situation. Nous nous sommes retrouvé-es nous-mêmes dans la digne colère de celles et ceux qui refusent de se résigner à leur extinction.*

*Nous ne pouvons que nous réjouir que la majorité des agriculteur·rices bloquent le pays aujourd'hui. »*

Les stratèges font le constat que la FNSEA ne peut légitimement représenter ce mouvement et qu'il y a d'ailleurs de l'hostilité ou de la méfiance vis à vis de ces porte-paroles au sein des participant·es aux actions de blocage. Cette méfiance serait justifiée puisque le syndicat majoritaire a organisé l'élimination de ses mandants les plus faibles et fragiles économiquement, en co-collaborant à la politique étatique.

C'est le « *pillage de la valeur ajoutée* » par l'amont et l'aval des filières agricoles, couplé aux politiques de libre-échange mettant en concurrence les agricultures mondiales qui sont dénoncées et qui ne laissent aux producteurs que des miettes. Miettes dévorées par les logiques administratives de mise aux normes qui accentue l'endettement, la non-transmissibilité des exploitations agricoles, pardon des « *fermes* »...

*« Les accords de libre échange internationaux (que dénoncent et la Confédération paysanne [note du claviste : des initiatives, sous la bannière de ce syndicat, dans divers départements, tentent de jouer la voiture balai du mouvement, en pariant sur la récupération des mécontents des miettes obtenues et d'un élargissement de la mobilisation... Une voiture balai qui se transformerait en cortège de tête ?], et la Coordination rurale<sup>90</sup>) mettent en concurrence les paysanneries du monde entier et ont accéléré ces déprédations économiques. »*

*« Ce sont ces industries que nous ciblons dans nos actions depuis le début de notre mouvement - et non la classe paysanne. »*

*« Nous croyons aussi à la fécondité et à la puissance des alliances impromptues. A l'heure où la FNSEA cherche à reprendre la main sur le mouvement - notamment en chassant de certains des points de blocage qu'elle contrôle tout ce qui ne ressemble pas à un agriculteur « syndiqué fédé » - nous croyons que le basculement peut venir de la rencontre entre les agriculteur·ices mobilisé·es et les autres franges du mouvement social et écologique qui se sont élevées ces dernières années contre les politiques économiques prédatrices du gouvernement. Le « corporatisme » a toujours fait le lit de l'impuissance paysanne. Comme la séparation d'avec les moyens de subsistance agricoles a souvent scellé la défaite des travailleur·ses. Peut-être est-il temps de faire céder quelques murs. En continuant à renforcer certains points de blocage. En allant à la rencontre du mouvement pour celles et ceux qui n'y ont pas encore mis les pieds. En poursuivant ces prochains mois les combats communs entre habitant·es des territoires et travailleur·euses de la terre. »*

En bref, suggère le claviste, les luttes engagées par les Soulèvements vont dans le sens de la protection de la paysannerie, lutte qui doit être populaire et soucieuse de l'environnement. En deux mots : ne laissez plus la FNSEA profiter et récupérer vos désarrois et associez-vous à notre mouvement dans sa diversité et sa composition. La Conf', mais aussi plein d'autres organisations rurales et paysannes, font partie des organisations partenaires des Soulèvements...

---

90 Note du claviste : bel exemple de main tendue (aux adhérents de base) ou de récupération (de l'enseigne), c'est selon le résultat obtenu. La Coordination Rurale condamne les formes d'action des Soulèvements, notamment dans le cas de la lutte contre les bassines... Il faut noter que ce syndicat, deuxième aux élections professionnelles, n'est pas non plus en reste question récup' : il a lancé le **bonnet jaune**, joli synthèse entre le gilet jaune et le bonnet rouge.

Et cette dynamique de submersion d'un mouvement pour tenter d'éviter son encadrement et son contrôle par l'organisation majoritaire est rejointe par un bon paquet d'allié-es et de membres de la composition : <https://solidaires.org/sinformer-et-agir/actualites-et-mobilisations/nationales/tribune-agriculteurs-et-ecolos-nous-refusons-detre-catalogues-comme-ennemis/>

*« Avec cette tribune nous nous adressons à tous les agriculteurs et agricultrices ayant manifesté leur colère ces derniers jours, mais aussi à toutes celles et ceux qui hésiteraient encore à les rejoindre. Nous, organisations écologistes, paysan-nes et militant-e-s pour un autre modèle agricole depuis des décennies partageons cette colère, et refusons le discours dominant qui voudrait faire de nous vos ennemis.*

*Nous sommes en colère parce que nous savons que la destruction des conditions de vie des paysan-ne-s comme la destruction des écosystèmes profitent aux mêmes personnes, et que ce ne sont ni vous ni nous. »*

*« Depuis toujours, nous sommes les alliés des paysans. Et contrairement à ce que racontent la propagande du gouvernement ou les discours autoritaires qui attisent la haine entre nous pour mieux s'engraisser sur nos vies : nous continuerons à être vos alliés, parce que c'est une question de survie. »*

Conclusion provisoire du claviste : cet autre *Soulèvement* des colères est une bonne aubaine, un gigantesque défi à relever pour nos stratèges et leurs allié-es pour amplifier leur travail informationnel, leur lutte idéologique (la com') et à plus long terme leur travail matériel, leur lutte pour le gain de puissance économique. Au taf', camarades !

***Un p'tit conseil si on peut encore se permettre : « Tout ce qui bouge n'est pas rouge, tout ce qui est en colère n'est pas vert » et réciproquement...*** Et les résultats, provisoires, de cet épisode semblent indiquer que la « classe paysanne » n'est pas celle qu'on espère !

## **Produire de la sur-valeur nécessite de la réaliser sur le marché capitaliste : circulation et distribution des marchandises : A – M - A'**

Ici se trouve peut-être le goulot d'étranglement de la stratégie en cours. Si ce *business plan* est déjà bien avancé, c'est son débouché à la hauteur des enjeux qui est plus hasardeux. Au delà de la « subsistance » de celles et ceux qui bossent déjà ou vont se mettre au turbin sur tous ces lieux collectifs, il s'agit de passer à la vitesse supérieure. Créer des réseaux de distribution et de consommation d'une ampleur suffisante de manière à vendre les marchandises produites. Les « cagettes déters » (quelques paniers de légumes distribués en solidarité avec des grévistes sur la région nantaise), c'est bon pour la pub, mais c'est du bénévolat. Donnons à nos stratèges quelques pistes pour mettre en place ces « *Yes-marchés* »...

Déjà, se baser sur l'existant : **le réseau des Amaps** (voir le site Miramap<sup>91</sup>) et les chaînes de commerce « local et éthique » du bio (voir par exemple les partenariats mis en place par l'Atelier Paysan). La proposition de **la Sécurité Sociale de l'Alimentation** est aussi une bonne opportunité commerciale : promue par divers courants et personnes (Ingénieurs sans frontière<sup>92</sup>-Agrista, la Conf', le réseau CIVAM, le Réseau Salarial), elle est déjà enjeux de luttes entre des récupérations institutionnalisées et des confiscations radicales.

On peut rajouter un zeste alterno : le **réseau REPAS** : Réseau d'Échanges de Pratiques Alternatives et Solidaires : <http://www.reseautrepas.free.fr/> avec un peu de compagnonnage (voir plus haut...) et de coopérative (voir plus bas...). Ici, pas de radicalité à deux balles. Des gens pragmatiques et qui savent composer, au sens ordinaire, avec le monde qui les entoure. Le claviste a pu rencontrer un des lieux de ce réseau. Sans éluder les conflits et les antagonismes, les relations économiques et sociales s'inscrivent dans une logique alternative et « réformiste » assumée. Mais l'initiative est déjà un petit peu ancienne et il existe une difficulté à rebondir vers d'autres défis. Agrégez-vous donc aux Soulèvements ! L'alliance de la réforme et de la révolution a déjà une longue histoire et des résultats non négligeables... pour certain-es.

Il y a déjà aussi d'autres réseaux qui croisent et recroisent, de manière rhizomatique bien sûr, les entreprises de causes déjà mentionnées ici : **les Jardins de Cocagne**, spécialiste de l'exploitation par l'insertion (le claviste y a eu quelques expériences, il y a une vingtaine d'années). En nettement plus réformistes (mais l'intégration ne fait pas peur aux stratèges) mentionnons **le réseau Fermes d'Avenir** (mais seulement une dizaine de fermes sur leur site) qui est en partenariat avec **le Groupe SOS** : « Entreprendre au profit de tous »... On rejoint ici tout un secteur promu à un bel avenir : l'économie sociale et solidaire ou Mouvement pour l'économie solidaire. Mais on laissera ici ce continent, préfiguration d'un capitalisme durable, il est trop vaste pour un claviste paresseux.

---

91 Miramap mentionne sur son site des « liens privilégiés » avec :

« La FADEAR, la Confédération Paysanne, la FNAB, RENETA, le Réseau européen de lutte contre la pauvreté EAPN, Nature et Progrès, l'ADIR (pour la revue Transrural Initiatives), le Réseau CIVAM, Solidarité paysans, l'InterAfocg, le MRJC, Terre de Liens, Accueil paysan, Atelier paysan, l'ANAFIC, Agir pour l'environnement et Générations Futures.

Et aussi :

Alternatiba, Jardins de Cocagne, France Nature Environnement, Labo de l'ESS, LPO, Réseau Semences paysannes, la Fonda, ATTAC, Association 'Quand l'abattoir vient à la Ferme', **des associations autour des Communs** et d'autres structures ou mouvements qui partagent nos valeurs et lancent des campagnes autour de thèmes qui nous sont chers : Douce France, Eveil écologique, Réseau action climat, **Extinction rébellion**, etc. »

Y manque p'têt une référence, non ?

92 Notons que ISF mentionne sur son site des actions avec l'**association A4** (voir plus haut) et l'**association Terre 2 Cultures** (juste 16 « entreprises agricoles partenaires ») : « Depuis 20 ans, **le monde agricole rencontre des difficultés pour recruter de la main d'œuvre et doit faire appel à du personnel extra national (européen ou autre). Mais cette main d'œuvre étrangère se raréfie et de nombreux producteurs sont contraints à ne pas pouvoir récolter l'intégralité de leurs productions. De plus, le monde agricole se montre accueillant, solidaire et généreux pour participer à l'intégration des personnes réfugiées. En France, une partie des réfugiés cumulent les freins à l'intégration (non scolarisé, non diplômé, SDF, sans revenu, etc). Ils vivent dans une grande précarité et sont exclus de la société. En revanche, la plupart ont une expérience du milieu agricole dans leur pays d'origine et un savoir faire manuel.** » Vous avez quelque chose contre la solidarité, vous ?

Un label (ou plusieurs) serait aussi bien venu pour identifier rapidement la gamme : « **Fruits et légumes à défendre** », comme le disait l'anticipation ironique de « Ça y est, on a gagné !<sup>93</sup> »

Allez, on va essayer quand même de les aider, ces stratèges ! Et pourquoi pas récupérer et recycler (on est dans l'écologie politique révolutionnaire, pas vrai ?) le concept de **coopérative de consommation** ? Vous trouverez sans peine quelques intellectuel-les historien-nes pour vous l'assaisonner à votre sauce communale ! Et les Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif (comme Passeurs de Terres) sont sous forme coopérative...

Juste un brin de Wiki : « [...] *il faut attendre le XVIIIe siècle pour que la coopération soit conceptualisée et exprime une nouvelle forme d'organisation sociale sur la base d'une conception différente de la relation au travail [...]. Michel-Marie Derrion avec Joseph Reynier, met en œuvre un **projet d'épicerie coopérative**, le 24 juin 1835 : une première **épicerie sociale** est installée dans la Montée de la Grande Cote [à Lyon], 6 autres créations suivront dans d'autres quartiers. [...] Cependant, les épiceries coopératives ne résistent pas à une grave crise économique et à un contexte politique défavorable. [...]*

*Peu de temps après l'échec de Derrion, démarre en Angleterre une expérience qui devait durer et avoir un retentissement universel. À Rochdale, près de Manchester, un groupe d'ouvriers tisserands se réunit et crée une coopérative de denrées alimentaires connue sous le nom des « Équitables Pionniers de Rochdale ».*

*Au-delà de la simple création de magasins coopératifs, ils entendaient acheter des maisons pour leurs membres, **acheter et louer des terres pour leurs chômeurs**... Ils créèrent **leur propre banque**, leur compagnie d'assurance, des sociétés de prévoyance mutuelle, des **écoles**, des **bibliothèques**...*

*Bien que n'étant pas la première expérimentation de la coopération, les « Équitables Pionniers de Rochdale » demeure **dans l'histoire de la coopération le meilleur exemple de réussite durable**. [...]*

*[De 1870 à 1914], le nombre de coopératives ne cessent de croître, coopératives de production, coopératives agricoles, mais ce sont essentiellement des coopératives de consommation qui sont créées.*

*La position du Parti Ouvrier [français] évolue nettement pendant cette période, passant d'un rejet absolu à une position plus souple admettant que les coopératives pouvaient être utiles en étant des « **centres de recrutement socialiste et des moyens de se procurer des fonds pour la lutte** ». La Bourse des coopératives est créée et chaque coopérative doit verser une contribution au Parti ouvrier et accepter les principes fondamentaux de la lutte des classes. »*

On pourra, avec l'aide de quelques érudit-es, récupérer les coopératives de consommation et les cantines populaires type *La Marmite*, qui ont émergées dans le Paris pré-communard. Encore un effort, camarades, pour tout confisquer !

Et il y a déjà bien sûr déjà plein d'initiatives, comme la coopérative La Louve, à Paris ou La Cagette à Montpellier, il suffit d'y aller implanter quelques stratèges.

Mais attention, ce secteur commercial est déjà bien balisé. Par exemple par COOPfr les Entreprises Coopératives qui regroupe les poids lourds du secteur, totalement intégrés au capitalisme (Crédit Mutuel, Caisses d'Épargne, Crédit Coopératif, Les SCOP sociétés coopératives, la coopération agricole, l'habitat, les HLM, etc) et

---

93 Au cas où... : <https://zad.nadir.org/spip.php?article6143>

également la Fédération Nationale des Coopératives de Consommateurs (FNCC) qui regroupent des agents économiques pas vraiment local et communal : Biocoop, mais aussi Super U, Paysan Breton, Yoplait, Krys, Isigny, Monsieur Meuble...

Un beau défi pour nos stratégies !

### La coopérative

Elisée Reclus

Lettre écrite à un ami en février 1878

*Ne pourrions-nous transformer la société économique, pacifiquement et comme en sourdine, par le mouvement des associations ?*

Certes, les anarchistes, plus que les autres hommes, ont à compter avec la force d'association, car ils attendent tout des libres affinités entre les personnalités libres ; mais ils ne croient pas que les associations coopératives de travailleurs puissent accomplir un changement sérieux dans la société. Les tentatives faites en ce sens sont des expériences utiles, et nous devons nous féliciter de les avoir vues, mais elles suffisent, et pouvons désormais nous prononcer. La Société est un ensemble que nous ne réussirons point à changer en la reprenant ainsi en sous-œuvre par un de ses plus minces détails. Ne pas toucher au capital, laisser intacts tous ces privilèges à l'infini qui constitue l'État, et nous imaginer que nous pourrions enter<sup>94</sup> sur tout cet organisme fatal un organisme nouveau, autant vaudrait espérer qu'il nous sera possible de faire germer une rose sur une euphorbe vénéneuse.

L'histoire des associations ouvrières est déjà longue, et nous savons comment, en pareille matière, il est encore plus dangereux de réussir que de succomber. Un insuccès est une expérience de plus qui permet à ceux qui l'ont subi de rentrer dans le grand courant de la vie et de la Révolution. Mais un succès, voilà qui est fatal ! Une association qui réussit, qui gagne de l'argent et se fait propriétaire, se conforme fatalement aux conditions du capital, elle se fait bourgeoise, elle escompte des traites, poursuit ses débiteurs, a recours aux hommes de loi, place ses valeurs en banque, spéculé sur les fonds publics, accumule son capital et le fait valoir par l'exploitation du pauvre. Devenue riche, elle entre dans la grande confrérie des privilégiés ; elle n'est plus qu'une compagnie financière, obligée de se fermer à ceux qui n'apportent que leurs bras. Complètement séparée du peuple, devenue simple excroissance sociale, elle se constitue en État : loin de seconder la révolution, elle la combat à outrance ; tout ce qu'elle avait de force vive en commençant son œuvre, elle le tourne désormais contre ses anciens amis, les déshérités et les révolutionnaires ; en dépit de toute la bonne volonté de ses membres, elle passe au camp de l'ennemi : ce n'est plus

94 Enter : greffer, en viticulture.

qu'une bande de traîtres ! **Ah ! mes amis, rien ne déprave comme le succès ! Tant que notre triomphe ne sera pas en même temps celui de tous, ayons la chance de ne jamais réussir ; soyons toujours vaincus !**

*L'anarchie*, paraissant tous les jeudis

Première année – n° 19

Dix centimes

Jeudi 17 août 1905

LES CAMARADES adresseront tout ce qui concerne l'anarchie à A. Mahé et A.

Libertad, 30 rue Muller 30, PARIS-XVIII°

<https://archivesautonomies.org/IMG/pdf/anarchismes/avant-1914/anarchie/anarchie-n019.pdf>

## Les perspectives d'Avenir (au hangar ?)

En bref , une étape est constituée par la production d'une force économique et politique comme « double pouvoir rampant », au sens italien du Mai rampant, c'est-à-dire qui dure<sup>95</sup>. Mais les moyens ne risquent -ils pas de devenir des fins ? C'est ce qui était assumé par des « traîtres » réformistes comme Eduard Bernstein « *Le but, quel qu'il soit, ne signifie rien pour moi, le mouvement est tout.* » Le mouvement n'est donc pas mort (« *Yo, M.* »)<sup>96</sup>... pour tout le monde, par contre le réformisme assumé sous un emballage révolutionnaire se porte bien, merci pour lui.

C'est l'adéquation des parties dans une totalité, qui dépasse leur somme : constituer une opposition homologue à l'autre partie consiste à prendre au sérieux la structure à laquelle on s'oppose. On peut prendre l'image du moule car on ne peut produire réellement une structure qu'à partir de ce qui existe déjà, même si cette nouvelle structure n'est pas l'équivalent de l'ancienne. Mais la contribution qui analyse de manière critique la constitution de l'opposition permet aussi d'apporter au modèle initial de contestation des éléments qui pourraient préfigurer la structure nouvelle dont l'avènement est rendu impossible par la structure dominante.

(« *Tu crois qu'il comprend ce qu'il raconte, toi ? T'inquiètes, c'est comme pour beaucoup de rêveurs, quand on est à court d'idées on improvise en déguisant tout ça dans un emballage incompréhensible, pour ne pas se déjuger !* »

### Le dogme et ses variantes

Dans divers courants, il y a un mépris pour des propositions théoriques et pratiques qui ne seraient pas en rupture radicale (« révolutionnaire ») avec l'existant. Par exemple :

95 D'autres propositions évoquent un *double bio-pouvoir* : *Terre et capital, pour un communisme du vivant*, Paul Guilibert, Éditions Amsterdam, 2021 : <http://www.editionsamsterdam.fr/terre-et-capital/> Une fiche de lecture était prévue sur ce livre, mais une certaine lassitude face cette avalanche d'érudition marxiste et philosophique, trempée dans la nouvelle croyance du « vivant » a éteint cette velléité .

96 Voir Le mouvement est mort. Vive... la réforme ! : <https://infokiosques.net/spip.php?article1530> . Pour une analyse des événements de l'ex-ZAD, et d'autres brochures , voir sur le site : <https://dimanche.pm/>

Du côté des marxistes *invariants*<sup>97</sup> : « *En économie comme dans l'Art militaire, il n'y a pas de pire défaite que celle que l'on s'inflige à soi-même en adoptant les positions, comportements et mode de fonctionnement de l'adversaire.* »

« Pour un antimilitarisme prolétarien »  
Matériaux Critiques, n°6, avril 2023, p. 47.

Du côté de la critique déconstructiviste, des marges vers le centre : « *On ne démolira jamais la maison du maître avec les outils du maître* », déclarait la féministe Audre Lorde en 1979.

On ose rappeler aux premiers cette célèbre citation d'un des prophètes dont ils se réclament (de manière critique, il va sans dire) : « Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé. La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants. Et même quand ils semblent occupés à se transformer, eux et les choses, à créer quelque chose de tout à fait nouveau, c'est précisément à ces époques de crise révolutionnaire qu'ils évoquent craintivement les esprits du passé, qu'ils leur empruntent leurs noms, leurs mots d'ordre, leurs costumes, pour apparaître sur la nouvelle scène de l'histoire sous ce déguisement respectable et avec ce langage emprunté. » (Karl Marx, *Le 18 brumaire de Louis Napoléon Bonaparte*, 1851)

Le « poids du passé », c'est aussi bien sûr son langage emprunté à un contexte social et politique qui a connu de profondes transformations.

Quand à la démolition, faudra quand même conserver pour transformer, notamment ces rapports sociaux contre lesquels on se bat, car ils sont inscrits aussi bien dans les choses que dans les têtes. « Du passé, faisons table rase...etc. » oui, mais conservons quand même la table pour festoyer le petit matin du Grand Soir !

On préférera cette autre formulation, un peu plus précise, pour comprendre ce qui se passe dans les luttes de classes contemporaines :

« [...] il ne faut pas oublier que la révolution naît au cœur du monde capitaliste. Les contestations, révoltes et insurrections contemporaines prennent place au sein de la lutte que se livrent les classes entre elles. Il faut voir également que la lutte des classes est tout autant reconduction que remise en cause du rapport social, et donc chercher ce qui, en son sein, concourt davantage au premier ou au second aspect. » Léon de Mattis, *Utopie 2021*, Acratie, 2021, voir annexe 1.

Comme stratégie, le claviste préférera, pour sa part, partir de cette dernière proposition plus lucide. Pour résumer l'affaire, prendre une

---

97 En référence à la caractérisation d'invariance de la théorie marxiste, mise en avant par Bordiga et d'autres militants de la gauche communiste, camp dans lequel semble se situer cette revue.

formule de Lénine qu'il utilisait pour stigmatiser ses opposants trop prudents du moment pré-révolutionnaire et avant son triomphe où il a lui-même récupéré cette tactique : un pas en avant, deux pas en arrière. Ça, c'est pour le retournement dialectique :

### **Deux pas en avant, un pas en arrière**

Soit : hardi les camarades, aiguillons nos organisateurs et organisatrices, stratèges professionnel-les pour le maximum. Car le cours de la lutte amènera l'attelage réformiste-révolutionnaire vers une étape du processus, qui sera, une fois l'attelage de la conflictualité un peu éreinté, peut-être un peu en retrait vis à vis des espérances initiales. Et anticipons le « coup de Kronstadt »...

## **Les Soulèvements de la Terre, comme « lanceurs d'alerte »**

On reprend ici ce terme sans adhérer aux présupposés démocratiques et citoyens que son usage recouvre. Mais, comme dans les rapports conflictuels entre patronat, syndicats et État, ce mouvement, capitalisant sur les luttes environnementales qui l'ont précédées avec leurs avancées et leurs limites, pourrait fournir un des éléments d'un nouveau rapport de force plus offensif aboutissant à des formes de régulations des ressources, notamment concernant ce que Jason Moore a appelé les « quatre bons marchés » : *la force de travail, la nourriture, l'énergie et les matières premières*. Si la force de travail salariée est en partie cogérée dans les pays centraux par les syndicats, car son exploitation est centrale dans l'appropriation du sur-travail, d'autres « intrants » sont pris dans des relations de marché peu régulées. Ce pourrait être, rabattu sur l'espace d'extraction et de consommation productive, un enjeu des luttes et des compromis en découlant sur le moyen terme.

Si l'économie de l'environnement considère les pollutions, les conséquences sanitaires comme des externalités négatives, leur réintroduction dans les bilans des entreprises, comme s'y emploient toutes une séries de lobbies du *green washing* libéral, pourrait converger avec les activistes les plus réalistes pour aboutir à des formes de régulation. Mais ce sera en convertissant l'emballage écologique dans le langage de l'intérêt bien compris, non pas de telle ou telle industrie, mais de la gestion des antagonismes, assurés par les États-nations, y compris contre les intérêts à court terme de certains secteurs du patronat. Contre les dérives du système capitaliste et de son aveuglement, des intérêts apparemment divergents pourrait se retrouver dans une nécessaire expertise pour rationaliser l'exploitation. Évidemment, pour maintenir la pureté révolutionnaire, les stratèges, actuellement, se défendent de toute ambition dans le cadre d'un pouvoir central, pour privilégier la territorialité, le local, etc. Rappelons-nous l'ex-ZAD et les photos de la délégation des occupant-es sortant le sourire aux lèvres de la préfecture... Et attendons un peu pour juger de leur sincérité, cette fois-ci !

L'épisode de l'occupation de l'ex-ZAD qui marque le début de la *start up* des Soulèvements, devenue une Licorne politique, peut cependant laisser dubitatif sur les effets politiques des travaux d'experts pour s'opposer au projet d'aéroport. Ce n'est

évidemment pas les contre-inventaires des Naturalistes en Lutte, ou les divers contre-enquêtes sur l'évolution du trafic aérien, les possibilités d'aménager l'aéroport existant, qui ont été décisifs dans l'abandon du projet à Notre Dame des Landes. Mais est-ce pour autant l'occupation de la ZAD et les offensives des diverses composantes ? Il se pourrait que l'une des causes majeures fut le rapport des trois médiateurs nommés en 2017 qui ont conclu, pour des raisons d'abord *économiques*<sup>98</sup>, à l'inutilité de cet investissement. Et ont également préparé l'apaisement programmé sur zone, avec la normalisation via l'intégration des rebelles les plus conformes malgré leur discours radical, apaisement qui sera plus économique également dans le sens politique. Le maintien des forces de répression durant tout le temps des futurs travaux fut également un argument pris en compte pour l'abandon.

A l'échelle maintenant nationale et concernant plusieurs gondes de l'offre politique (eau, terre, etc), il existe déjà tout une gamme de rapports provenant des instituts officiels et qui ont parti pris avec les orientations dominantes. Par exemple l'INRAE a publié divers documents qui sont autant de supports pour articuler des changements dans les politiques publiques. Certes, ce n'est pas le volume de papier qui fait le rapport de force, mais cela offre aux divers partenaires de la politique agricole des bases techniques pour anticiper les modifications qui seront *objectivement* nécessaires, même si des intérêts *spécifiques* risquent d'être lésés (mais bien indemnisés).

Un exemple parmi d'autres du moment : le renouvellement pour dix ans de l'autorisation du Glyphosate surnage sur un océan de rapports scientifiques officiels établissant sa toxicité. Ce n'est certes pas le principe de précaution qui fera changer le rapport de force mais tout simplement **l'intérêt bien compris des gestionnaires de l'ordre**. Et c'est du terrain économique et du rapport coût-bénéfice que viendront l'une des impulsions décisives pour changer l'ordre des choses existants, et notamment à propos d'une autre péripétie du moment : les changements intervenant dans la production et la distribution de l'eau. Le réseau France Eau Publique (regroupant les régies et syndicats publics) a indiqué que le prix pourrait augmenter de 50 % d'ici 2030 : hausse de l'énergie, raréfaction de la ressource mais aussi présence de pesticides. Un tiers de l'eau distribuée en France (11,5 millions de personnes concernées) serait non conforme à la réglementation, d'après un rapport de l'ANSES d'avril 2023.

Les affaires sont toujours en cours, à l'heure où le clavier finit la relecture, après prise en compte de diverses remarques de lectrice et lecteur : nouveau plan EcoPhyto et loi d'orientation agricole du côté du gouvernement, parution de *Premières secousses*, du côté des stratèges. A plus tard...

### Le rêve de nos maîtres du jour

Extrait de *Les vingt prochaines années*

98 « Au total, l'analyse détaillée a permis aux médiateurs de diviser presque par deux le coût estimé du réaménagement de Nantes-Atlantique. Cette option devient alors moins chère - entre 345 et 475 millions de moins - que celle de la construction de Notre-Dame-des-Landes. [...] Si le rapport peut paraître à première vue favorable à l'option de réaménagement de Nantes-Atlantique, et **préparer les esprits à l'abandon du projet de Notre-Dame-des-Landes**, les médiateurs se sont défendus de toute prise de parti. »

<https://reporterre.net/Notre-Dame-des-Landes-voila-le-detail-de-ce-que-dit-le-rapport-de-mediation>

Et le rapport précise : « Le retour à l'état de droit et à une situation d'ordre public normalisée est indispensable, selon des modalités qui différeront en fonction de l'option retenue. » C'est fait, merci les stratèges !

*Un petit extrait de ce rapport concernant le contexte global, avec une bonne dose de solutionnisme technologique et d'apparente naïveté. L'arrière-fond est bien entendu la prééminence des intérêts fondamentaux des détenteurs et détentrices du capital et des pouvoirs privé et publique. Un coup de pouce des professionnel-les du changement social radical serait le bien venu...*

« Les investissements en données, méthodes, modélisation et surveillance de systèmes critiques humains et naturels – comme les infrastructures, l'énergie, l'eau, et la qualité de l'air – pourraient soutenir l'émergence de technologies visant la durabilité, améliorant ainsi la résilience communautaire et environnementale. La demande par le secteur privé de technologies et de services d'atténuation d'effets devrait pousser des pays et des entreprises à dominer rapidement ce nouveau marché. La rentabilité de ces développements modifierait l'habitude actuelle, d'attendre un désastre naturel ou une autre crise pour modifier la politique. Les programmes, qui renforcent la capacité de réponse à court terme aux crises et, simultanément, soutiennent le développement à long terme de systèmes adaptatifs et résistants au changement climatique, réduiraient les risques économiques dus aux pressions environnementales et démocratiques. Les bénéficiaires couvriraient la construction, l'énergie, l'extraction minière, l'agriculture, les assurances, la finance et la recherche et développement, et auraient un impact aussi local qu'international.

Les sociétés les plus résilientes seront aussi celles qui utiliseront le potentiel entier des individus, y compris celui des femmes et des minorités, pour créer et coopérer. Ces sociétés suivront les courants historiques sans s'y opposer, profitant de l'évolution de l'esprit humain pour façonner l'avenir. Dans toutes les sociétés, même dans les plus sombres circonstances, il y aura ceux qui choisiront d'améliorer le bien-être, le bonheur et la sécurité des autres, et utiliseront les technologies transformatrices pour le faire à grande échelle. Le contraire sera vrai aussi : des forces destructrices auront plus de pouvoir que jamais. Le choix crucial des gouvernements et des sociétés consistera à fusionner les capacités individuelles, collectives et nationales afin de procurer une sécurité, une prospérité et un espoir durables. » (p. 146 et 147)

Pour conclure (provisoirement) voici un extrait du texte des Soulèvements de la Terre destiné à l'international : « *cet aveuglement de la filière qui refuse de considérer le caractère désormais suicidaire de ses pratiques d'irrigation* ». Voyez comme on est réaliste, raisonnable, pragmatique. Donc dignes d'être invité à la table.... des négociations.

# Annexe 1

## Utopie 2021

Léon de Mattis  
Éditions Acratie, 2021  
Extraits de la troisième partie :  
Critique en actes du capital

*On donne ci-dessous quelques extraits d'un texte avec lequel le claviste est d'emblée en accord. Mais justement « d'emblée ». D'où un certain malaise à ressentir une adhésion à ce qu'il serait plus simple de considérer comme des « faridondaines et des fariboles » parce que ce n'est pas à la hauteur des enjeux et tout en considérant avec sérieux les propositions et les actes des adversaires et concurrents (ici les stratèges des Soulèvements). Malgré les limites qu'il est impératif de leur faire franchir en les combattant sans trêve. Pour le dire autrement, le claviste considère que de Mattis a théoriquement raison mais pratiquement tord alors que, pour les Soulèvements, c'est l'inverse : les stratèges sont déterminés à s'organiser pour aller dans une direction qui ne fait pas rêver le claviste, comme bête de somme sans usage au fond de l'écurie, cauchemar plutôt que rêve, d'ailleurs...*

*C'est-à-dire que les propos ci-dessous renvoient trop facilement à des évidences ayant cours (au sens « monétaire » du terme) dans les milieux de l'extrême-ultra-gauche anti-autoritaire (ou se prétendant telle...) pour ne pas les interroger. Et ce d'abord par le biais d'une forme d'étonnement : pourquoi, en tant qu'agent social ou que groupe affinitaire ou que groupe d'identification, ce dont on a vraiment super envie (désir et raison intriquées) serait susceptible d'advenir et d'exister et pour l'ensemble du genre humain (avec toutes les nuances du genre « un monde où plusieurs mondes sont possibles »). Cette perspective est affirmée, avec parfois des modérations pour accompagner les épisodes de basses-eaux révolutionnaires, sur le mode : même imparfaitement, ou peut-être comme une perspective, un horizon d'attente, un principe-espérance pour les plus poétiques. Alors que « notre camp » dispose des plus faibles moyens et ressources qui sont en relation inverse avec ses utopies démesurées pour le genre humain : la fin de la « préhistoire humaine », tout autant que l'harmonie universelle réalisée comme fin de l'histoire tout court... A noter que dans l'hypothèse d'un arrêt sur image de l'ensemble du monde social, cette relation inverse entre moyens et fins serait à considérer comme définissant les différents protagonistes. Mais c'est sans compter la dynamique des luttes qui redistribue les moyens et donc les finalités<sup>99</sup>. « A la fin, c'est nous qui allons... perdre ? ».*

*On peut certes pour certain-es faire des galipettes dialectiques et rappeler que le prolétariat est appelé de par sa position de « sans réserve », de négativité du rapport capitaliste, à transformer sa force de travail dominée par l'exploitation en force de travail révolutionnaire. Là où croît le péril, croît aussi ce qui sauve... C'est qui qui y croit ? Peut-être pas celles et ceux en premières lignes.*

---

99 Par exemple : la classe dominante, qui contrôle directement ou indirectement les multiples champs sociaux ainsi que sa synthèse étatique, entend bien révolutionner en permanence les rapports sociaux mais en conservant sa position hégémonique. Et une classe montante qui s'installe, après des glorieuses batailles, au poste dirigeant procède à un *aggiornamento* de son programme publicitaire : militarisation et industrialisation à outrance de la société soviétique dès que le coup d'État bolchevique d'octobre 1917 a réussi.

*Au-delà des moyens et des fins, il reste bien sûr le quantitatif (attention, c'est très capitaliste, où est le qualitatif dans tout ça ?) Et, en guise de lot de consolation après la défaite des prolétaires des luttes, on peut avoir en tête, pour repartir à l'assaut du ciel, la formule du poète romantique anglais Shelley, en hommage aux massacrés de Peterloo en 1819 en Angleterre : « « Debout ! en nombres invincibles ; Comme des lions s'éveillant d'un long sommeil ; Et secouez comme la rosée vos lourdes chaînes ; **Vous êtes beaucoup, ils sont peu**<sup>100</sup>. », vers extraits du Masque de l'anarchie, quelque fois traduit par la « Mascarade de l'anarchie »... Ce qui renvoie aussi aux quelques esquisses de l'**annexe 3** qui propose à titre de gymnastique mentale des analogies avec des situations un peu plus complexes et réalistes que les dichotomies et les polarisations binaires qui simplifient les synthèses. Et sont pris en défaut quand il s'agit déjà de se pencher à titre d'exercices sur les expériences du passé : Kronstadt en 1921, Barcelone en 1937, et plus modestement l'ex-ZAD en 2018...*

*D'autre part, Léon de Mattis, dans un texte d'analyse critique de l'Appel<sup>101</sup>, note déjà l'absence de référence des apprentis-stratèges aux classes sociales dans la perspective de leur suppression. Et l'absence de référence à la division du travail politique, rajouterait le claviste. « Jamais les termes de lutte de classe ou de prolétariat ne sont employés. » note de Mattis.*

*Le mode de production capitaliste est abordé comme mécanisme de contrôle, ce qui laisserait la possibilité de s'y soustraire. On n'est guère loin, au-delà de la phraséologie radicale, de la création de « zones refuges » où on s'organisera dans un entre-soi rebelle. L'aspect relationnel, généralisé et largement inconscient (impersonnel) des rapports sociaux de classes n'est pas évoqué, comme s'il était possible de les abolir en les niant dans les discours. Si « dire c'est faire », pour les donneurs et donneuses de sens et autres professionnel-les de l'idéologie, cela nécessite une structure sociale sous-jacente qui rend ce genre de performance efficace, c'est-à-dire capable de « transformer le monde ». Un brin de matérialisme ne serait-il pas de trop du côté de la troupe de l'Appel, du genre un bon coup de mauvaise pioche ?*

*Préfigurant la situation post-occupation de l'ex-ZAD, de Mattis écrit : « [...] c'est oublier que chaque point de contact entre la communauté et son extérieur serait l'occasion de voir les « rapports de production » revendiquer leurs droits et réintroduire la communauté tout entière dans les rapports de classes : statut juridique de la terre et des bâtiments occupés, approvisionnements, énergie, vente de surplus. »*

*Disons que le claviste est traversé par un Soulèvement du... doute, quant à la perspective que les prolétaires seraient les producteurs et productrices du communisme, c'est-à-dire les agents sociaux de la communisation : « [...] il y a forcément [?] un rapport entre ce que sont les prolétaires actuellement et ce qui les rendra capables de produire le communisme un jour. » écrit de Mattis dans le texte d'analyse de l'Appel. Qu'elles et ils en constituent, en partie, les conditions nécessaires, pas de doute, mais aussi les seules*

<sup>100</sup>En contre-point un extrait du philosophe David Hume : « Rien n'est plus surprenant pour ceux qui considèrent les affaires humaines avec un œil philosophique que de voir la facilité avec laquelle la majorité (the many) est gouvernée par la minorité (the few) et d'observer la soumission implicite avec laquelle les hommes révoquent leurs propres sentiments et passions en faveur de leurs dirigeants. Quant nous nous demandons par quels moyens cette chose étonnante est réalisée, nous trouvons que, comme la force est toujours du côté des gouvernés, les gouvernants n'ont rien pour les soutenir que l'opinion. C'est donc sur l'opinion seule que le gouvernement est fondé et cette maxime s'étend aux gouvernements les plus despotiques et les plus militaires aussi bien qu'aux plus libres et aux plus populaires. » Ce qui renvoie au texte de La Boétie « Discours sur la servitude volontaire », qu'il faut, avec la sociologie critique, comprendre comme une servitude involontaire : les effets méconnus de nos conditionnements.

<sup>101</sup><https://libcom.org/library/r%C3%A9flexions-autour-de-l%E2%80%99appel-denis>

*conditions suffisantes ? Alors que le mode de production capitaliste s'articule autour (de manière imagée, c'est-à-dire intermédiaire, médiatrice et médiane) d'une troisième classe fondamentale. Classe constituée des professionnel-les de l'organisation, de la légitimation et de la contestation (!) du capitalisme, et très bien placée, au sens fort, pour constituer les héritiers et héritières des postes de commandement.*

Comment imaginer le lien entre les luttes actuelles et la révolution ? Pour répondre à cette question, il ne faut pas oublier que la révolution naît au cœur du monde capitaliste. Les contestations, révoltes et insurrections contemporaines prennent place au sein de la lutte que se livrent les classes entre elles. Il faut voir également que la lutte des classes est tout autant reconduction que remise en cause du rapport social, et donc chercher ce qui, en son sein, concourt davantage au premier ou au second aspect. Il est alors possible de s'interroger sur les initiatives prises dans les luttes pour renforcer ce qui est remise en question du rapport social capitaliste plutôt que reconduction de celui-ci. Ces initiatives tissent le lien entre les luttes actuelles et la révolution.

Le communisme est le double négatif et critique du capitalisme. Les catégories sociales fondamentales de ce dernier ne sont pas effacées ou ignorées, mais critiquées et dépassées. La valeur se mue en non-valeur, le travail en non-travail, la classe en non-classe.

Le dépassement<sup>102</sup> de la valeur, du travail et des classes n'est pas une abolition simple qui effacerait valeur, travail, et classes et prétendrait retourner à une époque où ces catégories sociales n'existaient pas. Il s'agit au contraire de créer des formes sociales qui, conscientes de l'existence de ces catégories, s'emploient à les écarter volontairement. En ce sens, le communisme est nécessairement la création d'un rapport social qui n'a jamais existé dans l'histoire<sup>103</sup>. (p. 89 et 90) [...]

Le capital ne peut pas se ressaisir de la question environnementale. Il est aiguillonné par une nécessité de valorisation qui le pousse à une course sans fin. La pression à court terme est si forte que même les capitalistes les plus conscients, qui produisent à longueur d'année les rapports les plus catastrophiques sur l'état du monde, sont incapables de mettre en place les régulations indispensables dans les délais qui s'imposent. Celles-ci seraient si violemment contraires aux exigences de ce mode de production que les attendre de l'État est impossible. C'est avant tout une question de temporalité : le court terme de la valeur limite en permanence la capacité de l'État à faire des choix déterminants pour le long terme.

Face à l'urgence, le communisme n'est pas un luxe. Il est en fait la seule réponse possible. Les contraintes du mode de valorisation capitaliste sont indépassables tant qu'il existe une valeur à maintenir. Seul le dépassement des catégories du capital peut garantir la production de ce qui est nécessaire à la vie des êtres humains sans provoquer la ruine écologique de la planète. Toutes les autres options sont synonymes de destruction à plus ou moins brève échéance. Résoudre l'urgence écologique, c'est abolir conjointement deux exploitations corrélées : celle des êtres humains et celle des ressources naturelles. (p. 91 et 92) [...]

---

102 Il faut se garder de chercher un sens complexe ou caché au terme « dépassement ». Il s'agit seulement de signaler qu'un processus historique ne nie pas le passé, mais le digère et le transforme.

103 Dans une période aussi réactionnaire que celle que nous vivons à présent, la tentation est grande d'assimiler le communisme à des formes sociales antérieures.

-----

Intégrer les masses prolétaires dans la communauté du capital a consisté, d'abord, à reconnaître aux structures du monde ouvrier une fonction de représentation. Les syndicats, organisations sociales et politiques du prolétariat, sont admis à jouer, au moins potentiellement, un rôle de cogestionnaire de la force de travail. Cette dynamique tendancielle n'est jamais achevée. Les syndicats et organisations du mouvement ouvrier sont toujours en partie des structures de combat et en partie des organismes de cogestion. Le rapport entre ces deux composantes évolue selon les lieux et les époques. Dans certains pays, à l'heure actuelle, les syndicats sont encore avant tout des structures de lutte et les syndicalistes peuvent être pourchassés et réprimés violemment. Dans d'autres, les syndicats cogèrent la main-d'œuvre avec le patronat. En France, certaines organisations syndicales apparaissent davantage spécialisées dans le rôle de cogestion, tandis que d'autres incarnent plus facilement la fibre contestataire. L'appareil syndical joue en permanence sur les deux tableaux, car tout le pouvoir des syndicats leur vient de leur capacité à encadrer la lutte pour éviter qu'elle ne déborde.

Il existe des formes d'organisation qui ne sont pas au sens strict des syndicats mais qui agissent de manière comparable. On peut prendre l'exemple des associations de défense de l'environnement. Les luttes environnementales sont des luttes de classes. Vivre dans un environnement dégradé fait partie intégrante de la condition de prolétaire. Les membres de la classe capitaliste peuvent souffrir de la pollution, mais les riches ont davantage la possibilité de s'en protéger que les pauvres. Les prolétaires n'ont pas les mêmes options, ou plutôt ils ne les ont que de manière proportionnelle à leur influence sociale et à leur revenus. Dans les luttes environnementales, les ONG jouent le même rôle que les syndicats vis-à-vis des luttes plus traditionnelles : celui d'intégrer la contestation au discours expert et médiatique du pouvoir.

La seconde forme d'intégration du prolétariat à la communauté du capital est accomplie par l'État. L'État remplit de multiples fonctions, certaines directement économiques, d'autres politiques, juridiques ou sociales. Parmi ces fonctions, une n'était pas directement assumée par les États de la période précapitaliste : l'encadrement de la population<sup>104</sup>. (p. 99 à 101) [...]

Dans le même temps, depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle, le capitalisme a évolué et l'État a accompagné cette évolution. Un des points importants a été, dans les pays capitalistes les plus importants, l'achat global de la force de travail. Cela signifie que les capitalistes ne se contentent pas de verser un salaire direct pour acheter la force de travail des prolétaires, mais que par le biais de taxes et de transferts sociaux ils entretiennent aussi cette force de travail qui doit être soignée et formée tout au long de sa vie. L'État joue alors un rôle essentiel dans la régulation de l'achat global en réglementant la santé, l'éducation ou les assurances. Malgré toutes les réformes néolibérales, l'État social existe toujours et tend même à se développer, très lentement, dans les pays les plus récemment industrialisés.

Le fait que l'État joue un rôle éminent dans l'encadrement de la communauté du capital et les transferts de revenus rendus nécessaires par l'achat global de la force de travail a fait s'étendre la lutte des classes au-delà des usines et des lieux de travail. Les

---

<sup>104</sup>D'autres instances, n qui n'étaient pas des États, y pourvoient dans les formes spécifiques de leur temps : par exemple, en Occident, l'Église.

luttres concernant le chômage, le logement, l'éducation ou la régularisation des sans-papiers sont autant de luttres qui se rattachent en fait à la lutte des classes en général. Les luttres qui prennent l'État, et non uniquement le patronat, comme interlocuteur n'en sont pas moins des luttres de classes. (p. 102 et 103) [...]

L'intégration des masses prolétaires à la société du capital s'est quasiment achevée il y a un demi-siècle dans les pays les plus anciennement industrialisés. Depuis, l'évolution s'est poursuivie dans le sens d'une fragmentation du prolétariat. La salarisation de la quasi-totalité de la population n'a pas conduit à une homogénéisation de la classe des exploités, mais au contraire à sa très grande hétérogénéité. Si le processus a commencé dès les débuts du capitalisme, il a franchi un seuil au cours du dernier demi-siècle. Non seulement le nombre croissant de tâches d'encadrement, de gestion, de travail de conception et de recherche a multiplié l'emploi de prolétaires qualifiés, mais même les formes les plus simples de l'emploi se sont vues diversifiées par l'émiettement des statuts et la généralisation de la sous-traitance et de l'emploi flexible. D'une condition ouvrière qui n'a jamais été homogène, mais qui demeurait identifiable, nous sommes passés à une diversité infinie de situations sans lien apparent entre elles. (p. 104 et 105) [...]

C'est aussi à partir des années 1980 que la conscience de s'attaquer, à travers les différentes luttres, à un problème commun se perd progressivement. Il y a une raison évidente à cela. La lutte ouvrière au sens étroit, la lutte pour le salaire et les conditions de travail, n'est plus la forme exclusive de la lutte des classes. A partir du moment où la force de travail est achetée globalement par le biais des transferts sociaux, la lutte des classes déborde sur tous les aspects de la vie quotidienne. La lutte pour les conditions de vie qui nous sont faites est une lutte prolétarienne, mais elle n'apparaît guère comme telle. Elle semble être une lutte pour l'environnement, ou contre les discriminations et pour l'égalité des droits.

Il est devenu visible que les prolétaires n'ont pas d'autre intérêt commun dans le capitalisme que la disparition de celui-ci. C'est là précisément ce que la croyance en une classe homogène pouvait masquer jusque dans les années 1970. Quand le prolétariat s'identifiait plus ou moins à une figure unique, celle de l'ouvrier de la grande industrie, le mythe de l'intérêt commun dans le capital pouvait coexister avec celui de la révolution. Désormais, cette coexistence est devenue impossible. Tel segment du prolétariat a des intérêts opposés à tel autre parce que le prolétariat est hiérarchiquement divisé par la société du capital. Cette segmentation est constamment soulignée par les idéologies nationalistes ou identitaires qui opposent les prolétaires les uns aux autres. Cependant, ces idéologies n'auraient pas un tel succès si elles ne s'appuyaient pas sur des divisions bien réelles. La fragmentation du prolétariat, même attisée par la propagande, est indéniable et conduit à la constatation suivante : il n'y a aucune unité du prolétariat à rechercher dans la société du capital, parce que le prolétariat ne peut pas y être uni.

S'il n'y a pas d'unité de la classe des exploités à rechercher, c'est aussi parce que le débouché de la lutte de classes n'est pas la victoire de cette classe, mais la dissolution de la société de classes, et donc de chacune des manières d'être prolétaire avec toutes ses spécificités : travailleur sans papiers ou précaire, chômeur, femme sous-payée, cadre pressuré, diplômé sans emploi, etc.

Tous les prolétaires conservent un point commun : ils doivent vendre leur force de travail pour vivre ; Les formalités particulières de leur exploitation et de leur aliénation diffèrent, mais tous gardent en commun cette condition universelle, reflet de l'universalité du mode de production capitaliste lui-même.

La seule conscience que la lutte doit apporter à chaque prolétaire est que la résolution des difficultés liées à sa situation particulière ne peut pas s'effectuer séparément. Aucune forme de domination n'a sa solution spécifique indépendante des autres : les questions sont diverses, mais la solution est la même, parce que chaque question n'est que la traduction d'une même nécessité. La lutte contre n'importe quel aspect de la société du capital doit se comprendre comme la lutte commune contre tous ses aspects, dont l'issue ne peut être que la destruction de la situation de prolétaire, donc l'abolition du prolétariat et des classes. S'il n'y a pas d'intérêt commun aux prolétaires dans le cadre du maintien du mode de production capitaliste, il y en a un dans le cadre de son abolition. S'il n'y a pas d'unité du prolétariat à chercher dans la société du capital, il y a une unité à trouver dans la lutte contre celui-ci. (p. 105 à 107) [...]

Pour les capitalistes, la lutte avec un prolétariat qu'il faut soumettre et exploiter est une composante normale de leur activité. La lutte de classes est pour eux une forme ordinaire du rapport de classes qu'il faut sans cesse reconduire, par toutes sortes de moyens, et pas seulement par la coercition.

Pour les prolétaires, en revanche, la lutte de classes est fondamentalement ambivalente. Dans la mesure où elle vise seulement à améliorer le sort des prolétaires dans la société du capital, la lutte prolétarienne est reconduction du rapport de classes. Mais la lutte peut aussi être, pour le prolétariat, une remise en cause de ce rapport, ce qu'elle ne peut jamais être pour la bourgeoisie. Que la lutte soit reconduction ou remise en cause des classes est donc un effet de l'activité du prolétariat et uniquement de celui-ci.

La lutte des classes comme reconduction des classes et à la fois puissante et fragile. Dans chaque mouvement d'ampleur, une tension se fait jour. La part potentielle de remise en cause du rapport de classes y affleure de différentes manières. Tout dépend du type de lutte. Certaines luttes, très corporatives, particulièrement encadrées par des organisations syndicales soucieuses de leur réputation, ne sont pas dangereuses pour le rapport social capitaliste. D'autres, par leur thématique, par l'absence d'encadrement syndical ou par leurs pratiques plus radicales, possèdent une capacité plus visible à ouvrir des brèches. (p. 108 et 109) [...]

Ce qui sépare une lutte particulièrement active, capable de bousculer certaines certitudes, et la révolution pourrait au fond se mesurer en degrés, tout comme il n'y avait qu'une question de degré entre le grand commerce médiéval et le mode de production capitaliste. Quand un phénomène se généralise, il se modifie qualitativement. La lutte devient révolution en s'intensifiant, mais ce faisant elle change aussi de nature. (p. 112) [...]

Plus la dynamique de l'élargissement rend le retour à la normale difficile, plus cher le patronat et l'État sont disposés à payer pour l'obtenir. Pour une lutte qui a commencé à s'élargir, une victoire est une défaite. Quand la lutte s'arrête parce que sa revendication initiale est satisfaite, toutes les pratiques expérimentées dans la lutte disparaissent. La victoire d'une lutte marque le point d'arrêt de sa capacité à renverser le rapport social. Une poursuite massive de la lutte malgré la satisfaction des revendications est le signe qu'une première étape est franchie.

Dans l'écrasante majorité des cas, les luttes ne vont pas jusque-là, et les exemples où ce point a paru proche d'être atteint sont peu nombreux. Pour autant, la possibilité que la lutte y parvienne est toujours ouverte. Un tel résultat ne s'obtient pas en prêchant le communisme, mais en appuyant les tendances au dépassement déjà existantes dans la lutte.

Ce qui permet l'encadrement des luttes correspond aux deux modes traditionnels d'intégration du prolétariat : les syndicats et l'État démocratique. Rompre avec l'encadrement des luttes, c'est donc d'abord rompre avec ses entraves syndicales et légales. Mais il faut prendre en compte le fait que sont apparues des formes syndicales et citoyennes auto-organisées. Ces organisations se présentent comme le vrai syndicalisme face aux syndicats ou comme la vraie démocratie face à l'État. Elles reproduisent, à leur échelle, les mêmes limites que celles que les syndicats institutionnels et l'État formalisent pour la société toute entière.

C'est pourquoi il ne suffit pas de s'opposer aux syndicats officiels ou à l'État pour rompre avec l'encadrement des luttes. Quand il s'agit de lutter au nom de ce qu'on est dans le capital – des prolétaires – contre qu'on est – des prolétaires -, l'affrontement se situe aussi au cœur même de la lutte. La lutte contre le capital prend la forme d'une lutte d'un camp contre l'autre - les grévistes et les manifestants contre les forces de l'ordre - , mais cet affrontement visible ne fait que masquer un affrontement interne à la lutte elle-même. Cette lutte dans la lutte est aussi une lutte contre soi-même, où il s'agit de se dépouiller de son être social antérieur. La profession, le diplôme, le genre, l'identité nationale ou ethnique, les affinités sociologiquement déterminées disparaissent avec les liens nouveaux qui sont tissés dans la lutte. Il n'y a pas de recette pour un tel chambardement autre que la manière chaotique et contradictoire dont ces questions sont posées par les nécessités de la lutte elle-même. (p. 113 et 114) [...]

Une lutte efficace et radicale doit se poser le plus vite possible en rupture avec les organisations syndicales et avec l'État. Une organisation sans leaders élus et sans hiérarchie est une condition pour que la lutte puisse s'élargir et s'intensifier. La première initiative à prendre consiste à créer des espaces auto-organisés de lutte sous la forme d'assemblées, de collectifs, de regroupements divers et variés. Une lutte auto-organisée cherche en elle-même tout ce dont elle a besoin pour exister. Elle doit refuser la présence de ceux qui sont opposés à la lutte ou ceux qui, comme les journalistes, ne viennent qu'en tant que témoins. L'auto-organisation n'est cependant qu'une des conditions, nécessaire mais non suffisante, pour que les luttes s'attaquent au rapport social capitaliste. Les formes auto-organisées peuvent en effet aussi exprimer l'intégration des prolétaires au monde du capital. Il faut donc se défendre de tout fétichisme de l'auto-organisation ou de l'« horizontalité<sup>105</sup> ». L'absence de hiérarchie n'est pas une fin en soi, mais un moyen pour renforcer l'efficacité de la lutte. (p. 116) [...]

Note de la page 118 : La personne de nationalité française ou pourvue de papiers peut aussi considérer qu'au lieu de se battre avec les sans-papiers il vaut mieux demander à l'État de fermer les frontières. Le conflit est une constante de la relation capital-prolétariat, mais les prolétaires peuvent toujours choisir de se soumettre. La lutte prolétarienne, quant à elle, n'est pas une garantie de victoire, mais elle est le seul terrain où la certitude de la défaite n'existe pas.

---

<sup>105</sup> Terme parfois employé, dans les milieux anarchistes, pour désigner une organisation collective non hiérarchique.

## Annexe 2

# Les luttes de classes en France au XXI<sup>e</sup> siècle

*Un contre-point programmatique*

Emmanuel Todd  
Éditions du Seuil, 2020

*On fournira cet extrait d'un livre d'Emmanuel... Todd. Extrait qui rend compte de l'avis d'un intellectuel, avec lequel on n'a pas grand-chose en commun, aussi bien du point de vue des intérêts particuliers, que du volume de capital culturel et social, faut-il le préciser. Il constitue un pendant avec le précédent, avec aussi bien des éléments intéressants que des limites naïves, du point de vue du cliviste.*

*Mais on fait l'hypothèse que ce genre de considération pourrait s'adjoindre avec d'autres stratèges et d'autres spécialistes « qui sont du côté de ceux qui s'organisent... » et fournir des bases théoriques (qui, comme on le sait, sont indispensables à l'action... révolutionnaire) pour se représenter une forme de composition plus ample et à la hauteur des enjeux. Soit une alliance entre une écologie politique révolutionnaire, un recyclage des théories post-marxistes rendu inévitable par leurs impasses tactiques (dépassement des identités post-modernes par les identités de classe) et une bonne masse de manœuvre constituée en mémoire des Gilets Jaunes. Rouge et Vert + Arc en Ciel + Jaune = ? !*

### « **Priorité à l'indépendance nationale ; le besoin d'alliés**

Pour la première fois de ma vie, ne trouvant parmi mes ascendants que des gens de gauche, internationalistes, [...] je comprend De Gaulle. Dans un pays qui a perdu son indépendance, la reconquête de l'indépendance est la priorité absolue. Toute autre programme est une escroquerie. [...]

### **L'apport de Lénine**

L'émergence d'un nouveau parti, [...] est une possibilité. [...] Les Gilets jaunes ont montré la force de la société française, sa capacité de contestation par le bas d'un ordre établi plus stupide qu'injuste. Mais il a aussi montré sa principale faiblesse : sa propension à se dissoudre dans une sympathique anarchie, allant jusqu'à théoriser le refus de l'organisation. [...]

Ce dont la France a besoin est d'un parti, avec un programme, des statuts et un organigramme simple. Je crois fondamentalement à un marché régulé par un État raisonnable, à un capitalisme apprivoisé par la démocratie politique ; je pense en termes de réconciliation des élites et des masses, non de populisme. [...]

Il a été beaucoup question de Marx dans ce livre. [...] Le moment semble ici venu, par esprit de symétrie artistique peut-être, d'évoquer Lénine. Mieux que tout autre, il avait compris les limites du spontanisme révolutionnaire, théorisé la nécessité de l'organisation. Ne le suivons pas dans sa fondation d'un parti bolchevique sectaire et violent. Mais admettons avec lui que sans organisation, sans un minimum d'esprit de synthèse, sans la possibilité d'exclure les « mous » de cette organisation, toute tentative de reprise en main de notre destin est pure fiction. [...]

Nous allons devoir, dans les années qui viennent, affronter des forces cyniques et violentes ; j'ai évoqué dans le cours de ce livre la montée, en haut de la société, de formes diverses de sadisme sociopolitique. Une certaine dureté doit être envisagée – petite bourgeoisie<sup>106</sup>, majorité centrale atomisée, prolétariat, enfants d'immigrés -, devra être restauratrice de la justice, sans se perdre dans les rêveries d'un futur impossible, idéal, jamais vu et qui ne sera jamais vu. Nous ne sortirons pas du capitalisme. [...]

La doctrine nouvelle devra pleinement intégrer que la lutte des classes est l'avenir. Elle va devoir effacer de son agenda les vieilleries idéologiques du cycle précédent, positives et négatives.

Du côté des valeurs positives, la révolution sociétale des années 1968 – 2018 doit être pleinement acceptée, intégrée et dépassée. Les femmes sont libres, on l'a vu sur les ronds-points et dans les résultats électoraux. L'homosexualité est libre – jamais le mariage pour tous ne doit être remis en question. L'orientation sexuelle cessera donc d'être un critère d'identité, condition nécessaire à la restructuration des identités de classe.

Du côté des valeurs négatives des années 1984 – 2018, le débat sur l'appartenance ethnique ou religieuse doit apparaître pour ce qu'il est : un truc de vieux. [...]

Il va falloir vivre avec des nuances culturelles nouvelles, c'est vrai, avec le Ramadan comme avec l'homosexualité. Une lutte des classes théorisée, active, nous permettra de dépasser ces nuances. On ne rendra jamais suffisamment grâce à Emmanuel Macron et à son équipe d'avoir, en décrétant « le Flash-Ball pour tous », fait de tous les Français, potentiellement, des Arabes mal intégrés.

### **Une réponse religieuse à une crise religieuses**

Tout le monde est aujourd'hui à peu près d'accord pour dire qu'à l'origine de la crise des capacités d'action collective, on peut identifier une crise religieuse. [...] L'existence d'une matrice religieuse de la politique est une idée acceptée, y compris, comme on l'a vu au chapitre 9, implicitement, par Marx lui-même, de même qu'est admise l'association du vide religieux à l'état d'atomisation de nos sociétés, à l'amoralité fondamentale de nos élites, à leur corruption, à leur amour de l'argent. [...]

Comment, alors, faire en sorte que la société retrouve cette cohésion qui lui venait des systèmes de pensée religieux ou quasi religieux ? Se remettre, en masse, à croire en Dieu me semble difficile. Soixante-huitard de soixante-huit ans, incroyant, je suis presque gêné de parler ainsi : ce dont nous aurions besoin, à défaut d'une religion nouvelle, ce serait d'un sursaut moral collectif, d'une « quasi religion » qui nous autorise, entre convertis, à regarder de haut les nains qui nous gouvernent. C'est la condition d'une restructuration politique, ce qui permettrait de susciter les dévouements individuels et de bâtir une action collective structurée. Pour se sacrifier à une cause, il faut avoir la foi, et la seule foi envisageable aujourd'hui est l'amour de la patrie. Le vide actuel, qu'il soit considéré comme religieux ou patriotique, explique pourquoi il est tellement difficile de structurer une lutte des classes efficace, dans un univers devenu non pas simplement athée mais réellement postreligieux. » (p. 358 à 366)

---

106 L'auteur fournit un panorama socio-économique en 4 classes de la formation sociale française contemporaine structurée notamment par les conséquences du système scolaire et de son évolution, et non plus uniquement par la « place dans les rapports de production » : l'aristocratie stato-financière (en gros le 1%), la petite bourgeoisie CPIS (19%) : Cadres et Professions Intellectuelles Supérieures, classe alliée de la précédente mais non homogène pour autant, une masse atomisée d'Intermédiaires (50%) en phase de déclin économique, un prolétariat poussé à la division selon des critères ethno-raciaux, « nationaux » et « immigrés », en régression numérique (30%).

*Gageons que cet enthousiasme pour la nécessité des techniques religieuses trouveront un écho chez les spécialistes de l'organisation des spectacles politiques, avec leurs processions, leur bannières, leurs totems, et leurs martyres aussi. Puisqu'il faut bien « se sacrifier à une cause »...*

## Annexe 3

### Un, deux, trois analogies !

*«Tu vois, le monde se divise en deux catégories  
ceux qui ont un pistolet chargé et ceux qui creusent. Toi, tu creuses.»  
Le Bon, la Brute et le Truand, 1966*

*« Le dédoublement de ce qui est un et la connaissance de ses parties contradictoires [...] constituent le fond [...] de la dialectique. » (V. I. Lénine: A propos de la dialectique, 1915)*

*« Toute chose se divise invariablement en deux »  
« La loi de la contradiction inhérente aux choses, aux phénomènes, ou loi de l'unité des  
contraires, est la loi fondamentale de la dialectique matérialiste. » (Mao Zedong, De la  
contradiction, 1937)*

Avant de s'envoler en imagination dans l'**annexe 4**, un peu de gymnastique mentale pour dégourdir les neurones de la lectrice et du lecteur :

#### 1) Une analogie philosophique

Dans sa préface à *La crise de la culture*, Hannah Arendt, parlant de la situation sans issue d'un monde moderne ayant épuisé les espoirs mis dans les critiques de la tradition, rappelle cette « parabole de Kafka », mettant en scène trois personnages :

*« Il y a deux antagonistes : le premier pousse de derrière, depuis l'origine. Le second barre la route devant lui. Il se bat avec les deux. Certes, le premier le soutient dans son combat contre le second car il veut le pousser en avant et de même le second le pousse en arrière. Mais il n'en est ainsi que théoriquement. Car il n'y a pas seulement les deux antagonistes en présence mais aussi, encore lui-même, et qui connaît réellement ses intentions ? Son rêve, cependant, est qu'une fois, dans un moment d'inadvertance – et il faudrait assurément une nuit plus sombre qu'il n'y en eut jamais – il quitte d'un saut la ligne de combat et soit élevé, à cause de son expérience du combat, à la position d'arbitre sur ses antagonistes dans leur combat l'un contre l'autre. »*

Hannah Arendt identifie les forces de ce champ de bataille au passé et au futur : *« il y a deux ou même trois combats qui se déroulent simultanément : le combat entre « ses » antagonistes et le combat de l'homme [le « il » de la parabole] qui se trouve entre eux avec chacun d'eux. »* Pour tenter de sortir de cette impasse, où la seule issue se trouve vers le haut (*Hic Rhodus, hic salta...*), vers le ciel des idées sans intervention, sans action dans et sur le réel, la philosophe introduit une dimension spatiale. Plutôt que de considérer le temps comme un axe linéaire, l'insertion de l'homme entre passé et futur produirait une distorsion du champ spatio-temporel. Un peu comme dans la relativité générale, la masse déforme l'espace-temps. La résultante de ce parallélogramme de forces serait une diagonale : *« Si le « il » de Kafka était capable d'exercer ses forces le long*

*de cette diagonale, [...] il n'aurait pas sauté au-delà de la ligne de combat et ne serait pas au-dessus de la mêlée comme le demande la parabole, car cette diagonale, quoiqu'elle s'oriente vers l'infini, demeure liée dans le présent et se trouve enracinée en nous ; [...] il aurait trouvé le lieu dans le temps qui est suffisamment éloigné du passé et du futur pour offrir à l'« arbitre » une position à partir de laquelle juger les forces en lutte d'un œil impartial. »*

Et Arendt ajoute qu'il est plus vraisemblable que cette résultante soit introuvable. « Il » « *mourra d'épuisement* » exténué sous la pression du combat constant, oublieux de ses intentions initiales et conscient seulement de l'existence de cette brèche dans le temps qui, aussi longtemps qu'il vit, est le sol sur lequel il doit se tenir, bien qu'il semble être un champ de bataille et non un foyer. »

On poursuivra pour notre « compte » hors de ces « *phénomènes mentaux.* » pour rejoindre l'autrice lorsqu'elle identifie cette brèche avec « *un fait qui relevait du politique* », à l'âge moderne. Et cette parabole constitue une expérience de pensée. En introduisant le social, après le temporel et le spatial, on peut proposer que les deux forces antagonistes soient aussi, et surtout dans la recherche d'une issue émancipatrice, les métaphores, dans le langage des marxismes standard ou dissident, du prolétariat qui tente de se dégager du présent et pousse en avant et de la bourgeoisie qui s'oppose à cette poussée et œuvre au statu quo. Le « il », situé entre ces deux forces, représente effectivement celles et ceux qui, dans des périodes précapitalistes, s'identifiaient « *au petit nombre de ceux qui faisaient de la pensée leur affaire essentielle* ».

Et ce groupe social s'est singulièrement étoffé depuis Kafka. Il constitue la « troisième classe fondamentale du rapport social capitaliste ». De fait, il devient possible de sortir de ce débat purement théorique et d'envisager, d'inventer des configurations qui permet de sortir du fatalisme.

## **2) Une analogie biologique**

Dans ce contexte, on propose une petite escale fondée sur un mésusage de l'analogie. Mais pourquoi pas, vu le niveau de compétence du claviste... et la situation pour le moins confuse dans laquelle se débattent ceux et celles qui affichent avec beaucoup de bluff leur certitude de connaître le fin mot de l'Histoire humaine.

Dans un ouvrage opportunément intitulé *La légende de la vie*, le généticien Albert Jacquard définit succinctement un système complexe ainsi : « *On réserve l'adjectif « complexe » aux structures matérielles qui sont à la fois séparées du monde extérieur par une frontière poreuse (elles ont donc des échanges avec leur environnement) et composées de nombreux éléments :*

- *ayant chacun de multiples caractéristiques ;*
- *classables en de multiples catégories ;*
- *pouvant être regroupés en sous-structures correspondant à plusieurs niveaux d'organisation ;*
- *ayant entre eux des rapports d'action et de réaction très divers, dont l'intensité résulte le plus souvent de multiples caractéristiques. » (p. 34)*

Supposons donc que les formations sociales humaines sont des systèmes complexes. Et rajoutons ce deuxième passage : « *Le lien entre complexité et pouvoir mérite explication. Les propriétés d'un ensemble ne peuvent, cela est d'observation courante, être déduites des propriétés de ses éléments. [...] Un ensemble n'est pas une*

*somme. Les réflexes que nous avons acquis à l'école nous poussent à ramener une mise en commun à une addition. [...] Mettre ensemble, ce n'est pas ajouter, c'est faire apparaître du nouveau. [Ce que d'autres théoriciens appellent une ou des émergences de propriétés nouvelles.]*

*L'exemple le plus clair de l'assemblage comme créateur de pouvoirs est sans doute la réalisation des noyaux de carbone dans les fournaies que sont le cœur des étoiles. Pour fabriquer ces noyaux, il suffit de disposer de trois noyaux d'hélium et de beaucoup d'énergie. L'hélium est un gaz dont la chimie est particulièrement pauvre. Rien ne se passe lorsqu'un noyau d'hélium en rencontre un autre. Les deux protons et les deux neutrons qui le constituent ne lui ont apporté aucune propriété vraiment intéressante. Son avenir est peu prometteur d'aventures. Mais, dans la fabuleuse chaleur intense d'une étoile, il arrive que trois noyaux d'hélium se rencontrent simultanément. Leur énergie est telle qu'au lieu de rebondir chacun de son côté, ils restent assemblés, réalisant une nouvelle structure riche de six protons et de six neutrons : un noyau de carbone. » (p. 36 et 37)*

Le carbone, produit dans ces confrontations de trois noyaux d'hélium, est l'un des éléments de base de la chimie organique et de l'immense complexité des structures à base de protéines, dont cet « objet le plus complexe de l'univers connu » : notre cerveau humain en interaction avec les milliards d'autres, passés et présents.

### **Un autre petit exercice de gymnastique ?**

Trois éléments : considérer les propriétés émergentes de la confrontation de ces ensembles ternaires. Déjà de manière descriptive, les relations réciproques sont bien plus nombreuses que dans les ensembles binaires ou bipolaires. Entre A et B, on trouve les relations réciproques de A sur B et de B sur A ; on peut rajouter leur inverse : l'absence de relations. Également l'ensemble A et B. Et même la relation interne à A et/ou à B.

Si on considère trois éléments A, B et C, le nombre de relations s'accroît sans commune mesure *avec le simple ajout d'un seul élément* : A sur B et A sur C, B sur A et B sur C, C sur A et C sur B ; mais aussi A et B sur C, A et C sur B, B et C sur A, sans compter l'ensemble A et B et C ; et également les non-relations et les relations internes à A, B et C.

Si, en plus d'ajouter un seul élément à ce système, on introduit des relations intermédiaires entre le 0 et le 1, entre le + et le -, ou entre le « oui » et le « non » : le « peut-être », etc. On obtient un système complexe, qui, en le considérant comme un des niveaux d'organisation d'un ensemble plus vaste, ouvre sur des propriétés émergentes et de nouvelles hypothèses capables d'intégrer les différents points de vue sur le réel, auquel il faudra évidemment confronter ce modèle.

On peut également considérer les positions relatives de ces trois éléments dans un système de coordonnées ; voire pourquoi pas attribuer des caractéristiques à ces trois éléments et faire évoluer le système en analysant les formes possibles que prennent ces données dans un diagramme de représentation : c'est un peu de la topologie sociale, mais là, on est largement en-dehors des compétences disponibles...

### **3) Une analogie mathématique et physique**

Allez encore une dernière analogie, là encore sans filet. Un tripôle (c'est un néologisme, comme la tri-dialectique...) induit des relations beaucoup plus complexes qu'un dipôle mais rend le système beaucoup moins prédictible. Le règne de la société

sans classe n'est plus l'horizon indépassable de l'évolution du capitalisme. Après le premier passage par la philosophie au début de cette annexe 3, c'est en se tournant non pas vers la biologie mais vers les mathématiques et la physique, qu'on proposera cette analogie, à prendre donc avec prudence.

Commençons par un peu de géométrie euclidienne sur un plan : la somme des **trois** angles d'un **triangle** est égale à **deux** angles droits ou angle *plat*. C'est vrai que l'on est vraiment là dans l'aliénation la plus plate. Ça manque de relief et d'histoire ! De quoi rabattre toujours le trois (ternaire) sur le deux (binaire). Mais c'est dans un espace à deux dimensions.

Un peu de trigonométrie sphérique comme étape vers des espaces courbes, se rapprochant, toujours par analogie bien sûr, des espaces sociaux et de leurs masses (les volumes de capital de toutes espèces). Vas-y Wiki : « *Mais il est possible de construire, tout aussi rigoureusement, d'autres géométries, dites non euclidiennes, qui ne respectent pas cet axiome. La somme des angles d'un triangle n'est alors plus constante, mais elle permet de classer ces géométries, la valeur de  $180^\circ$  gardant son importance : les géométries pour lesquelles la somme des angles d'un triangle est inférieure à  $180^\circ$  sont dites **hyperboliques**, celles pour lesquelles elle est supérieure à  $180^\circ$  sont dites **elliptiques** (comme la géométrie sphérique utilisée pour modéliser la géométrie à la surface de planètes comme la Terre).* »

Voilà : une théorisation politique, qui prend comme point de départ le trinôme, est soit hyperbolique (utopique, non ?) soit elliptiques (abstraite et incompréhensible).

De cette époque antique est issue également, via Aristote, les principes de la logique formelle et notamment celui dit du **tiers exclu** ( ou encore de manière plus expressive le principe du milieu exclu), comme son nom l'indique. Question à cent balles : c'est qui le « tiers », qui s'exclut de lui-même du mode de raisonnement ?

Ou bien une proposition est vraie, ou bien sa négation est vraie. Ces formes de raisonnement, dans leur généralité, prennent en compte deux propositions (A et B) et leurs relations réciproques selon qu'elles sont toutes deux affectées elles-mêmes d'une qualité binaire (vraie ou fausse). L'entre-deux, l'a peu près, le ni vrai ni faux, n'interviennent pas dans ce type de logique. En limitant la comparaison à une simple analogie, on peut aussi évoquer les indéterminations et les « superpositions d'états » en physique quantique dans laquelle les modes de raisonnement, issus de notre sens de l'orientation sociale, sont inadéquats à la compréhension de phénomènes se déroulant à une échelle qui nous est inaccessible (subatomique). Mais l'échelle du champ social (le « macro-social ») est aussi différente de l'échelle des interactions individuelles quotidiennes (le « micro-social »).

Des formes moins mathématisées ont pu réintroduire ce « milieu » du social par l'intermédiaire de mode d'exposition et de raisonnement qui introduise une dimension dynamique et historique. Par exemple une dialectique *non dogmatique* fonctionne, en schématisant, sur un ensemble de trois catégories dont deux simultanées et contradictoires qui débouche sur leur « dépassement », à la fois comme combinaison et comme valorisation ou degré supérieur (ou dévalorisation dans la dialectique négative). Le modèle standard, sous sa forme matérialiste, est mobilisé pour rendre compte du devenir du mode de production capitaliste, qui, travaillé par des contradictions internes (opposition bourgeoisie – prolétariat, ou baisse tendancielle du taux de profit, ou évaporation de la valeur, etc.), débouche glorieusement sur le communisme et l'abolition des classes, etc.

On se propose de considérer ce mode de raisonnement comme une manière de surmonter les limites de la logique formelle en réintroduisant le « tiers exclu » sous la forme d'un devenir historique. C'est une manière transfigurée et méconnaissable d'introduire un groupe situé en-dehors de la contradiction « principale » et de l'instituer comme l'arbitre tout comme le destinataire, et possible appropriateur, du résultat de l'affrontement des deux parties en présence. Il a pris très souvent dans les théories politiques comme dans leurs mises en pratique la forme du pouvoir central : l'État social et planificateur ou socialiste.

Un brin de théorie des probabilités, avec le **paradoxe de Condorcet**. Dans le cas de choix binaire, entre deux possibilités, projets politiques, etc., ce paradoxe n'existe pas. C'est notamment une des raisons, pour les élections stratégiques, du système du vote uninominal (avec éventuellement deux tours) qui aboutit à un choix, exprimé et suivi d'effets, en terme binaire (l'abstention, le vote blanc ou nul ne sont pas comptabilisés). Mais dès qu'une situation fait se confronter au moins trois options différentes, avec des préférences hiérarchisées en fonction des individus et des groupes (qui doivent être nombreux, plus de 10), il y a un caractère indécidable de l'ordre de préférence pour l'ensemble considéré. On appelle cela **la non transitivité de la relation de préférence**. La majorité arithmétique ne traduit pas effectivement la « volonté générale ». Un individu rationnel applique la règle de transitivité : si  $A > B$  et si  $B > C$ , alors  $A > C$ , ce qui n'est plus vrai au niveau collectif où on peut avoir :  $A > B > C > A$ , classement non transitif, à partir duquel le choix est indécidable. Si on a des populations importantes avec des choix différenciés :  $B > C > A$ ,  $B > A > C$ , etc., on ne peut obtenir de gagnant indiscutable. Plus de deux, c'est le bordel !

Vis à vis d'une liste de préférence, et non plus une votation, avec au moins trois possibilités, les représentations dichotomiques représentent une simplification aliénante de la complexité des relations.

Mais du côté de la physique, c'est **le problème à trois corps**, associé en général au nom du mathématicien Poincaré que l'on exposera brièvement ici. De sites sur internet, voilà un petit échantillon pour suggérer que le devenir historique est beaucoup plus ouvert que ne le laissent supposer, et croire, les modèles standards. Et aussi bien pour le meilleur que pour le pire.

Contrairement au modèle simple des interactions entre deux masses (Terre / Lune ou Soleil / planète), « on sait depuis les travaux du mathématicien français Henri Poincaré que si on laisse évoluer librement trois corps massifs soumis seulement à l'attraction gravitationnelle, les trajectoires qu'ils empruntent sont chaotiques : d'infimes variations des conditions initiales se traduisent au bout d'un certain temps par des modifications considérables dans leurs trajectoires. »

Voilà, ça c'est pour trois. Le claviste suggère de démarrer une autre séance d'entraînement avec **quatre éléments**. Bon courage !

## Annexe 4

### Le capitalisme vert

**« Ils savaient que c'était impossible<sup>107</sup>,**

**alors ils l'ont fait »**

#### Une nouvelle de sociale fiction

« Le temps est tout, l'homme n'est plus rien ; il est tout au plus la carcasse du temps. »

« Le capital abolit l'espace par le temps. »

#### Préambule

Pour tenter de poursuivre (en guise de conclusion provisoire...), on sollicitera, de la part de la lectrice et du lecteur qui auraient traîné jusqu'ici, un peu d'imagination ou plus modestement d'invention : pour combler les lacunes de la démonstration tout autant que pour essayer de mettre un terme à ce texte. Quelques citations savantes en exergue (Karl Marx) indiquent que le temps (de travail) a été souvent prépondérant dans l'analyse de l'exploitation. L'espace (de travail) est souvent traité comme une scène où se déploient les luttes. Il se pourrait que l'articulation entre ces deux champs, ou la prise en compte des quatre dimensions de l'espace spatio-temporel en interaction avec l'espace

---

<sup>107</sup>Détournement d'un extrait des *Carnets de notes* de Mark Twain : « *Ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait.* » Dans le sous-titre ci-dessus, derrière l'uniformité des « ils » se dissimule la division du travail politique. Les « ils » désignent successivement divers groupes sociaux.

L'impossibilité d'un capitalisme vert fait partie des sujets débattus dans les rangs intellectuels de la gauche de la gauche, version écosocialiste. Voir par exemple *L'impossible capitalisme vert*, de Daniel Tanuro, Éditions La Découverte, 2015. Il est primordial pour ces intellectuel-les de rayer absolument cette hypothèse des horizons du possible et du souhaitable.

L'argument principal est qu'un capitalisme vert impliquerait l'abandon de la loi de la valeur et de l'accumulation sans fin du capital, ce qui serait une contradiction dans les termes. Mais la contradiction ne gît-elle pas au cœur de ce système ? C'est justement le feu des luttes sociales, même « révolutionnaires », qui permet au capitalisme d'évoluer sous contraintes structurelles, avec l'aide bienveillante de l'État. C'est cette écologie révolutionnaire en élaboration à partir des Soulèvements qui peut en fournir à la fois la nécessité et la possibilité. L'abandon de la loi de la valeur n'est sûrement pas hors de la compréhension des bourgeois-es les plus lucides pour sauver l'essentiel : leurs capacités de commandement quitte à des compromis avec des groupes sociaux antagonistes. « Tout changer pour que rien ne change »... Comme le disait ironiquement Paul Mattick dans le titre de son dernier livre : *Marxisme, dernier refuge de la bourgeoisie* ? Il répondait par la négative, puisqu'il se situait dans la perspective d'un renversement du capitalisme. Mais le régime qui s'annonce n'est pas nécessairement le communisme : pourquoi pas un éco-capitalisme d'État. La crise « environnementale » : une opportunité aussi savoureuse que le « socialisme » du XX<sup>e</sup> siècle !

social (la division du travail) permettent de progresser dans la compréhension de la situation actuelle. Pour formuler ce programme de recherche et d'intervention d'une autre manière : faire de la séparation contradictoire de la sphère de la production (le temps, le travail abstrait, informationnel et la valeur) et de la sphère de la circulation (l'espace, le travail concret, matériel et la valeur d'usage) une dynamique dialectique (*Et Toc !*) de la totalité des rapports sociaux. Pour y intervenir, on se référera à la conclusion provisoire...

On suppose que le champ de bataille du développement des luttes à venir sera et redeviendra principalement celui de l'espace : **la géographie plutôt que le calendrier.**

Un premier moment de transition du féodalisme au capitalisme a vu s'affronter les maîtres de l'espace (les États-nations en voie de centralisation) et les populations paysannes dont les bases matérielles et sociales avaient été détruites (enclosures, lois sur le vagabondage, exode rural et opposition villes-campagnes). Puis, les luttes sociales ouvrières des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles dans les pays centraux ont progressivement moulé leurs stratégies et leurs revendications en interaction à l'envahissement du temps de la vie des agents sociaux par les logiques capitalistes d'extraction du sur-travail. L'accumulation du capital, par l'appropriation de la plus-value absolue et relative (accroissement du temps de travail et de son intensité) s'est constituée en relations réciproques avec les luttes qui tentaient, dans un premier temps, de contester l'hégémonie du temps, compté en terme quantitatif (par référence à la qualité du métier et des savoirs artisanaux traditionnels encadrant la production des corporations). Mais la rationalité axiologique<sup>108</sup>, autre nom de la valeur, envahissant toutes les sphères de la vie quotidienne sous la forme de logiques calculatrices (recettes / dépenses), cette bataille a été perdue et c'est, dans un second temps, sur la comptabilité de ce temps que les batailles suivantes furent engagées : durée et intensité du travail ; temps de travail / temps de loisirs ; temps de formation / temps professionnel ; vie « active » / retraite, travail productif salarié / travail reproductif gratuit, etc. On est passé du refus de l'horloge et de la pointeuse à son sabotage, puis chaque prolétaire a, de son plein gré et de force, attaché tous les matins la marque de sa servitude salariée à son poignet : la montre, signe de réussite tout autant que d'intégration. Jusqu'à faire de l'installation d'une pointeuse dans une boîte une revendication syndicale pour attester des heures

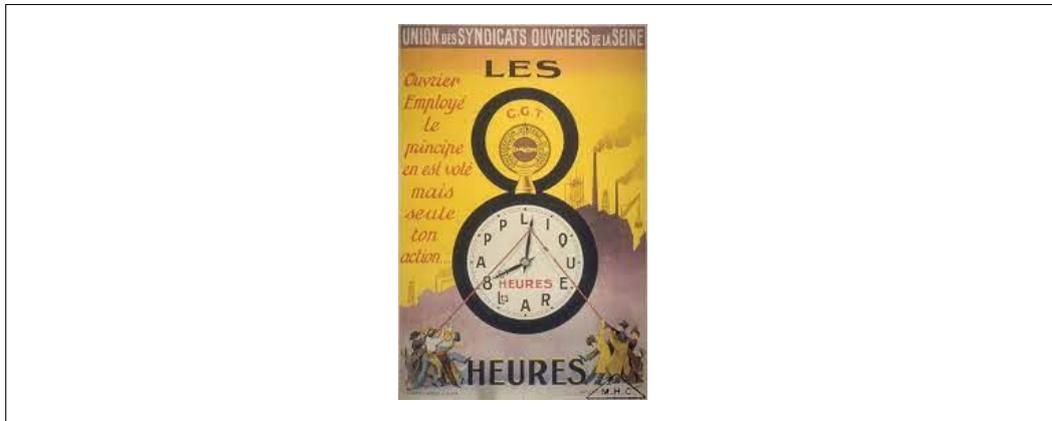
---

108« Au cœur de l'élaboration conceptuelle de Max Weber, se trouve le processus de rationalisation des activités sociales. [...] Il existerait quatre rationalités possibles de l'action sociale.

- La **rationalité instrumentale**, ou **rationalité en finalité**, ordonne les objectifs et les moyens les mieux adaptés aux buts poursuivis. Il s'agit pour l'acteur d'atteindre les buts qu'il s'est donné avec une efficacité optimale ou de croire, avec les informations dont il dispose, qu'il emprunte une méthode efficace. [Référence à un substrat matériel, au travail concret, matériel, manuel et à la valeur d'usage des marchandises.]
- La **rationalité axiologique**, ou **rationalité en valeur**, oriente les actions selon des valeurs subjectivement retenues comme raisons légitimes ou fins ultimes pour agir. L'acteur ne se préoccupe alors pas des résultats de l'action, ni des moyens utilisés. Il recherche la valeur pour elle-même : la justice pour la justice, le beau pour le beau... [Référence à des abstractions néanmoins concrètes (existantes), la valeur d'échange, le travail abstrait, informationnel, « immatériel », l'accumulation du capital.]
- La **tradition** (obéissance à la coutume) et **l'émotion** (activité affective qui se développe sous l'emprise d'une émotion ou d'une passion) constituent deux autres explications possibles des actions sociales. Elles présentent, pour Weber, un aspect irrationnel et mécanique. Il s'agit de types idéaux, et ces rationalités se chevauchent pour l'acteur lui-même quand il agit et pour l'observateur quand il interprète une action. Ces actions sociales engendrent des formes de relations sociales. Ces relations se pérennisent autour d'activités et d'institutions différenciées. [Ces deux autres rationalités renvoient plutôt à des irrationalités mises en jeu dans les sociétés précapitalistes ou dans les phénomènes de fausse conscience. Voir plus bas.]

D'après : <http://sociologics.free.fr/Foad-1/Weber.html>

effectivement travaillées. Aujourd'hui, la montre s'est enrichie d'un certain nombre d'accessoires connectés et d'applications...



Ces luttes ont menées progressivement et temporairement à un certain nombre de compromis (plutôt que de parler d'acquis sociaux...) qui sont, avec la crise longue de la productivité et du taux de profit, remis en cause là où ils avaient structuré des relations salariales encadrées : du compromis fordiste au nouveau management.

Un autre champ de bataille s'actualise aujourd'hui au sein des formations sociales dans lesquelles les luttes « à temps compté » ont connue cet essor et ce reflux. Le champ spatial n'a jamais disparu pour autant. Des luttes sur les déplacements des individus et des groupes, leur légitimité ou leur répression. Des luttes ont été engagées aussi sur les conditions de travail, par les prolétaires et par les populations reléguées à proximité des lieux de production particulièrement polluants.

Des compromis ont été trouvés là aussi, souvent sous la forme d'une conversion des nuisances en compensations financières, et avec une codification des violences : normes environnementales, droit et médecine du travail. Dans le cadre des États-nations, les luttes s'inscrivant dans l'espace rural et urbain traduisaient et traduisent toujours un des aspects des stratégies de reproduction des classes sociales : la hiérarchie sociale se transfigure en hiérarchie spatiale. Quartiers de relégation, banlieues, zones pavillonnaires, gentrification des centres urbains, quartiers bourgeois privatisés, toutes ces guerres résidentielles sont un autre aspect de l'affrontement entre les classes hors des lieux de production puisque l'enjeu est l'espace de reproduction de ces classes, d'habitation, de sociabilité et de pratiques culturelles différenciées.

Mais, à une autre échelle, le champ de bataille spatial se déploie principalement entre formations sociales plutôt qu'entre classes sociales, sous la bannières des identités nationales, religieuses, ethniques (luttes entre États-nations, conquêtes coloniales, guerres inter-impérialistes, luttes d'indépendance nationale, emprises sur les ressources et la force de travail par le biais « d'accords commerciaux » contraints, etc.). Ce champ de bataille fut et demeure en effet l'enjeu des luttes pour le contrôle et l'appropriation d'espaces, et des ressources naturelles et humaines qu'ils recelaient.

Dans ces deux champs ou registres de luttes, ce qui est sous-jacent et exprime des causes<sup>109</sup> tout comme des conséquences, c'est un espace social structuré en classes antagonistes. Mais la réalité de cet espace **social** n'est pas immédiatement visible et compréhensible. Sa matérialisation passe par des médiations : l'espace **géographique**, le temps, le langage<sup>110</sup>, les représentations mentales ou *habitus*. Ces deux dernières médiations sont juste évoquées ici. On doit donc être attentif à mener sa réflexion et sa pratique avec cet attelage multiple où chaque élément interagit sur les autres dans un ensemble qui dépasse la somme des parties. Un système complexe qui impose de sortir des dichotomies et des binarismes (voir **annexe 3**).

### Le spatialisme et le localisme

Jean-Pierre Garnier a élaboré une critique de ce rapport non interrogé aux formes de classements à base spatiale. A propos de la politique de la ville, son domaine d'étude, il précise :

« Plutôt que d'admettre le caractère social [...] et mondial des déterminants à l'origine des faits classés dans la rubrique « violences urbaines », et agir en conséquence, on opérera **en prenant le « territoire » comme cadre de réflexion et d'action**. Pour s'imposer, la « politique de la ville » élaborée dans ce cadre empruntera à deux registres idéologiques complémentaires : le spatialisme et le localisme. **Le spatialisme postule un rapport causal direct entre forme spatiales et pratiques sociales**, ce qui permet de transmuier des problèmes propres à un certain type de société en problèmes dus à un certain type d'espace, comme si le « cadre de vie » produisait et, donc, expliquait en grande partie les manières (bonnes ou mauvaises) de vivre. [...] Il en découle que les solutions seront, elles-aussi, spatiales, c'est-à-dire architecturales et urbanistiques [...] **le spatialisme évacue la politique**, c'est-à-dire les contradictions, les antagonismes et les conflits entre dominants et dominés, pour la rabattre sur le politique, c'est-à-dire l'étatique. [...] Complément du spatialisme, **le localisme**, quant à lui, **consiste à formuler, étudier et traiter les problèmes là où ils se manifestent**, ce qui revient à confondre problèmes dans la ville et problèmes de la ville. [...] Or, ce primat accordé aux causes « locales » permet de maintenir le black out sur les causes délocalisées : structures, logiques, mécanismes, processus qui opèrent à l'échelle

109 Les « choses causées et causantes », pour reprendre une expression de Blaise Pascal. Jolie formule aussi pour rappeler la fameuse division entre travail matériel et travail institutionnel. Ou structure structurée et structure structurante, pour rendre compte de la production des *habitus* dans la sociologie de Pierre Bourdieu, qui a justement écrit ses *Méditations pascaliennes*.

110 On notera en passant, faute de compétences, que les phénomènes de fausse conscience, d'idéologie exprimant l'emprise des catégories capitalistes, ne sont pas à considérer comme des erreurs qui pourraient être dissipées par LA Bonne Théorie. Dans cet univers capitaliste, le recours à la métaphore (Une figure fondée sur l'analogie. Elle désigne une chose par une autre qui lui ressemble ou partage avec elle une qualité essentielle. Par exemple, une métaphore spatiale : les Soulèvement... de la Terre), la métonymie ( une figure par laquelle on exprime un concept au moyen d'un terme désignant un autre concept qui lui est uni par une relation nécessaire. Par exemple : « le mouvement a décidé... ») et le synecdoque (une métonymie particulière pour laquelle la relation entre le terme donné et le terme évoqué constitue une inclusion ou une dépendance matérielle ou conceptuelle. Par exemple : « Nous sommes la Nature... ») sont constitutifs du langage et de l'inconscient du fonctionnement des agent-es capitalistes. Merci Gros Google, métaphore du capitalisme.

nationale et, de plus en plus, planétaire. Le « nouvel ordre mondial » du capital a, en effet, un corollaire : la nécessité pour les autorités d'instaurer un nouvel ordre local pour juguler « sur le terrain » les désordres sociaux engendrés par cet ordre lointain. »

Voir la brochure : *Urbaniser pour dépolitiser, La rhétorique du spatialisme et du localisme*, Jean-Pierre

Garnier : <https://www.infokiosques.net/spip.php?article226>

On indiquera pour finir cette introduction que l'on peut considérer les différents modes de classement des groupes sociaux et des individus selon qu'ils suggèrent une référence spatiale : localité, région, pays, nation, continent, points cardinaux (occident/orient ; Nord/Sud) mais aussi plus euphémiquement une ethnie, une culture, une religion. Les références sociales renvoient, elles, aux différentes positions et à leurs relations dans la division du travail de tous types : productif, reproductif, politique, intellectuel, symbolique.

La spatialisation des rapports sociaux, et notamment leurs rapports réciproques, hiérarchisés et conflictuels par rapport au temps social vécu dans son épaisseur et anticipé dans la diversité des possibles, constitue une des formes sous laquelle s'exprime les fausses consciences. Joseph Gabel, psychiatre, sociologue et marxiste dissident, a tenté de théoriser ces productions de fausses consciences et d'idéologies (mise en forme dotée d'une certaine cohérence logique de sentiments diffus de fausse conscience). Son livre éponyme, récemment réédité par les Éditions L'Échappée<sup>111</sup>, indique d'autres formes de « symptômes » permettant de « diagnostiquer » ce que d'autres auteurs nomment les aliénations, en conservant la double dimension politique et psycho-sociologique. Outre cette spatialisation du temporel et du social, il y a également une dévalorisation du sujet, une impossibilité de hiérarchiser les rapports sociaux tout comme un oubli des références à un contexte et à une histoire. Enfin, Gabel associe ces formes de déréalisation à une perception égocentrique ou plus exactement sociocentrique, par rapport à son groupe d'appartenance et/ou d'identification. Ce qui aboutit aux deux faces des programmes politiques inopérants sur le réel capitaliste pour envisager une rupture émancipatrice pour le genre humain : l'étatisme totalitaire et bureaucratique ou l'utopisme en lévitation par rapport à la division capitaliste du travail et des rapports de classes.

On peut également rapporter cette prédominance du spatial sur le social et le sociocentrisme à l'hégémonie de la vision égocentrée sur la vision allocentrée, faculté que l'on développe dans les interactions sociales pour, de manière limitée, « se mettre à

---

111 Joseph Gabel, *La Fausse Conscience*, Éditions de l'Échappée, 2023. « Sur tous les sujets politiques, les opinions sont aujourd'hui de plus en plus tranchées. « Progressistes » ou « réactionnaires », celles et ceux qui les énoncent procèdent de la même manière : en ciblant une catégorie d'individus porteuse de tous les maux, en mettant sur le même plan des phénomènes qui n'ont rien à voir, et en réécrivant le passé. Aveugles aux faits qui démentent leurs convictions, les esprits militants considèrent toute contradiction comme inacceptable, voire dangereuse. À la racine de ce type d'attitude, on trouve ce que Joseph Gabel appelait la fausse conscience, soit l'altération du contact vital avec la réalité. Elle est au fondement des idéologies, applications de systèmes abstraits et rigides, fermés à l'expérience, appréhendant les êtres humains comme des objets. Le nazisme et le stalinisme en ont été les exemples les plus extrêmes. Mais comme le suggère Gabel, c'est en fait l'organisation capitaliste et technocratique de notre société qui favorise le développement de la fausse conscience : la prépondérance de l'avoir sur l'être, de la quantité sur la qualité, de même que la dépersonnalisation et la réification, y abolissent toute dimension humaine. Livre culte de la critique sociale, célèbre dans le monde entier, *La Fausse Conscience*, publié en 1962, nous revient aujourd'hui dans une édition augmentée : une lecture plus nécessaire que jamais. »

la place de l'autre ». Tous les contextes de crises des représentations et des idéologies auparavant opérantes pour pacifier le social sont favorables à la prééminence des conceptions égocentrées sur les panoramas allocentrés. **La spatialisation du social participe au refoulement** et à la mise à distance d'une réalité impensable, parce que traumatisante **et** jugée non transformable. De manière très pragmatique, les projets politiques sont souvent l'expression euphémisée ou généralisée des intérêts propres aux groupes concernés. On a la morale de ses intérêts. Et les moyens matériels et symboliques sont souvent inversement proportionnels aux ambitions politiques. LA grande prophétie aboutissant à une rupture radicale du cours de l'histoire humaine est un argumentaire très vendable à celles et ceux « qui n'ont que leurs chaînes à perdre »... Inversement, les bénéficiaires de l'ordre existant disposent de tous les moyens pour se maintenir dans leurs positions de commandement. Et entre ces pôles, il existe des positions intermédiaires et médiatrices, qui imposent de considérer les dynamiques sociales selon des logiques un peu plus élaborée que les dichotomies, les binarismes un peu réducteurs. (voir de nouveau l'**annexe 3**) D'autre part, le cours des luttes produit des effets accélérateur et transformateur de cette constante moyen/fin dans les groupes sociaux qui sont aux prises.

Ne pourrait-on pas ranger dans ces phénomènes de fausse conscience, qui trouve ses fondements dans le fétichisme de la marchandise et de la société, beaucoup des productions politiques qui s'associent avec les Soulèvements de la Terre, et de leurs auteurs et autrices (voir les quarante signataires, pour les plus courageuses, pour faire un inventaire critique de leur proposition).

### **Une sociale fiction : « Ça y est, on a perdu ! »<sup>112</sup>**

On supposera pour donner un brin de contexte international que l'Europe des 32 s'est disloquée en une fédération fluide et nomade. De nombreux États-nations ont expérimenté une stratégie de repli « souverain », sur l'exemple du Brexit. Des ensembles de quelques pays, sous hégémonie d'un petit impérialisme régional, sont engagés dans la course à l'accaparement et le contrôle des énergies et ressources rares et à la gestion autoritaire de la main-d'œuvre des réfugié-es qui occupent les emplois déqualifiés pour la majorité des un-es ou qualifiés pour quelques autres, en profitant ainsi de leur formation initiale acquise dans leur pays d'origine. Emplois laissés vacants par une population autochtone de plus en plus vieillissante et subissant les conséquences à long terme des diverses pollutions environnementales (amiante, nucléaire, perturbateurs endocriniens, nano-particules, nouvelles pandémies). La natalité est en berne, mais l'espoir de ne pas dépasser une hausse des températures moyennes de 4,5 C° avant 2050 a remis du baume au cœur de l'éco-déconsommation durable et à la décroissance sous contrainte étatique.

Un redéploiement autocentré pour un capitalisme vert et durable, sobre et décroissant (du point de vue de l'affichage, les profits ont été restaurés, merci). Décroissant version matières grasses de diverses origines pour les un-es et décroissant pur beurre (et l'argent qui va avec) pour d'autres !

En effectuant un saut dans le temps (éh oui, on est dans un exercice par la pensée), un État environnemental devient le pendant de l'État social défunt et la justice sociale comme projet politique s'est transmutée en justice environnementale. Le Tribunal Environnemental règle les litiges en cette matière, à la grande satisfaction des mouvements décoloniaux et indigénistes. La société salariale de la fin du XX<sup>e</sup> siècle s'est

---

112 Voir l'exergue de ce texte.

restructurée en une société écologiste ou méso-société<sup>113</sup> (pour l'éco-socialisme, un certain délai est à prévoir). La protection sociale est devenue un fantôme ou plutôt s'est transfigurée en une protection environnementale, toujours dans la perspective d'obtenir le consentement de la population aux relations inégalitaires. C'est la possibilité d'aménager son espace proche, de manière différenciée selon les classes sociales, qui prend le pas sur la relative autonomie concernant son temps d'existence. Le partage entre travail contraint, hétéronome et activité autonome se trouve en partie voilée par un partage entre la vie dans un environnement dégradé et dangereux et un entourage spatial en partie préservé. L'existence humaine se voit alors comme un partage entre la présence contrainte dans un milieu pollué et l'échappée vers une ambiance saine ; ce qui s'exprimait autrefois entre vie « active » (pour les « chanceurs » et « chanceuses ») et retraite (pour certain-es).

Les luttes contre l'exploitation sont obsolètes : le temps du capital a tout envahi, de la naissance à la mort, de la vie éveillée aux songes et aux cauchemars. Mais il reste des luttes à mener contre les pollutions, les bétonisations, les artificialisations, contre la numérisation et les métavers, les mondes virtuels et les voyages spatiaux... (On dirait en ancilangue les luttes contre les conséquences plutôt que contre les causes et d'une manière réciproque...) Des droits environnementaux sont revendiqués et certains obtenus après une glorieuse lutte ; quant aux droits sociaux disparus, ils peuvent être consultés dans les archives dédiées de votre espace numérique d'existence. (Veuillez inscrire votre numéro de compte spatial pour y accéder).

Droits et devoirs environnementaux sont associés à une position géographique, un lieu de résidence et de travail (pour ceux et celles qui en ont) et non plus à une position dans la hiérarchie sociale. Les mobilités s'envisagent en terme d'espace et non plus dans le cours d'une existence : passer d'une zone dégradée à une zone un peu plus préservée des activités éco-industrielles et des conséquences des bouleversements climatiques (déplacements forcés des millions de « réfugié-es », hausse du niveau de la mer, inondations ou sécheresses). Les droits sociaux (ou ce qu'il en reste) ne sont plus qu'un adjuvant secondaire (excepté évidemment pour les droits... du capital : rente, loyers, dividendes, intérêts). En bref, l'ascenseur social qui monte, qui descend ou qui est définitivement en panne a fait place au drone spatial qui vient vous enlever des bas-fonds corrompus de la géographie vers les sommets baignés par l'air pur : une autre version plus sécularisée du passage de l'impur à l'éco-béatitude. Voyage qui menace d'être aussi en sens inverse pour les incroyant-es du culte de l'éco-mondialisation en relocalisation locale-régionale et en transition responsable-durable.

Le salaire socialisé et les prestations sociales ont été dissoutes et réagencées dans un revenu complété par des subventions à la mobilité géographique, des systèmes d'exemption (ou de pénalisation) aux rationnements des ressources en énergie. La sécurité social de l'alimentation, réagencée pour subventionner l'agriculture de néo-conservation et post-biologique, a fourni une base pour lier les prestations environnementales à des lieux de résidences et des bassins de production et de consommation : les bio-régions de ce capitalisme vert.

Ce qui s'exprimait autrefois en limites de temps se définit désormais en limites dans l'espace : contrainte sur les déplacements et leur optimisation, frontières administratives en fonction des paramètres de résidence et de travail, etc. Les confinements liés aux pandémies permettent de maintenir l'entraînement de la

---

113La mésologie est l'étude des milieux, au sens environnemental, mais en s'attachant à une approche inclusive (!) et relationnelle et à une étude qui n'essentialise pas « la nature ». Cette approche rejette les raisonnements dualistes. On pourrait doubler ce domaine de recherche de l'étude des groupes sociaux situés justement « au milieu » de l'espace social. Il existe déjà la médiologie de Régis Debray, mais ce n'est qu'un divertissement...

population sous des prétextes indiscutables de santé publique. L'espace réel et virtuel est désormais entièrement bornés et quadrillés par les dispositifs technologiques et les individus et les marchandises « communiquent » en permanence avec les bases de données pour échanger « librement » des informations (positions, données biométriques et techniques, etc.)

Les négociations entre partenaires spatiaux n'ont plus pour enjeux le salaire grâce à la rationalisation de la production de base qui octroie à tous et toutes les miettes recyclées (mais durables) de la production de masse optimisée. L'enjeu est désormais les normes de pollution acceptables, les seuils de nuisance, toutes les limites aux dégradations de l'environnement de vie et de travail et non pas l'existence même de ces dégradations. Comme autrefois, au XX<sup>e</sup> siècle, les luttes se sont déployées pour aménager l'exploitation du travail et non pour son abolition. L'horizon qui semble indépassable désormais est celui de la qualité de la vie, au vu des régressions de l'espérance de vie désormais inéluctables, de la multiplication des maladies neurodégénératives et chroniques ainsi que la hausse de la mortalité infantile. La pyramide sociale se structure désormais officiellement comme hiérarchie des qualités de vie, en lieu et place des hiérarchies de revenus et de patrimoines qui demeurent mais sont ainsi masqués.

Des victoires de l'écologisme révolutionnaire ont été obtenues dans les décennies passées (des compromis en fait pour la situation actuelle). Par exemple, les SAFER ont été remplacées par les Commissions Départementales des Usages de la Terre (CDUT), sur le modèle un peu réagencé des offices fonciers, dont le projet faisait partie du Programme Commun de la gauche de 1981... et des promesses non tenues. Elles valident les projets agro-bio-éco-environnementaux d'installation pour prendre soin du vivant et des non-humains, en harmonie avec les règles de bonnes pratiques d'exploitation de la main d'œuvre migrante.

Les Agences de l'eau ont maintenant une composition plus équilibrée pour prendre en charge les propositions des citoyens, sur le modèle des CLI, « *instances obligatoires ayant une mission générale de suivi, d'information et de concertation en matière de sûreté nucléaire, de radioprotection et d'impact des activités nucléaires sur les personnes et l'environnement pour ce qui concerne les installations d'un site nucléaire.* », qui ont été mise en place pour les 15 nouveaux sites d'EPR verts ainsi que le site pur de Bure...

Le « grand réagencement environnemental » de 2028 a redéfini et accru les instances expertes régulatrices : l'Autorité environnementale<sup>114</sup>, créée en 2009, a été officiellement fondue dans le ministère de l'environnement et du développement durable. Mais en donnant aux évaluations, études d'impact et avis un caractère contraignant, par le biais des préfets environnementaux nommés dans chaque bio-région en relation transversale avec les Conseils communaux de l'environnement et du développement durable via les Missions Régionales d'Autorité environnementale. Le tout sous l'autorité et le contrôle du Parlement des Vivant-es.

Ces indéniables avancées pour surmonter les obstacles à la transition vers un capitalisme durable ont permis une action en retour afin d'encadrer les programmes de réindustrialisation éco-citoyens. Les relocalisations innovantes et les expériences de dépollution et de requalification des sites pollués ont pu ainsi être mis en œuvre avec une participation citoyenne et de la main d'œuvre exilée requise pour son

---

114 Oui, oui, cette usine à gaz (mais rien à voir avec celle de Landivisiau...) existe déjà avec plein d'autres bureaucraties : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Autorit%C3%A9\\_environnementale](https://fr.wikipedia.org/wiki/Autorit%C3%A9_environnementale)

fonctionnement. L'État environnemental a évidemment généreusement contribué par des aides dédiées au succès de ces éco-projets.

De même, l'inspection du travail a été opportunément fusionnée avec l'inspection de l'environnement afin de s'assurer que les contraintes écologiques, les inventaires obligatoires (assurés par l'Agence d'État des Naturalistes) sont bien respectés par les éco-industriel-les.

Tous ces combats et ces victoires ont certes engendrés des bureaucraties vertes qui s'insinuent dans tous les organes médiateurs en charge de la gestion des acquis écolos et spatiaux. Il se peut que l'on s'achemine vers une intégration progressive de ces corps intermédiaires. Comme l'abolition du salariat, le slogan de l'abolition de l'industrie a été un peu oublié. Les innovations techniques et numériques, les multiples pollutions, l'extractivisme néo-colonial, le pouvoir de la techno-science, si condamnées dans les années 2020 et 2030, ont été reformulées dans de nouveaux éléments de langage vert et ces critiques ont été progressivement rabotées pour entrer dans des formes d'encadrement des pratiques. Les formes de luttes illégales, à l'instar du sabotage et de la grève des premiers combats du syndicalisme révolutionnaire, ont été progressivement mis en spectacle, institutionnalisées et neutralisées. Si le désarmement, le démentellement et la désertion du salariat ont pu à une époque animer les troupes de militant-es, des zones spatiales et sociales de compromis acceptables ont été progressivement négociées (les ZAD ou Zones Autonomes des Déserteuses) où les fractions les plus radicales des Soulèvements ont obtenu, en accord avec le pouvoir central, les conditions d'une relative autonomie existentielle, en échange de quelques places pour les stratèges au sein des institutions para-étatiques afin de garantir leur domestication.

Mais ces souvenirs héroïques sont encore dans toutes les têtes, comme pour certain-es militant-es des fragments de grenade. A preuve, le succès du pèlerinage de Sainte Soline avec comme tête d'affiche les éborgnés encore vivants aujourd'hui, et l'arrivée du camarade Benoît et du camarade Basile portés à bout de bras sur leur fauteuil en matériaux bio-sourcés de récup. Le premier est désormais membre du Conseil Écologique et Environnemental en charge de la planification spatiale, le second est au Comité central du Parti « Terre et Liberté » pour la reconversion éco-citoyenne. Une large banderole met en valeur le mot d'ordre du parti : « *Pour la Liberté d'Entre-Prise de Terre !* » Bien qu'ayant une trajectoire militante et politique « fantastique », ils savent quelques fois se mêler à la populace.

Mais faisons le pari que se développeront alors des contestations radicales qui permettront de revenir aux sources des luttes sociales : la question du temps et des classes sociales pour que puisse enfin advenir une synthèse de ces différents champs de bataille de la nature, de l'histoire, du travail et du social. La praxis révolutionnaire devra mettre en son centre la critique des représentations binaires, mécanistes pour passer d'un rapport oscillant entre le romantique et le tragique, en tout cas de manière statique, à une dynamique tri-dialectique : là c'est l'inconnu...

Que serait l'équivalent des Conseils comme expression des dynamiques sauvages (c'est-à-dire pas encore encadrées) des luttes ayant comme enjeu à la fois le temps, l'espace et la division du travail économique comme politique : des Conseils Jaunes et les Soulèvements des Proles et Terres, des proles déters ? Peut-être (rien n'est acquis

dans l'Histoire !) le surgissement d'un léninisme vert et rouge<sup>115</sup>, annoncé prophétiquement par Andréas *Illich* Malm ! C'est-à-dire un éco-capitalisme d'État...



---

<sup>115</sup>Pour le résultat à attendre, un petit exercice de travaux manuels. Prendre un peu de peinture verte et ajouter en touillant de la peinture rouge. Observez la couleur résultante (celle de la couverture de *l'Appel*, mais est-ce une simple coïncidence) et appréciez !

**Conclusion provisoire en termes de rapports de classes :**

**Connaître nos adversaires pour les combattre afin qu'ils triomphent (provisoirement) de nos ennemis et (peut-être aussi) de nous-mêmes...**

**Saluons nos prochains maîtres !**

## Bonus

### Nos stratèges dans leurs succursales outre-atlantiques

*Quelques extraits de textes critiquant les pratiques appelistes, issus des États-Unis et du Canada. Le contexte socio-historique est évidemment très différent de celui de l'Europe : la prégnance des classements ethno-raciales, l'ancienneté de la colonisation par peuplement, les résistances et révoltes passées et présentes de groupes « autochtones » auxquels les stratèges entendent s'agréger avec leurs stratégies et intérêts spécifiques. Traduction par Gros Google, avec quelques retouches du claviste.*

*Un premier texte de septembre 2023. :*

#### **Contre le Parti de l'Insurrection : un regard sur l'appelisme aux États-Unis**

<https://theanarchistlibrary.org/library/against-the-party-of-insurrection-a-look-at-appelism-in-the-us>

« L'appelisme est une forme informelle de communisme autoritaire qui a gagné du terrain sur ce continent au cours de la dernière décennie. Reprenant des éléments à la fois de la structure du parti révolutionnaire et de l'anarchisme insurrectionnel, cette tendance requalifie le communisme autoritaire comme quelque chose qui ressemble à des réseaux informels mais agit comme un parti. »

« La malhonnêteté des appelistes à ce sujet fait partie d'une stratégie plus large consistant à essayer de cesser d'être visible en tant que groupe ou milieu distinct (ce qu'ils appellent « opacité »). Ils cherchent ensuite à coordonner de manière invisible divers aspects de la vie quotidienne vers une forme de communisme, en mettant l'accent sur la construction et le contrôle des infrastructures. Cela s'accompagne d'une volonté d'intervenir de manière décisive dans les moments de conflit social, de telle sorte que ces situations s'aggravent, que les luttes gagnent du terrain et que les gens sont entraînés dans leur infrastructure. »

« Aux États-Unis, les principaux partisans de l'appelisme sont l'éditeur Ill Will Editions, le programme Inhabit et les comptes de médias sociaux comme Vitalist International. En plus de proposer leur version américaine de l'appelisme, ces projets traduisent et republient également les analyses de Lundi Matin, la principale plateforme appeliste en France. »

« Des distinctions émergent généralement lorsque nous tentons d'aborder certains principes, ou lorsque leurs perspectives sur la position sociale et les pratiques autour du pouvoir et de l'avant-garde deviennent significatives au cours des luttes sur le terrain. Les appelistes cultivent ce genre de confusion car être honnête sur leurs idées n'est pas propice à leur stratégie, ce qui les oblige à changer de perspective et de principes en fonction de leur interlocuteur. Des positions claires entravent le recrutement, car ils attirent moins de personnes. »

« Pour le meilleur ou pour le pire, bon nombre de nos problèmes les plus profonds avec cette tendance proviennent de notre expérience personnelle et ne sont vérifiables que dans la mesure où ils font partie des expériences accumulées par divers anarchistes qui ont rencontré des appelistes au fil des années à travers ce continent. »

« De nombreuses personnes sont présentes dans le monde appeliste parce qu'elles sont engagées dans les mêmes luttes plus vastes ou en raison de la proximité sociale, plutôt que d'un engagement idéologique envers l'appelisme. Notre discussion sur l'appelisme dans ce texte ne vise pas à aliéner ces personnes, mais à offrir un contexte et des cadres pour les aider à prendre leurs propres décisions éclairées et à éviter d'être manipulés. »

### **Le programme : Territoire & Pouvoir :**

« Le « petit livre orange » d'Inhabit est la présentation la plus concise de la stratégie appeliste aux États-Unis, nous allons donc commencer par là. Inhabit propose un programme qui se compose de quelques étapes simples, commençant par les suivantes : 1) « se retrouver » et 2) créer des infrastructures autonomes, ou « hubs » (généralement des projets fonciers ruraux ou d'autres espaces où ils se trouvent : « construire la commune »). »

« La simplicité de ce programme est une stratégie marketing, conçue pour plaire au plus grand nombre, et c'est de cette approche que de nombreux problèmes émergent. Avec qui nous nous organisons et vivons, avec qui nous nous alignons, notre complicité avec le capitalisme et d'autres formes d'oppression, le besoin de prendre des risques et la violence, la relation entre nos désirs personnels et nos responsabilités envers les autres : tout cela est complexe. Des questions auxquelles nous sommes constamment confrontés à mesure que nous avançons dans ce monde vers l'anarchie. Aucun petit pamphlet orange faisant la promotion d'une « vie en commun » au son agréable et passant sous silence les dures réalités du racisme, du genre et du colonialisme de peuplement ne peut apporter de réponses. »

### **Les perspectives : composer le parti :**

« L'appelisme s'inspire de certaines traditions communistes et d'autres traditions de gauche de manière significative, mais il habille les choses de vieilles traditions. Les idées sont présentées dans un nouveau langage et une nouvelle esthétique pour qu'elles semblent avant-gardistes et puissent se faufiler inaperçues.

Les théoriciens anarchistes à l'étranger ont suggéré que, plus spécifiquement, l'appelisme est un descendant du blanquisme. Cette idéologie est une souche communiste autoritaire de l'insurrectionnel basée sur l'idée de Louis Auguste Blanqui selon laquelle la révolution devrait être menée par une avant-garde relativement petite de conspirateurs hautement organisés dans une structure de parti secrète, positionnée pour diriger les insurgés à travers une stratégie unifiée. »

« La composition tente d'orienter différents secteurs d'une lutte ou d'un mouvement dans la même direction (vers la vision appeliste de la victoire), en fabriquant (et en imposant) un consensus sur les objectifs et les moyens et en supprimant les voix contradictoires ou dissidentes. Souvent présentée comme un cadre permettant d'embrasser diverses approches tout en luttant pour un objectif commun, la composition

visée à rassembler des éléments disparates dans une stratégie unifiée, masquant des désaccords fondamentaux aussi cruciaux que le rapport à la légalité et aux institutions (partis, syndicats, médias, etc.), le recours à la violence et la porte ouverte à la négociation. »

### **Perspectives sur la race et le social :**

« Agamben et Tiquun soutiennent (à juste titre) que des identités telles que la race, le sexe et la nationalité nous sont imposées à des fins de contrôle social. Il est important de lutter contre la manière dont l'État nous oblige à nous identifier aux identités socialement construites comme si elles étaient des éléments essentiels de notre personnalité individuelle. Les auteurs prennent un mauvais chemin lorsque cela les conduit à « rejeter toute identité » (*The Coming Community*, 67 [*Ouvrage d'Agamben paru en français en 1990*]). Même si nous nous efforçons également de mettre fin aux identités socialement construites, cela n'est pas possible lorsque les pouvoirs institutionnels qui les ont créées et défendues sont toujours intacts. Refuser de considérer comment nos positions sociales respectives pourraient nous amener, par inadvertance ou non, à reproduire des aspects de domination structurelle contre lesquels nous prétendons lutter ne nous aide pas du tout à les surmonter. »

« L'appelisme a de très forts courants populistes sous-jacents ; comme nous l'avons vu, son obsession de parler aux gens « ordinaires » lui fait souvent adopter le langage du libéralisme, du patriotisme ou de la droite réactionnaire. Pendant ce temps, presque tout ou n'importe qui peut faire partie de la Fête Imaginaire. Cela conduit à un soutien non critique à toute une série de mouvements populistes, tout en passant sous silence leurs éléments réactionnaires. »

« Malheureusement, les appelistes semblent rarement intéressés par ce type de participation critique à la lutte sociale. Pour eux, c'est « passer complètement à côté de l'essentiel ». La même impulsion populiste visant à intégrer tous et chacun dans son bien commun, sa singularité ou son parti, conduit non seulement à un effacement de la position sociale, mais également au mépris des différences politiques significatives. Il n'y a rien de commun entre ceux d'entre nous qui veulent détruire le capitalisme racial et la société de classes dans leur intégralité, et les fascistes qui préféreraient nous voir morts. »

### **La pratique : entre la récupération et l'autoritarisme :**

« Les appelistes sont souvent impliqués dans les mêmes luttes ou scènes que les anarchistes, mais leurs pratiques sont incompatibles avec l'anarchisme. Notre objectif n'est pas de qualifier d'appelistes tous ceux qui pourraient être influencés par leurs idées, mais plutôt de critiquer ceux qui agissent comme des politiciens infiltrés, opérant selon la logique autoritaire séculaire selon laquelle la fin justifie les moyens. »

« Dans la première section, nous avons discuté de la manière dont les appelistes se concentrent sur la construction d'infrastructures, même si au départ cela semble similaire à nos propres objectifs, il tend en réalité à renforcer les relations raciales et coloniales existantes avec la terre et le lieu qui sont fondamentales pour le fonctionnement continu de l'État. De plus, l'approche appeliste tend à s'éloigner de

l'horizontalité des pratiques anarchistes comme l'entraide. Alors que les projets d'entraide visent à partager les ressources dans le cadre de l'établissement de relations de confiance au cours d'une lutte partagée, les appelistes ont tendance à concentrer les ressources matérielles et leur accès entre les mains d'un seul individu ou d'un seul groupe. Cela les positionne comme gardiens des ressources matérielles pour assurer leur propre position dominante dans les moments clés des luttes sociales. »

« Les appelistes recherchent également le pouvoir et le contrôle en identifiant les dirigeants et ceux en position de pouvoir dans les organisations libérales à but non lucratif et légalistes et en s'organisant de manière invisible avec eux, c'est-à-dire parmi les dirigeants (une méthode justifiée par la théorie de la composition). En limitant ces liaisons aux espaces où ils détiennent un pouvoir social, politique et décisionnel, les appelistes utilisent ces espaces de rencontre horizontale apparente pour valider leur programme et amplifier leur pouvoir tout en délégitimant tout espace décisionnel où ils n'ont pas de pouvoir. »

« La quête du pouvoir signifie également qu'une grande partie de leurs pratiques sont motivées par une optique, un désir de présenter la lutte comme légitime et/ou spectaculaire aux médias et au « public ». Cela s'explique en partie par le fait que la stratégie de composition implique de recruter un grand nombre de personnes, mais cela nous semble également suggérer que leur désir de pouvoir les rend trop disposés à faire des compromis sur certains principes. Ce souci de visibilité et de légitimité publique les amène souvent à s'écarter de manière significative du projet de construction d'une autonomie par rapport aux instruments de domination de la société (qui incluent les médias et la spectacularisation de la lutte). »

« En France, l'incompatibilité entre la quête anarchiste d'autonomie et le désir appeliste de pouvoir et de légitimité a atteint son paroxysme à un moment critique de la lutte pour la défense du territoire connu sous le nom de ZAD de Notre Dame des Landes (« zone à défendre »). Dans cette affaire, les appelistes sont allés derrière les autres défenseurs fonciers de la ZAD, ont poussé à un accord avec l'État pour acquérir légalement les terres et ont fait le travail de la police à leur place en démontant eux-mêmes les défenses de la zone, en signe de bonne foi. Ouvrir la voie aux négociations (et, en même temps, ouvrir la voie à la police pour attaquer le territoire, ce qu'elle a fait dans les jours suivants). À quoi cela ressemblera-t-il aux États-Unis, maintenant que les appelistes, brandissant le résultat de la ZAD comme une « victoire », sont de plus en plus présents dans certaines luttes populaires importantes ? »

« Comme nous l'avons vu dans cette section, les idées appelistes sont mises en œuvre à travers une variété de comportements autoritaires et d'arrangements sociaux secrètement hiérarchiques qui les protègent de la critique et obscurcissent la base idéologique sur laquelle elles fonctionnent. L'idée de « l'opacité » se manifeste généralement comme une fétichisation de la normativité et de la respectabilité, créant des espaces où les normes sociales comme la misogynie et les abus peuvent perdurer sans contrôle.

Ces comportements ne sont pas propres aux appelistes, mais sont plutôt reproduits par les manipulateurs et les managers de tous bords. La nature spécifique de l'autoritarisme appeliste, qui est apparemment subtile mais explicitement développée, les rend particulièrement efficaces pour introduire ces comportements et ces arrangements dans des espaces anti-autoritaires. »

## **Décomposition Pour une insurrection sans avant-gardes**

<https://ungratefulhyenas.noblogs.org/post/2023/02/21/decomposition-for-insurrection-without-vanguards/>

*Quatrième de couverture de la brochure, contenant plusieurs textes, et datant de février 2023 :*

« Le réformisme est sans doute la meilleure option pour aménager des niches au sein de l'existant, et les partisans de la conflictualité alternative ont une longueur d'avance historique en termes d'intégration et de récupération des luttes. Quant aux autres, il reste tout un monde à attaquer, dans lequel restent vivantes des possibilités autonomes et affinitaires, expérimentées au grand dam des dirigeants de la composition et de leurs alliés dans la lutte contre cet aéroport.

A Notre Dame des Landes repose un cadavre : celui d'une composition propre qui a définitivement fait comprendre, une fois mis au mur, à la fois avec qui (l'État) et contre qui (les incontrôlés) il veut s'opposer. Construire son petit monde opportuniste. Nous savons également quel est le prix à payer pour laisser les autoritaires plus ou moins visiblement organisés faire de la politique en paix. C'est une bonne nouvelle, car l'odeur de plus en plus insupportable de ce cadavre, ouvre mille autres voies. Vers la liberté en action, cette fois. »

### **1) Tourner en rond : une critique de « L'insurrection qui vient » Un Corps Perdu n° 3, revue anarchiste internationale, 2010**

« La propagande du pouvoir est traitée comme une source significative et surtout crédible pour décrire leur monde imaginaire sans classes ni individus [...]. Dans « The Coming Insurrection », tout est nivelé, écrasé par le contrôle et la répression. Ce n'est pas le monde qui est décrit, mais le désert dont rêve le pouvoir, comment il se représente. Cette quasi absence de dialectique entre dominants et dominés, exploités et exploités, n'est pas un hasard : le lecteur doit se retrouver dans cette vision du cauchemar totalitaire, il doit en être effrayé. Il ne s'agit pas de convaincre, ni de montrer les mécanismes d'adhésion ou de participation volontaire à notre propre servitude. Le lecteur doit partager cet enfer pseudo-universel pour être ensuite sauvé d'un seul coup, s'il rejoint le grand Nous et ses intensités subjectives. »

« L'Insurrection qui vient, née comme une marchandise, a été simplement conçue et écrite pour atteindre le « grand public ». Comme ce « grand public » est composé de spectateurs avides d'émotions à consommer dans l'instant, comme ils sont réfractaires à toute idée qui pourrait donner un sens à toute leur existence, donnons-leur des images faciles à accrocher et qui ne les fatigueront pas trop. »

« Ce sont en effet les fameux gangs qui sont censés incarner « toute la joie possible » (p. 23).

Les gangs ne sont plus le produit complexe de la débrouillardise et de l'incarcération, de l'entraide (qui est différente de la solidarité) dans la survie et la compétition, mais plutôt la forme d'auto-organisation par excellence dont il faut s'inspirer. Dans un autre livre, ce sentiment est exprimé encore plus explicitement :

« Nous n'avons pas peur de former des gangs ; et je ne peux que rire de ceux qui nous traitent de mafieux. » (L'Appel, Proposition V).

Comme d'autres l'ont noté, les auteurs de *The Coming Insurrection* « ... voient la décomposition de toutes les formes sociales comme une « opportunité » : tout comme Lénine, pour qui l'usine formait l'armée des prolétaires, pour ces stratèges qui parient sur la reconstitution d'une solidarité inconditionnelle de la variété clanique, le chaos « impérial » moderne forme les gangs, cellules fondamentales de leur parti imaginaire qui se regrouperont en « communes » pour rejoindre l'insurrection. »

Les aspirants bergers ne savourent que l'odeur du troupeau, « le rassemblement de nombreux groupes, comités et bandes » (p. 107), le tout avec une mentalité suffisamment grégaire pour exercer un contrôle. L'unicité doit être rejetée, elle interfère avec la formation d'une main-d'œuvre de masse suffisante. »

« On laisse volontiers au Comité les distinctions hypocrites entre mafia et État, ou celles faites entre les différentes expressions de la domination marchande, c'est-à-dire le petit jeu des préférences tactiques entre les différents visages du maître. Nous préférons lutter contre l'autorité et l'économie en tant que telle. »

### **L'insurrection comme prolifération des communes**

« Plus que le nihilisme – au-delà de ce monde il n'y a que ce monde, sans avenir ni possibilité – c'est un millénarisme revisité où le futur apocalyptique est déjà caché dans le présent, le faisant paraître totalement détaché de notre présent et de nos actions délibérées (ou involontaires). Nous devrions simplement être capables d'embrasser cette agonie pour en faire un moment de libération et de purification, pour participer à la grande insurrection destructrice en nous érigeant en force. Non seulement le catastrophisme réaliste d'une telle position semble douteux, mais dans l'éventualité d'une telle situation, il semble aussi que cette insurrection n'entraînerait qu'une restructuration du pouvoir, et pas nécessairement une véritable transformation du monde, mettant à mal toute domination. Les « communes » ne semblent jamais être conceptualisés comme des bases d'expérimentation, comme une tension. Ils sont déjà là : « Chaque grève sauvage est une commune ; tout bâtiment occupé collectivement et de manière claire est une commune. » (page 102). »

« En réalité, il n'existe aucun extérieur qui puisse échapper aux rapports sociaux de domination et constituer ainsi la base de la construction d'une force insurrectionnelle. Ce n'est que dans les moments de rupture que ces relations sociales peuvent être bouleversées. Comme le disait déjà un texte ancien : « Aucun rôle, aussi risqué soit-il au regard du droit, ne peut remplacer un changement réel des relations. Il n'y a pas de raccourci, pas de saut immédiat vers l'ailleurs. La révolution n'est pas une guerre. » »

« Parce que le Comité ne s'intéresse pas aux idées que nous possédons, il préfère les vérités qui nous possèdent. « Une vérité n'est pas une vision du monde mais ce qui nous y lie de manière irréductible. Une vérité n'est pas quelque chose que nous détenons mais quelque chose qui nous porte. » (p. 97) La vérité est messianique, externe et objective, sans équivoque, au-delà de toute discussion.

Il suffit de partager le sentiment de cette vérité pour se retrouver d'accord sur des banalités comme « il faut s'organiser ». Pour éviter de rompre le charme, nous devons accepter la vérité selon laquelle l'impasse de l'ordre social actuel se transforme

en une route vers l'insurrection, et la possibilité que, par exemple, cette agonie puisse se prolonger est impossible. Et comme tout cela est incontournable, chacun peut agréablement éviter de se poser des questions comme « organiser comment », « faire quoi », « avec qui », « pourquoi » ? »

« Ainsi disparaît également le vieux débat entre concevoir la destruction du vieux monde comme une condition préalable inévitable à toute véritable transformation sociale, ou croire que l'émergence de nouvelles formes de vie parviendra à éliminer à elle seule les anciens modèles autoritaires, rendant superflue toute confrontation directe généralisée avec le pouvoir. Le Comité invisible parvient en effet à concilier sans problème ces tensions qui se sont toujours opposées. D'un côté, ils espèrent « une multiplicité de communes qui déplaceront les institutions de la société : famille, école, syndicat, club sportif, etc. » (p. 102) Et d'un autre côté, ils prônent : « Ne pas nous rendre visibles, mais plutôt tourner à notre avantage l'anonymat auquel nous avons été relégués, et par des actions conspirationnistes, nocturnes ou sans visage, créer une position invulnérable des attaques. » (p. 113) Là encore, il y en a pour tous les goûts - pour les retours sur terre qui tentent l'expérience de s'installer tranquillement à la campagne (par exemple pour qui la Commune est l'oasis de bonheur dans le désert du capitalisme) et pour les ennemis de ce monde (pour qui la Commune est synonyme du Paris insurgé de 1871). »

« Ce n'est plus le sabotage ou le petit commerce, mais le sabotage et le petit commerce. Planter des pommes de terre le jour et abattre des pylônes la nuit. L'activité diurne se justifie par la nécessité d'être indépendant des services actuellement fournis par le marché ou l'État et de se garantir une certaine autonomie matérielle (« Comment allons-nous nous nourrir une fois que tout sera paralysé ? Le pillage des magasins, comme en Argentine, a ses limites, » (p. 125). »

« Pourquoi, en effet, ne serait-il pas possible de réaliser la vieille illusion des années 1970 de « communes armées », qui non seulement défendent leur propre espace libéré, mais attaquent également les espaces qui restent aux mains du pouvoir ?

La réponse réside dans la contradiction que les auteurs prétendent surmonter : en dehors d'un contexte insurrectionnel, une commune n'existe que dans les fissures laissées vides par le pouvoir. Sa survie reste liée à son innocuité. Tant qu'il s'agira de cultiver des carottes, d'offrir des jardins bio sans dieux ni maîtres, des repas bon marché (ou gratuits) dans les cantines populaires, de soigner les malades dans des cliniques autogérées, tout se passe bien. Au fond, demander à quelqu'un de combler les lacunes des services sociaux peut être utile, et cela constitue un endroit pratique pour garer les marginalisés, loin des fenêtres de la métropole. Mais dès qu'on part à la recherche de l'ennemi, les choses commencent à mal tourner. A un moment donné, la police frappe à la porte, et la commune est finie, ou du moins redimensionnée. La deuxième raison pour laquelle toute tentative de généraliser les « communes armées » en dehors d'une insurrection est vaine tient aux difficultés matérielles dans lesquelles de telles expériences pataugent, avec une myriade de problèmes accompagnés d'un manque chronique de ressources. Puisque seuls quelques privilégiés sont capables de résoudre n'importe quelle difficulté aussi vite qu'ils peuvent rédiger un chèque, les participants de la commune sont presque toujours obligés de consacrer tout leur temps et leur énergie à son « fonctionnement » interne.

Bref, si l'on s'en tient à la métaphore, d'une part, les besoins de l'activité diurne tendent à absorber toutes les forces au détriment de l'activité nocturne ; en revanche, les conséquences de l'activité nocturne tendent à mettre en danger l'activité diurne.

Tôt ou tard, cette tension explose. Cela ne veut pas dire que nous devons nier l'importance et la valeur de telles expériences, mais cela signifie que nous ne pouvons pas les surcharger d'un contenu et d'une portée qu'elles ne peuvent pas avoir : celui d'être déjà le moment même de la rupture, qui, si elle s'élargit, formerait l'insurrection. Comme le notait déjà Nella Giacomelli en 1907 après l'expérience d'Aiglemont : « Une colonie fondée par les hommes d'aujourd'hui et obligée d'exister en marge de la société actuelle pour y puiser ses ressources est fatalement destinée à n'être qu'une colonie grotesque, imitation de la société bourgeoise. Elle ne peut pas nous donner la formule de demain, car elle reflète elle-même trop l'ancienne formule du présent, qui nous imprègne tous inconsciemment jusqu'à la défiguration. » »

« Enfin, un dernier point a piqué notre curiosité : si ce livre ne définit pas un pourquoi de l'insurrection, pourrait-il au moins aborder la question du comment ? Là encore, l'évitement est habillé de style : « Quant à la décision des actions, le principe pourrait être le suivant : chacun devrait faire sa propre reconnaissance, les informations seraient alors rassemblées, et la décision viendrait à nous plutôt qu'à être fabriqué par nos soins. » (p. 124) Inutile donc de perdre du temps dans des débats fastidieux sur la méthode à adopter et les objectifs à poursuivre, les désaccords que ces débats provoquent sont trop gênants. Allons à la pêche aux informations, et la décision viendra d'elle-même, belle, brillante et valable pour tous. »

## **Blanqui ou l'insurrection étatiste**

Traduit de Finimondo, 2011

« Blanqui n'était pas seulement un agitateur persistant et fougueux (les anarchistes s'évanouissent d'émotion), il était aussi un leader persistant et calculateur (les orphelins du communisme d'État éclatent sous les applaudissements). Il rejoignit le courage des barricades et tomba au martyre de l'emprisonnement, l'œil perdu en scrutant le firmament. Il n'a pas formulé de grands projets théoriques, des élaborations sophistiquées, désagréables pour les goûts étroits d'aujourd'hui. Il donna également ses instructions pour prendre les armes. Blanqui n'a pas élaboré de réflexions profondes, car les réflexes préparés d'avance lui suffisaient. Il est l'icône révolutionnaire parfaite pour le marché d'aujourd'hui, maintenant que plus personne ne veut débattre de systèmes complexes. Aujourd'hui, nous voulons consommer des émotions intenses. Et Blanqui ne nous ennuie pas avec des discours abstraits ; c'est un gars pratique. Direct. Quelqu'un à écouter, de qui nous devons tous apprendre et à qui nous pouvons donc faire confiance. C'est pourquoi il a été exhumé. C'est pourquoi, parmi les nombreuses incarnations de la dictature révolutionnaire, il est le seul qui puisse passer pour un aventurier fascinant plutôt que de se révéler d'emblée comme un petit homme de pouvoir. Avec un siècle et demi de retard, Blanqui les capture tous. S'il avait un compte Facebook, il croulerait sous les « j'aime ». »

« Ceux qui veulent participer à la guerre sociale en cours doivent donc tenir compte de cette évidence : les masses ne se soucient pas de la révolution.

Mais ce n'est plus vraiment un problème, et vous savez pourquoi ? Parce que Blanqui ne se souciait pas des masses. Il n'en avait pas besoin. Une élite lucide, capable et audacieuse, prête à déclencher un coup calibré au moment opportun lui suffisait.

Les masses, comme d'habitude, se seraient adaptées au fait accompli. Bref, même au milieu de l'aliénation capitaliste actuelle, certains nous donnent de l'espoir. Les léninistes sont dépassés et ne réalisent pas que construire un grand parti capable de guider les exploités n'est plus utile. Les anarchistes aussi sont dépassés, trop stupides pour se rendre compte qu'il n'y a plus assez de conscience pour réveiller les exploités et les empêcher de finir entre les mains des partis. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une poignée de conspirateurs subversifs capables d'élaborer et d'appliquer la bonne stratégie. Alors, d'un seul coup, la question sociale est résolue ! Il faut l'admettre : Blanqui est l'homme juste, redécouvert au bon moment par des gens qui ne peuvent qu'avoir raison. »

« Si au XIXe siècle Bakounine et Blanqui n'étaient pas seulement deux révolutionnaires parmi tant d'autres, si leurs noms ont acquis une telle réputation, c'est parce qu'ils incarnaient deux idées différentes et opposées, parce qu'ils représentaient les deux visages possibles de l'insurrection pour le monde entier : l'anarchiste contre l'État, et l'autoritaire en faveur d'un nouvel État (d'abord républicain, puis socialiste, et enfin communiste). Se sentir proche de l'un ou de l'autre, en soi, encore cela revient sans aucun doute à choisir un camp. »

« C'est la pratique blanquiste de l'insurrection : une organisation sans pitié pour l'ennemi, mais qui sait imposer l'ordre et la discipline internes, sur le modèle de l'appareil d'une force gouvernementale. »

### **Décisions, compositions, négociations**

Traduit d'un chapitre de Hourriya n° 6 : La Guerre des Underground, Le champ de bataille des matières premières, 2021

« Certaines luttes motivées par une perspective anarchiste sont éclairées par la proposition claire de tenter d'empêcher la construction d'une infrastructure spécifique par l'auto-organisation, l'action directe et le conflit permanent. Cette méthode, qui implique concrètement le refus de la représentation politique et médiatique, des mécanismes de délégation et de tout dialogue avec les institutions, relie clairement les moyens et les fins : un projet de domination ne peut être combattu avec les instruments de domination. A partir de ces fondements et en instaurant sans ambiguïté une approche offensive et destructrice, la proposition de lutte s'adresse à tous ceux qui s'y reconnaissent et souhaitent l'assumer, à leur manière, évidemment sur place mais aussi partout où cela fait sens. »

« Il en va tout autrement lorsqu'une lutte se construit autour d'un seul pôle territorial, par exemple une occupation liée au projet contesté, et que celui-ci devient le point de référence principal.

Cela pose la question de la centralisation des décisions et des activités. En effet, les occupations de longue durée impliquent souvent la mobilisation d'un grand nombre de personnes, pour maintenir l'occupation en vie et assurer sa défense. Cela a souvent pour conséquence que ces occupations deviennent le point de départ de « grands moments » ou d'actions, sinon de masse, du moins s'appuyant largement sur une dimension quantitative.

Dans de telles situations, lorsqu'il est hors de question de s'en remettre à la direction d'un comité central quelconque, l'organisation collective se fait généralement par le biais d'assemblées. »

« Lorsqu'elles sont destinées à la prise de décision, les assemblées partagent le trait suivant : elles sont censées à la fois représenter et impliquer tous les participants. Sans entrer dans le détail des différents mécanismes qui peuvent être rapidement mis en branle, au nom de l'efficacité, pour obtenir une majorité plus ou moins forcée ou un consensus, nous dirons que les décisions qui émergent de ces espaces revêtent clairement un poids particulier. Les participants s'attendent donc à ce que le poids de ces décisions s'applique même aux personnes en lutte qui ne sont pas d'accord avec elles. Il n'est pas rare que la centralité de l'assemblée d'un site d'occupation se mette en position de représentant ou de porte-parole de la lutte dans son ensemble. »

« Aucune de ces questions n'est abstraite, et leurs implications sont d'autant plus frappantes dans le cas de luttes strictement liées à une assise territoriale qui rassemblent des motivations, des méthodes et des perspectives parfois très hétérogènes. Cela nous ramène à la vieille théorie des « fronts communs », même si des stratèges de haut vol, estimant peut-être ce concept démodé, trop manifestement teinté de réformisme ou terni par les amères associations stalinienne de l'histoire révolutionnaire, ont décidé de le remplacer par le terme « composition ».

« Il va sans dire que cette coexistence « stratégique » repose sur une volonté d'instrumentalisation des deux côtés. Par exemple, les légalistes s'appuient sur la force de travail radicale pour établir un rapport de force susceptible d'ouvrir des négociations, tandis que d'autres imaginent pouvoir compter sur la gauche pour « couvrir » certaines actions ou pour rallier la soi-disant « société civile ». En réalité, ce vaste programme aboutit généralement à ce que le mouvement citoyen condamne des actions trop offensantes à leur goût. Ou bien, par effet miroir, des actions d'apparence radicale sont en réalité privées de cette substance en étant mises au service d'objectifs réformistes. »

« Quoi qu'il en soit, les partisans de la composition mettent un point d'honneur à entretenir cette façade d'unité, que ce soit dans les activités communes (comme les manifestations unitaires incluant une partie de l'échiquier politique par exemple) ou dans le panorama plus large de la lutte. Au-delà du brouillage volontaire que cela implique, il s'agit de contrôler les formes de lutte pour les maintenir coûte que coûte, de déterminer ce qu'il est opportun de mettre en avant, ce qu'il faut ou ne doit pas faire. Ainsi, « respecter le timing du mouvement » est un argumentaire utilisé par les autoritaires pour faire respecter les lignes qu'ils jugent bon de définir au nom de « l'intérêt commun », du haut de leur position de pouvoir. »

« Bien qu'ils cachent leur jeu sous des vêtements radicaux, les compositeurs et leurs amis n'ont malheureusement pas le monopole des négociations, et l'une des stratégies du Pouvoir sous nos latitudes consiste à récupérer et à intégrer toute opposition en lui concédant quelques miettes ou niches. Certes, le réformisme n'est certainement pas le domaine exclusif des luttes contre des projets profondément toxiques, mais il ne fait aucun doute qu'une myriade d'alternatives se sont développées autour de la question environnementale. »

## **Ici repose un cadavre**

Traduit de Avis de Tempêtes n° 3, 2018

« Ce qu'il y a de remarquable dans les récents événements de la lutte à Notre Dame des Landes, ce n'est pas tant que les citoyennistes n'aient même pas attendu une semaine pour trinquer littéralement avec le préfet et le directeur général de l'armée de toute la gendarmerie, mais que ce soit justement les fervents partisans de la composition avec tout le monde qui, la veille, avait participé avec zèle à la destruction de l'une des deux cabanes et à l'expulsion de ses occupants du toit. Quand composition signifie négocier avec l'État aux côtés des syndicats et des élus, quand composition signifie choisir le camp de l'ordre à un moment crucial de la lutte où les minorités résistent à toute légalisation, cela ne fait que révéler le vrai sens de ce mot élastique : collaboration avec le pouvoir aux commandes. Cette sorte de convergence de fait entre pouvoir et contre-pouvoir, entre constituants et destituants, n'est pas le simple résultat d'une situation d'urgence ou de panique, mais la conséquence d'une logique présente dans le concept même de composition.

En permettant aux autoritaires de tous bords d'arranger les choses entre eux lorsque cela est nécessaire, cela se fait naturellement aussi au détriment des anti-autoritaires dont les scrupules sont trop exigeants et pas assez realpolitik.

Structurellement, la notion de composition n'est en fait rien d'autre que l'application interne du principe militaire d'alliance avec l'extérieur. Si cette dernière s'applique entre des ennemis inconciliables hier et qui seront à nouveau en guerre demain, la première concerne des adversaires au sein d'un même camp, capables de cohabiter sans se détruire ni s'exclure en mettant de côté leurs visions opposées pour concentrer temporairement leurs forces face à un ennemi commun. Dans les deux cas, cela suppose une capacité remarquable à éradiquer l'unicité de chaque individu et la singularité de ses idées, ainsi que la multiplicité de leurs associations possibles, afin de former des troupes variées pour qu'elles marchent au pas au service d'une entité supérieure (le parti, l'assemblée, le collectif, le peuple, le mouvement de lutte). »





